



Contribution à l'étude des déterminants de la qualité des informations comptables produites par les entreprises libyennes

Salim Mahmoud

► To cite this version:

Salim Mahmoud. Contribution à l'étude des déterminants de la qualité des informations comptables produites par les entreprises libyennes. Gestion et management. Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand I, 2012. Français. NNT : 2012CLF10382 . tel-01167806

HAL Id: tel-01167806

<https://theses.hal.science/tel-01167806>

Submitted on 24 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Faculté
ECONOMIE GESTION
Clermont-Fd

UNIVERSITE D'Auvergne



C R C G M
Centre de Recherche Clermontois
en Gestion et Management

École Doctorale Des Sciences Économiques, Juridiques, Politiques et de Gestion

Thèse

Pour obtenir le grade de Docteur de l'Université d'Auvergne
Discipline : Sciences de Gestion

Présentée et soutenue publiquement 18/12/2012

Salim MAHMOUD

<p>CONTRIBUTION A L'ETUDE DES DETERMINANTS DE LA QUALITE DES INFORMATIONS COMPTABLES PRODUITES PAR LES ENTREPRISES LIBYENNES</p>

Jury

Directeur de Thèse :

Madame Elisabeth ALMA-MANCEL : Maître de conférences, (HDR), à
l'Université de Nouvelle-Calédonie

Rapporteurs :

Monsieur SOLLE Guy : Professeur Émérite, à l'université de Lorraine

Monsieur CÔME Thierry : Maître de conférences, (HDR), à Université de Reims
Champagne-Ardenne

Suffragants :

Monsieur SERRE Jean-Marlin : Professeur à l'Université d'Auvergne

Monsieur MARD Yves : Professeur à l'Université d'Auvergne

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE.....	07
----------------------------	----

PREMIERE PARTIE

ANALYSE THEORIQUE ET MESURE DE LA QUALITE DE L'INFORMATION COMPTABLE DIFFUSEE

CHAPITRE 1 : LA DIFFUSION D'INFORMATIONS FINANCIERES ET SON ENVIRONNEMENT.....	17
CHAPITRE 2 : UNE APPROCHE THEORIQUE DE LA DIFFUSION D'INFORMATIONS FINANCIERES	43
CHAPITRE 3 : UNE APPROCHE INSTITUTIONNELLE DE LA QUALITE DE L'INFORMATION COMPTABLE	84
CHAPITRE 4 : MESURE DE LA QUALITE DE L'OFFRE D'INFORMATIONS COMPTABLES ET FORMULATION DES HYPOTHESES.....	128

SECONDE PARTIE

UNE ETUDE EMPIRIQUE DE LA QUALITE DE L'INFORMATION COMPTABLE DES ENTREPRISES LIBYENNES ET DE SES DETERMINANTS

CHAPITRE 5 : ASPECTS METHODOLOGIES DE NOTRE ETUDE EMPIRIQUE.....	170
CHAPITRE 6 : LA PERCEPTION DE LA QUALITE DE L'INFORMATION FINANCIERE PAR LES UTILISATEURS.....	189
CHAPITRE 7 : EVALUATION DE LA QUALITE DES INFORMATIONS COMPTABLES DES ENTREPRISES LIBYENNES.....	198
CHAPITRE 8 : UNE ESTIMATION DU NIVEAU D'HARMONISATION COMPTABLE DES ENTREPRISES LIBYENNES.....	236
CHAPITRE 9 : LES DETERMINANTS DE LA QUALITE DE L'INFORMATION COMPTABLE DIFFUSEE PAR LES ENTREPRISES LIBYENNES.....	252
CONCLUSION GENERALE.....	287

L'université d'Auvergne n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions dans les thèses : les opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

REMERCIEMENTS

Ces travaux de recherche représentent plus de trois années de travail, de lecture, mais aussi de doute. On en ressort quelque peu différent : enrichi, mûri mais aussi plus humble devant l'étendue des connaissances qui s'est progressivement découverte.

La thèse est ainsi le résultat d'innombrables investigations, questionnements et réflexions. Pour autant, on ne saurait en renvoyer les mérites aux seuls faits de son auteur ; c'est aussi et surtout le fruit d'une collaboration et d'échanges multiples avec certaines personnes. Qu'ils trouvent ici toute ma gratitude.

Aussi, je profite de ces lignes pour remercier ma directrice de thèse, **Mme Elisabeth ALMA** pour avoir accepté de suivre ce projet. La qualité de son suivi, son écoute, ses précieux conseils, ses commentaires et ses encouragements m'ont permis de réaliser ce travail.

Enfin, je remercie tous mes collègues de la faculté d'économie et de gestion de l'Université de Clermont-Ferrand, ainsi que les membres du CRCGM pour leur soutien et leurs recommandations tout au long de ce projet.

Que chacun soit assuré de ma plus vive et ma plus sincère reconnaissance.

*A toute ma famille, spécialement mes parents,
mes frères, mes sœurs, mes amis (es).*

GLOSSAIRE

FASB	Financial Accounting Standards Board
ASB	Accounting Standards Board
IAS	International Accounting Standards
IASB	International Accounting Standards Board
USGAPP	United States Generally Accepted Accounting Principles
UKGAPP	United Kingdom States Generally Accepted Accounting Principles
ICCA	Institut Canadien des Comptables Agréés
FASB	Financial Accounting Standards Board
AAA	American Accounting Association
ANASE	Association des Nations de l'Asie du Sud-est
ZIEA	Zone de Libre Echange des Amériques
OMC	Organisation Mondial du Commerce
OPA	Offre Publique d'Achat
FMI	Fonds Monétaire International
AMF	Autorité des Marchés Financiers
SEC	Securities and Exchange Commission
PVD	Pays en Voie de Développement
HEM	Hypothèse de l'efficience du marché
FIFO	First In, First Out
LIFO	Last In, First Out
TPC	Théorie Politico-Contractuelle
CNC	Conseil National de la Comptabilité
CRC	Comité de la Réglementation Comptable
OEC	Ordre des Experts Comptables
CMFL	Conseil du Marché Financier Libyen
MBL	Marché Boursier Libyen

INTRODUCTION GENERALE

La qualité se définit comme une aptitude d'un produit ou d'un service à satisfaire, au moindre coût et dans les moindres délais, les besoins des utilisateurs¹. L'information comptable est un produit qui a pour objectif principal de fournir des informations utiles afin de satisfaire les besoins des utilisateurs dans les meilleurs délais et aux moindres coûts. Ces informations sont destinées à prendre les bonnes décisions économiques, à montrer l'utilisation rationnelle et optimale des ressources dans le passé, valoriser et améliorer les performances et les activités économiques pour l'avenir. Les états financiers n'ont qu'un seul objectif, celui de fournir une information qui soit utile pour que les utilisateurs prennent des décisions d'investissement, de crédit et autres décisions similaires d'affectation de ressources. Selon Bruns et McKinnon (1993), l'information comptable se définit comme étant une donnée chiffrée relative à un phénomène économique passé, présent ou futur d'une entité, ceci à partir d'une observation selon des règles établies.

Avec le développement des marchés financiers internationaux, les sociétés ont cherché à s'internationaliser afin de lever davantage de fonds. Les fusions et acquisitions transfrontalières sont également devenues fréquentes. Les investisseurs institutionnels jouent un rôle de plus en plus important et exigent plus de transparence dans le domaine de la diffusion d'informations des sociétés cotées. La conséquence directe de ces développements sur la comptabilité est que, de plus en plus souvent, les produits de la comptabilité d'un pays sont utilisés dans d'autres pays (Nobes et Parker, 2000).

Chaque pays a son propre système comptable qui s'inscrit dans son environnement politique, juridique, social, économique, culturel et historique. Les différents systèmes comptables peuvent être inspirés par deux grands modèles comptables : le modèle anglo-saxon et le modèle continental. Dans le modèle anglo-saxon basé sur le système libéral - avec des

¹ Notre définition est inspirée de l'Association Française de Normalisation (AFNOR) qui définit la qualité comme une aptitude d'un bien ou d'un service à satisfaire les exigences explicites ou implicites de l'utilisateur.

marchés de capitaux très actifs comme le marché américain, britannique, canadien - les informations comptables sont devenues des éléments essentiels pour les investisseurs.

Quant au modèle continental adopté par les pays qui ont une gestion dite centralisée, la comptabilité sert surtout les intérêts de l'Etat, et vise notamment à diriger et à orienter la politique économique du pays. Les informations comptables dans ce modèle sont orientées vers plusieurs catégories d'utilisateurs². La France et l'Allemagne sont les deux principaux pays européens ayant adopté ce modèle.

Les deux modèles comptables des pays développés ont été importés ou imposés à la majorité des pays en voie de développement³. La mondialisation, le développement des marchés financiers et des transactions internationales ainsi que la nécessité de faciliter l'accès des investisseurs à des données fiables, compréhensibles homogènes et comparables ont contribué à la mise en place de normes comptables internationales (IAS)⁴.

Les normes comptables internationales sont l'aboutissement du développement économique dans le monde ; ainsi l'Union Européenne a adopté les normes comptables internationales de l'IASB en 2002 à travers une décision politique. Les pays en voie de développement ont également appliqué les normes comptables internationales en les adoptant ou les adaptant. La tendance internationale est d'aller vers les normes IFRS (IAS) y compris pour les pays en voie de développement.

Le système comptable des entreprises adopté en Libye est inspiré du modèle anglo-saxon (une approche comptable d'autorégulation⁵). Bait-El-Mal et al. (1973) ont confirmé le fait que les entreprises et les filiales étrangères présentes en Libye - spécialement des entreprises américaines et anglaises - ont utilisé les principes comptables généralement acceptés⁶ dans leur pays d'origine (US GAPP ou UK GAPP), ce qui est contradictoire avec l'idée que le développement comptable est un résultat de l'interaction de l'environnement économique, social et culturel de ce pays.

² Les parties prenantes ou stakeholders.

³ Briston (1978) précise que la comptabilité pratiquée dans les pays en voie de développement provient des pays développés ; elle a été imposée, non modifiée, et peut donc être la plupart du temps « inadéquate ».

⁴ International Accounting Standard.

⁵ Self regulation approach.

⁶ US GAPP ou UK GAPP.

Les organismes de réglementation gouvernementale, la comptabilité et l'audit professionnel souffrent souvent dans les pays en voie de développement de faiblesses structurelles qui aboutissent à des infractions à grande échelle de la comptabilité et de la réglementation des valeurs par les entreprises de ces pays. Les investisseurs étrangers hésitent souvent à investir dans les sociétés opérant dans les pays émergents en raison du manque de transparence, de comparaison des états financiers et des normes internationalement reconnues (Ali et al, 2004). En effet, il est souvent admis que le niveau de diffusion d'informations des entreprises des pays en voie de développement est faible et qu'il reste inférieur à celui des marchés de capitaux occidentaux développés. De même, les organismes de réglementation sont moins efficaces dans l'application de l'actuelle législation en matière de comptabilité.

Notre recherche se concentre sur la diffusion d'informations comptables notamment sur la qualité d'informations financières offertes dans le contexte des pays en voie de développement en transition vers l'économie de marché (cas de la Libye). Cette question de la diffusion d'informations financières et des variables qui pourraient influencer sur le niveau d'offre et la qualité des informations financières a attiré de nombreux chercheurs qui ont tenté d'analyser les facteurs qui contraignent cette diffusion dans le rapport annuel.

1. Motivation et contribution de la recherche

Dans le contexte de la mondialisation et la recherche de nouvelles ressources autres que le pétrole, la Libye a abandonné l'économie planifiée au profit de l'économie de marché et cela a impliqué de nombreux changements dans divers domaines, dont celui de la comptabilité.

Pour cela, la Libye a entrepris une série de réformes économiques, afin de passer à une économie de marché. La Libye a vu dans l'économie de marché son unique moyen de redressement économique comme beaucoup de pays qui ont choisi ce système, comme par exemple les pays de l'Europe de l'Est. Depuis 2003, la Libye a entrepris plusieurs démarches de type libéral, telles que la privatisation des entreprises publiques, la création de la bourse, la réforme de lois existantes ou la promulgation de nouvelles lois, l'application impérative des normes comptables internationales pour les entreprises cotées en bourse libyenne, l'entrée dans l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC), l'ouverture du pays aux investisseurs

étrangers⁷. En outre, la création du marché financier a entraîné de nouveaux besoins en matière d'informations comptables. Ainsi, nous avons jugé intéressant de mesurer la qualité de l'information comptable diffusée dans les rapports annuels des entreprises libyennes et ses déterminants.

De nombreuses études ont été faites pour mesurer la qualité de la diffusion d'informations comptables ainsi que le degré d'harmonisation dans les pays occidentaux. Cependant, il y a une pénurie de recherches pour les pays en voie de développement. Ainsi, ce sujet n'a jamais été traité en Libye. Rien n'a été fait en vue de mesurer le niveau de l'offre, de la demande et de la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels des entreprises libyennes.

Nous rappelons que notre recherche s'inscrit dans un nouvel environnement économique où la Libye est en transition vers l'économie de marché. Notre étude nous permettra d'approfondir notre connaissance et de comprendre le comportement des entreprises en matière de qualité d'informations comptables diffusées dans le rapport annuel. Notre objectif est de mesurer la qualité des informations comptables dans les pays en voie de développement et d'évaluer l'influence du contexte institutionnel sur la qualité de l'information comptable. Cette recherche fournira une description de l'état actuel de la comptabilité en Libye. Par cette recherche, nous espérons éclairer la situation comptable dans les pays en voie de développement en Afrique en prenant le cas de la Libye qui a opté il y a quelques années pour l'économie planifiée.

Nous allons nous concentrer sur les rapports annuels diffusés par les sociétés libyennes cotées et non cotées. Le choix du rapport est justifié non pas parce qu'il est la seule source d'informations financières mais parce qu'il est la principale source fiable d'informations financières. Les rapports annuels présentent deux signaux différents : ils informent sur la variation annuelle du résultat comptable et ils permettent de prévoir la variation du bénéfice pour l'année suivante. Les utilisateurs de l'information comptable consultent les rapports annuels afin d'obtenir des informations qui les aideront à évaluer la performance, la qualité de gestion et ainsi estimer la perspective d'avenir, à évaluer la solidité de la situation financière,

⁷ L'ouverture au capital étranger signifie qu'il y a un besoin d'introduire des normes comptables pour satisfaire les changements requis au plan interne et externe et faire des comparaisons.

la stabilité, l'adaptabilité, la solvabilité, les liquidités, le risque et l'incertitude pour prendre les bonnes décisions.

Plus spécifiquement, notre recherche permettra d'examiner :

- la perception des utilisateurs d'informations financières sur l'utilité, l'importance des items diffusés dans le rapport annuel
- d'identifier la pratique et d'évaluer la qualité des informations financières des entreprises libyennes
- d'évaluer le niveau de la normalisation comptable des entreprises
- de mesurer le niveau de la diffusion des informations financières dans le rapport annuel
- d'identifier les déterminants de la qualité des rapports annuels.

2. Problématique de la recherche

Notre recherche sera à la fois descriptive, exploratoire, normative et empirique. L'objectif de cette recherche est d'expliquer certaines questions liées aux rapports annuels dans les pays en voie de développement et en transition vers l'économie de marché (cas de la Libye). Plus précisément nous souhaitons évaluer la qualité de l'offre d'informations financières diffusées dans le rapport annuel des sociétés libyennes et identifier ses déterminants.

La problématique qui guidera notre travail de recherche est la suivante :

quels sont les déterminants de la qualité des informations financières offertes par les entreprises libyennes dans leurs rapports annuels ?

Notre recherche nous permettra de répondre à plusieurs questions sous-jacentes énumérées ci-après.

- Quel est l'état actuel du rapport annuel en Libye ? Certaines variables influencent-elles la qualité des rapports annuels, tels que le secteur d'activité, le total de l'actif, et les ventes annuelles ?
- L'offre d'informations comptables répond-t-elle aux différents besoins d'informations

comptables en Libye ?

- Les pratiques du rapport annuel en Libye ont-elles une similitude avec d'autres pays en voie de développement en termes de diffusion des items d'informations et de besoins d'informations financières des utilisateurs ?
- Le niveau de diffusion des informations financières des sociétés cotées est-il différent de celui des sociétés non cotées?
- Existe-t-il une normalisation des pratiques comptables et des états financiers au sein du pays ?

3. Méthodologie

La méthodologie de cette recherche suit une démarche déductive. Pour répondre à notre problématique, nous avons, dans un premier temps, proposé une approche théorique de la diffusion d'informations comptables pour mieux expliquer ensuite les différentes théories applicables à la diffusion d'informations comptables. Dans un deuxième temps, nous avons cherché à analyser l'environnement institutionnel de la qualité des informations comptables afin de comprendre les différents contextes institutionnels de la qualité.

L'appréciation de la qualité des informations comptables diffusées doit nous permettre d'étudier empiriquement des déterminants. Nous rappelons que notre objectif est d'étudier la qualité de d'informations comptables et d'expliquer les variations d'indices de qualité qui seront obtenues à partir de l'évaluation du rapport annuel par quelques déterminants (ou variables indépendantes). Pour cela, il nous faut obtenir une mesure numérique de la qualité d'informations comptables qui puisse servir de variable expliquée. Nous allons établir un indice composé de 83 items. Cet indice représente une grille d'appréciation de la qualité des informations comptables diffusées dans un rapport annuel. Le contenu de la liste d'items traduit les besoins d'une large gamme d'utilisateurs d'informations comptables diffusées dans le rapport annuel.

Pour avoir une mesure numérique de la qualité des informations comptables d'un rapport annuel, nous avons attaché un système de pondération aux items de la liste. Cette pondération est établie sur la base des points attribués par différents utilisateurs - à savoir les analystes

financiers et les experts comptables - présentés sous forme d'un questionnaire. Cette pondération permet de calculer un indice numérique de qualité.

L'indice de qualité obtenu pour chaque rapport annuel des entreprises étudiées nous aidera à explorer les déterminants potentiels de la qualité des informations comptables diffusées dans le rapport annuel. L'étude statistique pour les dix hypothèses nous permettra d'approfondir la connaissance des déterminants des pratiques de diffusion en Libye. Pour cela, nous allons utiliser principalement la méthode de régression linéaire multivariée. En parallèle, nous évaluerons le niveau d'harmonisation comptable au sein des entreprises libyennes pour la période (2009) en utilisant l'indice C de comparabilité de Van der Tas (1988).

4. Structure de la thèse

Cette thèse est composée de deux parties, subdivisée en 9 chapitres.

La première partie comporte quatre chapitres. Le premier chapitre commence par offrir une meilleure compréhension des différents facteurs susceptibles d'influencer la diffusion d'informations comptables et des différents rapports de force entre les acteurs économiques tels que l'Etat, le marché financier et la profession comptable.

Le deuxième chapitre, examine les fondements théoriques justifiant la diffusion d'informations comptables. Dans ce chapitre, nous exposons en détail les trois principales théories liées à la divulgation d'informations financières ; la théorie néoclassique (l'offre et la demande), la théorie des marchés efficients et la théorie de l'agence. Nous passons en revue ces grandes trois théories en expliquant la diffusion de l'information afin de montrer leurs apports et leurs limites.

Après avoir exposé l'approche théorique, le troisième chapitre, aborde l'approche institutionnelle de la qualité de l'information comptable ; à savoir les modèles anglo-saxon et continental. Le système comptable libyen est présenté en détail. Nous passons en revue le développement comptable en Libye et mettons en valeur la contribution des lois à la qualité, les différents types d'entreprises et les informations comptables à fournir.

Le quatrième chapitre de cette partie est consacré aux études relatives à la mesure de la qualité de la diffusion et à la formulation des hypothèses. Pour cela, nous passons en revue les écrites des études antérieures relatives aux diffusions d'informations comptables. L'examen des études antérieures et les théories justificatives de la publication d'informations nous permet de recenser les déterminants potentiels de la qualité de l'information comptable.

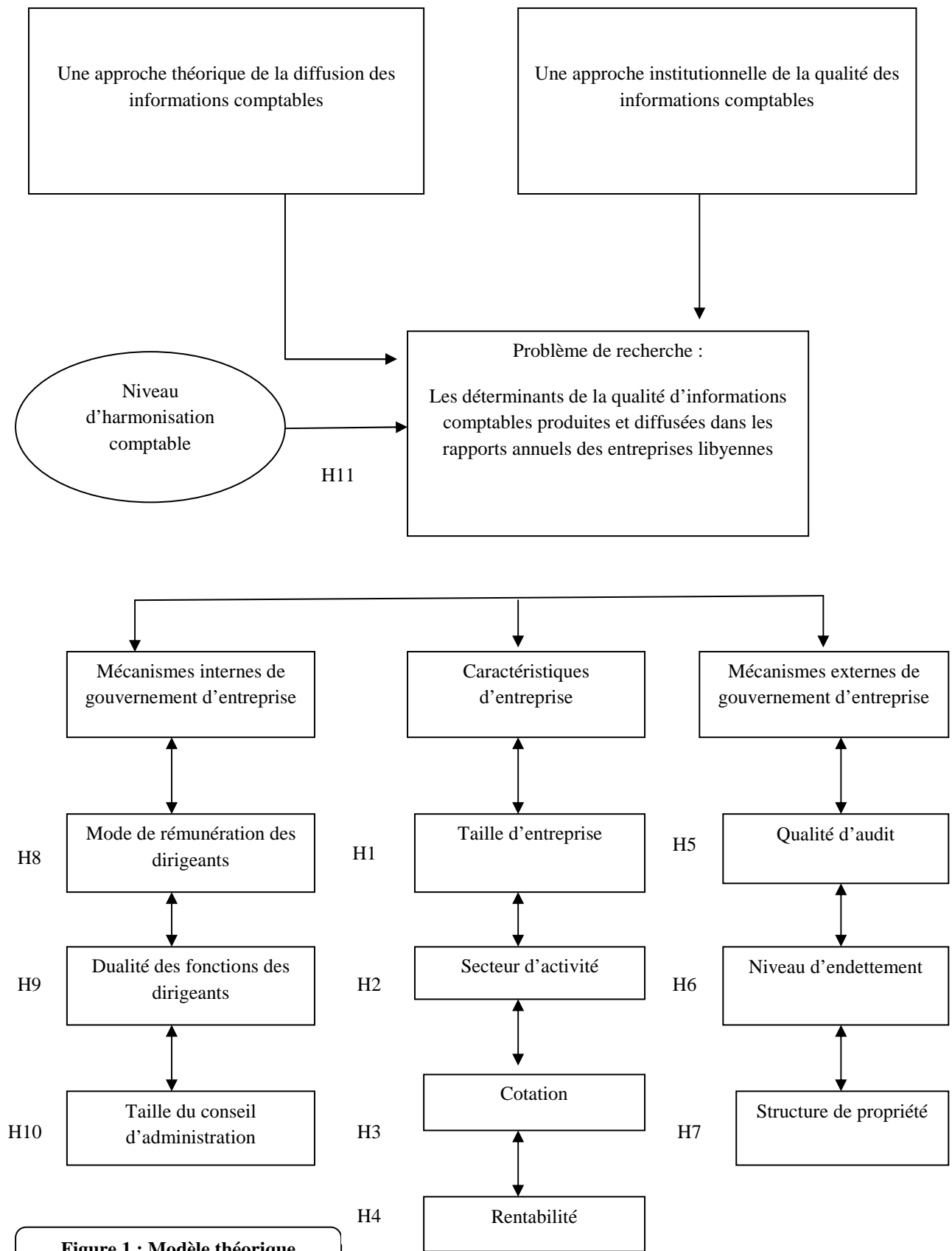
La deuxième partie est consacrée aux analyses des données et à l'analyse des résultats obtenus. Elle se compose de quatre chapitres. Elle présente les résultats de notre recherche de la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels d'un échantillon de 46 entreprises libyennes au cours de la période 2007 - 2009.

Cette partie nous permet de mesurer la perception des utilisateurs aux items et de connaître leurs besoins, d'évaluer l'offre et la demande, d'apprécier la qualité de l'offre d'informations comptables diffusées et d'estimer le niveau d'harmonisation au sein des entreprises libyennes. Le cinquième chapitre a pour but d'exposer les aspects méthodologies de notre recherche. Le résultat de la perception des analystes financiers et des experts-comptables aux items et la confrontation de l'offre et la demande est successivement présentée dans les chapitres six et sept. Le résultat de l'évaluation du niveau d'harmonisation comptable des entreprises libyennes pour l'exercice 2009 est dévoilé dans le chapitre huit. Enfin le chapitre neuf est consacré aux tests des hypothèses susceptibles d'influencer la qualité d'informations comptables.

Au final, dans cette deuxième partie, nous allons discuter les résultats empiriques et nous présenterons les conclusions.

La figure (1) ci-après schématise la structure de la thèse :

LES DETERMINANTS DE LA QUALITE DE L'OFFRE D'INFORMATIONS COMPTABLES



PREMIÈRE PARTIE :

**ANALYSE THÉPRIQUE ET MESURE DE LA
QUALITÉ DES INFORMATIONS COMPTABLES
DIFFUSÉES**

CHAPITRE 1 : LA DIFFUSION D'INFORMATIONS FINANCIÈRES ET SON ENVIRONNEMENT

Le concept de diffusion joue un rôle important dans la théorie et la pratique comptable. La notion de diffusion a une dimension large. Elle se définit comme une transmission des informations financières imposées ou volontaires, périodiques ou occasionnelles. Ces informations sont destinées aux différents stakeholders, en vue de leur permettre de juger, de la manière la plus pertinente possible, de la qualité de la gestion et des perspectives de résultat d'une société⁸. La signification de ce concept dans l'économie libérale où le marché alloue des ressources entre les secteurs concurrentiels de l'économie dépend de l'avantage que la diffusion des informations financières, ainsi elle peut être source d'instabilité dans le marché si les informations diffusées sont inadéquates. Ceci peut probablement conduire à une mauvaise allocation des ressources économiques.

L'objectif de ce chapitre consiste à donner une vision complète de la notion générale de diffusion, ainsi que de sa dimension. De plus, l'environnement qui peut influencer la diffusion d'informations financières des entreprises. Le chapitre est organisé comme suit : 1.1. Les justifications et la nécessité de la diffusion ; 1.2. La notion de la diffusion fondée sur les écrits ; 1.3. Les facteurs environnementaux qui peuvent influencer le niveau et la qualité de l'information financière dans un pays.

1.1. Les justifications et la nécessité de la diffusion

Avant la révolution industrielle, la principale source d'information financière des entreprises provenait des états financiers internes, ces derniers ayant pour objectif la surveillance des besoins de la propriété et du gestionnaire de la société. La comptabilité était depuis longtemps au service de la propriété, le gestionnaire était le propriétaire de l'entreprise, puisque il était à la fois le gestionnaire et le propriétaire, il était donc normal qu'il n'ait pas à publier des informations financières à l'extérieur. Il était au courant de tout sur l'entreprise et connaissait

⁸ Antoine J., Capiiau-Huart M. ; (2006), *Dictionnaire des marchés financiers*.

les conséquences des décisions prises. Cela signifie que les affaires financières relevaient du privé. Après la révolution industrielle et le développement dans tous les domaines, et après une émergence des grandes sociétés, ces dernières sont reconnues légalement comme une personne morale d'où l'établissement du droit de propriétés, caractérisé par la propriété publique d'actions et la responsabilité limitée.

La révolution industrielle se caractérise par les besoins importants de source financière, puisque les sources de financement internes deviennent insuffisantes pour répondre aux besoins de ces sociétés afin d'assurer le développement et la continuité de l'entreprise. Pour Gray, McSwenney et Shaw (1984), les deux types de sociétés nécessitent qu'il y ait diffusion d'informations financières pour rassurer en particulier les actionnaires et les créanciers. Conséquence de la responsabilité limitée en cas de liquidation : les créanciers pouvaient demander le montant des ressources appartenant à la société. La responsabilité des actionnaires est limitée à leur montant d'investissement, et la diffusion est donc vue comme un moyen de régulation. Ensuite, l'introduction de la notion responsabilité limitée permet de résoudre l'incapacité des entreprises à obtenir des capitaux pour qu'ils développent les activités de l'entreprise. Les actionnaires qui possèdent du capital ne seraient plus inquiets d'investir dans des projets risqués. La forme de la responsabilité limitée permet de limiter la perte potentielle de l'investissement dans une société. Les investisseurs ne sont pas impliqués directement dans le fonctionnement de l'entreprise mais ils peuvent avoir accès aux informations régulièrement.

La séparation de la propriété⁹ et l'émergence des bourses ont considérablement influencé la diffusion. La séparation entre la propriété et le management s'est produite comme conséquence de la croissance et de la complexité de l'environnement des affaires. Ceci a permis également de désigner un individu externe afin de gérer les entreprises en raison de ses compétences et qualifications, plutôt que le propriétaire du capital. Cette situation a engendré la concurrence entre les dirigeants des entreprises à travers la diffusion d'informations comptables. Cette diffusion est devenue régulière et essentielle, c'est un moyen de contrôle et de vérification afin d'assurer au propriétaire que l'agent qu'il a investi se comporte d'une manière positive et donc génère des intérêts. La société a grandi en taille, et complexité, il est donc normal que la demande de financement sous forme d'actions, de titres de participation et

⁹ Nous allons présenter avec plus de détails la théorie de l'agence dans le deuxième chapitre.

des prêts augmente. De plus en plus, la demande de financement accrue a contribué au développement des marchés de capitaux afin de trouver les financements et faciliter les emprunts et les prêts, à court terme comme à long terme. L'émergence de marché de capitaux a également influencé la diffusion d'informations financières, ce qui permet aux actionnaires d'investir leur richesse sans courir le risque de liquidation de l'entreprise, et aux entreprises d'augmenter leurs capitaux propres. La croissance du marché financier exige plus d'informations financières. Le besoin d'informations financières de la part des investisseurs actuels ou potentiels, des institutions de réglementation du marché financier, ainsi que de la part des analystes financiers a mis une pression constante sur les sociétés afin d'améliorer la qualité et d'accroître la quantité d'informations financières diffusées.

1.2. Le concept de diffusion

Kohler (1957) a défini la diffusion d'informations financières comme une présentation claire d'un fait ou de l'état d'un bilan, ou d'autres états financiers, dans l'annexe ou dans le rapport d'audit. Parker (1992) définit la diffusion comme un rapport d'informations à la fois financières et non financières pour les utilisateurs, en particulier les investisseurs. L'auteur ajoute que la diffusion peut être en réponse aux législations ou aux normes comptables, ou peut être également volontaire. Les dirigeants ont la latitude de diffuser plus d'informations volontaires qui dépassent les obligations légales afin d'atteindre l'objectif de la diffusion et valoriser l'entreprise. Pour Cooke (1992), les informations fournies dans les états financiers, l'annexe, le rapport de conseil d'administration, et toutes autres informations complémentaires peuvent être à la fois obligatoires et volontaires. En outre, Gibbins et al (1990) ont défini la diffusion d'informations financières comme toute communication d'informations financières obligatoires ou volontaires, que ce soit quantitatives ou qualitatives, par des canaux formels ou informels. D'après Choi (1973), la diffusion d'information est toute publication de données économiques quantitatives relatives à une entreprise afin de faciliter la prise de décisions. Les données économiques prévoient les conséquences des événements économiques dans l'avenir pour réduire l'incertitude. En outre, il a également souligné que toute amélioration de la diffusion peut être considérée comme un désir d'accroître la quantité et la qualité des données économiques diffusées par l'entreprise pour les utilisateurs de ses rapports annuels, en particulier les investisseurs.

Au total, la diffusion d'informations financières est définie comme tout type d'informations communiquées par les rapports annuels des entreprises qui sont nécessaires, pertinentes et importantes pour différents groupes d'utilisateurs actuels ou potentiels afin qu'ils prennent les jugements et les décisions concernant une entreprise donnée. Les rapports annuels des entreprises sont fournis chaque année, notamment pour les actionnaires et pour les autres parties prenantes qui ont besoin de connaître l'entreprise et ses activités au cours de ces dernières années. Ces rapports annuels contiennent des informations financières et non financières (quantitatives et qualitatives) qui sont considérées comme utiles pour différents utilisateurs. Ils peuvent également contenir des sections narratives telles que le rapport d'administration et le discours de directeur général de la société. L'entreprise a plusieurs canaux pour transmettre ses informations (site internet, courrier électronique, presse financière...) aux investisseurs potentiels.

Les caractéristiques de la « bonne information », ou de la « diffusion adéquate », ou de la « qualité de la diffusion »¹⁰ peuvent changer en fonction du temps et de lieu. Pour Moonitz (1961), le concept de la diffusion doit être vu dans sa globalité. Il peut être vu en termes de (1) ce qui devrait être diffusé, (2) à qui, (3) et comment la diffusion devrait être. Nous parlerons dans le prochain chapitre des raisons incitant la diffusion d'informations comptables. Les différentes notions du concept de diffusion peuvent être analysées en huit dimensions. Nous allons les exposer dans ce qui suit.

1.2.1. L'objectif de la diffusion

La diffusion des rapports annuels est fondamentale pour l'entreprise afin de rassurer les utilisateurs d'informations. Nous avons montré qu'il existe des informations obligatoires et volontaires. Le terme « obligatoire » signifie la diffusion de toute information diffusée recommandée par des organismes spécialisés. L'objectif principal de la diffusion est de fournir des informations importantes et pertinentes qui pourraient aider les utilisateurs dans leurs démarches de décision¹¹.

¹⁰Buzy (1974a, 1975b) et Wallace (1987), utilisent le terme « diffusion adéquate », Singhvi et Desai (1971), Moore et Buzby (1972), et Forker (1992), utilisent le terme « qualité de diffusion ».

¹¹ Pour Jaggi (1975), la diffusion d'informations financières est un processus décisionnel : « la décision de divulgation comme toute autre décision implique un choix parmi plusieurs alternatives liées au degré d'exactitude et de précision des informations à divulguer ».

En effet, plusieurs organismes comptables, chargés de la mise en place des normes comptables sur le plan national ou international ont établi leurs propres objectifs de rapport financier qui proposent les objectifs de l'information financière. La commission de Trueblood (AICO, 1973) a précisé que « l'objectif fondamental des états financiers est de fournir des informations utiles pour prendre des décisions économiques ». En outre, selon, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (CICA¹², 1980), l'objectif de l'information financière est la mise à disposition d'informations pertinentes à l'ensemble des utilisateurs potentiels de ces informations dans le meilleur délai. Et pour l'ASB¹³ (1991), l'objectif des états financiers est de fournir des informations sur la situation financière, la performance et l'adaptabilité financière d'une entreprise qui sont utiles à la prise de décision économique pour un large groupe d'utilisateurs actuels et potentiels.

Le FASB¹⁴ (1996), dans son Statements of Financial Accounting Concepts a fourni les objectifs du rapport financier en mettant l'accent sur les décisions relatives aux crédits et privilégiant les investissements :

- Les rapports financiers doivent fournir des informations qui sont utiles pour les investisseurs actuels ou potentiels, les créanciers et autres utilisateurs pour les aider afin d'être rationnels dans la prise de décisions. L'information doit être compréhensible pour ceux qui ont une compréhension raisonnable des activités économiques et qui sont prêt à étudier l'information avec une diligence raisonnable
- Les rapports financiers doivent fournir des informations qui sont utiles pour les investisseurs actuels ou potentiels, les créanciers et autres utilisateurs afin d'évaluer la rentabilité et le risque dans la perspective de futurs dividendes, la vente, le rachat, et l'échéance de titres ou de prêts. Le rapport annuel doit fournir des informations pour aider les investisseurs, les créanciers et d'autres utilisateurs potentiels à évaluer la rentabilité et le risque de la perspective de futurs flux de trésorerie nets liés à une entreprise
- Les rapports financiers doivent fournir des informations relatives aux ressources économiques d'une entreprise (créances, obligations, capitaux propres).

¹² Canadian Institute of Chartered Accountants (CICA).

¹³ Accounting Standards Board (ASB).

¹⁴ Financial Accounting Standards Board (FASB).

L'objectif final de la diffusion du rapport financier de l'entreprise diffusé est de fournir un compte rendu aux utilisateurs pour une présentation complète de l'exercice de la direction à l'aune de la réalisation des objectifs définis auparavant, ainsi que la performance économique et la position de la santé financière de l'entreprise.

1.2.2. Les catégories d'utilisateurs

Les utilisateurs des informations peuvent être se différencier selon le système économique, politique, culturel où l'entreprise évolue. La majorité des décisions économiques se fonde sur les relations tenues avec l'entreprise, ainsi que sur la connaissance acquise. Chaque groupe d'utilisateurs a ses propres besoins. Dans cette voie, selon une étude réalisée par CICA (1980), les besoins de différents groupes peuvent être généralement classés en des informations financières et non financières énumérées ci-après.

- Évaluation de la performance globale de l'entreprise par rapport aux objectifs et par rapport à d'autres entités.
- Évaluation de la qualité de gestion en termes de bénéfices réalisés, de performance et d'efficacité.
- Estimations des perspectives futures pour les bénéfices, les dividendes, les intérêts, l'investissement et le besoin en capital, l'emploi, les fournisseurs et les clients.
- Évaluation de la santé financière ainsi que de la stabilité, la solvabilité, la liquidité, le risque et l'incertitude.
- Objectif de faciliter l'allocation des ressources par les actionnaires (actuels et potentiels), les créanciers (actuels et potentiels, à court et à long terme), les gouvernements, et d'autres organismes du secteur privé.
- Objectif de faire des comparaisons avec des performances passées, et avec d'autres entités.
- Objectif d'évaluer la dette, et les capitaux propres dans l'entreprise.
- Objectif d'évaluer la capacité d'adaptation.
- Évaluation du niveau de la conformité avec la loi ou les règlements.

- Évaluation de la société et de la contribution à la société et aux objectifs nationaux, ... etc.

Ces groupes d'utilisateurs internes et externes peuvent être des utilisateurs potentiels des informations de l'entreprise, les propriétaires, les prêteurs, les fournisseurs, les investisseurs potentiels, les créanciers, les employés, les dirigeants, les administrateurs, les clients, les analystes, les conseillers financiers, les courtiers, l'assureurs, les bourses, les avocats, les économistes, les autorités fiscales, les organismes de réglementation, les législateurs, la presse financière, les syndicats, les associations professionnelles, les chercheurs en entreprise, les enseignants, les étudiants, et le public. La diffusion d'informations peut être destinée à un groupe privilégié comme les investisseurs. Pour Saleh (2004), la diffusion d'informations destinées à un groupe spécifique peut être considérée comme une diffusion fermée (enclosure), alors que Holland (1988) la considère comme une diffusion privé (private disclosure). Selon Holland (1998) la communication privée d'informations occupe une place importante dans la stratégie de communication des entreprises. Ses avantages sont énumérés ci-après.

- Elle réduit les coûts de propriété qui sont induits par la communication publique d'informations comptables.
- Elle permet à l'entreprise en retour d'obtenir des analystes financiers des informations sur le secteur et les concurrents, ce que ne fournit pas la communication publique.
- Elle permet de maintenir une relation étroite entre l'entreprise et les analystes, ce qui accroît la crédibilité de l'information diffusée dans les rapports annuels.
- Elle permet de réduire le coût du capital en aidant les analystes financiers à connaître l'entreprise et à évaluer ses perspectives.
- Le contenu de cette communication privée est identique à celui des rapports annuels mais il est plus approfondi.

La variation d'informations exigées et l'accessibilité à l'information par les différents utilisateurs de l'information comptable peuvent créer de conflits d'intérêts entre les dirigeants d'une entreprise et les différents groupes d'utilisateurs, ou entre les différentes catégories d'utilisateurs. Il est à noter que la capacité à acquérir et traiter l'information varie suivant les

utilisateurs, en fonction de leurs expériences particulières, leurs intérêts, leurs attentes, leurs préférences et de leurs croyances. Il est difficile d'expliquer la variété et la nature complexe des utilisateurs et de définir exactement l'information qui devrait être fournie à un groupe particulier d'utilisateurs et qui devrait être disponible à bas coût et rapidement.

1.2.3. Les producteurs d'informations

Les offresseurs ou les préparateurs de l'information comptable sont les personnes qui sont directement impliquées et engagées pour établir les états financiers, ainsi que les rapports intermédiaires et assurer la maintenance des documentations des comptes. L'utilité d'informations fournies dans les rapports financiers dépend entre autres de la compétence et de la qualification des préparateurs.

L'idée selon laquelle les préparateurs manipulent¹⁵ les données comptables selon les ordres des dirigeants afin d'influencer les décisions des utilisateurs d'informations actuels et potentiels, est inquiétante de la part des utilisateurs. Ces derniers aimeraient savoir si le rapport annuel publié présente la réalité vraie de la situation financière. Les rapports annuels sont soupçonnés souvent d'une manipulation par les dirigeants en coopération avec les préparateurs (les comptables) pour des raisons différentes, comme attirer de nouveaux actionnaires, réduire ou échapper à l'impôt. Il est généralement postulé que les fournisseurs de l'information comptable produisent des résultats comptables qui favorisent leurs propres intérêts. Cela peut être produit par la manipulation de rapports de résultat ou par la manipulation de la gestion de l'entreprise. La manipulation des résultats peut prendre la forme de lissage des bénéfices.

Il existe des mécanismes de contrôle pour limiter un tel comportement. La fonction d'audit peut jouer ce rôle afin d'empêcher un tel comportement de se produire par le dirigeant d'une entreprise. Cependant, s'il existe un degré élevé d'interdépendance entre le client et l'audit, cela aura forcément des conséquences sur l'efficacité de l'audit car l'auditeur sera influencé par son intérêt personnel. Des autres facteurs externes peuvent également influencer le comportement des préparateurs tels que les effets sociaux ou les contraintes institutionnelles

¹⁵ Des nombreux travaux ont tenté de valider l'idée selon laquelle les dirigeants tentent de manipuler les bénéfices afin d'avoir de primes plus élevées ou de s'enrichir suite à la hausse de la valeur des actions.

dans la préparation de l'information comptable. Ces facteurs externes peuvent engendrer une augmentation au niveau de réglementation.

1.2.4. La régulation

En fait, une entreprise peut être créée après avoir rempli certaines exigences prévues par les autorités compétentes comme la loi de commerce (le registre des sociétés). Les sociétés sont en règle générale obligées par la loi de présenter le rapport annuel qui montre leur position et leur performance financière concernant un exercice donné. En général, les autorités compétentes édictent les éléments et le type d'informations financières qui devraient être diffusés et la manière de les présenter.

Streck et Schmitt (1985) ont présenté un modèle de régulation comptable qui a un lien avec le mécanisme de régulation économique dominant à savoir :

- l'Etat ou le contrôle hiérarchique
- le marché ou la compétition dispersée
- la communauté ou la solidarité spontanée.

La diffusion d'informations financières d'entreprise peut être réglée de diverses manières. Puxty et al. (1987) identifient plusieurs modes de régulations possibles, ces derniers se fondant principalement sur une combinaison de principes régulateurs du marché (Market) et de l'Etat (State), ainsi que de la communauté qui leur était subordonnée (Community).

Le mode du libéralisme se fonde sur les principes du marché qui régulent l'information financière et dès lors les sociétés ne sont pas obligées de fournir des informations sauf s'il existe une demande du marché. Le mode légaliste se repose sur une application des réglementations imposées par l'Etat et la pratique comptable doit suivre à la lettre la loi, alors que le mode associationniste se caractérise par une régulation accomplie à travers le développement d'organisations formées pour représenter et faire progresser les entreprises et leurs membres. Enfin, dans le mode corporatiste, l'Etat autorise l'existence de groupes d'intérêts organisés et les incorpore dans son propre système de régulation centralisée et hiérarchique.

Selon ce modèle, la régulation comptable peut passer par trois formes principales énumérées ci-après.

- Le modèle du marché s'est fondé sur une économie de marché dans laquelle le financement des entreprises provient par une bonne part du marché financier. L'objet de l'activité économique garantit aux investisseurs une rentabilité financière la plus élevée possible et dans ce sens, les systèmes comptables se sont orientés vers la rentabilité. L'intervention de l'Etat doit nécessairement être limitée à la mise en place d'un cadre réglementaire assurant le fonctionnement efficient de l'échange des titres en bourse. Ce modèle caractérise l'économie des pays anglo-saxons et en particulier les Etats-Unis.
- Le modèle de l'Etat se caractérise par la réglementation et le contrôle hiérarchique, et il représente un système mixte déterminé par la coexistence de capitaux privés et publics importants, l'objectif de rentabilité financière n'apparaît pas central dans ce modèle. Les pratiques doivent être suivies, et l'Etat en impose également les mécanismes. L'Etat doit toujours intervenir dans la mise en place d'un cadre réglementaire afin de protéger ses intérêts principaux et pour réaliser ses objectifs nationaux. Dans ce contexte, le système comptable repose sur la comptabilité de responsabilité. L'objectif principal de la comptabilité est de permettre à l'Etat de contrôler la création et la répartition des richesses. Ce modèle représente l'économie française.
- Le modèle de communauté ou le modèle du corporatiste repose sur une économie de marché, mais dans ce modèle, l'acteur dominant en matière de financement des entreprises n'est pas le marché mais les banques. La bourse ne joue pas un rôle aussi important que dans le modèle du marché financier puisque le financement des entreprises est majoritairement assuré par les banques. L'objectif principal dans ce modèle est de vérifier la possibilité de paiement des dettes. Ce modèle représente l'Allemagne.

1.2.5. Types d'informations

Il existe essentiellement deux types d'information qui sont diffusés dans le rapport annuel de chaque entreprise, à savoir des informations qualitatives et d'autres quantitatives. L'étendue de la diffusion de ces deux grandes catégories d'informations sera déterminée par la nature

des informations, que ce soit une diffusion exigée par la loi (diffusion obligatoire), ou une diffusion due à la politique adoptée par l'entreprise (diffusion volontaire). Les informations obligatoires englobent toutes les informations (qualitative ou quantitative) qui sont demandées par la loi (comme la loi de commerce, la loi fiscale) ou par d'autres règlements prescrits par les bourses comme la bourse libyenne. Par exemple, les entreprises qui sont cotées en bourse libyenne doivent diffuser les informations exigées par l'autorité de marché pour être acceptées.

Dans le contexte libyen¹⁶, les informations qui sont considérées comme obligatoires par le marché financier suivant les normes comptables internationales et la loi commerciale¹⁷, de nature qualitative ou quantitative, sont :

- le rapport d'audit externe
- le rapport du comité d'audit ou contrôle
- le rapport de conseil d'administration
- le rapport du dirigeant
- les états financiers
- les annexes.

D'autre part, les informations qui sont considérées comme volontaires, qualitatives ou quantitatives, sont les suivantes :

- le rapport social
- le rapport environnemental.

Après avoir présenté quels types d'informations pourront être susceptibles d'être diffusées dans le rapport annuel, une question paraît importante : quelle est la quantité d'informations qui pourra être publiée dans un rapport annuel ? C'est ce que nous allons traiter dans ce qui suit.

1.2.6. Quantité d'informations diffusées

La détermination de la quantité d'informations financières à diffuser vise à établir de quelle manière nous pourrions, à travers les informations à fournir aux utilisateurs, choisir celles qui

¹⁶ Nous allons parler en détail du contexte libyen dans le troisième chapitre.

¹⁷ La loi commerciale libyenne 2010 sera présentée en plus détaillée dans le troisième chapitre.

peuvent être les plus pertinentes pour la prise d'une bonne décision, tout en réduisant le coût de traitement.

Selon Doria et al. (1994), les organismes comptables ont développé quatre approches afin de réduire la masse d'informations diffusées aux utilisateurs :

- une présentation de l'information selon une structure précise comme des définitions de concepts comptables, ainsi que des états financiers bien précis
- le regroupement des données comptables en catégories
- l'adaptation de l'information selon les besoins des utilisateurs et ceux des bailleurs de fonds
- les calculs des ratios pour les bénéfices des utilisateurs.

Plusieurs auteurs ont étudié l'offre d'informations comptables, ils peuvent être classés en trois groupes. Barret (1976, 1977), Belkaoui et Kahl (1978), Buzby (1974b, 1975b), Chandra (1974), Choi (1973b, 1974), Firer et Meth (1986), Stanga (1976), Wallace et al (1974), Raffournier (1995) ont mis l'accent sur le contenu global de la diffusion d'informations dans le rapport annuel qui sont à la fois les items obligatoires et volontaires diffusés dans le rapport annuel. D'autres, Firth (1979a, 1979b), Chow et Wong-Boren (1987), Parker et al (1987), Meek et al. (1995), Wallace et Naser (1995) ont examinés la diffusion des items sélectionnés qui peuvent également être obligatoires ou volontaires. Enfin, Loy et Toole (1980), Peles (1970), Dempsey et al (1993) ont étudié la diffusion d'un item particulier qu'il soit obligatoire ou volontaire.

1.2.7. Les moyens de diffusion

Le délai de la diffusion constitue l'un des objectifs qualitatifs des états financiers qui exige la diffusion du rapport annuel pour les utilisateurs d'informations dès que possible. La communication de la performance et des résultats financiers de l'entreprise aux utilisateurs se fait généralement par le rapport annuel. C'est la fonction du rapport annuel que le préparateur des états financiers n'ait qu'un objectif, rendre compte de la réalité économique des informations sur les ressources et la performance financière de l'entreprise, qui sont destinées à la communication pour une large gamme d'utilisateurs (Roslender, 1992).

Il existe d'autres moyens de communication que l'entreprise peut utiliser, tels que les journaux, les magazines, les réseaux informatiques internationaux spécialisés, et l'internet, ceci pour atteindre un large public, plutôt que de se limiter à un groupe particulier qui a un besoin spécifique. Selon Parker (1982), l'utilisation des rapports annuels pour la diffusion d'informations à un large public pose des problèmes au niveau de la composition d'utilisateurs hétérogènes et de la quantité d'informations à fournir. Parker suggère que pour parvenir à toucher un public plus large, les gestionnaires doivent s'orienter vers les médias moyen le plus efficace et le mieux approprié afin de publier leur message en dehors de l'entreprise. Preston (1981) souligne que le média de masse, résultant de leur grande accessibilité, est mieux adapté aux relations publiques et pour répondre aux différents groupes hétérogènes. Ainsi, le média peut être utilisé pour préconiser la position d'une entreprise, améliorer son image, favoriser la relation client et aider de manière indirecte à promouvoir les produits et les services à travers les informations diffusées.

Il devrait y avoir un mécanisme pour que le rapport annuel soit accessible pour une large gamme d'utilisateurs, cela serait bénéfique aux préparateurs et utilisateurs des rapports annuels. Il existe deux moyens possibles pour garantir l'atteinte d'un large public pour les rapports annuels des entreprises.

Le rapport annuel doit être diffusé à toute organisation ou institution là où les utilisateurs peuvent avoir facilement l'accès à ces informations publiés dans le rapport annuel. À titre d'exemple, il faudrait que ces informations soient disponibles dans les bibliothèques publiques dans chaque région d'un pays et pas seulement à la bourse. Les entreprises peuvent reproduire leurs rapports annuels en les publiant dans les journaux ou les magazines d'affaires, ou par la diffusion de leurs rapports à l'aide de la télévision ou des vidéos. Si l'entreprise choisit la deuxième option, il est préférable que l'entreprise explique en détail les termes techniques de façon à aider le lecteur à comprendre le contenu de rapport annuel. Dans le cas de la deuxième option, le public peut avoir facilement les journaux, les magazines spécialisés, et les livres.

Pour améliorer l'accessibilité sociale du rapport annuel, les producteurs de l'information doivent identifier leur public. La nature et la conception de rapports doivent être conformes à l'objectif de la communication. Selon Beattie (1988), il y a des profits lorsqu'un changement intervient dans la présentation et dans le contenu des rapports annuels. À travers un examen

de plusieurs motifs de changement volontaire apporté au rapport annuel de certaines entreprises, elle a prouvé que ce choix de changement est en rapport avec les facteurs sociaux, économiques, technologiques et comportementaux. Cette évolution dans la présentation et dans le contenu du rapport annuel a conduit les entreprises à reconnaître l'importance d'identifier le besoin des utilisateurs et d'une meilleure communication avec chacun d'entre eux.

D'autres moyens de communication sont la télévision et la vidéo. Pour Beattie (1988), l'utilisation de la télévision et la vidéo peuvent améliorer l'efficacité de la communication, car :

- il y a un avantage de qualité passive qui permet de l'apprentissage inconscient
- elles permettent la mémorisation d'une plus grande quantité matérielle visuelle que narrative
- la télévision crée une relation de communication plus personnelle et informelle avec le lecteur.

En outre, Beattie fournit un exemple de l'entreprise Emhart qui a installé un câble satellite en 1980 pour diffuser une bande vidéo sur son rapport annuel pour un public potentiel de (10000) actionnaires. Quelle que soit la forme de médias qui peut être utilisée par les entreprises dans la communication de performance financière, elle doit respecter les caractéristiques qualitatives de l'information comptable. Les informations devraient être présentées d'une manière compréhensible, ceci étant lié aux objectifs du rapport annuel de l'entreprise.

1.2.8. Diffusion d'information : coût et avantages

D'une manière générale, la diffusion d'information est très rentable à la fois pour les gestionnaires de l'entreprise et auprès des parties prenantes. La diffusion des informations entraînerait des coûts inévitables pour une entreprise quelle que soit la taille de l'entreprise, mais il existe à la fois des avantages acquis par une telle diffusion d'informations et des inconvénients.

La diffusion d'informations permet de corriger la mauvaise évaluation, lorsque la valeur de l'entreprise intrinsèque¹⁸ (vraie) est différente de sa valeur marchande. La mauvaise évaluation a pour source des informations asymétriques qui peuvent être atténuées par la diffusion. En outre, la stratégie de la diffusion d'informations vise à atteindre et maintenir des actionnaires mixtes, composés des investisseurs institutionnels et privés. Comme l'entreprise peut fournir des informations sophistiquées et des informations prospectives requises par les investisseurs institutionnels, cela augmente la demande sur les titres de l'entreprise. D'autre part, une entreprise peut accroître sa visibilité et la demande de ses titres par les investisseurs individuels en diffusant des informations aux analystes financiers ou en utilisant les moyens de communication de masse par le média.

Afin d'éviter l'intervention politique et réglementaire, notamment lorsque les organismes de réglementation, et les décideurs politiques constatent un comportement inhabituel d'une entreprise, tels que la rentabilité anormalement élevée et le prix de produits, l'information est la source principale pour vérifier une telle anomalie. Nous pouvons déduire que dans des zones politiques sensibles, il semble nécessaire que l'entreprise adopte une politique de diffusion bien planifiée comme le technique comptable « conservatisme »¹⁹.

La diffusion d'informations permet d'acquérir un avantage concurrentiel, une stratégie de diffusion efficace qui ne doit pas seulement freiner les concurrents, mais également réduire l'écart d'informations entre les utilisateurs internes et externes, ce qui augmentera la valeur de marché et diminuera le coût du capital en permettant une meilleure liquidité des titres.

Les inconvénients de la diffusion d'informations peuvent se résumer dans les coûts. Ils sont classés en deux catégories :

- les coûts directs de traitement et de la diffusion d'informations
- les coûts indirects, y compris de l'impact de la diffusion d'informations sur les décisions de l'entreprise et les activités, la position concurrentielle et les coûts de litige.

¹⁸ La valeur de l'entreprise intrinsèque est une valeur réelle des biens figurant au bilan, et la valeur marchande appelée également valeur mathématique intrinsèque. En divisant les valeurs mathématiques comptables et intrinsèques par le nombre d'actions, on obtient respectivement la valeur théorique de l'action, et la valeur mathématique intrinsèque de l'action.

¹⁹ Le conservatisme est une préférence pour des méthodes prudentes afin d'éviter le risque d'incertitude futur, par exemple la méthode de la valeur du coût historique pour déterminer la valeur des immobilisations.

1.3. Les facteurs environnementaux et la diffusion d'informations financières

En fait, la comptabilité est un produit de son environnement. En d'autres termes, elle est le reflet de la réalité économique et particulièrement des attributs de l'environnement national. Il existe donc une interrelation entre l'environnement économique et la diffusion d'informations. Des études antérieures ont démontré que les pratiques comptables et la diffusion d'informations d'un pays sont très influencées par des facteurs environnementaux. Jaggi (1975) a mis en évidence l'influence de l'environnement culturel sur la diffusion d'informations. Il a conclu que l'environnement culturel a une forte influence sur la diffusion d'informations des entreprises dans un pays. Gray (1988) a développé un modèle pour expliquer la relation entre les dimensions culturelles et la pratique comptable. Ce modèle a apporté une contribution importante pour expliquer l'impact de valeurs culturelles de Hofstede²⁰ sur la pratique comptable et la diffusion d'informations comptables dans différents pays.

Néanmoins, le processus de la prise de décision est influencé par plusieurs facteurs ; économique, juridique, social et politique, taille de l'entreprise et structure, ... en outre, le dirigeant joue un rôle important dans le processus de diffusion d'informations. Selon Mueller (1968), l'environnement d'un pays peut être distingué en se basant sur quatre facteurs : l'état de développement économique, la complexité des activités des affaires, les systèmes sociopolitiques ainsi que le système légal. Ensuite, ces facteurs ont été développés en douze facteurs environnementaux (Choi et Mueller, 1992) :

- le système juridique
- le système politique
- la nature de la propriété des entreprises
- la taille de la complexité des activités de l'entreprise
- le climat social
- le niveau de la sophistication des activités des dirigeants et du monde financier
- la législation commerciale
- la législation comptable

²⁰ Les dimensions culturelles de Hofstede sont l'individualisme, la distance au pouvoir, l'aversion à l'incertitude et la masculinité. Et les dimensions des systèmes comptables selon Gray sont la professionnalisme/contrôle légal, uniformité/flexibilité, prudence/optimisme et secret/transparence.

- l'innovation
- le développement économique
- la croissance économique
- le statut de l'éducation professionnelle et organisationnelle.

Radebaugh (1975) a identifié plusieurs facteurs environnementaux qui influencent l'évolution des normes, des objectifs et des traitements comptables au Pérou. Les facteurs sont les suivants :

- la nature de l'entreprise
- les utilisateurs d'entreprise
- le gouvernement
- d'autres utilisateurs externes
- des caractéristiques environnementales locales
- des influences internationales
- l'influence académique
- la profession comptable.

En outre, Choi et Mueller (1992) et l'AAA (American Accounting Association, 1977) ont identifiés huit variables similaires :

- le système économique
- le système politique
- le niveau de développement économique
- les objectifs du rapport financier
- la régulation de norme
- le niveau de l'éducation et la formation
- l'application des normes et d'éthiques
- les clients.

D'autres études se sont intéressées aux sociétés multinationales. Ainsi, Gray et McSweeney et Shaw (1984), ont identifié sept facteurs qui influencent la diffusion d'informations. Ces facteurs sont :

- l'influence du pays d'origine
- l'influence étrangère

- les institutions financières et les banques internationales
- les investisseurs internationaux et les analystes financières
- les organisations comptables internationales
- les organisations internationales intergouvernementales
- les organisations syndicales internationales.

Le facteur culturel a une influence importante sur le comportement des diffuseurs d'informations. Jaggi et Yee Low (2000) ont examiné l'impact de la valeur culturelle et de la diffusion d'informations pour les entreprises multinationales opérant dans deux systèmes juridiques (droit coutumier, droit continental). Ils ont conclu que les pays de droit coutumier diffusent plus d'informations que les pays de droit continental. Les résultats révèlent également que la valeur culturelle a un impact non significatif sur la diffusion d'informations pour les entreprises multinationales de droit coutumier et que les résultats des entreprises de droit codifié présentent des signaux mixtes. Meck et Saudagaran (1990) retiennent ainsi cinq facteurs qui peuvent influencer le système comptable mise en œuvre au sein d'un pays : le système juridique déterminant en grande partie le processus de normalisation comptable et opposant les pays de droit coutumier aux pays de droit codifié ; le mode de financement des entreprises, permettant de distinguer le financement bancaire du financement par le recours au marché ; le degré de connexion entre la comptabilité et la fiscalité ; le niveau d'inflation ; les liens politiques et économiques entre pays.

À partir des lectures, nous avons essayé de schématiser toutes ces interactions entre les facteurs d'environnement comptable et la diffusion d'informations dans la figure (2). Elle représente les facteurs environnementaux qui peuvent influencer le niveau de la diffusion d'informations dans un pays. La figure montre bien la diffusion d'informations qui représente l'entreprise et qui produit diverses informations selon les activités de l'entreprise. Le type d'informations est également déterminé en grande partie par le type de l'entreprise ou de l'organisation. Ainsi, Farnham²¹ (1997) a proposé une classification des entreprises en quatre catégories selon leurs orientations et leurs propriétés, comme le montre la figure (3).

²¹Farnham, D. (1997), *Corporate Environment*, London: Institute of Personnel Management.

Les entreprises privées comprennent les industries, les plantations, les biens et les entreprises commerciales, plusieurs entreprises de services et du secteur financier comme les banques et les sociétés d'assurance. Toutes ces entreprises affichent le même objectif lucratif. Alors que les entreprises publiques sont des organismes commerciaux de nature publique qui ont un degré élevé d'indépendance financière de l'Etat, les services publics, tels que l'éducation, la santé et les services sociaux, ont certains objectifs de bien-être par le truchement de la collectivité, de l'Etat ou des organismes d'Etat. Enfin, la dernière catégorie inclut les organismes professionnels, les syndicats, la pression des groupes. Cela nous amène à dire que la nature de la propriété des entreprises peut influencer les types d'informations à diffuser. Il est à noter que les entreprises publiques proposent des rapports financiers différents des entreprises de propriété privée et des banques.

La figure (2) montre les relations entre l'environnement et la diffusion d'informations comptables. L'environnement interne d'un pays peut être classé en dix facteurs. Ces facteurs sont les préparateurs, les utilisateurs, les régulateurs, la profession comptable et le niveau d'éducation, le système politique, le système économique, le système légal, le système social et les variables culturelles. Alors que l'environnement externe ou international inclut l'histoire, les organismes comptables internationaux (IASB), les communautés économiques régionales, les organismes comptables régionaux, le commerce international, les sociétés multinationales, les marchés financiers internationaux, les sociétés d'audit internationales, et d'autres organismes internationaux comme la banque mondiale, l'adhésion à des organismes internationaux tels que OMC, le progrès technologique et l'investissement étranger.

Le processus de la diffusion d'informations implique plusieurs participants comme les préparateurs, les utilisateurs, les auditeurs et les régulateurs, et chacun d'entre eux dispose de différents intérêts liées à la production d'informations fournies dans les rapports annuels. Les intérêts de ces participants ont permis de déterminer le niveau et la qualité de la diffusion des informations financières de l'entreprise.

Figure (2) : Les facteurs susceptibles d'influencer la diffusion d'informations financières

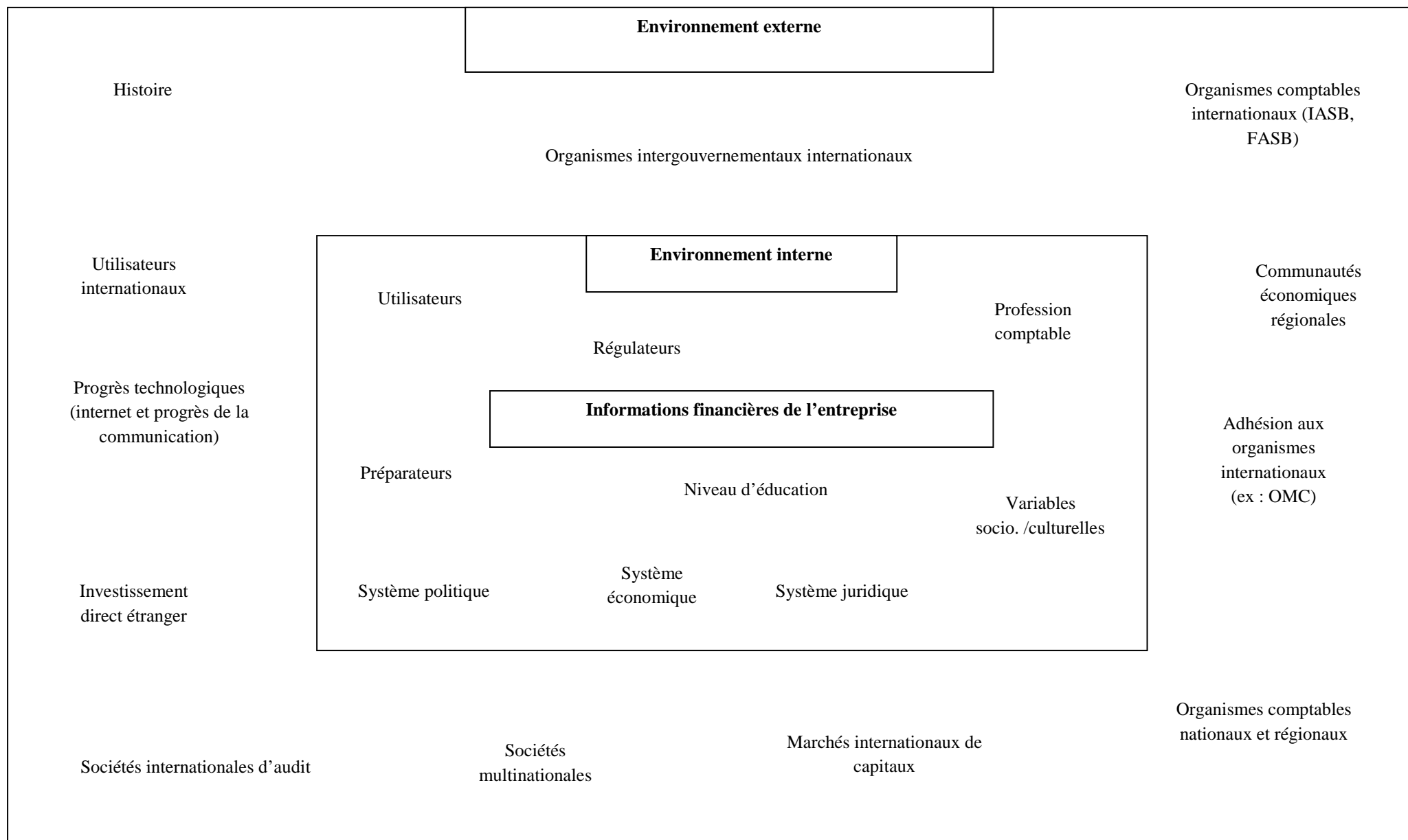
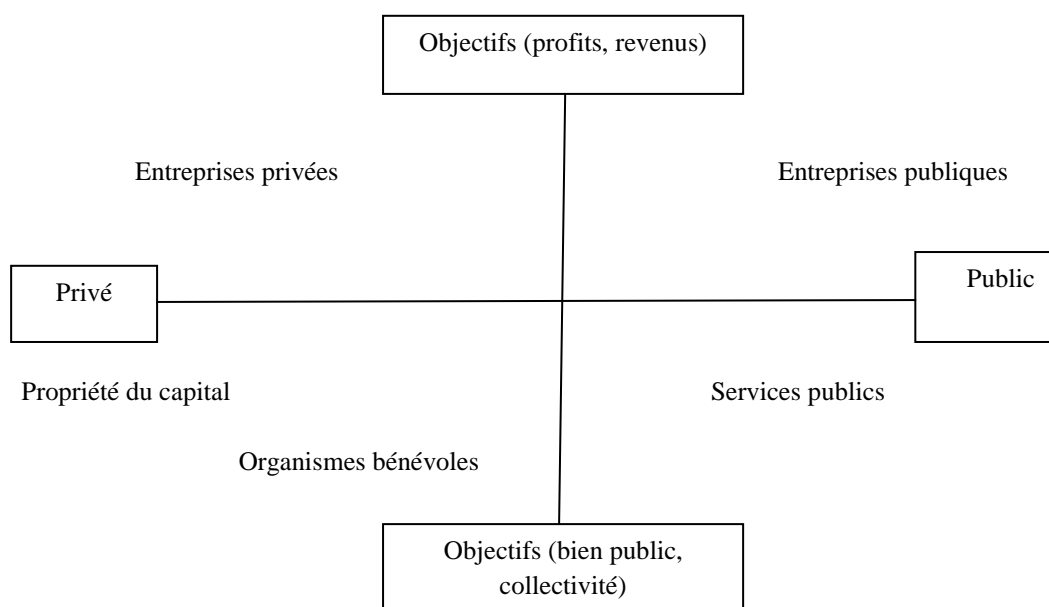


Figure (3) : Typologies des entreprises par orientation et propriété



Source : Farnham (1997).

Les utilisateurs sont ceux qui utilisent les informations du rapport produit afin de se forger leur propre opinion sur l'entreprise et de prendre des décisions en connaissance de cause. Les régulateurs sont impliqués dans la définition des règles de la production des rapports financiers et sont censés disposer des mécanismes adéquats pour assurer que les règles sont respectées. La profession comptable assure que la société se conforme avec le règlement du rapport annuel. Elle peut comprendre des organismes de normalisation et d'autres différents de celle-ci, des auditeurs, des responsables institutionnels de l'éducation et de la formation des comptables potentiels. Les préparateurs sont ceux qui déterminent la plus grande partie de la quantité d'informations qui peuvent être diffusés dans les rapports annuels. Le dirigeant et le conseil d'administration de l'entreprise, ainsi que dans certaine mesure, le comptable et l'auditeur attestent leurs opinions sur le contenu des informations dans le rapport annuel.

Les autorités de réglementation dans plusieurs pays ont promulgué des lois comme aux États-Unis (Sarbanes-Oxley Act) et en France (la Loi de Sécurité Financière (LSF))²². Ces lois ont le même objectif, la stabilisation du marché financier, et la transparence des informations.

²² L'effort législatif mené afin de rassurer les actionnaires actuels et potentiels sur le marché financiers pour limiter les dérives potentielles s'est traduit par l'adoption des ces lois aux Etats-Unis et en France, elles renforcent les obligations des entreprises en terme de gouvernance d'entreprise et de communication sur le contrôle interne.

Gendron et Rossignol (2009) indiquent que ce mouvement législatif, participant à la globalisation de l'espace réglementaire a une influence significative. À travers ces lois, nous remarquons bien l'effet de l'internationalisation de l'économie de marché. Les grands groupes mondiaux doivent satisfaire aux exigences de ce marché mondial en matière d'informations comptables, et donc ils doivent appliquer les lois en vigueur dans les pays où ils investissent. Les entreprises pourraient subir deux ou plusieurs règlements dans leurs pays d'origine et à l'étranger, ce qui génère un coût important.

Il serait souhaitable d'établir une harmonisation ou normalisation entre toutes les grandes places boursières afin de réduire le coût de règlement et de rendre les conditions de la concurrence plus équitable entre toutes les entreprises. Il est évident que les variables sociales et culturelles ont également un impact sur le niveau de diffusion. Dans un climat de conservatisme, il est normal de diffuser moins d'informations financières.

Le facteur économique met en scène le développement économique dans un pays. Le développement économique traduit la croissance économique et exprime les différents changements structurels et sociaux. Le rapport financier permet de mesurer la performance de chaque secteur de l'économie en termes d'efficacité et de productivité. En effet, le développement économique peut être atteint par différentes formes de politiques économiques en fonction du système économique choisi. Un système d'économie de marché (capitaliste) peut être plus favorable, pour développer la comptabilité, que les autres systèmes économiques. La survie des entreprises du secteur privé, dans le système capitaliste, ne dépend pas seulement de la production de bien et des services, mais également des informations suffisantes et complètes pour les divers groupes d'utilisateurs sur les marchés des capitaux qui ont différents besoins, tels les investisseurs, les créanciers.

L'environnement politique d'un pays est également important pour le développement comptable en général et le rapport financier, et particulièrement pour la diffusion d'informations financières. Selon Belkaoui (1983) le degré de liberté politique dans un pays dépend des droits politiques, des libertés civiles, et du type de système politique. Les demandes économiques et financières ont vu la lumière grâce aux acteurs politiques. Il y a donc une interrelation entre les facteurs économique et financier et politique. Les normes comptables internationales ont été appliquées par l'Union Européenne à la suite d'une décision politique.

L'environnement externe peut affecter le niveau de la diffusion d'informations. Les communautés économiques régionales comme l'Union Européenne, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE ou ASEAN), la Zone de Libre-échange des Amériques (ZLEA), l'Union Africaine, et d'autres organismes internationaux tels que les Nations-Unis, le banque mondial, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fonds Monétaire International (FMI), ont eu une grande influence dans la promotion de l'intégration économique entre leurs membres. Par exemple, l'Union Européenne, et ceci afin de faciliter l'intégration économique entre ses membres, a adopté les normes comptables internationales et elle tente d'harmoniser le droit des sociétés, le système de taxation et le marché des capitaux. Les organisations internationales sont également très impliquées dans le développement du commerce international à l'échelle mondiale. En outre, pour adhérer ou coopérer avec les organisations internationales (OMC, FMI, ...), les pays candidats ou membres seront dans l'obligation d'appliquer leurs règles et leurs normes internationales. Ceci améliore et renforce la profession comptable, la qualité des informations diffusées, l'audit pour ces pays. Cela aura certainement un effet positif sur la profession comptable en particulier dans les pays en voie de développement, puisque les besoins d'information s'accroîtront, et par conséquent, le rôle de la profession comptable augmentera dans la préparation des états financiers des entreprises afin de satisfaire les utilisateurs actuels et potentiels.

Les cabinets d'audit international ont également une grande influence sur la diffusion d'informations. Les influences des grands cabinets sur la comptabilité d'un pays sont multidimensionnelles. À l'heure actuelle, les grands cabinets sont présents partout dans le monde, à travers des alliances (réseaux, partenariats), et cela a des effets positifs sur la profession locale notamment dans les pays en voie de développement. Ainsi, Colasse (1993) a déclaré : « pour que la comptabilité puisse jouer son rôle dans l'évolution du système économique, il lui faut bénéficier de l'appui d'un pouvoir : celui du législateur ou de l'Etat qui peuvent normaliser ; celui aussi, plus ou moins antagoniste du précédent, des grandes entreprises, souvent multinationales, qui usant de leur pouvoir de marché, vulgarisent leurs méthodes comptables ; celui encore, d'influence, mais considérable, des grands cabinets comptables internationaux ». Ainsi, l'internationalisation de l'économie exige la libre circulation des comptables. Cela crée une concurrence sans précédent, et la profession comptable s'améliore en satisfaisant la nouvelle demande provenant des entreprises de plus en

plus internationalisées. Nobes (1998) indique que la profession comptable est développée et puissante quand les besoins d'information et d'audit sont élevés.

Kanga (1980) indique également que même s'il existe des règlements nationaux interdisant le partenariat ou limitant la participation des étrangers dans les pratiques nationales, les entreprises internationales d'audit seront toujours en mesure de présenter un service de haute qualité correspondant aux attentes de leurs clients. Choi et Mueller (1992) ont classé la pratique internationale de cabinets comptables professionnels en trois niveaux. Le premier niveau englobe six grandes sociétés internationales « Big Six devenu Big Four²³ actuellement », ces entreprises sont ; Arthur Andersen, KPMG, Ernst & Young, Deloitte Touche Tohmatsu, Coopers et Lybrand et Price Waterhouse. Le mode d'organisation internationale de ces entreprises est généralement celui d'un partenariat international. Le deuxième niveau se compose de huit à dix sociétés dans le monde entier. Ces entreprises s'appuient sur le mode de fédération, (Grant Thornton et Pannell Kerr Foster). Le troisième niveau inclut des arrangements informels entre les cabinets d'expertise comptable et se limite souvent à une base ad hoc. Ces dispositions s'appliquent sur les entreprises régionales de la profession comptable.

Au total, les effets de l'internationalisation sur la profession comptable peuvent être observés au travers de l'élargissement de la profession comptable d'un pays à l'autre et de la circulation du mouvement de personnel.

Tableau (1). Classement au niveau mondial en 2005

Nom du cabinet	CA 2005 (milliards de \$)
Price Waterhouse Coopers	20,3
Deloitte	18,2
Ernst & Young	16,9
KPMG	15,7

Source : La profession comptable de Mars 2006.

²³ Big Four sont les suivants: Price waterhouse Coppers, Deloitte, Ernst & Young et KPMG.

Ensuite, du fait de la concurrence induite par cette internationalisation, la profession comptable s'efforce d'augmenter sa taille et d'améliorer sa qualité dans le but de satisfaire la nouvelle demande. Le facteur historique influence également le niveau de la diffusion d'entreprise dans un pays. Le système comptable libyen est d'orientation anglo-saxonne, mais il est resté longtemps sans évolution.

Les organismes comptables internationaux et les organismes comptables régionaux ont également un impact sur la diffusion d'information. L'adoption des normes comptables internationales par un pays contribuera à réduire l'asymétrie d'informations diffusées, à augmenter la quantité et la qualité d'informations financières. La normalisation comptable au niveau international permet d'avoir des informations fiables et comparables pour tous les utilisateurs et dans tous les marchés. Ces facteurs environnementaux, qui sont à la fois internes et externes, peuvent influencer le niveau de la quantité et de la qualité des informations diffusées.

CONCLUSION DU CHAPITRE 1

Nous avons examiné dans ce chapitre le concept de la diffusion. Ainsi, huit facteurs de la notion de diffusion ont été identifiés grâce aux études liées aux rapports financiers des entreprises en général et à la diffusion d'informations comptables. Ensuite, les facteurs environnementaux qui sont susceptible d'influencer le niveau de la quantité d'informations financières diffusées dans un pays (interne ou externe) ont été également exposés. En outre, le système politique ou économique adopté par un pays, le système juridique, le niveau d'éducation et de diverses activités sociales et/ou des variables culturelles peuvent avoir un impact certain sur le niveau de diffusion et de la qualité des informations financières.

Les facteurs environnementaux tant qu'internes qu'externes ont une influence sur la diffusion d'informations. Ils sont liés entre eux, mais peuvent être variés d'un pays à l'autre.

CHAPITRE 2 : UNE APPROCHE THÉORIQUE DE LA DIFFUSION D'INFORMATIONS FINANCIÈRES

La comptabilité est essentiellement un processus de production et de diffusion d'informations financières. La diffusion vise à transmettre, à divers publics, des informations sur une organisation. Ces informations reflètent des messages que l'organisation veut communiquer aux investisseurs et aux autres parties prenantes, compte tenu des principes comptables généralement reconnus s'appliquant à l'information financière et des exigences réglementaires pertinentes. La diffusion des informations financières est importante et essentielle pour la protection des investisseurs contre les fraudes, et vise à assurer le bon fonctionnement des marchés financiers. Elle permet à la fois de contrôler l'action des dirigeants, d'évaluer l'entreprise, ainsi que de s'informer sur sa capacité à faire face à ses engagements. Selon la théorie positive de l'agence, la diffusion d'informations financières permet également de diminuer les coûts de surveillance des dirigeants par les investisseurs et les créanciers. Ceci a un effet positif sur le profit qui constitue une incitation pour les dirigeants à diffuser plus d'informations (Depoers, 2000). En plus, la diffusion d'informations de bonne qualité conduit à réduire l'asymétrie de l'information entre les dirigeants, les actionnaires et les créanciers. Elle sert à limiter le problème d'agence (Healy et Palepu 2001, Bushman et Smith 2003).

En fait, il existe différentes sources d'informations. Foster (1986) a noté qu'en plus des informations financières diffusées par les entreprises, il existe des informations diffusées au niveau des secteurs industriels (par exemple, les nouveaux contrats salariaux avec les syndicats) et d'autres diffusées au niveau de l'économie nationale (par exemple, l'annonce de l'offre de la monnaie). Ces informations ont aussi leur importance pour la décision des investisseurs. Cependant, selon Foster, en général et par rapport aux autres sources, les avantages comparatifs de la publication des états financiers sont nombreux :

- cette publication est plus directement liée aux facteurs reflétant les intérêts des parties
- à l'appui d'une procédure d'audit, les états financiers sont plus fiables
- les coûts d'informations y sont moins élevés pour les utilisateurs par rapport aux autres sources d'informations financières et les utilisateurs ne payent pas.

Les informations financières au cœur de l'économie moderne subissent elles-mêmes les lois du marché. La diffusion d'informations financières est en réalité une interaction entre les forces de la demande et de l'offre et pas seulement un comportement des entreprises. Ce chapitre est organisé comme suit : d'abord, nous étudierons la demande et l'offre d'informations financières. Ensuite, nous présenterons successivement la théorie du marché efficient et la Théorie Politico-Contractuelle (TPC).

2.1. La demande et l'offre d'informations financières

L'étude de la demande et de l'offre d'informations financière repose sur l'hypothèse de base, que l'information comptable est un produit économique au même niveau que les produits distincts ou des services différents, ce qui implique que l'information financière soit un bien. Ceci est valable pour les deux sens : d'un part, elle a une utilité pour ses utilisateurs, ces derniers ont tendance à exiger à la fois plus d'intelligibilité et de crédibilité de ces informations, d'autre part, pour ce qui est des diffuseurs d'informations financières - les entreprises - et dans le cas où elles préfèrent fournir des informations financières, elles attendent des bénéfices importants en subissant les coûts de la production.

2.1.1. La demande et les utilisateurs d'informations financières

Pour répondre à la demande d'informations financières à une ensemble très large d'utilisateurs, la comptabilité financière vise à offrir à ces clients un cadre cohérent afin d'apprécier les performances et la situation d'une entreprise ou d'un groupe de sociétés, dont l'objectif est d'aider à la prise de décision (Casta, 2000). Les fonctions des informations financières sont très variées, ainsi Stamp (1980)²⁴ a identifié treize catégories qui sont d'une façon générale les besoins qu'auront les utilisateurs de rapports annuels :

- l'évaluation de la performance
- l'évaluation de la qualité de gestion
- l'estimation des performances futures
- l'évaluation la situation financière de l'entreprise
- l'évaluation de la solvabilité

²⁴ Stamp E. (1980), *Corporate Reporting: Its Future Evolution*: Toronto: Canadian Institute of Chartered Accountants.

- l'évaluation de la liquidité
- l'évaluation du risque et de l'incertitude
- l'aide à l'allocation des ressources
- les comparaisons
- la prise des décisions de valorisation
- l'évaluation de l'adaptabilité
- la détermination de la conformité aux lois et à la réglementation
- l'évaluation de la contribution de l'entreprise à l'économie ou à la société.

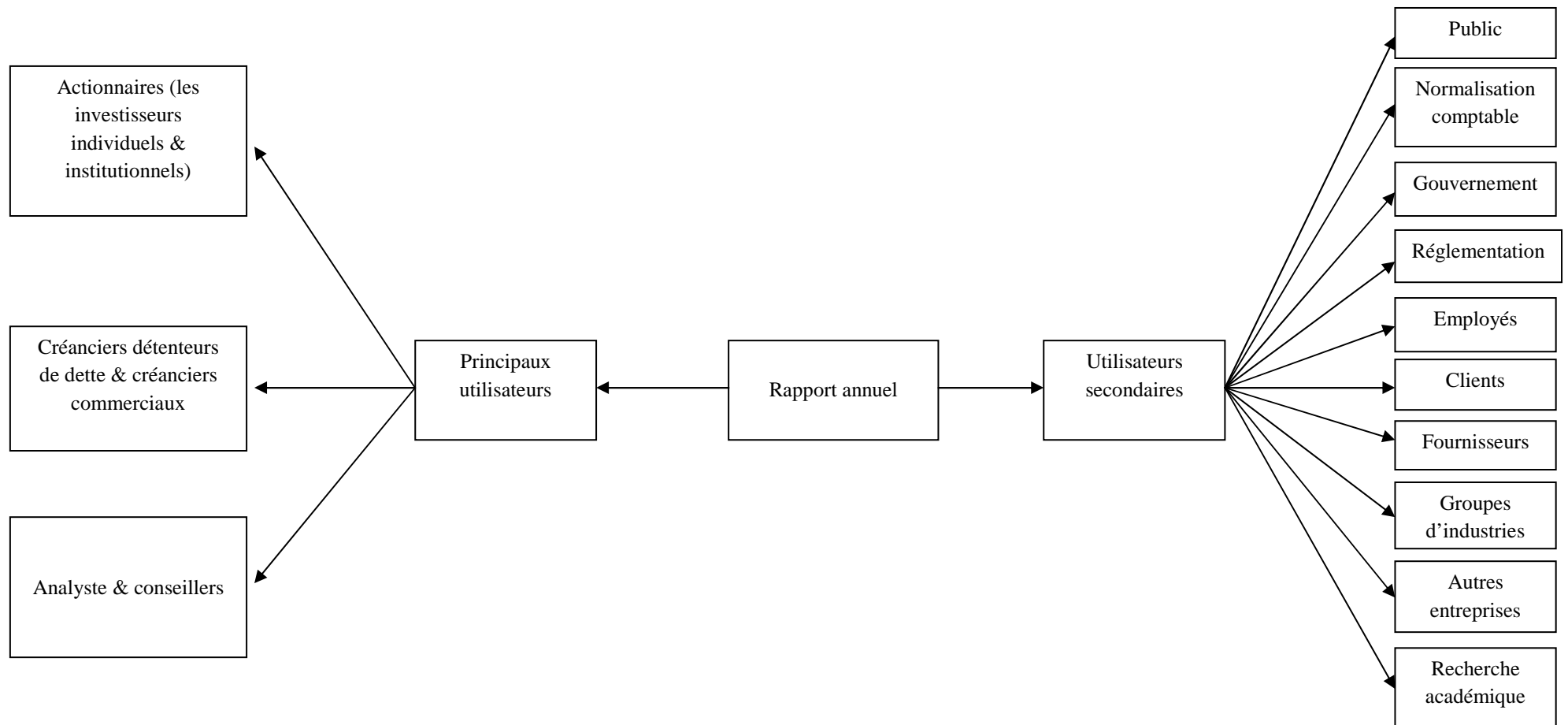
Dans la même étude de Stamp (1980) et de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, les utilisateurs des informations financières ont été classés en deux catégories d'utilisateurs, primaire et secondaire, comme montre la figure (4) ci-dessus.

La catégorie primaire présente les principaux utilisateurs qui sont les actionnaires, les créanciers, les analystes et les conseillers. Alors que la catégorie secondaire se compose de dix groupes qui ont été identifiés comme des utilisateurs secondaires. Par ailleurs, les demandeurs d'informations financières sont diversifiés, les actionnaires, les investisseurs actuels et potentiels, les créanciers qui peuvent être des particuliers, des banques, des clients de l'entreprise, ses fournisseurs, ses personnels, les salariés, les collectivités publiques et l'Etat. Il semble qu'il existe trois utilisateurs principaux :

- les actionnaires (institutionnels et individuels)
- les autres investisseurs
- les analystes financiers.

Sachant que l'investissement est une activité risquée, la collecte d'informations financières est le seul moyen pour minimiser les risques concernant les investissements. Ces informations sont nécessaires afin de réduire le risque et de prévoir le montant des cash-flows dans le futur de l'entreprise. Les rapports financiers permettent aux investisseurs d'opter pour des meilleurs choix. La diffusion d'informations financières de qualité est donc cruciale pour l'efficacité de la répartition des ressources, et ainsi les aider à prendre des décisions pertinentes. Les actionnaires sont également demandeurs d'informations puisque cela leur permet de déterminer la capacité de l'entreprise à payer des dividendes.

Figure (4). Les utilisateurs de rapport annuel



Source: The Canadian Institute of Chartered Accountants, Toronto (1991).

De plus, les établissements financiers et les investisseurs institutionnels, en tant que créanciers des entreprises, ont besoin d'accéder aux informations financières pour porter un jugement sur la situation de l'entreprise. Cela leur permettra d'apprécier la situation financière en général et la solvabilité de l'entreprise avant toute décision d'engagement, d'octroi ou de maintien, d'un concours financier (prêt, crédit commercial ...). L'information financière donne la possibilité de mesurer la capacité d'endettement et de remboursement de l'entreprise, et ainsi d'évaluer le risque de ses prêts et de fixer le montant et la durée de ses crédits.

Enfin, les pouvoirs publics, dans la planification et l'orientation de la politique économique, qui influe sur l'économie nationale, se fondent sur les données statistiques de l'entreprise. L'Etat a besoin d'informations comptables sur les activités des entreprises pour contrôler l'impôt, et ainsi faire la planification nationale. Dans certains pays, par exemple, les bilans des entreprises servent aux travaux de la centrale des bilans et à imposer des obligations d'information afin de réglementer les activités des entreprises. Les informations financières des entreprises permettent également au gouvernement de déterminer la variation de ses revenus (les taxes sur les profits, les taxes sur les valeurs ajoutées, etc...). Or, l'Etat utilise les informations financières pour l'instruction des demandes de subventions publiques ou de prêts d'amélioration. Les informations financières de certaines entreprises permettent de plus à l'Etat de déterminer les tarifs pour les secteurs publics et de préciser les politiques de soutien financier vis-à-vis de certains secteurs.

Les autorités des marchés financiers dans un pays donné, comme l'Autorité des Marchés Financiers(AMF) en France, la Security and Exchange Commission (SEC) aux États-Unis, et le Conseil du Marché Financier Libyen (CMFL), sont également des demandeurs d'informations comptables pour pouvoir exercer leurs fonctions de régulation. Les informations sont considérées comme un instrument important pour les décisions d'investisseurs et de planification tant au niveau de l'entreprise qu'à l'échelle nationale, et pour mieux protéger l'épargnant et veiller au bon fonctionnement des marchés d'instruments financiers ainsi que de l'économie nationale du pays.

Il existe aussi d'autres demandeurs d'informations, ainsi les salariés et leurs représentants (syndicats) d'une entreprise souhaitent apprécier la stabilité et les perspectives de la situation économique et financière de l'entreprise, surtout au niveau des rémunérations, de l'emploi et aussi de la pérennité de l'entreprise. Les clients sont autant intéressés par les informations

comptables lorsqu'ils sont en partenariat de long terme et ont également intérêt à connaître la crédibilité de leurs partenaires (risque ou non de faillite), et sa continuité. Sont aussi intéressés les organisations de protection environnementale et de défense des consommateurs, les groupes d'intérêts qui font la pression sur le gouvernement, ainsi que les chercheurs qui ont aussi des demandes dans les domaines de la diffusion d'informations financières (le contenu informatif, la qualité des informations diffusées, le degré d'harmonisation). Il convient de ne pas oublier ces organisations de normalisation comptable sont des demandeurs d'informations financières permettant d'assurer la comparaison des états financiers produits par des entreprises de pays différents qui exercent leurs activités dans un pays donné.

Hilld et Jones (1992) ont détaillés les causes qui amènent les utilisateurs d'informations financières à s'intéresser aux informations diffusées par les entreprises : « les investisseurs donnent leur argent afin de réaliser un bénéfice, les créanciers accordent des crédits en supposant que l'entreprise va rembourser sa dette dans le délai prévu, les dirigeants et les salariés mettent tous leurs capacités et leurs savoir-faire en attendant un salaire équitable et des conditions de travail pertinentes, les clients achètent le produit de l'entreprise en attendant que ce produit soit de qualité, les fournisseurs présentent leurs services à l'entreprise en attendant d'obtenir un prix équitable, et enfin, le public présente l'ensemble des utilisateurs en attendant que l'entreprise respecte les lois et préserve la qualité de vie ».

Les entreprises sont en même temps des fournisseurs et des demandeurs d'informations financières puisqu'une entreprise sur le marché rencontre d'autres entreprises concurrentes, et les informations financières des entreprises concurrentes leur permettent d'élaborer une stratégie amenant à préserver sa part du marché. En plus, les informations financières sont importantes pour les managers afin de les aider dans leurs décisions de refinancement soit sur le marché financier, soit par les banques.

Les différentes sources de demandes d'informations financières peuvent être ainsi classées, l'importance relative de ces sources varie d'un pays à l'autre et en fonction du temps. Deux raisons expliquent cela :

- la structure financière où les sources de financement des entreprises sont différentes entre les pays et cette structure est évolutive pour le même pays

- les environnements institutionnels dans lesquels les entreprises exercent leurs activités sont aussi très différents.

Il existe une différence entre les pays en voie de développement et les pays développés. En effet, dans les pays où le marché financier est structuré, celui-ci constitue la première source de financement (c'est le cas des entreprises anglo-saxonnes (britannique, américaines) qui dépendent davantage des marchés financiers que des établissements financiers). L'information financière a pour objectif de satisfaire les intérêts des investisseurs qui exigent des informations financières de qualité. Par contre, pour les entreprises françaises, le financement par les établissements financiers constitue la source la plus importante. Quant aux pays en voie de développement, la situation est différente, car dans ces pays la plupart des grandes entreprises sont publiques et d'autres sont soit contrôlées ou influencées par des propriétaires étrangers, soit contrôlées par des groupes locaux. Les banques sont moins susceptibles de jouer un rôle important, car le système bancaire dans ces pays n'est pas très développé et le marché des valeurs mobilières est généralement inexistant ou à ses débuts (comme c'est le cas en Libye).

En plus, les demandeurs d'informations financières sont différents d'un pays à l'autre, et autant dans les pays en voie de développement et dans les pays développées. De ce fait, nous pouvons en déduire que dans les pays anglo-saxons, par exemple en Grande-Bretagne, la demande d'informations financières provenant des investisseurs devrait être plus forte qu'en France. Par contre, en France, la demande provenant des établissements bancaires devrait être plus important qu'en Grande-Bretagne. En effet, les principaux demandeurs d'informations financières dans les pays anglo-saxons sont les investisseurs et les créanciers, alors que dans les pays en voie de développement, le principal utilisateur d'informations financières est l'Etat afin de contrôler l'économie nationale. Actuellement, en conséquence de la globalisation, il y a une tendance vers une convergence entre les pays.

2.1.2. L'offre d'informations financières

La communication d'informations comptables, comme toute communication, est un processus d'échange « et de partage de messages à partir de choix économiques et techniques devant en principe assurer la continuité du passé et maintenir, subtilement, les systèmes et les pouvoirs » (Willet, 1992). Gibbins et al. (1992) ont défini l'offre (la divulgation) d'information

financière comme « une présentation des informations relatives aux performances économiques et aux situations actuelles et future pour une entreprise donnée en fonction des données financières pour des utilisateurs externes ». Mais, la question qui se pose est pour qui et pourquoi les entreprises diffusent-elles des informations financières.

Il existe différentes explications théoriques pour les pays d'économie de marché, l'objectif principal de la diffusion d'information étant de valoriser l'entreprise dans le marché financier, ainsi que pour être conforme aux exigences législatives et professionnelles et présenter les informations au public. Pour Dye (1985), il n'est pas de l'intérêt des actionnaires de diffuser certaines informations susceptibles de réduire la demande de consommation, d'affaiblir le statut de crédit de l'entreprise, de produire des actions réglementaires des autorités gouvernementales, ou d'inciter les syndicats et les fournisseurs à renégocier les contrats avec l'entreprise. Les managers souhaitent donc protéger certaines informations et les garder privées. Darrough et Stoughton (1990) considèrent que la présence de concurrents potentiels sur le marché pouvant utiliser l'information explique certains choix des dirigeants de diffuser ou de ne pas diffuser d'informations. Pour ces auteurs, le dirigeant a intérêt à diffuser une « *mauvaise* » nouvelle s'il amène les concurrents potentiels à réviser à la hausse le coût des barrières à l'entrée dans le secteur. En contrepartie, le dirigeant a intérêt de retenir la diffusion d'une « *bonne* » nouvelle si elle rend le secteur plus attrayant pour un concurrent potentiel, et Brennan (2000) souligne que la propension à diffuser des informations augmente lorsqu'elles sont bonnes, mais aussi quand l'opération est contestée.

En revanche, pour Grossman (1981) et Migrom (1981), lorsque les producteurs possèdent des informations révélant la qualité du produit, ils ont toujours intérêt à les diffuser, puisque, dans le cas contraire, les acheteurs pourront avoir des suspicions en raison d'un manque de lisibilité des caractéristiques du produit, et cela pourrait amener une baisse de prix. En outre, les managers ont intérêt à diffuser des informations financières car elles permettent de valoriser leur firme (Verrecchia, 1983). La diffusion de fausses informations est menacée par les lois anti-fraude et par des contrôles d'audits (Hughes, 1986).

Cette diffusion informationnelle a pour objectif de répondre aux obligations légales et réglementaires, d'informer les actionnaires sur les performances de l'entreprise et de créer les liens de l'entreprise avec son environnement. Les utilisateurs des informations comptables influencent les entreprises par ses intérêts et ses besoins afin d'améliorer leurs informations

comptables diffusées. Dans de nombreux cas, la diffusion d'informations comptables est volontaire. Selon Foster (1986), il y a trois forces du marché qui affectent le comportement des entreprises au niveau de la diffusion d'informations comptables :

- la force du marché des capitaux
- la force du marché du travail
- la force du marché du contrôle des entreprises.

Concernant les marchés des capitaux, la diffusion d'informations comptables permet aux investisseurs de collecter les informations nécessaires sur les activités de l'entreprise afin de réduire le risque d'investissement. Les entreprises ont intérêt à fournir davantage d'informations comptables, cela leur permet d'attirer des investisseurs potentiels. Toutefois, quatre raisons empêchent les entreprises de présenter de façon sur-optimiste leurs situations financières :

- la réputation de l'entreprise est en jeu
- la réputation des managers est en jeu
- la certification des tiers est obligatoire
- les punitions légales sont pesantes.

Suite à ce raisonnement s'est développée « l'hypothèse du besoin des capitaux » : la diffusion d'informations comptables est le seul de moyen pour aider à attirer de nouveaux actionnaires et maintenir les cours des actions à travers le maintien d'une demande suffisamment élevée sur le titre. Il est possible qu'une diffusion insuffisante ou sur-diffusion d'informations puisse provoquer une sous-évaluation des actions, cela augmente le risque et les coûts du capital pour l'entreprise. Ensuite, le marché du travail constitue aussi une contrainte pour les managers, pour éviter un éventuel licenciement par les actionnaires en cas d'une mauvaise présentation des états financiers qui conduit une sous-estimation de la valeur de l'entreprise ou une fuite des investisseurs et des créanciers. Le manager a donc intérêt à montrer dans les rapports annuels des informations concernant les investisseurs, tels les dividendes, les investissements et les rémunérations des managers.

La troisième contrainte est le marché du contrôle des entreprises : une mauvaise présentation des états financiers peut provoquer la fuite des investisseurs et faire chuter le cours de l'action et attirer des « prédateurs » potentiels, et cela augmente la menace d'Offre Publique d'Achat

(OPA). Pour garder la confiance des utilisateurs d'informations, il vaut mieux fournir plus d'informations financières.

La diffusion d'informations financières est un moyen pour attirer des investissements, mais elle ne passe pas sans coût à supporter par les entreprises. Le but de la diffusion de l'information est de réduire les coûts indirects que peut supporter l'entreprise. Les avantages procurés par les informations comptables devraient justifier ces coûts. Nous pouvons en distinguer plusieurs types énumérés ci-après.

- Les coûts directs et indirects impliqués (le coût de la diffusion, les coûts de propriété, les coûts politiques, etc.) et les bénéfices potentiels en termes de coût du capital et d'image de l'entreprise. Les coûts directs est celui supporté par les entreprises pour la production d'informations financières (Foster, 1986).
- Les coûts indirects de la diffusion. Foster (1986) les désigne comme des coûts de désavantage compétitifs. Par exemple, les informations sur la R&D d'une entreprise peuvent être utilisées contre elle par ses adversaires.
- Les coûts de litige. Par exemple, les poursuites judiciaires suite à la prévision de bénéfices trop optimistes.
- Les coûts liés aux contraintes du comportement des managers. Si un manager annonce une prévision sur le bénéfice par action, il est dans l'obligation de poursuivre cet objet, ce qui lui impose parfois d'abandonner d'autres objectifs qui auraient conduit à un niveau d'efficacité plus élevé.

Les informations comptables diffusées devraient, d'une manière générale, se faire sur la base de la valeur pour qu'elles reflètent la réalité de la situation de l'entreprise et puissent donner une image favorable en apportant plus de bénéfices à l'entreprise que ce qu'elles coûtent. Et toute offre d'informations présente un coût pour l'entreprise émettrice. Selon les modèles formalisés par Verrecchia (1983) et Dye (1985), la décision de l'offre ou non de certaines informations constitue un arbitrage entre les coûts et les bénéfices. Ainsi, Gibbins et al. (1992) suggère qu'avant de publier une information, l'entreprise doit comparer les coûts de sa diffusion (augmentation de la concurrence et des coûts politiques) aux bénéfices potentiels sur sa valeur de marché (amélioration du cours des actions). Il semble évident que selon leurs natures, notamment selon leurs tailles et les secteurs d'activité, ces arbitrages sont sensiblement différents entre les entreprises.

2.2. La théorie des marchés efficients

Selon la théorie de l'offre et de la demande, le prix d'un produit ou d'un bien est déterminé par les acheteurs grâce à leurs connaissances de l'information pertinente. La théorie de l'efficacité du marché est appelée aussi théorie néoclassique. D'après Lardic et Mignon (2006), il existe plusieurs dimensions de l'efficacité : efficacité allocative²⁵, fonctionnelle ou opérationnelle²⁶, et l'efficacité informationnelle et le comportement rationnel des agents. Nous nous intéressons à l'efficacité informationnelle.

La théorie de l'efficacité du marché, appelée aussi la théorie de l'efficacité informationnelle des marchés financiers postule que le prix observé reflète toute l'information disponible sur le marché. Selon Fama (1965), un marché est « informationnellement » efficace si le prix intègre l'ensemble de l'information disponible (passée, présente et future) d'un actif sur le marché.

L'hypothèse des marchés parfaits suppose que ni impôts ni coûts de transaction d'aucune sorte n'intervienne pour empêcher la facilité des échanges et que l'ensemble des agents peut avoir gratuitement le même accès à l'ensemble de l'information financière sans privilégier aucune catégorie spécifique²⁷. La théorie suppose que le prix observé sur le marché reflète instantanément toute l'information disponible. Pour cela, et selon Gillet (2006), cinq conditions sont indispensables pour atteindre une série de prix d'équilibre et l'optimum de Pareto : la rationalité des investisseurs (le marché est concurrentiel), la libre circulation de l'information (les biens « informations financières » sont des biens privés), la gratuité de l'information, sa fiabilité, l'absence de coûts (les coûts de transaction doivent être nuls en ce sens que les agents ne consacrent ni temps ni argent pour négocier et collecter des informations « l'information supposée commune à tous les agents et gratuite ») et l'atomicité des investisseurs et la liquidité. Ce modèle économique a été adapté au domaine des marchés financiers connu sous l'hypothèse des marchés efficients. L'efficacité informationnelle

²⁵ Les marchés font preuve d'efficacité allocative lorsque des entreprises ayant des projets d'investissement rentables peuvent trouver le financement nécessaire à ces projets et créer ainsi les conditions de la croissance économique.

²⁶ Elle est surtout reliée aux coûts des transactions. Les marchés sont efficaces du point de vue opérationnel si les coûts de transaction générés par les transferts sont maintenus raisonnables.

²⁷ Nacer-Eddine SADI, analyse financière d'entreprise, l'Harmattan, 2009.

renvoie à la question de la transparence et de la divulgation des informations nécessaires à la prise d'une décision d'investissement.

Nous considérons l'information comptable comme un bien économique au même titre que les autres produits ou services. Il y a une demande de la part des utilisateurs d'informations sur le marché, en fonction de leurs besoins et des prix à payer, et une offre de la part des entreprises en fonction des coûts de production de l'information financière, et ce marché d'informations financières reflétera le consensus des acteurs de marché et aboutira à un état d'équilibre (un prix d'équilibre qui reflète toutes les informations disponibles) lorsque la quantité offerte est égale à la quantité demandée où l'utilité marginale de chaque information égalise son coût marginal de production, c'est-à-dire son prix.

Un marché est constitué par l'ensemble des clients capables et désireux de procéder à un échange qui leur permettant de satisfaire un besoin ou un désir à travers un produit (Kotler et Dubois, 1989). Il est un lieu de rencontre entre une offre et une demande qui ne peut vraiment fonctionner que sur un marché parfaitement concurrentiel. Supposons que l'existence de ce marché financier est parfaitement concurrentiel en ce sens que :

- il y a un grand nombre d'entreprises et d'investisseurs
- les informations sont complètes, transparentes et homogènes, ces informations sont diffusées simultanément et chaque entreprise et tous les investisseurs peuvent obtenir toutes sortes d'informations financières à coût nul
- les choix d'investisseurs s'effectuent seulement en fonction de la performance de la présentation des états financiers (la quantité et la qualité d'information financière contenues dans la présentation et ses formes), et les entreprises savent mesurer l'effet comptable (la performance de la présentation des états financiers) sur les choix des investisseurs.

Sans ces hypothèses, ni le demandeur ni l'utilisateur ne peuvent faire fonctionner le marché et nous pouvons imaginer comment le marché financier est le seul capable de régler l'offre et la demande d'informations financières et de choisir la façon de présenter les états financiers. Puisque les entreprises sont en concurrence sur le marché, chacune d'elle fait face à un grand nombre de concurrents directs. Par conséquent, et dans le fonctionnement d'un marché concurrentiel, se présente l'avantage d'éliminer automatiquement les entreprises qui n'offrent pas assez d'informations ou qui diffusent des informations asymétriques. Alors que les

entreprises qui présentent mieux leurs états financiers et qui offrent plus de quantité d'informations financières attireront plus d'investissements que celles qui les présentent moins bien. La quantité et la qualité des informations diffusées doivent être renforcées et les entreprises auront intérêt à présenter plus d'informations afin d'attirer des investisseurs actuels ou potentiels et rassure les institutions financières sur sa bonne santé.

Nous pouvons dire que le marché financier, sous une forme parfaitement concurrentielle, peut être un mécanisme de normalisation de la présentation des états financiers, et ainsi inciter les entreprises à diffuser plus d'informations financières. C'est en ce sens que nous parlons du cadre néoclassique de la diffusion d'informations financières.

La théorie des marchés efficients soutient que les marchés fonctionnent de manière parfaite, c'est-à-dire qu'à tout moment ils prennent en compte l'ensemble des informations disponibles pour former des cours qui reflètent une synthèse parfaite. L'approche théorique autour de l'Hypothèse de l'Efficiency du Marché (HEM) est tout à fait dans le sens néoclassique. Pour Jacquillat et Solnik (2002), le concept de l'efficacité des marchés financiers porte à la fois sur l'efficacité informationnelle, c'est-à-dire sur le fait que les cours boursiers reflètent instantanément toute l'information disponible et la rationalité des investisseurs. Pour Beaver (1989), le rapport entre les prix et l'information est appelé efficacité du marché. Il explique qu'un marché est efficace si le prix réagit comme si tout le monde observait le signal du système d'information et comme si cette information était une connaissance universelle. Si les prix ont cette caractéristique, ils reflètent parfaitement le système d'information.

Le producteur d'information est important, car d'une part, il produit effectivement un résultat conforme à ce qu'il annonce et d'autre part, il offre un produit qui correspond aux attentes du consommateur (les utilisateurs d'information). Le marché est considéré comme efficace lorsque le marché intègre, à tout instant, toutes les informations pertinentes et publiquement disponibles sur marché. Différentes études ont confirmé l'hypothèse en indiquant que les données comptables et notamment le profit comptable offre des informations qui conduisent à des changements dans les prix des actions. D'après Fama (1970), et en fonction de la nature de l'information incorporée (contenu exprimé) dans les prix, il existe trois formes d'efficacité :

- une forme faible

- une forme semi-forte
- une forme forte.

La première forme faible saisit l'ensemble des informations disponibles comprenant uniquement l'historique des prix, alors que la forme semi-forte comprend l'information contenant toute l'information publique (information déjà existant, information actuelle), et la dernière qui est la forme forte, comprend l'ensemble des informations de deux formes précédentes (information historique, information publique) en plus d'informations privées.

Selon l'HEM, il existe plusieurs d'autres sources d'informations (les annonces de résultats, les distributions d'actions gratuites, les rumeurs ...), que les rapports financiers. Par conséquent, l'HEM implique que le marché financier est efficace dans le sens où les producteurs d'informations financières n'ont pas une position monopolistique et ne sont pas capables de tirer des profits en donnant moins d'information, ou en donnant des informations erronées. L'HEM suppose que toute information pertinente est disponible sans coût pour tous les utilisateurs sur le marché. Ce dernier constitue donc un mécanisme idéal pour décider des types d'informations à diffuser, des usages de l'information et des normes comptables à utiliser. Même dans le cas où le marché financier n'est pas complètement concurrentiel, il existe toujours la concurrence imparfaite, et si les informations ne sont pas complètes, les investisseurs peuvent accéder à d'autres sources pour collecter des informations, ce qui aura un impact sur la valorisation de la présentation de l'entreprise sur le marché financier.

De nombreuses études s'appuyant sur l'information relative aux entreprises, ont analysé le degré d'efficacité des marchés financiers. Il y a d'abord des études sur l'impact des chiffres comptables sur le cours des actions. Plusieurs travaux sont conduits dans ce sens, Beaver (1968), Bamber (1968) ont montré l'effet de la diffusion des rapports annuels de sociétés, et pour les auteurs, les effets sont concentrés principalement sur la divulgation du bénéfice comptable. Puisque les entreprises qui diffusent des informations sur leurs bénéfices et qui ont réalisé un bon résultat ont constaté une croissance régulière de leur cours durant l'exercice comptable relatif au bénéfice publié, alors que les entreprises dont les bénéfices sont en diminution ont vu leur cours chuter sur la même période, cela montre le rôle du marché financier qui peut être qualifié comme un mécanisme de régulation entre les entreprises qui diffusent des informations financières sur le marché et les autres entreprises qu'en diffusent moins ou pas.

En outre, il existe d'autres études qui démontrent ce rôle du marché financier qui consiste à inciter les entreprises à diffuser des informations financières. Pour Benston (1969), avant que la diffusion du rapport annuel devienne obligatoire par les lois, les rapports annuels étaient déjà fournis volontairement par les entreprises. Pour Foster (1986) le fonctionnement du mécanisme du marché contribue à la diffusion volontaire d'informations financières puisque les entreprises sont contraintes par le marché du capital, autant que le marché du travail (les managers sous la menace d'être licenciés), et enfin le marché du contrôle des entreprises (OPA). La diffusion des informations financières est un moyen de faire face à toutes ces contraintes. Ce rôle de normalisateur du marché financier est d'autant plus fort que le marché financier s'internationalise. Les grandes sociétés multinationales, poussées par les marchés financiers, constituent les principaux innovateurs en matière de comptabilité.

Il existe aussi des études qui s'attachent à apprécier la rationalité de l'interprétation des informations comptables. Pour cela, certaines études ont analysé l'impact de changement de méthodes comptables sur la valeur des entreprises. Archibald (1972), Ball (1972) ou Kaplan et Roll (1972) ont étudié le passage de l'amortissement dégressif à l'amortissement linéaire, et ils ont constatés que l'entreprise ne modifie pas le montant annuel de ses dotations aux amortissements sur le plan fiscal. En analysant ce type de changement de méthode de l'amortissement, ils n'ont pas observé de variations de cours significatives au moment de la diffusion des résultats. Enfin, quant aux analystes financiers, Lev et Thiagarajan (1993) ont montré que les analystes financiers s'intéressent principalement à neuf critères lorsqu'ils analysent les états financiers d'une entreprise :

- évaluer les stocks
- les créances
- la marge brute
- les investissements
- les frais généraux
- la productivité des salariés
- le taux d'imposition effectif de l'entreprise
- l'avis du commissaire aux comptes sur la sincérité des états financiers publiés
- le mode d'évaluation des stocks.

Le mécanisme du marché est considéré pouvoir ajuster l'offre et la demande de la diffusion d'informations financières en sorte qu'un état optimal soit atteint. Mais, l'application directe de la logique de l'offre et la demande d'informations financières est certainement très contestable. En conséquence, trois conditions sont essentielles pour que le marché soit efficient :

- l'information doit être intégrée totalement dans les cours (concurrence parfaite)
- l'information doit être exploitée dans sa totalité
- l'information prise en compte doit être correctement interprétée.

Le fonctionnement de l'HEM dépend de ces conditions que nous venons de présenter et qui sont les piliers de l'efficacité du modèle du marché. A supposer que le marché soit en concurrence imparfaite et qu'il ne soit pas suffisamment concurrentiel, dans ce cas, les entreprises n'auront plus de motivations à diffuser suffisamment d'informations financières. Notamment, lorsque les entreprises trouvent un autre moyen pour refinancer leurs activités, elles ont un intérêt moindre à diffuser davantage d'informations financières et à inventer une nouvelle forme de communication. L'intervention de l'État est donc justifiée, notamment dans les pays où le marché financier est récent, donc non concurrentiel, comme dans les pays en voie de développement.

Ainsi, lorsque les informations ne sont pas gratuites pour tous les utilisateurs, les investisseurs subissent des coûts pour obtenir l'information financière. Si ces coûts sont trop élevés, ils préfèrent rester dans une situation d'ignorance ; en effet, les coûts établis pour obtenir et comparer l'information financière, devenus trop élevés, ne leur permettent pas de faire un choix entre les meilleures présentations des états financiers. En outre, la méconnaissance des investisseurs et le « sur-volume » d'informations financières diffusées rendent difficile l'interprétation de ces informations pour les investisseurs. Le mécanisme de marché ne fonctionne donc plus. Avant de diffuser plus d'informations financières pour augmenter la valeur de l'entreprise et attirer les investisseurs, l'entreprise doit comparer les coûts de sa diffusion (augmentation de la concurrence et des coûts politiques) aux bénéfices potentiels sur sa valeur de marché (amélioration du cours des actions). Par conséquent, les entreprises sachant d'avance que la diffusion d'informations financières et la manière de présenter les états financiers peut contribuer à leurs performances économiques. Si les entreprises ne font pas un arbitrage entre coûts et avantages, elles n'auront pas de motivation pour améliorer la

présentation de leurs états financiers. Alors, le mécanisme du marché ne peut pas fonctionner correctement.

Il est difficile de divulguer les informations en même temps pour tous les utilisateurs ; malgré les progrès technologiques en matière de communication, les décalages temporels dans l'obtention des informations semblent inévitables. Selon Gillet (2006), la qualité des informations comptables détenues par les dirigeants est largement supérieure aux informations connues des utilisateurs. Cela remet en question la fiabilité de l'information et en particulier de l'information comptable, maîtrisée par les entreprises surtout avec l'apparition de la comptabilité créative. Car ces phénomènes remettent en cause l'apport informationnel de la comptabilité pour les investisseurs. Puisque la comptabilité est considérée comme l'une des plus importantes sources d'informations sur les marchés, c'est l'efficience qui souffre encore, faute d'information fiable et le mécanisme du marché ne peut donc pas fonctionner correctement dans le contexte actuel de la mondialisation où l'information diffusée doit être compréhensible de la même façon par tous les agents. En conséquence, cela demande aux utilisateurs d'informations comptables d'avoir une connaissance des règles des normes comptables de chaque marché financier afin de traiter les informations au temps réel. Pour faciliter cela, il est important d'établir une règle uniforme pour tous les marchés financiers afin de faciliter la compréhension des informations comptables et de la rendre fiable accessible à l'ensemble des utilisateurs.

2.2.1. Défaillance du marché financier

La comptabilité devra fournir des données ayant un contenu informationnel utile pour les utilisateurs d'informations afin de provoquer une réaction positive, mais deux critiques ont été formulées par Belkaoui (1984) au sujet de l'existence d'un lien entre l'efficience de marché et les informations comptables diffusées.

- 1) L'utilisation de la réaction des marchés dans l'évaluation des informations diffusées n'est pas nécessairement utile si les techniques produisent un manque d'efficience dans le marché.
- 2) Les réactions des marchés dépendent d'un conditionnement des investisseurs à réagir d'une manière particulière à cette information.

Plus généralement, pour illustrer la défaillance du mécanisme du marché, quatre catégories ont été recensées : (1) les biens publics, (2) l'asymétrie d'information, (3) les effets externes, (4) la concurrence imparfaite.

Lafwich (1980) a donné six raisons expliquant la défaillance du marché financier et justifiant la réglementation publique, énumérées ci-après.

- 1) Le contrôle monopolistique des informations par les dirigeants des entreprises.
- 2) La présence d'investisseurs « naïfs ».
- 3) La fixité fonctionnelle (les investisseurs interprètent les indicateurs financiers de la même manière sans distinguer les procédures comptables utilisées pour calculer des chiffres).
- 4) Les distorsions des chiffres comptables. Par exemple, les bénéfices sont souvent calculés selon différentes méthodes en coût historique ou en valeur de marché, et les chiffres des bénéfices deviennent sans signification pour distinguer les firmes efficaces des firmes inefficaces.
- 5) La diversité des pratiques comptables.
- 6) Le manque d'objectivité. Cela est aussi lié au fait que les comptables peuvent choisir entre plusieurs pratiques comptables.

Et pour Rees (1990), les trois facteurs ci-après causent la défaillance du marché.

- 1) Les fournisseurs d'informations ne peuvent pas faire payer tous les utilisateurs d'informations.
- 2) Dans la mesure où les utilisateurs n'ont pas suffisamment de données pour distinguer les bons des mauvais produits, il y a une incitation pour les entreprises ayant de mauvais résultats à « sur-diffuser » des informations. Cela peut conduire les entreprises qui connaissent de meilleures performances à supporter des coûts supplémentaires afin de convaincre les clients de la supériorité de leurs produits.
- 3) Les utilisateurs potentiels d'informations ont des niveaux d'accès différents aux informations et aux ressources pour développer leurs analyses financières.

Par conséquent, et selon l'HEM, le marché financier ne peut être trompé par les manipulations des producteurs d'informations financières, puisqu'il suppose l'existence de plusieurs sources d'informations financières en ignorant les coûts de l'information financière

car ils proviennent des différentes sources. Par conséquent, il y a toujours un rôle pour le normalisateur qui consiste à tenir compte de ces coûts et à rendre obligatoire la diffusion de certaines informations par les rapports financiers lorsque ceux-ci sont moins coûteux que les autres sources d'informations financières. L'HEM est une modélisation théorique. Comme dans tous les modèles scientifiques, l'HEM est bien entendu une représentation partielle de la réalité et elle n'explique pas toute la réalité. À partir de ce constat, la réglementation comptable est justifiée.

2.3. La Théorie Politico-Contractuelle de la diffusion d'informations financières

Appelée Théorie Politico-Contractuelle (TPC), elle permet de refléter les pressions politiques auxquelles les entreprises sont confrontées mais parfois appelée également la théorie comptable positive. Le grand Larousse de la Langue Française, définit ainsi le positivisme : « Qui est fourni par l'expérience, qui a le caractère d'une donnée de l'expérience... se dit de ce qui repose sur les faits ».

Une science positive « peut être définie comme un corps de savoirs systématisés sur ce qui est une approche normative²⁸ ou régulatrice de la science comme un corps de savoirs systématisés concernant le critère sur ce qui doit être, par conséquent concerné par un idéal qui doit être distingué de ce qui est » (JN Keynes, 1891)²⁹.

Pour Watts & Zimmerman (1986), la TPC cherche à « prédire et à expliquer les pratiques comptables », alors que la théorie normative traditionnelle doit donner des prescriptions sur la façon dont les entreprises présentent leurs états financiers. En effet, la TPC tend à expliquer et à prédire le comportement des producteurs et des utilisateurs de l'information comptable afin d'éclaircir les pratiques réelles de la présentation des états financiers, au lieu d'indiquer aux entreprises de quelle façon il fallait présenter leurs états financiers.

²⁸ L'approche normative est une théorie destinée à servir de guide à la pratique comptable (Colasse, 2000). Selon Charreaux (1999) la théorie normative est due, pour l'essentiel à des économistes moins directement intéressés par des problèmes de gestion. Elle est plus formalisée et permet d'étudier le partage optimal du risque entre les agents et les caractéristiques des contrats optimaux. Le cadre théorique ne retient le plus souvent qu'un agent et un principal. Alors que la théorie positive de l'agence cherche à expliquer les formes organisationnelles comme modes de résolution des conflits d'agence.

²⁹ John Neville Keynes (1981) repris par Friedman (1953), ensuite cité par Thomas Jeanjean (2005).

Jensen (1976) fut le premier à parler de la TPC. D'après Jensen, cette théorie a pour objectif d'expliquer « pourquoi la comptabilité est ce qu'elle est, pourquoi les comptables font ce qu'ils font et quels effets ces phénomènes ont sur les gens et sur l'allocation des ressources ». Pour Casta (2000), « la théorie politico-contractuelle tend à expliquer et à prédire le comportement des producteurs et des utilisateurs de l'information comptable, dans le but ultime d'éclairer la genèse des états financiers ». Elle intervient soit au niveau des instances de normalisation, soit au niveau de l'entreprise lorsque le normalisateur laisse à celle-ci la possibilité de choisir entre plusieurs possibilités (Colasse, 2000).

La TPC semble être inspirée par deux courants intellectuels cités ci-après.

1- L'école des choix publics (Buchanan et Tullock, 1962 ; Downs, 1957) et la théorie de la réglementation (Stigler, 1971 ; Peltzman, 1976 ; Becker, 1983). Elle porte une vue critique sur la normalisation comptable en montrant les effets des coûts politiques du processus de normalisation en se fondant sur l'hypothèse de l'efficacité du marché financier (que nous avons développé auparavant dans ce chapitre) et tend à justifier la minimisation de la normalisation par le biais de pouvoir public.

2- La théorie de la firme, appelée aussi théorie des droits de propriété en raison de l'importance donnée aux droits par contrat (la théorie d'agence). L'entreprise est constituée d'intervenants qui veulent tous maximiser leurs propres intérêts. Elle montre comment, dans le cadre de la séparation des droits de la propriété et du pouvoir managérial, la présentation des états financiers devient un moyen de maximiser les intérêts propres de ceux qui contrôlent réellement les entreprises. Ces deux courants instaurent les fondements idéologiques de l'approche positive contre l'intervention de l'Etat et pour le libre fonctionnement du marché (Hunt et Hogler, 1990).

2.3.1. Les dirigeants faces aux publications d'informations financières : opportunités, contraintes

Selon la TPC, le choix des dirigeants d'entreprises de normes comptables est influencé par les effets de la norme comptable sur les impôts, les frais d'enregistrement des données, les coûts politiques, la réglementation et le système de rémunération des dirigeants (Belkaoui, 1984). La TPC n'apporte aucune prescription pour la pratique comptable, mais elle essaie plutôt de

donner une explication scientifique aux pratiques comptables et préconise que la théorie comptable doit pouvoir prévoir comment les producteurs d'informations financières choisiront entre les procédures comptables celles qui leur semblent la plus avantageuse, et comment ils tenteront d'influencer les choix effectués par les organisations de la normalisation. La TPC propose l'hypothèse selon laquelle les dirigeants publient des informations dont l'objectif est de procurer un avantage supérieur au coût qu'elle génère (Leftwich et Zimmerman, 1981).

Les producteurs d'informations financières, les managers, ont une relation principal-agent avec les actionnaires. Selon la théorie de l'agence, cette relation se définit entre un détenteur de moyens de production qui fournit le capital, (*appelé actionnaire*), ou de manière générale, le principal, et un agent qui fournit le travail sur la demande du premier (le manager ou le dirigeant). Charreaux (1987) suggère que la notion de relation d'agence contient toute relation contractuelle entre deux individus en reposant sur le principe néoclassique selon lequel « chaque agent économique cherche à maximiser son intérêt particulier avant l'intérêt général, son comportement étant conditionné par la structure économique et juridique dans laquelle il opère », mais là, il apparaît qu'il y a un problème notamment, lorsque les intérêts des deux parties sont divergent et surtout lorsqu'il y a une information imparfaite entre les deux parties.

Par ailleurs, les dirigeants (*l'agent*) ont un avantage informationnel par rapport aux investisseurs, par conséquent les investisseurs et les propriétaires (*le principal*) ne jouent pas un rôle actif dans la gestion de l'entreprise, et ce rôle est délégué aux dirigeants (*l'agent*). Le principal ne peut pas observer directement ce que fait le dirigeant, donc la divergence d'intérêt entre l'agent et le principal est inévitable. L'agent ne peut pas toujours réagir dans le meilleur intérêt du principal. Ayant conscience de cela, le principal peut établir des mécanismes d'incitations pour que l'agent agisse dans son intérêt, et générer des coûts de surveillance, conséquence de l'alignement imparfait de ses intérêts visant à limiter les comportements aberrants de l'agent (Jensen et Meckling, 1976)³⁰. Ces derniers définissent la relation d'agence comme un contrat selon lequel une ou plusieurs personnes ont recours aux services d'une autre personne, pour accomplir une tâche quelconque, ce qui donne une

³⁰ Plusieurs auteurs pensent que la théorie de l'agence est un prolongement de la théorie des droits de propriété (Coriat et Weinstein, 1995). Cette théorie, qui est proposée par Alchian et Demsetz (« Production, Information Costs and Economic Organization », *The American Economic Review*, vol. 62, n° 65, 1972) trouve également son origine dans les travaux de Coase (1937).

délégation de nature décisionnelle à l'agent. La relation d'agence est un contrat dans lequel un principal engage l'agent à le représenter dans certains services. La séparation entre la propriété et le contrôle entraîne potentiellement un coût d'agence à cause des conflits entre les managers et les actionnaires (Jensen & Meckling, 1976). Ils ont repéré trois conflits d'intérêt entre principal et agent et une asymétrie d'information qui bénéficie à l'agent, ces coûts sont supportés par le principal :

- les dépenses de surveillance et d'incitation (monitoring expenditures)
- les coûts d'obligation (bonding costs)
- la perte résiduelle (residual loss).

En outre, les divergences d'intérêt se traduisent par des risques de transferts de richesse des actionnaires vers les dirigeants. Ces derniers cherchent néanmoins à satisfaire leurs propres intérêts. Charreaux (1987) a identifié quatre sources de conflits énumérées ci-après.

- Conformément à l'analyse de Jensen et Meckling, il y a une contradiction entre l'objectif de maximisation de la richesse des actionnaires et l'objectif de maximisation de l'utilité du dirigeant. Ce dernier a donc intérêt à maximiser sa valeur de capital humain afin de s'enraciner ou rendre son remplacement plus coûteux ou le moins rentable possible pour les actionnaires.
- Le dirigeant encourt un risque plus important que les actionnaires, car son capital humain est investi dans l'entreprise. Il est donc dans son intérêt d'entreprendre des investissements moins risqués que ce qui serait souhaitable du point de vue des actionnaires.
- Les dirigeants ont un horizon limité par rapport à celui des actionnaires, et ils ont aussi tendance à privilégier les investissements à court terme ou du moins en fonction de leur durée probable à la direction de l'entreprise.
- L'asymétrie d'informations entre actionnaires et dirigeants permet un comportement opportuniste de la part des dirigeants.

Dans un contexte d'asymétrie informationnelle entre les investisseurs externes et les dirigeants d'entreprise, ces derniers ont intérêt à signaler, par le biais d'une divulgation d'informations au marché financier, les perspectives de rentabilité de leur entreprise pour obtenir de bonnes conditions de financement et pour réduire leur coût financier. Les dirigeants des entreprises dont le bénéfice est excellent ont avantage à diffuser les informations

permettant aux intervenants externes de distinguer leurs entreprises de celles qui font moins de bénéfices intéressants (le choix d'une méthode qui augmente l'impôt peut être interprété comme un signe que l'entreprise détient des informations favorables sur son avenir (Hughes & Schwartz, 1988). Par contre, les dirigeants des entreprises dont la rentabilité est moins importante, ont également intérêt à diffuser des informations pour indiquer aux utilisateurs que leurs entreprises font partie des entreprises à rentabilité élevée, et nous parlons donc de la théorie du signal qui suppose que les divers utilisateurs d'informations possèdent une information imparfaite. D'après cette théorie du signal, et étant donné que les entreprises se concurrencent sur le marché de capitaux, les dirigeants peuvent avoir comme objectif de signaler au marché la qualité et la valeur des actions de son entreprise afin d'augmenter la valeur de l'entreprise ou bien de diminuer son coût de capital (Sengupta, 1989 ; Frankel et al, 1995 ; Botosan et Plumlee, 2002). Pour Milgrom (1981) et Grossman (1981), les dirigeants ont intérêt à signaler au marché la qualité de leur entreprise afin de pouvoir la différencier d'autres entreprises dont les nouvelles sont plus mauvaises.

La signalisation au marché de la bonne santé de l'entreprise dépend des trois conditions suivantes :

- l'objectif du dirigeant est de maximiser la valeur du marché de l'entreprise (en vue d'obtenir des financements avantageux et d'augmenter sa rémunération)
- l'information (non obligatoire) est crédible, ce qui peut apparaître dans le cadre des rapports annuels
- les actionnaires internes ou les agents qui ont accès à l'information ont un comportement rationnel.

Skinner (1994) a cité deux raisons pour lesquelles l'entreprise diffuse les informations :

- l'entreprise a besoin de signaler aux utilisateurs sa réussite pour attirer plus d'investisseurs et améliorer sa position et la distinguer d'autres entreprises sur le marché
- l'entreprise diffuse des informations financières par contrainte des exigences de la loi et des normes professionnelles qui régularise la divulgation dans des pays donnés.

Selon Wagenhofer (1990) l'entreprise a deux objectifs qui sont présentés ci-après quand elle opte pour la diffusion d'informations financières.

- L'entreprise diffuse des informations financières dans le but d'éviter les coûts qui résulteraient de la diffusion de certaines informations financières pouvant réduire le cash-flow dans le futur. La diffusion de certaines informations peut inciter d'autres entrants à travailler dans le même secteur d'activité de l'entreprise, et cela peut minimiser leur rentabilité.
- L'entreprise a l'intention d'augmenter sa valeur sur le marché et d'obtenir un prix supérieur pour les titres sur le marché financier.

Au-delà des incitations à la diffusion d'informations financières, il convient aussi de mettre en avant les contraintes. Les dirigeants ont intérêt à ne pas publier des informations privées qu'ils détiennent. Dye (1985) a mentionné les trois situations qui suivent.

- 1) Lorsque l'information fait partie d'un ensemble inséparable de données dont certaines sont susceptibles de générer des externalités réelles, le dirigeant peut avoir intérêt à ne divulguer aucun élément de l'ensemble, y compris l'information qui ne modifierait pas le résultat.
- 2) Lorsque la rémunération du dirigeant dépend de la valeur de la firme, la divulgation de l'information est susceptible d'aggraver le problème d'agence actionnaire/dirigeant.
- 3) Lorsque les actionnaires ignorent de manière définitive l'existence de l'information que le dirigeant détient, celui-ci n'a pas à diffuser les mauvaises nouvelles puisque l'anti-sélection ne s'applique plus.

En outre, les dirigeants ont intérêt également dans certains cas à ne pas publier d'informations quand elles peuvent être exploitées de manière stratégique (Darrough, 1995). En voici quelques exemples.

- Les concurrents : certaines informations « sensibles » peuvent permettre aux concurrents actuels ou potentiels de « relever des inefficacités dans leurs propres opérations ou de détecter de nouvelles possibilités commerciales profitables » (Darrough, 1995). Suite à la publication de certaines informations, des concurrents peuvent vouloir augmenter leur production, baisser leurs prix, ou entrer sur le marché³¹.

³¹ Dans le même esprit, la norme 14 de l'IASB remplacée par l'IFRS 8, peut être mal perçue, car la présentation d'informations sectorielles risque d'affaiblir la position concurrentielle de la firme du fait que des renseignements plus détaillés sont mis à la disposition des concurrents, des clients, des fournisseurs, etc. ».

- L'envie de ne pas diffuser d'informations lorsque les dirigeants sont sûrs que les autres concurrents n'ont pas cette information.
- Les salariés et syndicats : des nouvelles favorables peuvent entraîner des revendications pour de meilleurs salaires et conditions de travail.
- Les autorités gouvernementales et politiques par l'imposition de nouvelles taxes ou réglementations.
- Les investisseurs (risque d'OPA, de fusions..).

Scott (2004), sur un échantillon d'entreprises canadiennes, a montré que la diffusion d'informations financières a une corrélation négative avec le coût résultant de cette diffusion, et une corrélation positive lorsque les informations financières diffusées sont positives. En diffusant des informations financières, cela produit une externalité par rapport aux autres entreprises concurrentes du même secteur. Dye (1990) distingue les externalités réelles³² de celles financières :

- la divulgation d'une information par une entreprise permet de créer une externalité réelle sur les autres entreprises lorsqu'elle modifie les cash-flows des autres entreprises
- l'externalité financière se produit quand l'information publiée modifie seulement les perceptions des investisseurs relatives aux distributions des cash-flows des autres entreprises.

L'externalité de l'information, qu'elle que soit réelle ou financière, est susceptible de remettre en cause les incitations à la diffusion d'informations financières. Les dirigeants devraient faire un choix, avant la diffusion d'informations, entre les bénéfices potentiels et les coûts que peut engendrer la diffusion d'informations (Darrough et Stoughton, 1990 ; Gibbins et al, 1992). Selon Watts & Zimmerman (1986), les dirigeants (agents) sont contraints par le mécanisme du marché (marché du travail, marché financier). D'abord, l'agent est soumis aux contraintes de la concurrence dans les marchés financiers, les mauvaises actions de la part de dirigeant risquent d'être sanctionnées par la chute des cours de l'entreprise, et cela peut conduire les actionnaires insatisfaits à revendre leurs titres. Par conséquent, une baisse de la valeur de l'entreprise qui affecterait la rémunération du dirigeant, si elle est indexée sur les cours, ou s'il possède des actions, est possible. Le dirigeant peut également craindre une prise de

³² Une externalité réelle est appelée dans les études « proprietary cost » ; ce concept correspond à la baisse des cash flows subie par une entreprise à la suite de la publication d'une information qui a permis de modifier la stratégie de la concurrence ou qui a provoqué une réaction de la part d'autres groupes d'intérêt.

contrôle par une autre société puisque le marché financier est le marché du « *contrôle des sociétés* ». Jensen et Ruback (1983) considèrent que ce marché constitue le lieu où s'affrontent les équipes dirigeantes, pour objectif le contrôle des ressources des sociétés. La pression concurrentielle sur le secteur de l'entreprise limite le comportement opportuniste du dirigeant. Ronen et Livnat (1981) montrent que le marché financier est susceptible de pénaliser l'entreprise car une bonne nouvelle laisse la place à une mauvaise.

Ensuite, le marché du travail contraint également l'agent ou le dirigeant par la concurrence entre cadres et dirigeants, ce qui incite le dirigeant à être discipliné sur le marché du travail car l'ensemble de son capital, tant humain que financier, est investi. Le capital humain englobe ensemble des compétences, des qualifications, des réputations, des projets d'avenir et autres capacités possédées par un individu à des fins productives. La valeur du capital humain des dirigeants sur le marché du travail dépend principalement de la performance qu'ils réalisent. En effet, le marché du travail réservé aux dirigeants peut présenter des opportunités au sein de la firme ou à l'extérieur (Fama, 1980), puisque la carrière d'un dirigeant est largement influencée par sa réputation, sa façon et sa capacité de bien gérer une entreprise et d'obtenir des résultats. Il informe sur la qualité des dirigeants qui ont tout intérêt à préserver leur réputation dans le cas d'un retour sur le marché de l'emploi ; par conséquent le dirigeant, pour augmenter sa réputation ou éviter le licenciement, a intérêt à diffuser plus d'informations. Fama (1980) considère que le mécanisme dominant est le marché de dirigeants, ces derniers cherchant à bien gérer pour maximiser leurs réputations et leurs valeurs sur ce marché. La performance comptable peut être perçue comme un signe de la qualité de dirigeants.

Faute de performance, le dirigeant peut tenter, dans une optique d'enracinement, de gérer le résultat pour sauver son poste et/ou sa réputation. Pour cela, le dirigeant a intérêt à utiliser des mesures comptables de la performance en sa faveur puisqu'elles décident de l'avenir du dirigeant. En effet, la théorie d'enracinement des dirigeants s'inscrit dans le cadre de la théorie d'agence parce qu'elle exprime la volonté de dirigeant de neutraliser les mécanismes de contrainte imposée par le principal, ce qui devrait lui permettre de s'octroyer des avantages personnels plus importants. De manière générale, les dirigeants s'ont incités à diffuser plus d'information afin d'augmenter la valeur de la firme, la valeur de leur patrimoine et leur rémunération, pour renégocier leurs rémunérations ou pour espérer être recrutés à des conditions plus intéressantes par une autre entreprise. De plus, il existe une autre contrainte,

celle du système du contrôle interne dans les grandes sociétés par actions (droit de vote des actionnaires, hiérarchie, surveillance mutuelle, systèmes de rémunération et d'intéressement des dirigeants, conseil d'administration).

Dans les marchés, d'une manière rationnelle, le problème ne vient pas du principal mais du dirigeant (*agent*) à qui a été confiée la charge de l'entreprise. Le dirigeant a donc intérêt à trouver un moyen pour convaincre le principal (*les actionnaires*) qu'il va prendre des actions optimales afin de minimiser le coût d'agence. Parce que le dirigeant subit les coûts, cela l'incite à développer des moyens institutionnels comme l'utilisation des informations comptables dans les contrats et dans les audits afin de diminuer le problème d'agence.

Le marché financier représente un lieu d'informations par excellence, là où peuvent être mesurés et évalués les coûts d'agence, par conséquent le marché financier apparaît comme un mode de régulation des conflits d'intérêts entre actionnaires, salariés, parties prenantes et dirigeant par le mécanisme des prix comme le démontrent Jensen et Mackling (1976). La diffusion d'informations financières semble être comme un jeu d'intérêt entre le principal et l'agent où chacun cherche à défendre ses intérêts. Le rôle des informations comptables prend une certaine importance lorsque nous l'intégrons dans l'analyse des conflits d'intérêts entre dirigeants et actionnaires. Ces conflits résultent notamment d'une asymétrie d'informations sur la « qualité financière » des projets d'investissement (Jensen et Mackling, 1976). Les dirigeants (ou actionnaires internes), supposés opportunistes, peuvent profiter de leurs avantages informationnels pour maximiser leurs propres intérêts au détriment de ceux des actionnaires externes.

La production de l'information comptable permet de réduire les coûts d'agence associés aux conflits d'intérêts. En effet, la consultation de cette information par les actionnaires leurs permet de vérifier que les capitaux mis à disposition par l'entreprise ont été affectés conformément à leurs intérêts. Si l'information comptable n'a toujours pas de dimension prédictive, elle justifie cependant sa dimension contractuelle (Dumontier et Raffournier, 1989). Lev (1988) indique que la diffusion complète d'informations financières dépend de l'équilibre de marché financier, il propose que la diffusion de toutes les informations d'une entreprise donnée soit diffusées d'une façon équitable pour tous les utilisateurs d'informations financières sans privilégier une catégorie plus qu'une autre afin d'encourager le concept de la justice dans la possession de l'information financière.

Nous pouvons constater que la TPC et la théorie du marché efficient sont toutes les deux fondées sur l'hypothèse selon laquelle les utilisateurs et les producteurs d'informations comptables ont pour objectif la maximisation de leurs propres intérêts. Leur différence est que la théorie du marché efficient prend des coûts nuls d'informations et de transaction comme l'hypothèse de départ. La théorie politico-contractuelle vise, par contre, à introduire les coûts d'information, les coûts d'agence et les coûts de transaction, et à reconnaître que les processus de contrat et la politique ont tous les deux des coûts de transaction (Watts et Zimmerman, 1990). L'information comptable est un bien dont l'offre et la demande sont déterminées par les forces du marché (Watts et Zimmerman, 1979).

2.3.2. Le choix de dirigeants de diffuser des informations financières

La TPC³³ de la comptabilité a été testée dans quatre domaines : le choix des méthodes comptables, les changements de méthodes, l'attitude vis-à-vis des projets de normes comptables et l'application de nouvelles normes (B.Raffournier, 1990). Depuis ces dix dernières années, un grand nombre de travaux ont été publiés dans les revues spécialisées. Nous présenterons quelques exemples qui nous semblent les plus pertinents.

Commençant d'abord par les sujets qui traitent de l'influence de la réglementation sur le choix des méthodes comptables des entreprises. Par exemple, Watts et Zimmerman (1978)³⁴ sont à l'origine des premiers travaux qui relient l'influence de la réglementation et les choix comptables. Ils tentent de prédire la réaction des dirigeants d'entreprises et leurs préférences à la réglementation du contenu des états financiers en fonction de leurs propres intérêts. Ils ont trouvé que ces derniers ont intérêt à choisir leur politique comptable et à faire du lobbying auprès des politiciens afin d'opter pour les méthodes comptables qui diminuent le résultat net publié. De même, lorsque l'entreprise a une grande part de marché, elle adopte des méthodes comptables qui diminuent ses résultats afin d'éviter la concurrence sur le secteur de l'entreprise. Nous pouvons en déduire que la taille augmente la probabilité d'une intervention

³³La Théorie Politico-Contractuelle a fixé comme objectif d'expliquer les pratiques comptables et d'audit. Par exemple, pourquoi certaines entreprises favorisent-elles certaines normes comptables, alors que d'autres s'y opposent ? Pourquoi, les entreprises utilisent-elles certaines pratiques comptables alors que d'autres en utilisent d'autres ? Pourquoi certaines entreprises diffusent-elles des informations alors que d'autres n'en diffusent pas ou en diffusent moins ? Pourquoi certaines entreprises choisissent-elles un tel auditeur et pas un autre ? Pourquoi certaines entreprises diffusent-elles plus d'informations que d'autres ?

³⁴Ils postulent que le comportement du dirigeant face à une norme proposée dépend de l'impact qu'elle aura sur sa rémunération et sa richesse. Ils identifient les différents facteurs susceptibles d'affecter la rémunération du dirigeant : l'existence d'un plan d'intéressement, les coûts fiscaux, les coûts politiques, les coûts liés à la réglementation de certains secteurs d'activité et les coûts de production de l'information, le comportement des autres agents face à une nouvelle norme comptable.

politique qui dépend des profits publiés. Les entreprises de grande taille, qui ont tout intérêt à diminuer leurs taxes, sont plus enclines à faire pression sur les politiques pour éviter les normes comptables qui provoquent l'augmentation de leurs résultats. En revanche, ils sont favorables à un changement qui provoque la réduction de leurs résultats, alors que toutes les autres entreprises s'opposent à ce changement à cause de l'augmentation des coûts de comptabilité supplémentaire subis pour se conformer aux nouvelles normes. Les auteurs ont proposé les facteurs qui peuvent augmenter la richesse des dirigeants par le choix de normes comptables :

- une baisse gouvernementale favorable
- une réglementation gouvernementale favorable
- une baisse des coûts politiques
- une baisse des coûts de production de l'information
- une augmentation de la mesure du profit utilisé dans le calcul de la rémunération des dirigeants.

Certains auteurs ont eu l'idée d'étudier l'attitude des entreprises face aux nouvelles normes comptables, Watts et Zimmerman (1978)³⁵ ont été les premiers dont l'étude porte sur les avis recueillis par le FASB concernant un nouveau projet de divulgation des effets inflationniste. Les auteurs estiment que les entreprises s'y opposeraient si la nouvelle norme provoquait une augmentation de leurs résultats, et que dans le cas contraire, elles accepteraient ou s'abstiendraient, selon l'importance de la taille de l'entreprise. Dans le même courant, Dhaliwal (1982) a étudié la réaction des entreprises vis-à-vis d'un projet de norme « SFAS 34 » relative à la comptabilisation des intérêts intercalaires, et il a montré que les entreprises qui sont pour la capitalisation de ces intérêts, sont plus endettées et plus petites que celles qui s'y opposent. Dans le même courant, Kelly (1985) a étudié les réactions des entreprises vis-à-vis d'un projet de norme « SFAS 8 » qui prévoit la conversion au cours du jour des créances et des dettes en devises étrangères. Il a conclu que les entreprises ayant manifesté contre ces normes sont plus grandes et plus endettées que celles n'ayant pas donné leurs avis. L'ensemble des études qui se sont intéressées à la prise de position sur un nouveau projet de

³⁵ Pour Watts et Zimmerman (1986), les autorités responsables de la réglementation comptable ne cherchent pas à comparer les bénéfices et les coûts attendus de l'adoption d'une nouvelle norme comptable. Les cadres conceptuels de l'IASB et du FASB font pourtant explicitement référence à l'analyse coûts/ bénéfices. Ils précisent que les bénéfices attendus de la publication d'une information financière doivent excéder ses coûts. Le cadre conceptuel du FASB (SFAC N°2 § 133) ajoute que le normalisateur comptable doit être conscient de l'équilibre coûts/bénéfices attendus lorsqu'il promulgue une nouvelle norme.

norme a confirmé l'importance des variables d'agence et/ou du coût politique dans le comportement des entreprises.

Il existe d'autres études qui consistent à expliquer le choix des méthodes comptables par des variables reflétant la taille des entreprises. L'hypothèse de la taille est fondée sur l'analyse de Jensen et Meckling (1976), selon laquelle les coûts d'agence augmentent avec la taille de l'entreprise. Celles de grandes tailles auraient tendance à diffuser davantage d'informations que les autres afin de diminuer ces coûts. Hagerman et Zmijewski (1979) ont choisi comme variables dépendantes la méthode d'inventaire, la méthode d'amortissement et la comptabilisation des engagements de retraite. Les variables indépendantes sont l'actif total et le chiffre d'affaires. Ils ont démontré statistiquement l'effet de la taille sur les choix de méthodes comptables, et fait que des dirigeants rémunérés en fonction du bénéfice sont tentés de choisir des pratiques comptables qui accroissent le bénéfice. Cette pratique qui augmente le bénéfice est plus susceptible d'être qualifiée comme un comportement opportuniste des dirigeants.

Par ailleurs, certaines entreprises ont tendance à ne pas appliquer les nouvelles normes dès qu'elles sont rendues obligatoires et, elles préfèrent retarder la mise en œuvre de ces normes surtout lorsqu'elles disposent d'un certain délai pour s'y conformer (la date limite). Ayres (1986) a étudié l'application de la norme « SFAS 52 » sur la comptabilisation des opérations en devises étrangères qui se traduit par un accroissement du résultat par rapport à l'ancienne norme en pratique « SFAS 8 », et il a montré que les entreprises les plus petites ont appliqué les nouvelles normes dès qu'elles sont mises en application contrairement aux autres entreprises qui ont attendu une ou deux années. Son résultat confirme l'effet de la taille sur les choix d'appliquer une nouvelle norme.

De nombreuses études se sont intéressées aux effets de la structure des capitaux sur les choix de méthodes comptables. En ce sens, Smith (1976) a testé l'hypothèse suivante : lorsque la propriété est diffusée, les managers disposent d'un pouvoir discrétionnaire considérable sur le choix des méthodes comptables. Dhaliwal, Salamon et Smith (1982) ont choisi comme variable dépendante la méthode d'amortissement, et comme variables indépendantes, le niveau du contrôle des actionnaires, l'actif total et le ratio entre les dettes et les capitaux propres. Ils trouvent que les firmes ayant un faible taux de concentration des capitaux, et donc plutôt contrôlées par les managers, sont plus susceptibles de choisir la méthode

d'amortissement qui augmente les résultats financiers, car les rémunérations des managers sont plus liées aux résultats que celles gérées par des gestionnaires-propriétaires.

Ainsi, Penno et Simon (1986) ont constaté que les dirigeants des sociétés cotés en bourse sont plus volontés pour le choix de la méthode « FIFO » (premier entré, premier sorti) et de l'amortissement linéaire. Pour Niehaus (1989), le choix de la méthode « LIFO » est préférée par les actionnaires puisqu'elle minimise la taxe à travers la diminution du résultat financier déclaré, ce qui amène l'entreprise à payer moins d'impôts ou retarde le paiement des impôts. Alors que les managers préfèrent la méthode « FIFO » qui tend à augmenter le résultat financier déclaré, car leurs rémunérations par contrat sont liées au résultat déclaré.

Certains auteurs ont étudié la pertinence d'informations financières issues de référentiels différents. Leuz et Verrecchia (2000) ont démontré que les entreprises allemandes qui appliquent les « US GAAP » ou les « IFRS » présentent une fourchette de prix plus faible et une rotation des actions plus élevée, cela veut dire que ces normes entraînent une réduction de l'asymétrie d'information par rapport au référentiel allemand. Dumontier et Maghraoui (2006) ont trouvé que les « IFRS » ont une supériorité du contenu informationnel par rapport au référentiel suisse. En France Lenormand et Touchais (2009) ont comparé la pertinence des informations financières entre le référentiel français et les « IFRS ». Ils ont démontré que les « IAS/IFRS » aboutissent à des informations financières plus pertinentes et apportent un complément d'information par rapport au référentiel français.

Il semble que les entreprises à fort niveau de dette sont plus susceptibles d'utiliser « FIFO » Cushing et Leclerc (1992), Lindahl (1989) et Hunt (1985). En outre, Christie (1990) a montré qu'il y a six variables qui jouent un rôle significatif dans le choix des méthodes comptables : l'existence d'un contrat d'intéressement des dirigeants, l'endettement, le risque, le niveau de couverture des intérêts et le ratio de distribution de dividendes.

Nous pouvons en conclure que le choix de divulguer les informations financières, ainsi que les choix de la politique comptable (les choix de méthodes comptables) sont des moyens pour les diffuseurs d'informations financières permettant de maximiser leurs propres intérêts. Dans un marché efficient, le marché financier apparaît comme un mode de régulation des conflits d'intérêts parce que le manager étant efficacement contrôlé par le mécanisme du marché, les intérêts des utilisateurs d'informations financières peuvent être satisfaits. En effet, l'existence

de conflits entre les différents acteurs de la vie économique et financière de l'entreprise, comme la théorie d'agence le suggère, persiste. De plus, les coûts politiques causés par la réglementation comptable n'ont qu'augmenté les conflits et diminué l'intérêt général.

2.3.3. La théorie économique de la réglementation

Dans la science politique traditionnelle, l'Etat est présenté souvent comme bienveillant et soucieux de l'assurance de l'intérêt général, il détient le monopole de la contrainte légitime, une contrainte qui s'exerce par l'impôt ou par la réglementation. Les nouvelles approches de l'Etat ont systématiquement mis en cause cette présomption en le considérant comme une institution sous la pression de groupes d'intérêts (Belkaoui, 1984)³⁶. Selon Stigler (1971) la réglementation doit s'analyser comme la production d'un service de redistribution politique, sous forme d'un service d'échange entre offreurs (les décideurs politiques et les fonctionnaires), et demandeurs (les entreprises), tous guidés par leurs propres intérêts. En effet, les offreurs ont pour objectif, celui de la réélection, alors que pour les demandeurs il s'agit de la réglementation.

Stigler (1971)³⁷ s'inspire de l'analyse du marché public développée par l'école du choix public (Buchanan et Tollison, 1972). Dans cette théorie des choix publics, un système politique est composé de politiciens, de bureaucrates et du peuple. Le peuple est loin d'être individualisé, il s'organise en groupe d'intérêts particuliers. Selon cette théorie, les parties politiques cherchent uniquement à obtenir le plus grand nombre d'électeurs afin de maximiser leurs chances de réélection, et leurs dirigeants (politiciens) n'ont pour tout but que de faire le maximum d'avantages personnels de l'exercice du pouvoir.

Concernant la bureaucratie³⁸, selon Niskanen (1971), il y a un groupe de bureaucrates qui travaille pour maximiser leurs propres intérêts au détriment des intérêts plus généraux représentés par leurs supérieurs grâce à leur position de monopole d'informations. Pour Breton et Wintrobe (1982), les bureaucraties peuvent être à la fois efficaces et inefficaces en

³⁶Belkaoui A. (1984), *Théorie comptable*, Presses de l'université du Québec, Canada.

³⁷Stigler G.L., (1971), The Theory of Economic Regulation, *The Belle Journal of Economics and Management Review*, 61, pp.380-7.

³⁸La théorie de Niskanen, appelé la théorie de la bureaucratie insiste sur le pouvoir créé par la hiérarchie politico-administrative et lui donne une rationalité économique individuelle. Le bureaucrate peut choisir de maximiser son budget ou de choisir la production la plus grande possible afin de pouvoir justifier la plus grande taille à son service.

comparant les coûts et les bénéfices, pour rechercher le comportement qui leurs paraît le plus avantageux³⁹. Quant aux demandeurs de la réglementation, ce sont les entreprises qui veulent être protégées de la concurrence, notamment celle qui vient de l'étranger.

La théorie de la réglementation⁴⁰ ou « théorie économique de la réglementation » a été développée par les économistes de l'université de Chicago (Stigler, 1971 ; Pelzman, 1976 ; Becker, 1983). Ils suggèrent qu'il y a moins d'incitations à produire des informations dans le processus politique que dans le marché, par l'établissement de contrats, les agents peuvent facilement tirer des bénéfices de l'information. Dans une démarche politique, les électeurs n'ont pas assez d'intérêts à chercher les informations sur les opérations gouvernementales par rapport aux informations relatives aux activités des entreprises, puisque les individus ne captent pas les bénéfices d'informations en raison des coûts et les frais engendrés pour être informés qui dépassent en général les bénéfices espérés, et donc les individus préfèrent rester ignorants.

Selon Watts et Zimmerman (1986), l'existence des coûts d'informations non nuls explique le regroupement des individus au sein de groupes de pression. En regroupant leurs intérêts, les individus réalisent des économies d'échelle lors de la recherche d'information et mobilisent également des ressources pour soutenir les campagnes des politiciens qui représentent leur intérêt. Les bénéfices attendus de l'action collective de lobbying doivent être supérieurs aux coûts engagés. Certaines conditions semblent nécessaires pour que des groupes d'intérêts surgissent, comme la taille des groupes d'intérêts, les degrés d'homogénéité des intérêts au sein des groupes, et l'incertitude sur les effets de la réglementation. Dans le cas de la procédure d'élaboration des normes comptables prévue par la « FASB », le public participe et observe chaque norme présentée, ce qui est une des caractéristiques du processus de normalisation américain, et cela favorise l'émergence de phénomènes de lobbying.

³⁹ Sur les études de la défaillance de l'Etat dans les littératures françaises, voir Rosanvallon (1981), Lafay et Lecaillon.

⁴⁰ La théorie de la réglementation a pour objectif d'expliquer l'intervention du gouvernement pour réglementer le marché. A l'origine, la régulation publique est considérée comme une réponse de l'Etat aux demandes du public confronté aux défaillances du marché. Selon cette approche, la réglementation comptable est justifiée car elle apparaît comme un moyen d'améliorer l'allocation optimale des ressources (Posner, 1974, « Theory of Economics Regulation », Bell Journal of Economics Vol 5.

Afin d'être élus, les politiciens sont obligés de céder aux pressions des groupes d'intérêts particuliers et la réglementation est faite à la demande des groupes spéciaux d'intérêts qui cherchent évidemment à augmenter le revenu de leurs membres. En effet, dans le processus de décision politique, les groupes d'intérêts exercent une influence politique par opposition aux particuliers. Dans cette optique, nous pouvons dire que la réglementation ne vise pas la correction des pratiques du marché considérés inefficaces ou inéquitables, mais à mettre en place les transferts de revenus en faveur des groupes d'intérêts en échange d'un soutien politique.

À cet égard, Levine et Forrence (1990) distinguent deux types de politique : les intérêts privés sont les privilèges des acteurs politiques à l'égard de leurs propres intérêts, les intérêts publics sont les prédilections liées aux intérêts des autres. Le processus politique est donc une concurrence entre les individus pour leurs transférer des richesses en leurs faveur.

En se fondant sur ces deux courants, l'approche de la TPC considère le processus de réglementation comptable comme étant essentiellement un processus politique et un moyen de pallier l'échec du marché et de la sous-production d'informations qui en découle (Posner, 1974). Donc, la réglementation comptable est perçue comme une façon efficace d'améliorer l'allocation des ressources. Les individus étant rationnels, ils cherchent à maximiser leurs richesses ou à minimiser les pertes dans l'établissement des normes comptables.

Selon la théorie des groupes de pression, les lois et les règlements résultent d'un équilibre entre deux forces opposées : d'une part, celles qui en perçoivent les bénéfices et d'autre part, celles qui en subissent les coûts. Watts et Zimmerman (1986) précisent que les politiciens n'agissent pas seulement comme des intermédiaires ou des relais pour les groupes de pression. Mais eux-mêmes se comportent de manière à maximiser leurs propres intérêts. Ils interviennent à deux niveaux dans le processus politique (Holthausen et Leftwich, 1983), comme indiqué ci-après.

- Ils agissent dans l'intérêt de leurs électeurs dont ils sont les mandataires. Ils augmentent ainsi leurs chances d'être réélus s'ils effectuent des transferts de richesses positifs pour leurs groupes d'électeurs ;
- Ils se comportent comme des entrepreneurs étant donné que chaque nouvelle réglementation tend à augmenter les ressources qu'ils contrôlent.

En effet, les informations diffusées peuvent provoquer des réactions négatives de la part des différents groupes organisés comme, par exemple, les consommateurs ou les écologistes. Par conséquent, les groupes d'électeurs peuvent exercer des pressions sur les politiques pour la nationalisation ou la réglementation en se fondant sur les informations publiées. Les réactions des politiques ou des groupes de pression ont deux types de conséquence possible pour l'entreprise. Elles peuvent provoquer des transferts de richesses négatifs pour l'entreprise (par exemple, le vote de nouvelles taxes à verser à l'Etat), et elles peuvent générer des coûts de mise en conformité avec les nouvelles réglementations. Les entreprises ont donc intérêt à éviter ces coûts politiques en diminuant leur visibilité ou en exerçant des pressions afin d'éviter une nouvelle réglementation.

Concernant la normalisation, Zeff (1978) estime que puisque les changements des principes comptables se passent dans le milieu politique, les acteurs ayant des intérêts économiques s'organisent en groupes de pression afin d'influencer le processus de réglementation en leur faveur. Il y a donc des coûts politiques très élevés dans le processus de normalisation comptable.

Watts et Zimmerman ont dit clairement que dans le processus de réglementation, les groupes de pression prennent l'intérêt général comme un slogan pour atteindre leurs objectifs, celui de la maximisation de leurs propres intérêts. Les auteurs sont pour minimiser l'utilisation du processus de réglementation, et laisser fonctionner au maximum le marché financier. Pour Watts et Zimmerman (1986), le recours à la réglementation s'explique par l'existence du problème du bien collectif et, il vaut mieux donc résoudre ce problème par un contrat entre les parties intéressées. Cette résolution aura un coût de contrat, et il faut donc choisir entre la réglementation et le marché en fonction de leurs coûts.

Watts et Zimmerman (1986) ont étudiés systématiquement les coûts de la réglementation. Ils sont principalement de deux natures : les coûts directs (les coûts de l'établissement et de l'exécution des règlements), les coûts indirects (les coûts subis par les entreprises comme les conséquences de la réglementation sur l'investissement, sur la production et sur les décisions financières).

2.3.4. Les conflits d'intérêt et la normalisation des pratiques d'informations comptables

Nous estimons que la normalisation des pratiques comptables conduit vers une normalisation d'informations financières diffusées par les entreprises, et que cela va atténuer le conflit d'intérêt entre l'agent et le principal et les utilisateurs d'informations financières. Une harmonisation n'est pas synonyme de normalisation « *standardisation* ». L'harmonisation comptable est un processus institutionnel, ayant pour objet de mettre en convergence les normes et les pratiques comptables au niveau national. S'agissant de la normalisation, elle a pour objet l'application de normes identiques et de pratiques comptables dans le même espace géopolitique, de telle sorte qu'aucune différence de traitement ne soit pas permise.

En répondant de la question : « pourquoi la normalisation ? » Colasse⁴¹ mentionne : « il ne fait pas de doute qu'on doit ce phénomène à la volonté des Etats d'avoir des informations homogènes sur l'activité des entreprises de façon éventuellement à exercer sur elles un contrôle économique et fiscal. Mais la normalisation présente également de l'utilité pour les autres utilisateurs externes de la comptabilité dans la mesure où elle garantit le respect d'un certain nombre de règles, où elle facilite les comparaisons dans le temps (normalisation temporelle) et d'une entreprise à l'autre (normalisation spatiale) ». La normalisation présente également même intérêt pour les responsables d'entreprises autant que pour les utilisateurs externes ; elle leur permet de procéder plus systématiquement aux diverses analyses de gestion auxquelles ils doivent se livrer pour prendre leurs décisions.

Enfin, cette normalisation enrichit la pensée comptable et contribue au perfectionnement de la comptabilité. Nous considérons que la normalisation comptable est un atout pour le développement économique et pour la compétitive de l'entreprise, à un niveau national comme international, et qu'elle améliore la diffusion d'informations financières par plusieurs aspects dont six sont exposé ci-après.

- Elle facilite la classification des systèmes et pratiques comptables à l'échelle internationale. Ainsi, ces normes offrent aux utilisateurs d'états financiers une base de comparaison pour prendre des décisions éclairées.
- Elle facilite la comparaison des états financiers soit niveau national, régional ou encore international.

⁴¹Colasse B. (2001) où il est encore question d'un cadre conceptuel français : inutile hier, improbable demain. *Revue Française de Comptabilité*, 332 (avril).

- Elle permet de réduire les différences de pratiques et de réglementations comptables entre différents pays. Elle peut ainsi aider les entreprises à accéder aux différents marchés financiers internationaux, et favorise l'unification des conditions de concurrence entre les différents pays.
- Elle facilite la globalisation des marchés financiers par l'augmentation de la capacité des investisseurs à prendre de bonnes décisions, et à réduire les informations asymétriques entre les préparateurs et les utilisateurs (Baiman et Verrecchia, 1996).
- Elle permet aux entreprises de lever les fonds sur les marchés de capitaux internationaux.
- Elle assure une quantité d'informations suffisantes pour que les utilisateurs puissent prendre leurs décisions.

Les normes comptables protègent les investisseurs, les actionnaires et le gouvernement en empêchant la direction de diffuser une information faussée ou incohérente. Elle rend possible des économies d'échelles, en ce sens que la normalisation centralisée est moins coûteuse et qu'elle réduit de façon importante les coûts consacrés à la collecte et aux traitements d'informations financières par les utilisateurs et par les entreprises. La normalisation comptable est très utile à plusieurs niveaux : à l'échelon des entreprises, elle leur permet de faire des économies d'échelles en réduisant leurs coûts de production d'informations financières. Elle les aide également à bénéficier de la crédibilité de la comparabilité et les incite à diffuser plus d'informations financières.

Quant aux utilisateurs financiers (les investisseurs et les établissements de crédits), la normalisation ou l'harmonisation comptable leur permet d'évaluer l'état financier de l'entreprise par rapport aux autres entreprises par la communication d'informations en temps réel, et par un langage commun des états financiers. Ainsi, les utilisateurs bénéficient surtout de la quantification, de la crédibilité et de la comparabilité d'informations financières. Elle permet aussi d'optimiser leurs choix d'investissement. Au niveau de l'Etat, la normalisation ou l'harmonisation permet de faire facilement les statistiques et de collecter et interpréter les informations sur une base comptable harmonisée, ceci rend les calculs d'impôts également accessibles. Elle facilite également le contrôle de l'Etat tout en limitant la liberté des comptables et des dirigeants dans leurs choix et en permettant à l'Etat de contrôler les prix et les profits de cartels et des monopoles.

Nous pouvons déduire que la normalisation comptable contribue à la normalisation des informations financières diffusée par les entreprises et par la résolution de conflits d'intérêts entre les actionnaires, la partie prenante et le dirigeant. L'établissement des normes comptables peut être bénéfique de façon égale ou inégale à tout le monde ou pour certains par contre elle est désavantageuse.

L'existence de conflits d'intérêts s'explique par le fait que l'établissement et l'exécution des normes comptables ont des coûts au même prix que la réglementation. Tous ces coûts doivent être pris en compte. Mais les conflits d'intérêts varient d'une entreprise à l'autre et dépendent de l'avantage que l'entreprise peut tirer directement et indirectement. Le conflit d'intérêts dépend également des coûts à supporter par les entreprises, notamment de petite taille et de l'estimation de bénéfice qu'elle peut faire à l'avenir et à long terme.

Au total, et dans des conflits d'intérêts, le normalisateur doit prendre en compte les différents intérêts des bénéficiaires des normes (différentes tailles d'entreprises, marchés financiers, utilisateurs des informations, ...) et savoir arbitrer entre les différents intérêts de groupes au même rang de la réglementation.

Le raisonnement de la TPC indique que la diffusion d'informations financières revendique la supériorité du mécanisme du marché par rapport à la réglementation de la diffusion d'informations financières. Même si elle reconnaît la défaillance du marché, elle est contre la réglementation publique en insistant sur les coûts de la réglementation qui sont souvent supérieurs aux coûts induits par la défaillance du marché. La diffusion des informations financières par le biais des états financiers est censée participer à la réduction de l'asymétrie d'informations. La logique de TPC explique que l'existence du marché financier et du marché du travail contribue à ce que les principaux (les actionnaires) puissent contrôler les agents (les managers), que le marché possède un mécanisme qui favorise la crédibilité des informations car le marché peut sanctionner les informations trompeuses. Pour B.Raffournier (1990), la TPC indique d'une part que les décisions comptables ne constituent pas un domaine réservé échappant à la logique des choix économiques, mais qu'elles sont guidées par l'objectif de maximisation de l'utilité. D'autre part, elle a mis en évidence que le marché financier présente aussi un mécanisme qui incite les producteurs d'informations financières à ne pas manipuler ces informations puisqu'ils seront sanctionnés. Elle contribue au processus de normalisation comptable, puisque cette théorie vise à expliquer et à prédire pourquoi une telle pratique et

pourquoi une telle entreprise choisit une méthode et pas une autre, et pour quelles raisons.

Nous ne nous intéressons pas seulement aux aspects techniques, mais également aux conséquences économiques qu'il peut y avoir en appliquant ces normes. Ce point est souligné par Jensen (1983). L'établissement des normes comptables consiste donc à arbitrer entre différentes conséquences économiques (Beaver, 1989). Pour l'auteur sept conséquences économiques de l'application des normes sur la présentation des états financiers sont présentes :

- sur la redistribution des richesses entre les individus
- sur le niveau agrégé du risque et de sa distribution
- sur la consommation agrégée et la production agrégée (ex : les effets sur la formation du capital)
- sur l'allocation des ressources entre les firmes
- sur l'usage des ressources dans la production, la certification, la dissémination, les analyses et l'interprétation des informations financières
- sur l'usage des ressources dans le développement, l'application et le litige des réglementations
- sur l'usage des ressources dans la recherche d'informations et dans les secteurs privés.

Nous pouvons énoncer que l'hypothèse de l'efficacité du marché peut être acceptable dans le cas américain, mais pas dans tous les pays qui ont un marché étroit, notamment dans les pays en voie de développement. En ce qui concerne les pays en voie de développement, l'intervention des autorités réglementaires est un moyen indispensable pour la normalisation des pratiques comptables. Pour Beaver (1973, 1989), le marché financier s'appuie sur plusieurs sources, et les coûts d'utilisateurs de ces différentes sources peuvent être différents.

En effet, le rapport financier est la source la moins coûteuse par rapport aux autres, puisque le normalisateur peut obliger les producteurs d'informations financières à fournir plus d'informations. Ainsi, le normalisateur a également un rôle à jouer puisque la théorie du marché efficient est fondée sur l'hypothèse selon laquelle les investisseurs ne sont capables que de posséder une information imparfaite. Chambost (2007) montre que les agences de notation et les analyses financiers ont un accès aux informations privilégiées qui ne sont pas gratuites et accessibles à tout le monde comme l'a suggéré la théorie de l'efficacité du

marché. Ils n'accordent pas aux comptes diffusés une attention particulière et estiment que les informations comptables publiées sont tardives et complexes et peu prévisionnelles.

La TPC suggère que la finalité des réglementations est d'effectuer des transferts de richesses.

Belkaoui (1984), a recensé plusieurs points qui justifient le refus de la réglementation :

- les coûts sont engendrés par les entreprises
- le secteur public peut être motivé pour faire plus de réglementations afin de maximiser ses intérêts
- le processus d'élaboration des normes comptables risque de devenir politique.

La TPC insiste sur les coûts de la réglementation, mais elle ne cherche pas à savoir quels bénéfices pourraient rapporter la réglementation. Elle souligne les coûts pour les entreprises de se conformer à la réglementation, mais ne tend pas à identifier ses bénéfices, et ainsi elle ne s'interroge pas sur l'utilité de l'intervention de l'Etat pendant l'application d'une nouvelle norme alors qu'il existe une demande de normalisation comptable, mais que le marché financier n'est pas capable de la satisfaire (Whittington, 1987).

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

Nous concluons cette partie consacrée au cadre théorique. L'étude de trois théories nous a fourni des explications de pratique de diffusion d'informations comptables. Nous avons présenté la capacité du marché financier à réguler le processus de la diffusion d'informations financières et comment il est capable de sanctionner les entreprises diffusant des fausses informations à condition que ce marché soit parfaitement concurrentiel. Dans cette situation, nous pouvons imaginer comment le marché financier est seul capable de réguler l'offre et la demande d'informations financières.

Le marché financier parfaitement concurrentiel oblige les entreprises à divulguer des informations financières de qualité et crédibles. Il constitue un modèle de référence, mais il semble refléter imparfaitement la réalité comptable. Nous pouvons nous interroger sur ce modèle pour savoir si le marché capable de réguler l'offre et la demande d'information est aussi pertinent pour les pays en voie de développement, et notamment la Libye ?

Nous avons étudié plus attentivement la TPC. Elle revendique la supériorité du mécanisme du marché par rapport à la réglementation de la diffusion d'informations financières, et montre que ce marché est le seul capable de régler le conflit d'intérêts. Même si elle reconnaît la défaillance du marché, elle n'accepte pas la réglementation publique parce que les coûts de la réglementation sont un processus politique du transfert de la richesse qui possède plus d'inconvénients que d'avantages. La crise financière actuelle pourrait mettre en cause ce jugement.

Nous suggérons que le processus de diffusion d'informations financières est une opération pour laquelle tous les agents économiques participent, dans un jeu collectif, là où il existe des intérêts collectifs et individuels et où il peut y avoir des conflits d'intérêts. Nous estimons que la normalisation comptable contribue à la normalisation des informations financières diffusée par les entreprises. Cette normalisation permet de résoudre le conflit d'intérêts entre les actionnaires, la partie prenante et le dirigeant. Nous considérons que la normalisation de la diffusion d'informations financières est nécessaire, mais il faut arbitrer dans le cas où il y a un conflit d'intérêts et bien faire mesurer les conséquences économiques du choix de la réglementation comptable, comme l'a suggéré la TPC.

CHAPITRE 3 : UNE APPROCHE INSTITUTIONNELLE DE LA QUALITÉ D'INFORMATIONS COMPTABLES

Depuis les années 60/70, le concept de qualité des produits occupe une place importante dans le discours et dans les organisations. Nous pouvons observer que le développement de la notion de qualité dans le domaine comptable est assez similaire à celui du domaine industriel. Il est à noter que dans le domaine industriel, nous sommes passés d'une définition le plus souvent unidimensionnelle (par exemple la robustesse d'un outil) et restreinte au produit de base à une conception de la qualité élargie à tout ce qui est offert autour du produit, des services, et des processus de fabrication même.

La qualité est alors considérée comme un optimum entre des critères de rentabilité et la recherche de la satisfaction des besoins et des attentes des utilisateurs. De même, les profondes transformations du contexte socio-économique et du rôle de la comptabilité entraînent des changements dans la conception de la qualité de l'information comptable. L'association française de normalisation (AFNOR) définit la qualité comme une aptitude d'un bien ou d'un service à satisfaire les exigences explicites ou implicites de l'utilisateur.

Le processus de normalisation comptable et l'organisation de la profession influencent énormément les pratiques en termes de rapport financier. À cet égard, il existe deux grandes approches :

- l'approche de normalisation par l'Etat (le modèle continental)
- l'approche de normalisation par le secteur privé (le modèle anglo-saxon).

Les États-Unis sont un pays de droit coutumier, et comme il a été expliqué précédemment, dans les pays qui appliquent ce système légal, il y a une décentralisation de la réglementation comptable au profit des professionnels qui élaborent les normes en fonction des besoins de la profession dans le respect du cadre conceptuel. Ceci fait que la profession comptable est la plus réactive aux nouvelles difficultés comptables qu'imposent les changements de l'environnement, et ce contrairement aux pays Euro-continentaux dont la normalisation

comptable est assurée par l'Etat là où les procédures d'élaboration des normes prennent beaucoup plus de temps. Cependant, nous ne pouvons pas dire que la normalisation comptable aux Etats-Unis soit totalement contrôlée par le secteur privé, en effet, l'organisme de contrôle du marché financier américain, la SEC, doit donner son mandat à une norme nouvellement créée pour qu'elle puisse être appliquée dans l'élaboration des états financiers des entreprises cotées.

En effet, l'information comptable est une information quantitative, générée suivant des normes précises. Les états financiers ont pour objectif de communiquer l'information comptable afin de présenter des informations comptables destinées aux utilisateurs pour porter des jugements sur les activités et la gestion financière de l'entreprise (Lande et Boulerne, 2008). En outre, l'établissement des états financiers réalisés dans le respect de normes proposera une présentation utile de l'entreprise si l'uniformisation dans la présentation de l'information comptable est respectée (Caillau, 1996). L'objectif du normalisateur, dans la définition de la qualité de l'information comptable, est de fixer des critères pour l'élaboration des documents comptables externes. Ces critères représentent les caractéristiques qualitatives que doit posséder l'information diffusée et qui garantissent la valeur de la représentation de la réalité économique de l'entreprise communiquée à ses multiples partenaires.

Le cadre institutionnel varie d'un pays à l'autre, selon son contexte, sa culture nationale, ses exigences, et la position de marché financier dans l'économie de pays. Ainsi les utilisateurs de ses informations et ses caractéristiques qualitatives qui doivent posséder une information afin d'aider les utilisateurs à prendre la bonne décision sont variantes d'un pays à l'autre. Dans ce chapitre, nous allons présenter successivement comment la qualité d'informations était traitée dans l'approche traditionnelle (le modèle continental ou modèle juridique), puis dans celle orientée vers l'efficacité des marchés financiers, {l'approche de l'autorégulation (le modèle anglo-saxon)}. Enfin, nous exposerons le système comptable libyen.

3.1. L'approche traditionnelle par la régularité

La France incarne l'approche de la régularité et la qualité de l'information comptable a été traditionnellement caractérisée par deux notions dans la normalisation comptable française, à savoir : la régularité et la sincérité. L'objectif du normalisateur, dans la définition de la qualité de l'information comptable est d'établir des critères pour la production des documents comptables externes. Ces critères représentent les caractéristiques qualitatives que l'information produite doit posséder pour qu'elle soit utile à la prise de décisions des utilisateurs.

En effet, le cadre légal de la comptabilité en France⁴² est constitué d'un ensemble fondamental de textes législatifs et réglementaires. Les institutions chargées de la normalisation comptable en France sont composées pour l'essentiel de représentants des pouvoirs publics, de secteur privé, et en premier lieu les professionnels comptables et de représentants du monde économique. La normalisation comptable française est du ressort des pouvoirs publics, et strictement contrôlée par l'Etat, mais cela devrait changer avec le développement des normes comptables internationales et l'adoption de ces normes par l'Union Européenne dont la France⁴³ fait partie.

3.1.1. L'émergence de la notion de qualité en France

Les préoccupations en termes de qualité de l'information comptable s'expriment tardivement en France par rapport aux pays anglo-saxons. La pensée comptable française voit le jour à travers l'apparition et le développement de la réglementation. Ainsi, alors que l'idée d'un plan comptable français unique est rejetée en 1902 (Commission parlementaire Neymark), puis en 1921 (rejet de la proposition Fleury-Navarin), des voix s'élèvent (1902,1926) pour réclamer

⁴²Hoarau (2003) a distingué trois périodes dans l'histoire du droit comptable français. La première période (1947-1982) est caractérisée par la primauté du Plan Comptable Général et une vision macro-économique de la comptabilité. La comptabilité est alors conçue comme un outil statistique du service de l'Etat et de l'administration fiscale. La seconde période (1983-1996) est caractérisée par le développement d'un droit comptable sous l'impulsion européenne avec la coexistence de trois sources en 1996. La troisième période se caractérise par une montée en puissance de la normalisation comptable favorisée par deux acteurs ; le Conseil National de la Comptabilité (CNC) et la Comité de la Réglementation Comptable (CRC). Une quatrième période amorcée en 2002 se caractérise par l'adoption obligatoire des normes comptables internationales pour les pays de l'union européenne.

⁴³ L'ordonnance n°2009-79 du 22 janvier 2009 a pour objet de fusionner le CNC et le CRC. Cela a permis de créer un organe unique de normalisation comptable « l'Autorité des Normes Comptables (ANC) ». Ce dernier permettra à la France de se doter d'une institution capable de mobiliser l'ensemble des compétences françaises afin de renforcer sa présence dans les débats internationaux, particulièrement dans les débats relatifs aux normes comptables internationales élaborées par l'International Accounting Standard Board (IASB).

une certaine standardisation des états financiers ou pour plus de transparence sur les conditions de leurs établissements et de leurs diffusions (1912, 1923). Les premiers éléments législatifs en France apparaissent en 1935, se rapportant à la qualité des états comptables.

Deux caractéristiques qualitatives sont recherchées explicitement :

- l'exactitude avec le premier décret-loi disposant des sanctions pour délit de présentation de bilan inexact
- la comptabilité dans le temps avec le décret-loi sur l'uniformité des règles d'évaluation et de présentation des bilans.

Pourtant ce n'est véritablement qu'après la seconde guerre mondiale que la France a connu une véritable normalisation du processus et des produits comptables. Les notions de régularité et de sincérité sont apparues et nous pouvons les qualifier comme des critères de qualité.

3.1.2. La contribution des règles à la qualité comptable

Avant que la qualité apparaisse explicitement dans le discours des gestionnaires et des comptables, elle était en fait abordée sous l'angle des moyens à mettre obligatoirement en œuvre sous peine de sanction. La double exigence de régularité et sincérité synthétise ces moyens.

Le principal vecteur de qualité de l'information comptable trouvait ses origines dans le PCG mis en avant par la normalisation. À cet égard, l'histoire de l'élaboration du PCG en France est assez exemplaire. La première tentative avait eu lieu pendant la deuxième guerre mondiale, sous le régime de Vichy⁴⁴ (application du Plan Goering). Puis les travaux ont été repris après la libération en 1947, ensuite le PCG est devenu obligatoire en 1982. La notion de plan comptable est issue du courant de pensée franco-allemand (J.Richard, 1988, 1995)⁴⁵. Bien qu'elle soit déclarée normalisation ou "*respect de principe*", elle doit répondre aux besoins d'une amélioration constante de l'outil comptable. Ainsi, les normes et les qualités sont étroitement liées. Le maintien de la stabilité et de l'universalité des modes de communication comptable (autrement dit, la compréhensibilité et la comparabilité) est le

⁴⁴ Le Régime de Vichy est le régime politique de Philippe Pétain qui assura le gouvernement de la France du 10 juillet 1940 au 20 août 1944 durant l'occupation allemande, et dont le siège se situait à Vichy.

⁴⁵ Richard. J. (1988), « Pour un plan comptable moniste Français (une approche historique) », *revue de droit comptable*.

Richard J. (1995), 'The evolution of accounting chart models in Europe from 1900 to 1945: some historical elements', *The European Accounting Review*, 4 (1).

premier objectif de la normalisation dans la hiérarchie des finalités de la norme proposée par J.Fortin.

Le code du commerce mentionne trois concepts : régularité, sincérité, et image fidèle. Ce code déclare que : « *les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que des résultats de la société* ». Selon les normalisateurs français, la régularité et la sincérité restent les constituants fondamentaux de la qualité. Les textes comptables et le droit pénal peuvent fournir de nombreux éléments qui l'attestent et qui illustrent le lien étroit entre qualité et norme. De plus qu'à la suite de l'introduction de la quatrième directive européenne en droit français, la notion de l'image fidèle est venue constituer à la fois une troisième exigence des moyens et un objectif. Nous allons éclairer en détail les trois qualités retenues dans la loi.

3.1.2.1. Le principe de régularité

Ce principe indique les objectifs recherchés pour l'établissement des états financiers ainsi que le chemin qui y conduit par le respect de la réglementation en vigueur, ou à défaut, par les principes généralement acceptés. Dans la mesure où ces exigences sont respectées de bonne foi, les états financiers peuvent être considérés comme réguliers. Il s'ensuit que la régularité résulte de la bonne et complète application des règles prévues par la réglementation en vigueur. La régularité assure l'intelligibilité des documents financiers ainsi que de leur comparabilité en fonction du temps et d'espace (Michaïlesco, 1999).

Garantie non seulement par le respect des principes, la qualité de l'information comptable l'est également par "une organisation répondant aux exigences de contrôle et de vérification" ainsi que par la mise en œuvre de méthodes et de procédures et de l'utilisation d'une terminologie commune. Pour cela, la France a confié aux commissaires aux comptes des sociétés la charge de vérifier et de certifier la régularité de leurs comptes afin qu'ils soient, sincères et donnent une image fidèle de patrimoine et de leurs résultats (Colasse, 1993).

Le respect de ces méthodes et de ces procédures normalisées constitue la notion de régularité définie par le PCG comme la conformité aux règles et procédure en vigueur. La conformité et le respect des règles ont un double avantage comme expliqué ci-après.

- La conformité aux règles permet un contrôle facile des produits et des processus de production comptables, et de plus le respect des règles contribue à la vérifiabilité et la

fiabilité des informations comptables et financières.

- Cette conformité donne une bonne image et une grande satisfaction aux utilisateurs du produit comptable.

Le code du commerce, la doctrine et les usages professionnels contribuent à établir des principes généraux aussi bien que des règles d'évaluation, de comptabilisation, et d'établissement de documents comptables. Ces principes et règles abondent, que ce soit la règle de prudence, la permanence des méthodes, l'évaluation par la méthode du coût historique, les obligations, les techniques d'amortissement et la continuité de l'activité. La régularité est une condition nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour assurer une bonne information. Pour cela, elle est complétée par la sincérité.

3.1.2.2. Le principe de sincérité

La première apparition du concept date de 1973 : *« l'assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne pour trois ans un ou plusieurs commissaires qui ont mandat de vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la société, de contrôler la régularité et la sincérité des inventaires et des bilans ... »*. (Pasqualini, 1992)⁴⁶.

En effet la sincérité a une vocation de critère qualitatif tel que le PCG la définit par *« l'application de bonne foi des règles et procédures en fonction de la connaissance que les responsables des comptes doivent normalement avoir de la réalité et de l'importance des opérations, événements et situations »*. Bien que le principe de sincérité représente un des objectifs qui peut être assigné à l'établissement des états financiers, il implique que les états financiers résultent d'une parfaite connaissance des règles et de leurs applications, et de la situation de l'entreprise par le comptable ou par le préparateur de comptes et qu'ils soient réalisés dans un esprit de sincérité.

La sincérité est une qualité qui se rapporte donc aussi bien aux documents eux-mêmes, puisqu'ils doivent être aussi exacts que possible, qu'aux comptables les ayant établis, puisqu'ils doivent traduire la réalité loyalement et fidèlement (Colasse, 1993). Le principe de la sincérité comprend aussi le respect des règles d'évaluation prévues. L'application de bonne foi des règles et des procédures contribue quant à elle à la sincérité. Ce terme ne constitue pas

⁴⁶ Pour plus de détails, voir, Pasqualini F., (1992). *Le principe de l'image fidèle en droit comptable*, Litec.

un jugement sur l'état d'esprit du producteur de comptes, il exprime exclusivement la qualité requise des comptes sociaux. Pour Pasqualini, la sincérité *«avait une vocation à être élevée au rang de critère qualitatif servant de référence pour veiller à la fiabilité du message comptable »* mais *« sa portée fut annihilée par la régularité fiscalisée par rapport à laquelle elle ne joua qu'un rôle secondaire »*.

Si la loi et la doctrine affirment avec fermeté ces exigences de régularité et sincérité, ce sont principalement le droit pénal et le droit fiscal qui en assurent le respect en créant par le poids des sanctions un coût de la non-qualité. La sincérité implique la bonne foi du préparateur de compte et que son objectif soit de décrire de façon adéquate, loyale, claire et complète la réalité de l'entreprise. La sincérité objective suppose en partie la fidélité.

3.1.2.3. L'image fidèle

Le critère de l'image fidèle trouve ses origines dans la notion anglo-saxonne de *« true and fair view »*, et cette dernière apparaît dans le droit anglais pour la première fois en 1844 sur l'inscription et la régularisation des sociétés par actions. En anglais, elle se définit comme une image exacte et loyale des actifs, des dettes, de la situation financière et du profit ou de la perte (*The annual accounts shall give a true and fair view of the company's assets, liabilities, financial position and profit or loss*). Le concept de l'image fidèle est introduit dans la normalisation française par une loi en 1983, alors qu'en effet, le PCG ne fixait que des obligations de moyens aux états financiers : la régularité et la sincérité.

Pasqualini (1992), estime que l'idée française de sincérité aurait pu prétendre à une qualité identique si elle n'avait pas été vidée de son contenu. Dans le droit français, elle se définit comme une finalité poursuivie par les comptes annuels, et plus généralement la comptabilité, la régularité et la sincérité apparaissent nécessairement comme des moyens de l'atteindre. Puisqu'ils seront réguliers et sincères ils donneront une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entité et de la réalité de l'entreprise, *« les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de la société »*.

Nous pouvons souligner que le concept de l'image fidèle exprime implicitement deux critères qualitatifs de l'information à travers la traduction « *true and fair view* », puisque *true* signifie réel, et *fair* signifie loyal. La vision réelle se réalise par une traduction loyale de ce qu'est l'entreprise (Pasqualini, 1992). Ces deux critères qualitatifs de l'information se traduisent en français comme suit :

- réel renvoie à l'exactitude et la sincérité
- loyal renvoie à être légale conforme à la loi « la régularité ».

Pasqualini (1992) reconnaît, dans sa défense de l'image fidèle, la place centrale qu'a occupée et qu'occupe entre la régularité dans l'univers comptable français. Étant donné que cette application ne peut se réaliser que dans le respect de la régularité et de la sincérité, puisque la régularité s'attache aux règles en vigueur et la sincérité à l'application de bonne foi de ces règles ; la conséquence de ce respect permet de donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entité. Et de plus, la réciproque est vraie, lorsque le producteur comptable commet des irrégularités ou des infractions à l'exigence de sincérité, l'Etat, défenseur de l'ordre social, le sanctionne pour protéger les tiers.

Le PCG indique que « *à l'effet de présenter des états financiers reflétant une image fidèle de la situation et des opérations de l'entreprise, la comptabilité doit satisfaire, dans le respect de la règle de prudence, aux obligations de régularité et de sincérité* ». À l'évidence, les qualités de sincérité et de régularité sont nécessaires et primordiales pour atteindre l'objectif d'image fidèle. En effet, le législateur a institué une contrainte et un contrôle périodique de la qualité par la certification légale des comptes. Cela permet aux commissaires des comptes, dans le cadre de leurs missions permanentes de contrôle de certaines sociétés commerciales de certifier la régularité et la sincérité des comptes afin qu'ils puissent donner une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société.

La régularité (conformité à la règle) est une obligation de moyen. La sincérité (l'absence d'intention de tromper) est une obligation morale. L'image fidèle (le destinataire doit ne pas être induit, même involontairement de la part de l'auteur du message, en erreur) est une obligation de résultat (Burlaud, 1993).

3.1.3. La qualité d'informations comptables dans le Plan Comptable Général

« Les informations comptables doivent donner à leurs utilisateurs une description adéquate, loyale, claire, précise et complète des opérations, événements et situations » (CNC, 1986). Cette définition des caractéristiques de l'information comptable utilise des termes qui font référence aux qualités proposées dans les cadres conceptuels anglo-saxons et qui expriment trois caractères :

- adéquate « exactement proportionnée à son objet, ajusté à son but » qui peut renvoyer à la pertinence
- claire renvoie à l'intelligibilité « compréhensibilité »
- loyale « conforme à la loi et honnête » précise et complète renvoient à la fiabilité.

La qualité a été définie comme l'ensemble des caractéristiques d'un produit ou d'un service qui lui confèrent l'aptitude à satisfaire les besoins exprimés et les attentes implicites des utilisateurs (consommateurs). Bien que le PCG ne dévoile pas l'identité des utilisateurs, et n'exprime pas la nature de leurs besoins, les documents financiers confèrent à l'information comptable des objectifs plus larges, « une nature plus compromissaire et transactionnelle » (Colasse, 1991). La critique de ce dernier reste pertinente puisque, le PCG et même le CNC ne constituent pas un véritable cadre conceptuel qui définit précisément les objectifs assignés à la comptabilité, contrairement aux contributions du FASB (Financial Accounting Standards Board). Le PCG, définit la comptabilité comme « un système d'organisation de l'information financière permettant de saisir, classer, enregistrer des données de base chiffrées et présenter des états reflétant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entité à la date de clôture », mais il n'y désigne à aucun moment de façon explicite quels sont les utilisateurs concernées ou privilégiés de l'information comptable⁴⁷.

Certaines caractéristiques qualitatives de l'information comptable sont évoquées de façon plus explicite par le PCG, sans, toutefois, que les termes employés soient définis avec rigueur. Les caractéristiques qui sont évoquées implicitement par le normalisateur français comme objectif du plan comptable sont :

- la comparabilité des informations comptables dans le temps et dans l'espace
- la compréhensibilité

⁴⁷ Plan Comptable Général « PCG, 2005 ».

- la vérifiabilité
- la pertinence ; « *les documents de synthèse doivent mettre en évidence tout fait pouvant avoir une influence sur le jugement que les destinataires de l'information peuvent porter sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise* ».

En effet, l'image fidèle de réalité représentée est un principe primordial, la régularité et la sincérité sont des principes généraux permettant d'atteindre cette image fidèle. Nous rappelons que « *la régularité est la conformité aux règles et aux procédures en vigueur, la sincérité est l'application de bonne foi de ces règles et de ces procédures en fonction de la connaissance que les responsables des comptes doivent normalement avoir de la réalité et de l'importance des opérations, événements et situations* ».

Du point de vue d'un utilisateur de l'offre d'informations, la régularité est à la fois un moyen et une contrainte de présentation des informations. Le respect des règles et des procédures en vigueur assure l'intelligibilité des documents financiers. Ainsi, l'application des règles comptables de manière sincère assure une certaine forme de neutralité et une possibilité de vérification.

Leisenring V., membre de l'IASB, estime que la neutralité en comptabilité est un critère important pour juger les normes de présentation des comptes, car une information non neutre perd sa crédibilité et sa valeur.

Au contraire, le PCG présente dans sa définition la sincérité comme une véritable caractéristique qualitative fondamentale de l'information comptable offerte. Une information doit véhiculer une représentation fidèle de la réalité de l'entreprise identique à celle que les utilisateurs auraient pu se construire par eux-mêmes. Une information possède la sincérité lorsqu'elle présente les caractères ci-après.

- Objectivité et vérifiabilité (principe de justification des faits). « *L'information comptable doit être vérifiable et aussi objective que possible. S'il en était ainsi, deux*

ou trois personnes qualifiées travaillant séparément sur les même bases devraient atteindre les mêmes conclusions »⁴⁸.

- Régularité : le respect des règles et des procédures comptables en vigueur est un gage de loyauté. Il confère une valeur à l'information puisque les règles choisies doivent être appropriées à l'événement rapporté.
- Exhaustivité : l'information ne doit pas être trop agrégée ou condensée à l'extrême. De même, l'information fournie ne doit pas être trop détaillée. *« En quelque sorte, le producteur de comptes à l'obligation morale d'être fair play vis-à-vis du lecteur externe et ne doit pas rechigner à compléter, quand cela est nécessaire, les états financiers par des explications et des commentaires supplémentaires dans l'annexe »⁴⁹.*
- Prudence : l'appréciation raisonnable des faits évite le risque de transfert sur l'avenir d'incertitudes présentes susceptibles de grever le patrimoine et les résultats de l'entité ou de l'entreprise.
- Comparabilité : la possibilité de comparer les comptes paraît comme une condition fondamentale pour qu'ils soient sincères (Pasqualini, 1992).
- La cohérence des informations comptables au cours des périodes successives implique la permanence dans l'application des règles et des procédures.

3.1.4. La contribution de l'Ordre des Experts Comptables (OEC)

L'utilisateur d'informations comptables a été défini par l'OEC : « le concept d'utilisateurs de l'information comptable désigne toute personne physique ou morale qui peut se prévaloir de détenir un lien d'intérêt direct ou indirect avec l'information comptable produite, mise à disposition ou publiée par l'entreprise (ou l'organisme) ». Toutefois, ce document ne privilégie à aucun moment une catégorie d'utilisateurs comme le FASB ou encore l'IASB, mais il mentionne que l'utilisateur peut être extérieur à l'entreprise (émettrice de l'information comptable), et qu'il a des liens d'appartenance (personnel, collaborateurs) ou des relations contractuelles particulières (banque, co-contractant, ...) avec elle. Toutefois,

⁴⁸ Pham D., (1989), « Principes comptables fondamentaux », dans Encyclopédie de gestion de Joffre P. et Simon Y., tome 3, Economica.

⁴⁹Pham D. (1989), Op.cit.

comme le démontre (Colasse, 1996)⁵⁰, et en raison d'une approche objectiviste, ce cadre élaboré par l'OEC définit un émetteur fictif d'entrepreneur-type (ce peut être un chef d'entreprise) dont le jugement serait supérieur à celui d'autres observateurs externes (les utilisateurs) ou à celui des auditeurs. Or, le jugement ne dépend pas uniquement du jugement de cet émetteur, il doit prendre en compte les attentes des utilisateurs.

L'objectif de l'information comptable contenue dans les états financiers est d'offrir une représentation satisfaisante de la réalité économique de l'entreprise qui montre sa capacité à créer de la richesse. En fonction de cet objectif, la caractéristique qualitative principale de l'information comptable doit être sa pertinence à apprécier l'entreprise et non à servir les besoins des utilisateurs qui sont trop spécifiques à chaque catégorie. Cette approche objectiviste suppose que la réalité de l'entreprise existe en tant que telle, ce qui n'est pas le cas selon (Colasse, 1996).

En effet, ce même auteur constate qu'il existe une absence de hiérarchisation des qualités de l'information comptable et que nous trouvons un certain nombre de qualités traditionnelles requises de l'information comptable sous cette définition de la pertinence, comme l'intelligibilité qui désigne plusieurs principes qui doivent accompagner l'élaboration de l'information comptable : homogénéité, additivité, cohérence, effectivité, exhaustivité. En revanche, les autres caractéristiques qualitatives retenues par l'OEC⁵¹ englobent à la fois des principes comptables et des caractéristiques qualitatives présentés dans les autres cadres conceptuels :

- pertinence : un caractère approprié au regard des décisions ou à l'utilisation (valeur de prévisions et valeur de confirmation)
- fiabilité ; le niveau d'altération introduit par l'occurrence d'erreurs, d'omissions ou de manipulations non autorisées (exhaustivité de la capture, intégrité des données)
- délai/disponibilité : la date de disponibilité, « cible » implicite ou explicite pour être utile à la prise de décision ou à la modification du comportement

⁵⁰Pour plus de détails voir, Colasse B. (1996), « Commentaire analytique et critique du projet de cadre conceptuel du CPDC », RFC.

⁵¹Ces caractéristiques ont été citées par Jean-Michel Charpentier (1999), « La qualité comptable : cadre conceptuel et critères de mesure », RDC, n°95-4.

- Clarté : la présentation du contenu qui permet d'obtenir une compréhension directe, rapide et sans risque de mauvaise interprétation, des faits ou de la réalité économique décrite
- Flexibilité : l'aptitude à s'adapter pour répondre à de nouveaux besoins explicites ou potentiels
- Vérifiabilité/Preuve : la concordance observable entre les éléments d'un état financier ou d'une restitution comptable et les opérations ou les faits réels sous-jacents (exigences légales ou réglementaires en matière de preuve, chemin de révision, documentation et pièces justificatives)
- Conformité aux référentiels : le respect des conventions et des règles comptables générales ainsi que des spécifications complémentaires internes à l'entreprise
- Neutralité : l'absence de biais de jugement introduit par l'influence d'un résultat recherché d'avance dans la traduction de la situation financière, des faits économiques ou de l'activité de l'entreprise
- Comparabilité : la mesure et la présentation identiques au cours de deux exercices consécutifs ou vis-à-vis d'entreprises présentant des caractéristiques économiques semblables.

Enfin, l'originalité de ce cadre est de rappeler que la représentation de la réalité résulte également d'un jugement des dirigeants de l'entreprise. Ce jugement doit présenter un certain nombre de caractéristiques qualitatives qu'il transmet à l'information comptable, puisqu'il a conditionné le contenu et la forme. En ce sens, Colasse (1996), estime qu'il est anormal que le caractère de fiabilité soit considéré comme une qualité du jugement de l'entrepreneur-type et non pas comme une qualité qualitative de l'information elle-même.

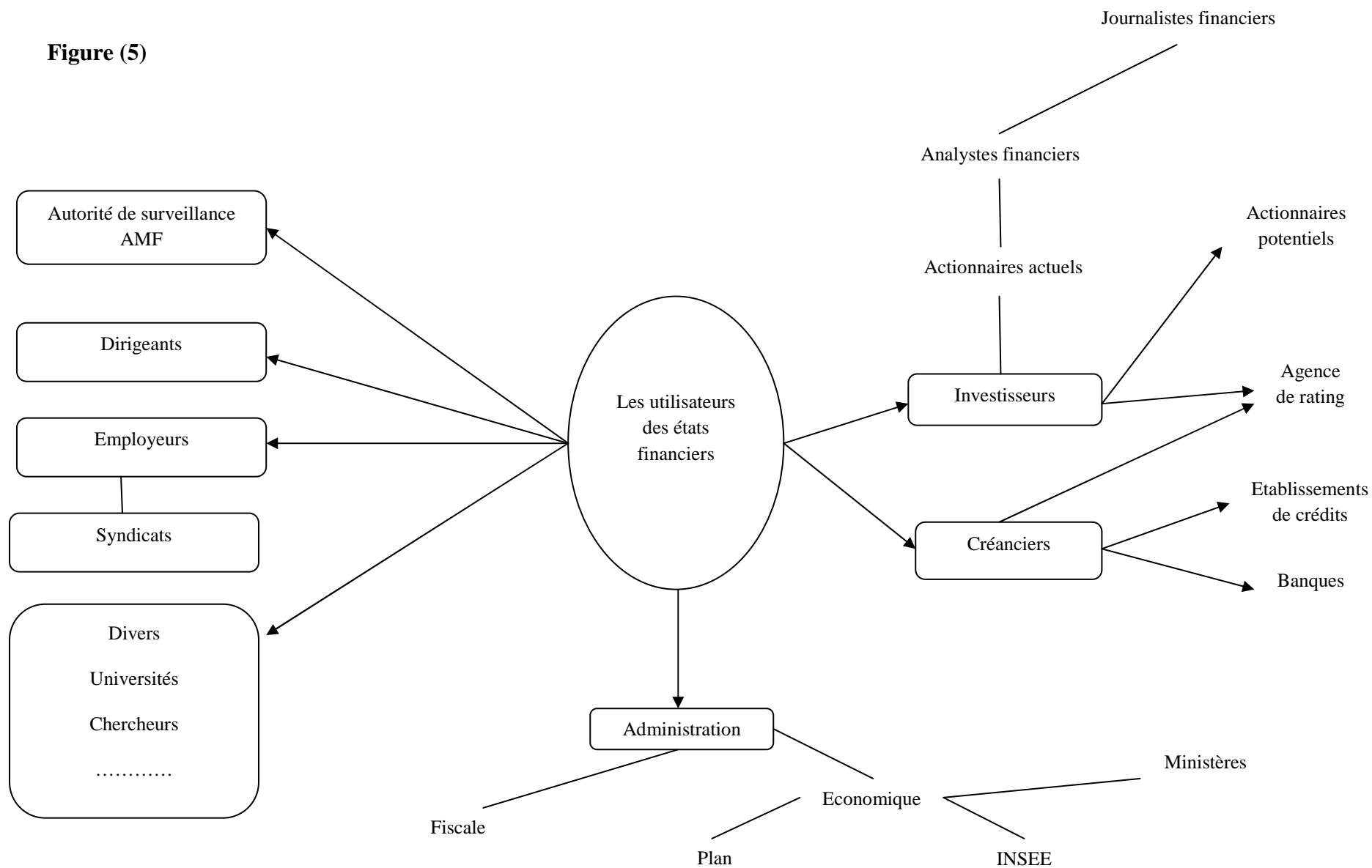
3.1.5. L'objectif assigné à l'information comptable dans la normalisation française

Dans la normalisation française, le normalisateur n'assigne pas de finalité à l'information comptable et ne privilégie pas la satisfaction des besoins particuliers d'un groupe précis, mais il répond plutôt aux exigences, d'une part de l'État, en matière de fiscalité et d'indicateur macro-économique, d'autre part des institutions financières qui fournissent aux entreprises l'essentiel de leurs ressources. Ces derniers temps, les utilisateurs d'informations comptables

se sont élargis en raison de l'augmentation du nombre des entreprises et de la mondialisation, ce qui oblige des entreprises à présenter des états financiers sur leurs performances, leurs crises, les conséquences sociales et écologiques de leurs décisions stratégiques au grand public.

Selon Raffournier (1997), l'information comptable est vue comme un instrument destiné à plusieurs catégories d'utilisateurs ayant des intérêts dans l'entreprise (investisseurs, créanciers, administration fiscale, fournisseurs, clients et grand public). Hoarau et Esnault (2001) ont recensé neuf catégories principales d'utilisateurs de l'information comptable regroupées dans sept sous-catégories. La figure (5) montre la multiplicité et la diversité des utilisateurs de l'information financière en France.

Figure (5)



Source : Inspirée de l'ATH (1988).

3.2. L'approche fondée sur l'efficience des marchés financiers

Nombreuses sont les différences entre l'approche juridique de la qualité comptable, qui caractérise la normalisation française, et l'approche de la qualité en vue de l'efficience des marchés financiers, nommée approche de l'autorégulation.

En effet, la particularité de cette approche, par rapport à l'approche traditionnelle, trouve ses racines dans les spécificités du contexte socio-économique nord-américain. Il est intéressant de noter que cette approche se distingue de l'approche traditionnelle par deux points principaux :

- elle repose sur un effort de conceptualisation important
- elle est orientée vers la satisfaction des besoins d'informations des marchés financiers.

Le FASB définit la qualité comme un recensement d'un ensemble de caractéristiques hiérarchisées entre elles, permettant d'atteindre l'objectif assigné à l'information comptable. Cette définition de la qualité par le FASB a inspiré l'International Accounting Standards Committee (IASC) actuellement nommé International Accounting Standards Boards (IASB) et le (Chartered Accountants in England & Wales The Institute Of) du Royaume-Uni d'un cadre conceptuel. Nous les analyserons en mettant l'accent sur les caractéristiques qualitatives de l'information comptable.

3.2.1. Le FASB Financial Accounting Standards Board

La comptabilité dans le contexte américain est réglementée par un organisme privé mais une agence gouvernementale assure l'autorité des normes. Le FASB, qui est un organisme privé créé en 1972 (Financial Accounting Standards Board), s'est vu confier l'élaboration des normes comptables et la charge de développer un cadre conceptuel comptable. La mission du FASB est d'établir et d'améliorer les normes comptables et les normes d'informations financières dans le but de guider et d'éduquer la collectivité qui inclut les producteurs, les auditeurs et les utilisateurs de l'information financière.

3.2.1.1. Le cadre conceptuel du FASB

Afin de réaliser ses objectifs, le FASB a publié sept études dans la période 1978-2000. Celles-ci ont été destinées à constituer un cadre conceptuel défini comme « *un système cohérent d'objectifs et de principes fondamentaux liés entre eux, susceptible de conduire à des normes solides et d'indiquer la nature, le rôle et les limites de la comptabilité financière et des états financiers* ». Dans sa première étude (SAFC n°1) sur les objectifs de la comptabilité et des états financiers, le FASB a réfléchi à une définition du concept de qualité de l'information. En effet, la première fonction du cadre conceptuel est d'être l'instrument du normalisateur, il lui permet d'élaborer des normes comptables cohérentes. Le normalisateur a perçu la nécessité de préciser les objectifs de la diffusion d'informations comptables par les entreprises et, par là-même, de spécifier les caractéristiques qualitatives requises pour l'information comptable.

Il est intéressant de souligner deux remarques sur ce cadre conceptuel : d'une part, le contexte économique nord-américain, où les marchés financiers jouent un rôle essentiel en ce qui concerne le financement des entreprises et, d'autre part, l'effort de clarification (objectifs, qualités, critères de prise en compte et d'évaluation). Cela représente le contexte économique américain reconnu par le FASB et ce dernier explique dans (SAFC n°1) que les objectifs qui y sont proposés sont affectés par l'environnement économique, juridique, politique et social des États-Unis (Colasse, 1991).

Dans la logique d'un contexte libéral, le cadre conceptuel du FASB montre bien que son orientation se tourne vers le marché financier et les besoins d'information des investisseurs et des créanciers qui sont reconnus comme les premiers utilisateurs de l'information comptable. Les autres utilisateurs ne sont pas exclus mais n'apparaissent pas comme les destinataires prioritaires. Cette orientation en direction du marché financier s'explique par la place qu'occupe le marché dans l'économie nord-américaine et les caractéristiques des sociétés. En effet, tous les systèmes comptables sont le reflet et le produit de leur environnement.

Selon le FASB, « l'information financière doit fournir des renseignements utiles aux investisseurs et créanciers actuels ou potentiels et aux autres utilisateurs afin de leur permettre d'évaluer les montants, les échéances et le degré d'incertitude s'attachant aux flux anticipés de trésorerie en provenance des dividendes, des paiements d'intérêts, des cessions, ou des remboursements de titres ou de prêts ». Le SFAC n°1 indique que les états financiers et la comptabilité financière ont pour objectif principal de fournir des informations de nature à

permettre un fonctionnement efficient des marchés et une allocation optimale des ressources. Les investisseurs, les créanciers et leurs conseillers sont reconnus comme les premiers utilisateurs des états financiers.

En effet, la comptabilité est considérée traditionnellement comme un moyen grâce auquel nous rendons ou nous faisons rendre des comptes. Le FASB affirme la supériorité de l'utilité décisionnelle notamment pour les investisseurs et les créanciers afin, en particulier, de les aider dans leurs prévisions de flux de trésorerie, de les renseigner sur les ressources de l'entreprise et sur les événements qui pourraient les altérer. Il est clair que l'objectif principal de la diffusion d'information comptable, dans le contexte américain, est de fournir une information utile aux décisions des investisseurs afin de permettre aux utilisateurs principaux d'effectuer des choix rationnels en matière de prise de décision et que la caractéristique essentielle de cette diffusion de l'information est qu'elle doit être utile à cette prise de décision, et il semble que le FASB a adopté implicitement le modèle de prise de décision de l'investisseur⁵² (Naciri, 1986). Ainsi Cloasse (1997) estime-t-il que le FASB a mis en avant le rôle de la comptabilité en matière d'aide à la prise de décisions économiques.

Ce modèle se concentre principalement sur les besoins d'informations des apporteurs de capitaux et, en particulier, des investisseurs. En ce sens, la comptabilité peut donc être considérée comme orientée vers les actionnaires (shareholders). Selon Stanton (1997), Gaa (1986), en privilégiant un groupe d'utilisateurs, le FASB adopte une approche utilitariste en raison :

- de la nécessité de rendre des comptes dans un contexte de séparation entre les propriétaires du capital et les dirigeants
- du développement de l'activité des marchés financiers. Il est important de privilégier les utilisateurs ayant des besoins plus sophistiqués.

Si l'aide apportée aux investisseurs pour prendre des décisions contribue à l'efficacité des marchés financiers, Colasse (1997) considère qu'en « désignant les investisseurs comme destinataires privilégiés de l'information comptable, le FASB vise à faire de celle-ci un instrument de l'efficacité des marchés financiers ».

⁵²Le cadre conceptuel FASB oriente l'information financière vers une catégorie privilégiée celle des investisseurs.

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, des études réalisées aux États-Unis et en Grande-Bretagne valident l'hypothèse d'efficience sous sa forme semi-forte : les cours reflètent toute l'information comptable diffusée par les états financiers. Le marché ne se laisse pas abuser par des modifications artificielles de l'information comptable, il réagit aux informations pertinentes et fiables, donc efficaces. C'est dans ce contexte que s'inscrit le cadre conceptuel du FASB : l'information comptable doit aider à la prise de décision et concourir au fonctionnement efficace des marchés. Pour fournir des informations comptables aux utilisateurs, notamment les utilisateurs privilégiés que sont les investisseurs, afin de les aider à prendre des décisions, le FASB demande la production et la publication d'autres documents, tels que le tableau de flux de trésorerie et des documents prévisionnels.

Le développement des objectifs assignés au reporting financier (SFAC n° 1) et aux caractéristiques qualitatives de l'information comptable (SFAC n°2) a porté sur les éléments contenus dans les états financiers. Ainsi, ils ont pris en compte les événements, les éléments et les évaluations dans les états financiers. Colasse (1991) a décrit le cadre conceptuel comme « solution à la fois à un problème technique, à l'incohérence des principes comptables généralement admis (GAAP) et à un problème institutionnel, la crise du système de normalisation américain... ».

3.2.1.2. La qualité selon le SFAC n°2

L'objectif assigné à la comptabilité par le FASB, à savoir l'utilité pour les destinataires (investisseurs, créanciers principalement), est servi par deux caractéristiques qualitatives premières : la pertinence et la fiabilité. Pour que l'information comptable soit utile pour l'utilisateur dans la prise des décisions et qu'elle contribue à l'efficience des marchés financiers, elle doit posséder les qualités suivantes :

1) pertinence (*relevant*) : une information est pertinente quand elle est susceptible de faire une différence dans une décision, en aidant un utilisateur d'états financiers à évaluer les événements passés, présents et futurs. Nous retrouvons une ressemblance entre la notion de pertinence selon le FASB et la définition de l'information elle-même selon D.Mckay, en tant que « différence »: « l'information est ce qui forme ou transforme une représentation ». Dès lors, l'information doit être une source de réduction de l'incertitude inhérente à une situation et elle doit être établie et divulguée en temps utile.

Cette capacité de l'information de qualité à créer de la différence repose sur trois composantes :

- a. la valeur prédictive de l'information requiert tout d'abord des informations sur les produits financiers proposés aux investisseurs et, en priorité, la diffusion d'informations prévisionnelles; elle permet notamment de réduire l'incertitude de l'investisseur face à une décision d'achat ;
- b. la valeur rétrospective des documents comptables traditionnels appelle une remarque : elle sert la pertinence, en tant qu'instrument de régulation, de contrôle (feed-back value) des décisions antérieurs, des engagements et contrats.
- c. l'opportunité de l'information pertinente et, enfin, sa capacité de publication, donc sa mise à disposition en temps utile.

Selon Evraert (2000), la pertinence est une notion subjective qui varie selon les utilisateurs et les décisions à prendre.

2) la fiabilité (*reliability*) de l'information comptable est la seconde caractéristique qualitative identifiée par le FASB. La fiabilité comprend quatre caractéristiques : vérifiabilité, neutralité, fidélité, intelligibilité.

- a. la vérifiabilité de l'information dépend du respect des normes et des règles, notamment de la régularité et de la qualité du "processus de production" comptable ;
- b. la neutralité de l'information est celle des producteurs comptables. Cette neutralité ne conduit pas, bien évidemment, à la pratique d'une politique comptable active. En effet, pour mettre en œuvre cette dernière, les dirigeants doivent opérer des choix de méthodes dans le but de moduler l'image donnée par les documents financiers, tout en restant dans un cadre licite.
- c. La fidélité traduit la sincérité objective qui s'attache à montrer la réalité prioritairement économique. La fiabilité pour Evraert (2000) a une nature objective dès lors qu'elle s'appuie sur la conformité aux normes, aux règles et aux procédures.
- d. L'intelligibilité, qui est la compréhensibilité de l'information comptable par les utilisateurs qui ont une connaissance raisonnable des affaires, des activités économiques et de la comptabilité, et qui ont la capacité d'étudier l'information d'une façon raisonnablement diligente, leur permettant d'en comprendre la signification.

3) La Comparabilité (comparability) : elle doit permettre les comparaisons à la fois dans l'espace et dans le temps (consistency).

Une information est comparable lorsqu'elle est établie et présentée dans le respect de la permanence des méthodes et lorsqu'elle permet à son utilisateur de faire des comparaisons significatives dans le temps, au sein de l'entité elle-même, et dans l'espace, avec d'autres entités au niveau national et international. La comparabilité, y compris l'uniformité « consistency », accroît l'utilité des informations financières. L'uniformité renvoie à l'utilisation des mêmes méthodes (conventions) et procédés comptables, d'une période à l'autre dans une entité, ou au cours d'une même période dans des entités différentes. La comparabilité constitue l'objectif visé ; l'uniformité constitue un moyen d'atteindre cet objectif.

Enfin, la comparabilité des informations fournies est traitée par le FASB comme une qualité secondaire. Pour permettre à l'information comptable d'éclaircir la prise de décision des utilisateurs, la pertinence et la fiabilité, les caractéristiques qualitatives premières, sont complétées par la comparabilité (notion de second rang, dans la hiérarchie présentée par le SFAC n°2). Les comparaisons inter-temporelles et inter-entreprises sont autorisées par la standardisation des produits comptables ou des processus.

Importance relative (materiality) : l'information doit être significative pour l'utilisateur. Il est à noter que toute composante de la qualité définie par le FASB peut se révéler contradictoire avec d'autres composantes (par exemple la valeur prédictive d'une information pertinente peut ne pas être directement conciliable avec des impératifs de comparabilité ou de neutralité). La présentation hiérarchisée des qualités est éclairante mais, dans la pratique, les situations de conflits intra-qualité comptable nécessitent des arbitrages (*trade-off*), de la part des producteurs comptables, entre pertinence et fiabilité.

L'effort de définition et de hiérarchisation accompli par le FASB dans l'étude n°2 du cadre conceptuel met l'accent sur les qualités de pertinence et de fiabilité destinées à satisfaire les besoins d'information des investisseurs pour éclairer leurs prises de décision sur les marchés financiers.

Les travaux du FASB ont été une source d'inspiration pour l'élaboration du cadre conceptuel de l'IASC/IASB intitulé « Framework for the Preparation and presentation of Financial Statements », et également pour l'ASB qui a publié en 1999 « (Statement of Principles for Financial Reporting) ».

3.2.2. L'A.S.B (Accounting Standard Board)

L'ASB (accounting standard board) a remplacé l'ancien organisme ASC (Accounting Standard Committee) en 1990. L'ASC a voulu se doter d'un cadre conceptuel qui a été publié en 1975. Ce cadre, comme le mentionne Colasse (1997), est antérieur au cadre du FASB et reflète le contexte britannique, il donne à la comptabilité un rôle différent de celui issu du cadre américain. Ainsi, à cette époque, les états financiers sont-ils censés donner une image fidèle « *true and fair view* » de la situation financière de l'entreprise.

L'A.S.B, dès sa création, a présenté un projet différent de celui de l'A.S.C. Ce projet a vu le jour en 1999 et s'est intitulé « déclaration de principes pour la diffusion d'informations financières » (Statement of Principles for Financial Reporting). Ce document a été fait dans un contexte politique, économique et mondial très différent et aussi influencé par les marchés financiers. Dans son contenu, il vise à privilégier les investisseurs (les apporteurs de capital). Nous nous apercevons que la tendance générale se situe clairement dans l'orientation des cadres conceptuels du FASB et de l'IASB. Dans le document présenté en 1999, l'A.S.B retient quatre caractères qualitatifs de l'information qui sont : la pertinence et la fiabilité qui sont ses qualités fondamentales, et la comparabilité et l'intelligibilité qui n'ont qu'un objectif qui est d'améliorer la pertinence et la fiabilité. La relation entre ces caractéristiques qualitatives de l'information comptable est décrite dans le diagramme (6).

3.2.3. L'IASC/IASB (International Accounting Standards Committee)⁵³

L'IASC est, en effet, doté en 1989 d'un cadre conceptuel, celui du FASB. Selon le conseil de l'International Accounting Standards Committee, la préparation des états financiers est une activité finalisée par la fourniture à "une large gamme d'utilisateurs" d'une information utile à la prise de décision économique. La production de cette information est le résultat d'un

⁵³Certains auteurs s'interrogent sur sa légitimité et son indépendance ; pour plus de détails, voir COLASSE B. et BURLAUD A., « Normalisation comptable internationale : le retour du politique ? », (2010).

processus d'arbitrage entre des caractéristiques qualitatives. La prise en compte d'une gamme plus large d'utilisateurs constitue un des apports spécifiques de l'IASC/IASB. Ce dernier identifie quatre notions qualitatives : l'intelligibilité, la pertinence, la fiabilité et la comparabilité.

3.2.4. L'objectif de la diffusion de l'information comptable

L'objectif assigné aux informations comptables semble avoir la même orientation, en privilégiant les investisseurs, pour le FASB, ASB, IASC. Selon le cadre conceptuel de l'IASC/IASB, l'objectif des états financiers à usage général « est de fournir une information sur la situation financière et l'évolution de la situation financière de l'entreprise, qui soit utile à une large gamme d'utilisateurs lorsqu'ils prennent leurs décisions économiques ».

Il est intéressant de remarquer que le cadre de préparation et de présentation des états financiers ne privilégie pas un groupe d'utilisateurs, il couvre tous les besoins des différents types d'utilisateurs, mais il reconnaît aussi les investisseurs et les créanciers comme étant les premiers utilisateurs de l'information comptable ; comme le souligne OBERT (2003), même si les informations comptables ont pour objectif d'être utiles pour chacun de ces utilisateurs, «il semble bien qu'une présentation orientée vers les besoins des investisseurs ait été privilégiée ». L'IASC/IASB affirme, dans son cadre conceptuel, que « si tous les besoins d'informations de tous les utilisateurs⁵⁴ ne peuvent être satisfaits par les états financiers, il y a des besoins qui sont communs à tous. Comme les investisseurs apportent des capitaux à risque à l'entité, les états financiers qui satisfont leurs besoins d'information sont supposés satisfaire aussi les besoins des autres utilisateurs qui puissent être satisfaits par les états financiers ». Cela nous amène à dire que la fin assignée à l'information comptable est de satisfaire en particulier les besoins d'informations des investisseurs qui occupent une position privilégiée par rapport aux autres utilisateurs. En outre, tant que les besoins d'informations des investisseurs sont satisfaits, il est normal que les besoins des autres catégories d'utilisateurs d'informations le soient aussi (Colasse, 2010).

⁵⁴Il s'agit des utilisateurs potentiels des états financiers: investisseurs, salariés, créanciers, fournisseurs, clients, États et plus généralement le public.

Selon l'IASC/IASB, les utilisateurs des états financiers se composent de différentes catégories telles que les investisseurs actuels et potentiels, les membres du personnel, les salariés, les prêteurs, les fournisseurs et autres créanciers, les clients, les États et les organismes publics et le public en général. L'utilisateur et le produit sont mis au premier plan des réflexions de l'IASC/IASB. En effet, les quatre principales caractéristiques des états définies dans le Cadre Conceptuel de l'IASC/IASB sont l'intelligibilité, (compréhensibilité immédiate), la pertinence, la fiabilité et la comparabilité. Ces quatre critères de la qualité d'information financière ont été repris du cadre conceptuel américain (FASB). A partir de ces développements, nous les établirons dans le tableau récapitulatif (n°2). La figure (n°7) montre les utilisateurs d'informations financières et leurs demandes dans l'économie moderne (SADI, 2009).

Les caractéristiques qualitatives de l'information comptable (ASB)

Figure (6)

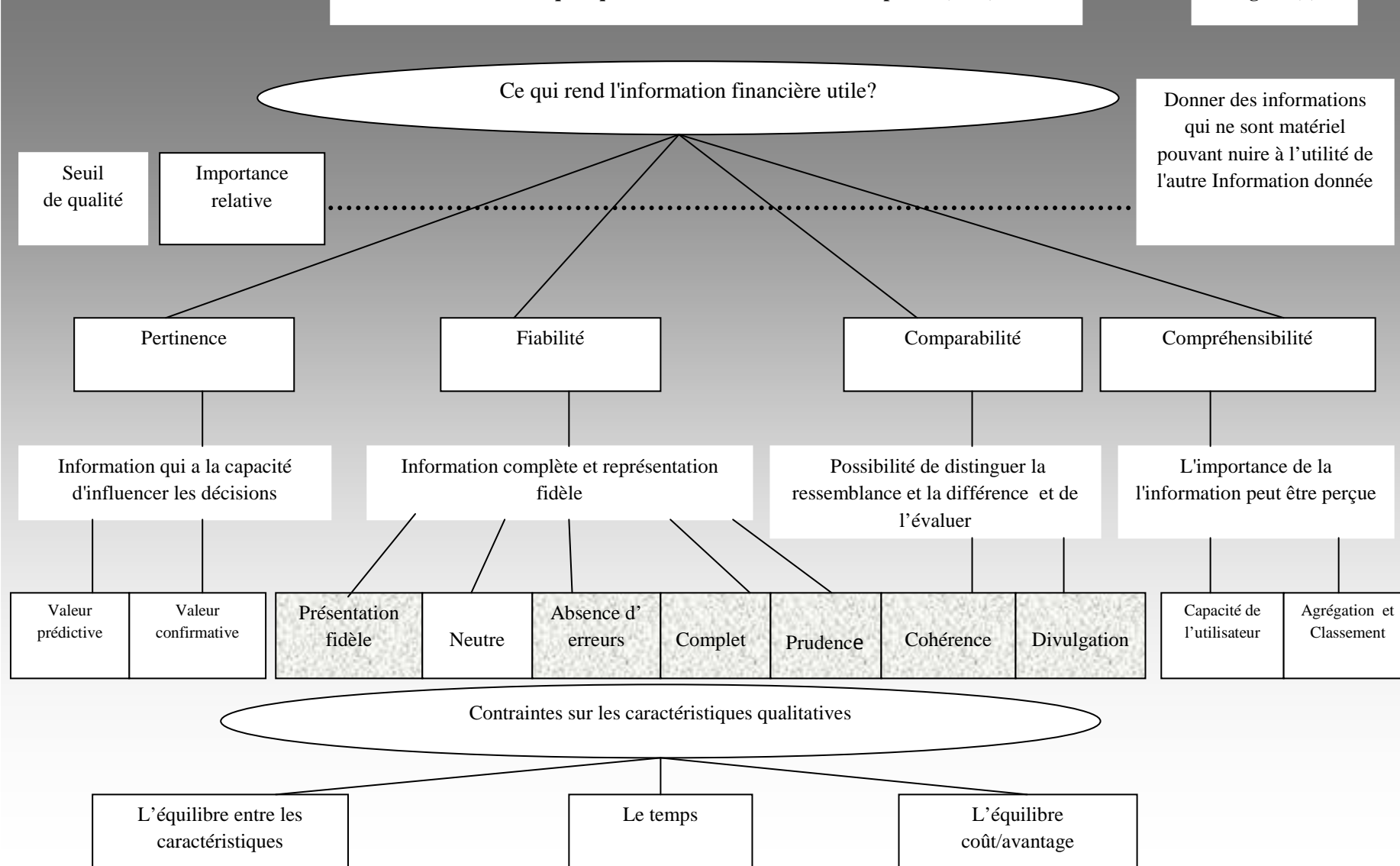
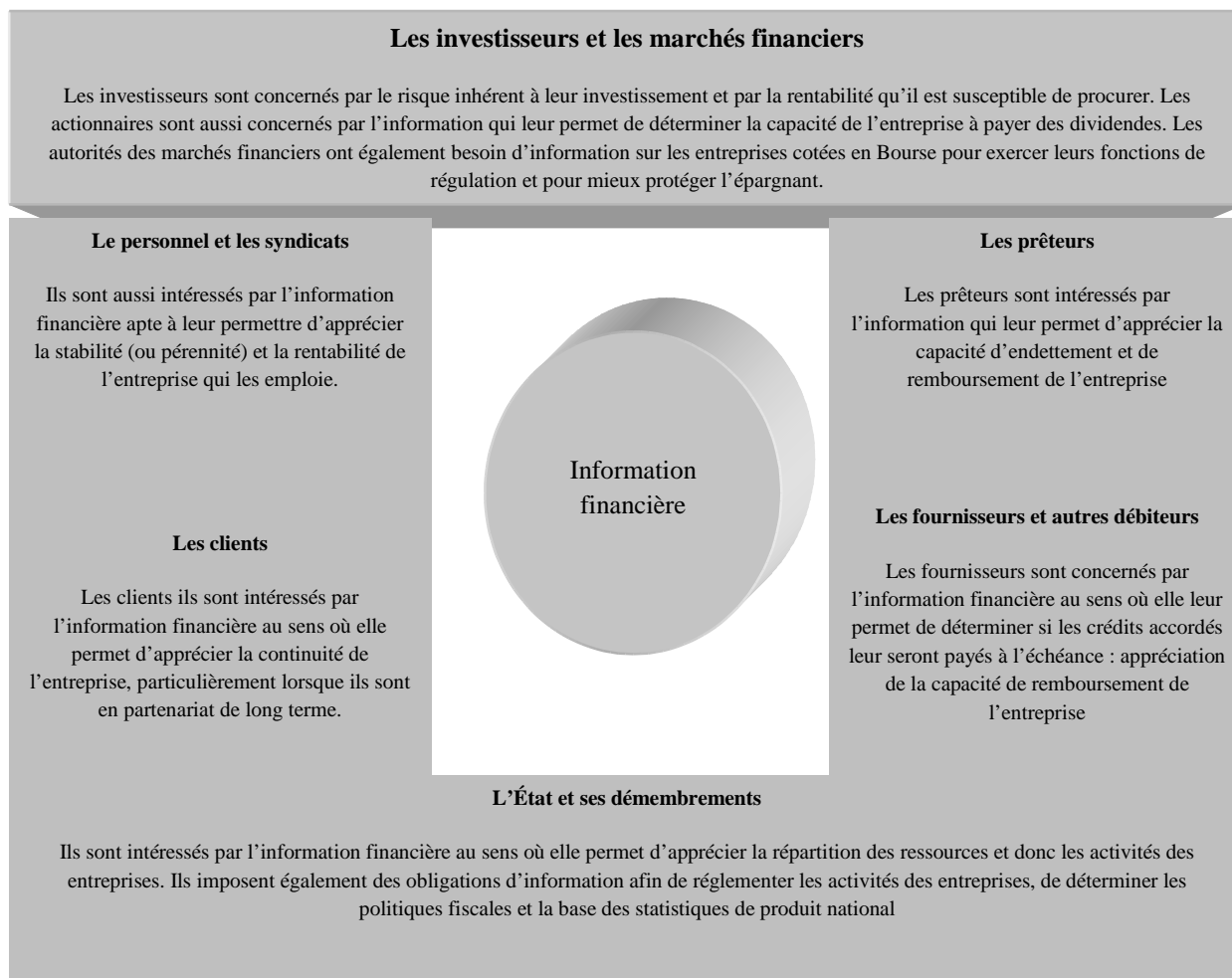


Tableau (2). Les besoins des utilisateurs d'après l'IASC/IASB

UTILISATEURS	DECISIONS	BESOINS
Investisseurs	définir et réviser les anticipations, effectuer des opérations sur titres	Informations sur le risque, la rentabilité, la capacité de l'entreprise à distribuer des dividendes ; aide à la détermination du moment de l'opération
Salariés	Maintenir ou modifier une relation contractuelle de travail	Information sur la stabilité et la rentabilité des employeurs, donc sur leur compétence et leur légitimité, information sur les avantages, disponibles ou potentiels
Prêteurs	Estimer les garanties offertes, contracter ou non	Information sur la capacité de l'entreprise à générer des liquidités sur sa solvabilité
Fournisseurs	Idem	Idem, mais sur une plus courte période
Clients	Contracter à long terme	Informations sur la continuité de l'entreprise à long terme
Gouvernements Administrations	Définir des réglementations, des politiques fiscales, établir des statistiques nationales	Informations sur l'activité et la répartition des ressources
Grand public	Perception favorable du rôle sociétal de la firme	Information sur l'activité, l'évolution et les tendances de prospérité de l'entreprise

La réalisation de l'objectif de l'utilité décisionnelle est le résultat d'un premier équilibre entre ces deux dimensions : l'utilité prédictive et l'utilité contractuelle (rôle de confirmation de l'information). Donnons un exemple : si nous privilégions la caractéristique « pertinence » sans nous préoccuper de la « fiabilité », nous risquons d'abaisser le degré de sécurité de l'élaboration des comptes. C'est donc bien un processus de choix et de recherche de l'équilibre (« *trade-off* ») entre pertinence et fiabilité dont il s'agit tout au long de la préparation et de l'élaboration des produits comptables, processus reposant lui-même sur une hypothèse sous-jacente (ou contrainte générale) : le coût de production ou/et d'analyse de l'information doit rester inférieur aux avantages procurés par cette information. Pour atteindre les objectifs des états financiers et les adapter à leurs environnements, ceux qui diffusent l'information doivent réaliser un équilibre adéquat entre les caractéristiques qualitatives.

Figure (7). L'information financière dans l'économie moderne



Source : N-E. SADI (2009), *Analyse financière d'entreprise*.

3.3. La qualité d'informations comptables dans le système comptable libyen

La quantité d'informations divulguées par les entreprises dans une économie dépend du niveau de développement, de la législation en vigueur, du développement de la comptabilité professionnelle et de l'existence ou non d'un marché sophistiqué. Nous allons étudier l'origine du développement de la comptabilité et la contribution de différents acteurs à la qualité d'informations comptables diffusées et nous allons présenter en détail le passage de l'économie libyenne vers l'économie de marché ainsi que les différentes réformes.

En effet, dans un grand nombre de pays, la réglementation comptable s'est développée en réponse à des accidents de l'histoire. Le développement comptable ne s'est pas effectué à l'intérieur des frontières nationales. Les pratiques comptables de chaque pays ont subi, à un moment donné et d'une façon ou d'une autre, l'influence d'autres pays. En France, par exemple, l'adoption d'un plan comptable est due à l'occupation allemande pendant la Seconde Guerre mondiale.

3.3.1. L'origine du développement comptable en Libye

L'histoire coloniale des pays en voie de développement a-t-elle une influence considérable sur la comptabilité de ces pays ? En effet, les liens créés pendant les périodes de colonisation entre les pays colonisateurs et les pays colonisés ont conduit ces derniers à adopter les pratiques et les réglementations comptables des pays colonisateurs. Choi et Mueller (1984) ont présenté une liste de douze facteurs environnementaux susceptibles d'affecter le développement de la comptabilité, ce sont les suivants : le système légal ; le système politique ; les principaux actionnaires des entreprises (banques, gouvernements, investisseurs privés) ; les différences de taille et de complexité des entreprises ; le climat social ; le niveau de sophistication des comptables et des gestionnaires ; le degré d'intervention des lois dans les affaires ; la présence de législation spécifique à la comptabilité ; la vitesse de l'innovation dans le monde des affaires ; le degré de développement économique ; la tendance de croissance de l'économie ; la formation et le statut de la profession comptable.

Plusieurs facteurs semblent avoir affecté la manière dont les systèmes comptables et les pratiques dans les pays en voie de développement ont évolué. Ces facteurs peuvent être classifiés en deux catégories principales : d'abord, les facteurs externes, tels que l'effet de la colonisation, les aides des agences et des sociétés multinationales, et, seconde catégorie, les facteurs internes, tels que les lois et les systèmes d'impôts, l'éducation comptable et la profession aussi bien que l'environnement économique, politique et culturel. La Libye, comme beaucoup d'autres pays en voie de développement, est passée par les différents modèles qui relient ces facteurs. Cette situation est celle de l'Afrique où se trouve une grande partie des pays en voie de développement. Ce continent est divisé en deux, d'une part les pays qui ont importé le modèle francophone « continental » et, d'autre part, les pays, dont la Libye, qui ont importé le modèle anglophone.

En effet, la colonisation constitue un facteur important de transfert de systèmes comptables dans les pays en voie de développement, mais la comptabilité n'a pas seulement été exportée à travers la colonisation puisqu'elle a été également imposée aux pays en voie de développement, sans qu'on prenne en considération leurs besoins réels, ce qui est le cas de la Libye.

Cette dernière a été soumise à différents colonisateurs (Turcs, Italiens et Anglais), chacun d'entre eux a contribué à la formation de tous les systèmes courants mis en application en Libye, y compris le système comptable. Chaque colonisateur semble laisser sa trace sur le développement comptable. Plusieurs facteurs semblent affecter le développement comptable dans le pays, tels que l'effet de la colonisation, les aides des agences et des sociétés multinationales. En effet, depuis la période de l'influence islamique, la Libye a vu divers types de lois et de règlements influencer l'évolution de la comptabilité. C'est le cas de la loi italienne d'impôts de 1923 qui a été appliquée et imposée par les Italiens pendant l'occupation jusqu'en 1968, quand une nouvelle loi libyenne d'impôts a été promulguée. En outre, les colonisateurs italiens sont restés en Libye jusqu'en 1970 et, pendant ce temps, les comptables italiens ont continué à pratiquer la comptabilité de la même façon que dans leur pays (Nyhoom, 1976).

Un autre facteur a influencé le développement comptable, c'est la technologie et le savoir-faire comptables importés par d'autres pays et qui ont également eu un impact significatif sur la pratique en matière de comptabilité en Libye. D'après Bait-El-Mal et autres (1973),

l'influence étrangère - en particulier celle des entreprises américaines, britanniques et des cabinets d'expertise comptable - ont contribué de façon significative au développement de la comptabilité en Libye. A cet égard, Saleh (2001) a indiqué que les comptabilités britannique et américaine, avaient transféré leur savoir-faire en Libye par l'intermédiaire des entreprises pétrolières qui ont affecté aux entreprises pétrolières la pratique en matière de comptabilité du pays. Cela a également influencé d'autres entreprises non pétrolières par le déplacement des employeurs hors du secteur pétrolier. En outre, les entreprises qui travaillent en Libye étaient principalement britanniques et américaines, les cabinets d'expertise comptable internationaux, l'éducation comptable, les enseignants étrangers et les étudiants libyens venant de l'étranger ont été influencés par la comptabilité de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Il est évident que le développement des lois du pays, en traversant différentes étapes économiques et politiques, indique que l'intervention de l'État est limitée. Selon Abbas (1987), le pays s'est fortement fondé sur des conseillers étrangers, y compris des experts de Grande-Bretagne, des États-Unis et des Nations Unies, pour établir les différents systèmes du pays, y compris la loi, ce qui explique l'orientation anglo-saxonne. Par ailleurs, il y a peu de différences entre la loi d'impôts actuelle et la loi originale d'impôts italienne. Plusieurs articles de cette dernière, de 1923, n'ont pas été changés. Cela confirme le fait que les lois actuelles n'aient pas répondu sensiblement aux facteurs environnementaux mais aient maintenu des influences externes lourdes.

Après l'indépendance, la Libye a utilisé une manière relativement facile pour créer son système d'éducation comptable en copiant des systèmes de pays développés. Le système d'éducation comptable et les manuels ont été largement importés des pays occidentaux, principalement de Grande-Bretagne et des États-Unis. De plus, le programme enseigné est fondé sur le fonds anglo-saxon et il n'existe aucune tentative sérieuse de développer ou de changer l'éducation comptable pour qu'elle soit conforme à l'environnement libyen. L'influence des États-Unis et de la Grande-Bretagne sur la comptabilité en Libye est renforcée par le fait que ces pays étaient les destinations principales pour les étudiants libyens étudiant la comptabilité à l'étranger. Il est évident que l'efficacité du système comptable libyen s'attache plus ou moins aux facteurs de l'environnement économique, social et culturel de la Libye et de l'environnement des pays d'origine du système comptable.

Les liens forts qui ont existé entre la Grande-Bretagne et la Libye, en particulier après l'indépendance, ont fait régner les influences britanniques sur la comptabilité en Libye. En effet, la plupart des agences d'aide et des entreprises multinationales qui étaient les premières à s'implanter au pays étaient britanniques et américaines. Rien ne permet de penser que ces entreprises et agences d'aide ont employé un système comptable spécial pour la Libye. Elles ont continué à mettre en application en Libye les systèmes comptables de leur propre pays. En outre, les entreprises britanniques et américaines de comptabilité étaient responsables d'auditer les rapports comptables en Libye.

D'après les arguments avancés, nous pouvons en déduire que le système comptable libyen est principalement importé des pays développés tels que la Grande-Bretagne et les États-Unis. Rien ne prouve qu'un changement ou une adaptation sérieuse des systèmes comptables ont été mis en place afin de répondre aux besoins de l'environnement libyen. Le système comptable de la Grande-Bretagne et des États-Unis a principalement une orientation vers les besoins des utilisateurs externes du rapport annuel, notamment les investisseurs, et c'est le cas du système comptable actuel en Libye. En effet, les rapports financiers sont préparés principalement pour être conformes à la loi plutôt que pour fournir des informations utiles aux utilisateurs (Abouzied, 1988)⁵⁵.

3.3.2. Référence à un cadre conceptuel

Selon Colasse (2000), le cadre conceptuel est constitué par l'ensemble des réponses explicites qu'un normalisateur donne, pour son usage, aux grandes questions fondamentales auxquelles se trouve confrontée la pratique comptable. Autant de questions difficiles dont les réponses sont nécessairement liées au lieu et à l'époque. En effet, le cadre conceptuel sert à définir les principes et les objectifs sur lesquels sont élaborées les règles de la comptabilité et de la publication des comptes.

Bien que le système comptable libyen soit principalement importé des pays développés, à savoir la Grande-Bretagne et les États-Unis, il n'est pas doté du cadre conceptuel comme les pays d'origine. L'absence de ce cadre conceptuel, même implicite, a provoqué la stagnation de la comptabilité. Sans un référentiel, les problèmes sont traités par interprétation

⁵⁵Abouzied (1998), Enterprise Accounting and its Context of Operation: the Case of Libya, PHD dissertation, Durham University. UK.

personnelle des professionnels, les interprétations ne seront pas forcément concordantes. Face à cette absence de cadre conceptuel, la loi d'impôt et le code commercial sont devenus des directives importantes pour les comptables en Libye, même s'ils n'indiquent ni les règles ni les normes comptables. Ces lois sont devenues implicitement un cadre conceptuel pour les comptables libyens. En ce sens, Abouzied (1998), indique que la plupart des comptables, dans les entreprises, se basent essentiellement sur les lois et les règlements libyens (la loi d'impôts 1923-1968-1973-2004, le code commercial 1953) comme source principale de pratique en matière de comptabilité.

3.3.3. La contribution des lois à la qualité de l'information comptable

Selon la loi fiscale (1923-1968-1973-2004), les entreprises devront présenter une déclaration annuelle de leurs revenus, sur un formulaire spécial, dans le mois suivant la date d'approbation du bilan. Les entreprises sont également tenues de présenter les documents suivants avec leurs déclarations annuelles : bilan, comptes de revenus d'exploitation, comptes de résultats, tableaux d'amortissement ainsi que le rapport détaillé de toutes les dépenses incluses dans les comptes de résultat. Bien que la loi exige que tous les documents d'une entreprise soient préparés selon des concepts comptables et soient signés par un représentant juridique du contribuable, la loi ne définit pas les procédures, la forme ni le contenu de ces documents, ni les règles et les normes comptables qu'un comptable devrait suivre.

Il semble que la loi commerciale (1953) soit la première loi libyenne abordant des points importants sur les pratiques et les méthodes comptables. Bien que les lois aient fourni les lignes principales des aspects comptables, elles n'ont pas donné de détails sur la forme et la conception des systèmes et des contenus comptables, ni indiqué les règles et les normes comptables qui devraient être adoptées. En outre, elles n'ont pas précisé les normes d'audit ou d'éthique.

La loi commerciale (1953), dans son contenu, mentionne plusieurs pratiques en matière de comptabilité dans plusieurs articles qui ont fourni, pour la première fois, un point de référence locale pour les comptables en Libye. Les éléments prévus dans le code du commerce, concernant les pratiques en matière de comptabilité, sont les suivants :

- Chaque société est tenue de garder le livre de journée, l'inventaire, le livre de bilan et les dossiers divers qui présentent tous les documents relatifs aux activités économiques
- La loi détermine certaines règles de comptabilité qui doivent être suivies par les comptables en évaluant certains éléments de l'actif et du passif de l'entreprise (exemple : les actifs immobilisés doivent être évalués à leur coût historique à l'heure de l'achat et ils doivent être réduits par l'amortissement relatif de chaque exercice, les coûts de recherches et de développement peuvent être capitalisés avec l'accord du conseil d'administration,...).

Il est prévu, dans la loi commerciale, que n'importe quelle affaire ou société doive préparer, au moins une fois par an, un bilan et un compte de résultat. La loi commerciale a prêté plus d'attention au bilan, en fournissant des directives sur quelques éléments du bilan, et moins d'importance au compte de résultat.

L'impact des lois sur la comptabilité paraît évident pendant la révision des comptes par les auditeurs externes, puisque ces derniers insistent sur la conformité des entreprises avec les lois et les règlements relatifs. Le respect de ces lois et de ces procédures constitue la notion de la régularité définie, par la loi de commerce et la loi fiscale, comme la conformité aux règles et aux procédures en vigueur. En effet, l'application de bonne foi des règles et des procédures contribue, quant à elle, à la sincérité. Lorsque le producteur comptable commet des irrégularités ou des infractions à l'exigence de sincérité, l'État peut le sanctionner afin de protéger ses intérêts. Mais sans aller jusqu'aux sanctions fiscales ou pénales, le législateur a institué une contrainte et un contrôle périodique de la qualité par la certification légale des comptes.

La loi commerciale 23-2010⁵⁶ prévoit que la diffusion de fausses informations dans les données sur la société ou sur les dividendes, par les fonctionnaires, soit punie de six mois au moins avec une pénalité pécuniaire comprise entre 5000 et 20000 DLY. Différentes pénalités sont imposées par la loi, sanctionnant, par exemple, le non-respect de règles par les directeurs et la communication de secrets. Nous parlions implicitement de la régularité, de la sincérité et de la fidélité qui font l'objet du contrôle. Les caractéristiques qualitatives de la comptabilité

⁵⁶Ministère du commerce et l'industrie (2010), La loi commercial des sociétés libyennes, n° 23-2010.

qui sont évoquées de façon implicite par la loi fiscale et le code du commerce sont au nombre de deux, à savoir la régularité et la sincérité, mais aucune disposition n'est prévue pour les définir ou les préciser.

3.3.4. Le développement de l'économie libyenne : vers un système d'économie de marché

Dans le système d'économie planifiée, l'information comptable n'est pas destinée à des parties externes pour les aider à prendre les bonnes décisions mais elle est destinée à l'État. Les informations comptables sont destinées aux autorités centrales. En effet, pendant des années, la Libye a choisi le système d'économie planifié mais, en même temps, elle a gardé l'approche anglo-saxonne de la comptabilité. Dans un pays à économie planifiée, la prise de décisions et l'allocation des ressources sont contrôlées par l'État. Les entreprises ne sont pas indépendantes, elles sont converties en unités de production exécutant les directives des autorités centrales. Dans ce système, l'objectif de la réalisation de profits n'est pas une priorité mais l'objectif central est la réalisation du plan. La comptabilité est, dans ce système, un moyen de suivi et de contrôle de l'exécution du plan.

Dans un pays à économie de marché, les ressources et la prise de décision sont aux mains des entreprises privées qui n'ont qu'un seul objectif, celui de réaliser le maximum de profit, l'entreprise est indépendante dans la prise de décision et les gestionnaires doivent veiller à assurer la continuité de l'activité de l'entreprise. L'information comptable est destinée aux utilisateurs actuels et potentiels, notamment les investisseurs et les créanciers. La comptabilité est au service de l'entrepreneur. La vision du rôle de la comptabilité est différente dans les deux systèmes. Le rôle de la comptabilité dans l'économie planifiée est étroit. Elle sert principalement à l'enregistrement des statistiques afin d'organiser et de mesurer l'utilisation des ressources économiques. Le comptable opère dans le cadre standardisé, cela réduit les compétences comptables et les innovations, alors que dans l'économie de marché, le comptable est un membre de l'équipe de management. La demande d'informations comptables est déterminée par les investisseurs selon leurs besoins.

Dans le contexte de la mondialisation et la recherche d'un nouvel essor de l'économie libyenne, autre que celui engendré par le pétrole, la Libye a abandonné l'économie planifiée au profit de l'économie de marché, et cela demande des changements dans divers domaines,

dont la comptabilité. La Libye a entrepris plusieurs séries de réformes économiques. Toutes les réformes ont pour objectif le passage à une économie de marché. La Libye a vu, dans l'économie de marché, son unique moyen de redressement économique comme beaucoup de pays en voie de développement qui ont choisi ce système, sans négliger l'effet de la mondialisation.

3.3.4.1. La réforme de lois existantes et la promulgation de nouvelles lois

Plusieurs lois ont été réformées ou promulguées concernant la réforme du droit de propriété (la loi n° 313-2003), des sociétés et des cessions d'actifs, la simplification des procédures d'enregistrement des sociétés étrangères, mais aussi une plus grande incitation au recrutement et à la formation de personnel libyen, un plafonnement des impôts sur les sociétés et les personnes physiques. Ainsi, une loi n°138-2004, pour encourager l'investissement étranger en Libye, a été promulguée. Cette loi permet aux étrangers d'investir en Libye dans l'industrie, l'agriculture, la santé, le tourisme, les services, que ce soit en partenariat avec des investisseurs locaux ou individuellement. Afin de faciliter les procédures des investisseurs étrangers et locaux, un comité d'encouragement des investissements a été créé en 2002.

Il faut aussi mentionner la décision d'adhérer à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et la coopération avec le Fonds Monétaire International (FMI). Tous ces changements qui ont été opérés ont remis en cause le système existant, qu'il faut nécessairement adapter au nouvel environnement économique. Ce changement d'une économie planifiée à une économie de marché implique le développement d'une comptabilité adaptée à ce nouvel environnement.

3.3.4.2. L'organisation des sociétés en Libye

Une nouvelle loi commerciale, promulguée en 2010, prévoit l'existence de plusieurs formes d'organisations d'entreprises en Libye. Selon la loi de commerce, toutes les entreprises fonctionnant en Libye doivent être enregistrées dans le registre du commerce. En vertu de la loi, les sociétés en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, anonymes par actions et les sociétés à responsabilité limitée sont commerciales sans prendre en compte l'activité qu'exerce la société. La loi prévoit les quatre types suivants de sociétés en Libye :

1. les sociétés de personnes

- la société en nom collectif
- la société en commandite simple
- la société anonyme par actions

2. la société de contrôle (société holding)

3. la société anonyme par actions publiques

4. les sociétés de nature double

- la société en commandite par action
- la société à responsabilité limitée

3.3.4.3. Le bilan

La loi oblige le conseil d'administration de la société à préparer les états financiers. Il a aussi l'obligation de présenter un rapport de la gestion. La situation patrimoniale de la société correspond à une date bien déterminée (généralement fin d'exercice). La loi ne détermine pas la forme de la présentation. Selon la loi, en gardant les spécificités des entreprises dans certaines activités particulières, l'entreprise doit préparer son bilan en précisant d'un côté les capitaux et de l'autre les engagements, le tout indiqué au coût historique. La loi ne permet aucune compensation entre les postes du bilan (article 227). Le bilan doit contenir les éléments suivants :

Les actifs

- les comptes d'immobilisations
- les comptes de stocks et encours
- les comptes de tiers
- comptes financiers
- autres

Les passifs

- les comptes de capitaux
- les comptes de tiers
- les comptes financiers
- autres

Les règles d'évaluation : la loi (article 228) exige des entreprises qu'elles suivent certaines règles quant aux détails du bilan. Voici quelques exemples :

- les biens immobiliers ne doivent pas être surévalués au-delà de leur coût, ils doivent être amortis à chaque exercice et leur dépréciation doit être constatée par une provision. La loi ne désigne ni la méthode de dépréciation ni le taux d'amortissement annuel. Cependant, la loi fiscale n° 64 de 1973 précise que cette dépréciation doit figurer dans le compte de résultat
- les stocks et les matières premières doivent être évalués au coût ou au prix du marché, selon la valeur inférieure
- les brevets industriels, les concessions et les marques déposées enregistrées ne doivent pas être évalués au-delà de leur prix d'achat ou de leur coût. En outre, ils sont soumis à la règle d'amortissement de chaque exercice
- le conseil d'administration de la société, selon la loi, peut estimer la valeur des actions et des obligations en prenant en compte la valeur des actions émises sur le marché. Ainsi, le comité de contrôle doit être informé sur les méthodes suivies pour l'estimation de la valeur des actions et des obligations. Le comité de contrôle doit mentionner les méthodes suivies dans son rapport au conseil d'administration
- les dettes à recevoir doivent être évaluées à leurs valeurs réalisables
- l'évaluation de la participation qui n'a pas une vocation d'actions est estimée à sa valeur du dernier bilan.

Il est possible d'inscrire, dans un tableau spécial, les différentes valeurs à recevoir sur les obligations libérées lors de l'échéance et les valeurs réalisées lors de l'émission peuvent être inscrites en tant qu'article spécial dans le bilan. Dans ce cas, les différentes valeurs doivent suivre les méthodes d'amortissement utilisées. La loi autorise l'inscription de la dépréciation des certains actifs dans des comptes spéciaux en passif.

La loi impose aux directeurs et au conseil d'administration d'expliquer, dans leur rapport annuel à l'assemblée générale, les raisons qui ont conduit la société à ne pas appliquer les règles ci-dessus (article 228). Dans d'autres articles, la loi ne permet pas l'inscription du goodwill dans les actifs sauf s'il était valorisé au moment de l'achat, dans ce cas il sera soumis à la règle de l'amortissement (article 230). Les frais d'établissement seront soumis à la règle de l'amortissement pour une durée de cinq ans, ainsi que l'impose la loi, à condition que le comité de contrôle soit d'accord. L'article (231) stipule que 5% des bénéfices annuels

soient mis de côté comme « réserve légale » jusqu'à ce que la réserve atteigne le quart du capital social de la société, comme l'exige la loi.

Selon l'article (234), le comité du contrôle doit présenter son rapport sur l'exercice financier en indiquant ses observations et des propositions concernant la gestion de la société et il doit approuver les états financiers. Ainsi, la loi exige que les actionnaires aient le droit d'accéder aux informations des états financiers, du rapport de conseil d'administration et du rapport du comité de contrôle. La distribution de dividendes est conditionnée par le bénéfice que la société réalise pendant l'exercice financier.

3.3.4.4. La privatisation des entreprises publiques

La Libye s'est engagée sur la route de la transition dès 2003, allant d'une économie à planification centrale vers une économie de marché à orientation socialiste (ou capitalisme populaire). La privatisation signifie la transition vers le secteur privé dans le cadre global qui vise à accroître l'efficacité de l'utilisation de ressources. En effet, la privatisation en elle-même n'est pas un objectif mais un moyen de développement pour les pays qui cherchent à améliorer leur performance économique et à réaliser un développement durable.

L'indépendance de la Libye sur le pétrole et les dysfonctionnements des entreprises publiques, qui résident dans l'absence de contraintes de rentabilité, les mauvaises dettes cumulées et les faillites menant l'État à prendre des mesures de privatisation, ceci peut être vu comme étant un résultat de données économiques locales spécifiques et la conséquence de la pénurie de développement d'autres ressources économiques et l'indépendance totale du pétrole (Aboussnina et Chamia, 1997).

A la fin des années 1980, la Libye a commencé à étudier et à analyser les positions d'entreprises publiques qui souffrent de différents problèmes : le manque de productivité, le manque d'efficacité dans la gestion et le manque de qualité. Cette phase de privatisation a permis de transférer certaines entreprises publiques aux salariés. Ces derniers possédaient les machines et le stock mais pas les immobilisations (le terrain). Ensuite, en 2000, le comité du Premier Ministre du gouvernement libyen a établi l'autorité générale de transfert de la propriété des unités économiques et publiques par la loi n°180. Ce décret, dans son dixième article, stipule que les banques commerciales ont la responsabilité de vendre et d'acheter les

actions des entreprises publiques et d'être intermédiaires sans la possibilité de devenir propriétaires d'actions. Cette loi a évoqué implicitement le marché financier et la possibilité de sa mise en application en Libye.

Alors, un programme de réforme en profondeur des entreprises étatiques ne pouvait plus être une option, il était devenu une nécessité. Pour la restructuration de l'économie libyenne, l'État a créé un comité afin de faciliter le programme de la privatisation « Autorité générale de transfert de la propriété des sociétés et unités économiques publiques libyennes ». Il est chargé de valoriser les entreprises étatiques éligibles à la privatisation et de prendre la procédure de transfert de propriété. Le programme de privatisation des entreprises publiques a commencé depuis 2003. La loi n° 313-2003 autorise le transfert de propriété de 360 entreprises du secteur public vers le secteur privé, entreprises qui agissent dans différents secteurs sur les industries lourdes (métallurgie, chimie, ciment, assemblage de véhicules), l'agriculture, le secteur maritime (transport, pêche), les entreprises de textile et des chaussures, ou encore certaines fermes d'État.

Le plan de privatisation annoncé par le gouvernement comprend trois phases selon la loi 313-2003 ; la loi précise que la forme de la privatisation peut se faire par la vente des actions au marché financier libyen ou par la création d'entreprises anonymes par actions. Elle permet, en outre, de s'associer avec des investisseurs étrangers. La loi prévoit la privatisation de 360 entreprises pendant ces trois étapes.

L'exécution du plan de cette dernière se fonde sur trois étapes, comme le montre le tableau n° 3, et selon le planning suivant :

- première étape : l'exécution de cette phase est prévue du 01/01/2004 au 31/12/2005
- deuxième étape : du 01/06/2004 au 30/06/2006
- troisième étape : cette phase touche l'investissement conjoint avec des investisseurs étrangers. Cette étape se réalise du 01/01/2004 au 31/12/2006, et le transfert de propriété est du 01/01/2007 au 31/12/2008.

Tableau (3). Les étapes de la privatisation

Secteur	1 étape	2 étapes	3 étapes	Totale
Industries	145	41	18	204
Agriculture	28	4	24	56
Animales	71	-	11	82
Maritimes	16	1	1	18
Totale	260	46	54	360

Source : le décret du Premier Ministre n°313-2003

La réforme du secteur bancaire a été prévue pour 2004, elle a choisi la voie de partenariats étrangers minoritaires. Le lancement du programme de privatisation nécessite la mise en place préalable d'un ensemble de réformes allant dans le sens de la modernisation et de la dynamisation du marché libyen.

3.3.4.5. La naissance du Marché Boursier Libyen (MBL)

Suite à la création de la bourse en Libye, en 2006, par la loi 134 du Premier Ministre, le marché financier a commencé en juin 2006. La loi 134-2006 constitue le cadre légal et institutionnel du marché financier, elle est considérée comme la première phase de son développement. Le marché financier est inscrit dans le cadre des réformes économiques et de l'ouverture à la concurrence. Il a pour mission de faciliter le transfert de la propriété des entreprises publiques et des institutions économiques. Cinq ans après sa création, 32 sociétés sont cotées en Bourse et d'autres entreprises se mettront sur le marché financier. La naissance du marché financier a permis aux entreprises privatisées, désormais dépourvues du financement étatique, de trouver d'autres ressources financières.

Le développement du marché financier libyen est récent. Cette loi indique les statuts nécessaires pour le bon fonctionnement de la bourse des valeurs mobilières libyenne, à qui est confiée la charge de mettre en place les structures techniques et administratives nécessaires à l'installation du marché. La capitalisation boursière de ces 30 sociétés représentait, à cette date, 3,439.029.092 de DLY en 2010 (2,751.223.274 milliards de dollars US). Les sociétés cotées étaient principalement des entreprises étatiques qui ont été privatisées, dans lesquelles l'État ainsi que les investisseurs institutionnels possédaient des parts importantes. En ce qui concerne les règles de cotation, le décret du règlement de négoce de titres précise les

exigences requises pour émettre des titres au public, les obligations permanentes des sociétés cotées, les statuts et les règlements concernant l'échange de titres et la prestation de services relatifs au marché des valeurs mobilières libyen.

Le Conseil du Marché Financier Libyen (CMFL) est la tutelle de ce marché. Afin d'assurer le bon fonctionnement du marché financier libyen, la CMFL compte plusieurs commissions de surveillance, de contrôle et d'arbitrage des différends et du règlement des défauts. La CMFL dépend directement du ministre de l'économie, du commerce et de l'investissement. La CMFL est la tutelle du marché financier, elle est dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Sa mission est primo, de veiller à la protection de l'épargne investie en valeurs mobilières, en produits financiers négociables en bourse et en tout autre placement donnant lieu à un appel public à l'épargne, à l'organisation et au bon fonctionnement des marchés financiers et des titres négociables en bourse ; secundo de vérifier que les sociétés fournissent des informations conformes aux normes exigées; tertio d'exercer la tutelle des organismes de placement collectif en valeurs mobilières. Ainsi, la CMFL est-elle chargée du contrôle permanent de la bourse des valeurs mobilières, des intermédiaires en bourse, de la société de dépôt, et de la compensation et du règlement de titres.

La CMFL peut suspendre temporairement les transactions sur un titre d'une société cotée ou révoquer les certificats d'enregistrement d'émissions de titres, ou l'échange, ou l'admission d'une entreprise en bourse lorsque la société remplit les conditions nécessaires pour qu'elle soit cotée sur le marché financier. Le CMFL dispose de toutes les prérogatives nécessaires et suffisantes pour bien conduire des enquêtes dans leurs missions de vérification qui relèvent de ses attributions afin d'établir l'ordre dans le marché financier. En réalité, la commission de surveillance et de contrôle a pénalisé huit sociétés de courtages, en a suspendu huit et elle avait donné deux avertissements en 2010.

3.3.4.6. L'adoption des normes comptables internationales et les objectifs assignés à la comptabilité

La loi de commerce, comme celle d'impôt, ne cite pas les utilisateurs de l'information comptable. L'utilisateur principal de celle-ci est l'État à travers l'administration fiscale. La non-définition des utilisateurs peut être expliquée par l'orientation macro-économique de la Libye. Les utilisateurs principaux de l'information comptable dans ce cadre sont l'État et ses

différentes institutions. Les objectifs de la comptabilité ne sont mentionnés ni dans la loi d'impôt, ni dans la loi de commerce. D'après le passage en revue des publications à ce sujet, la Libye a importé son système des pays anglo-saxons qui ont une orientation vers l'économie de marché, mais le système comptable libyen ne désigne pas ses objectifs à la comptabilité, même implicitement. En effet, dans l'économie planifiée, la comptabilité qui est une aide administrative, est un instrument de l'économie nationale pour le contrôle de l'exécution des plans et pour la planification, pour les statistiques et l'évaluation ainsi que pour la collecte de l'impôt. Le gouvernement et ses institutions sont considérés comme les principaux utilisateurs de l'information comptable pour les besoins de la planification économique. Le pays n'a pas encore développé une comptabilité nationale globale et ne se dote pas encore d'un cadre conceptuel qui identifie les utilisateurs d'informations comptables explicitement pour les entreprises libyennes.

Nous rappelons que les séries de réformes de type libéral (privatisation, création de la Bourse, intégration de l'OMC, ouverture du pays aux investisseurs étrangers) vont conduire à une nouvelle demande d'information comptable. L'ouverture au capital étranger signifie qu'il y a un besoin d'introduire des normes comptables pour satisfaire les changements requis au plan interne aussi bien qu'externe. En outre, la création de marché financier a créé de nouveaux besoins en matière d'informations comptables. Cela demande plus de transparence dans l'information comptable. Ainsi, les utilisateurs d'informations comptables seront plus nombreux et plus exigeants pour une information de qualité. Dans ce nouveau contexte, où l'offre et la demande d'informations comptables seront plus importantes, les utilisateurs seront plus exigeants. En effet, le changement du système économique conduit à un changement dans la demande de l'information comptable, c'est donc à la comptabilité de répondre aux exigences d'un nouveau système économique. La Libye a choisi la voie la plus simple, celle d'adopter les normes comptables internationales. La loi 134-2006 oblige notamment les sociétés cotées à la bourse libyenne à adopter les normes comptables internationales, adoption qui contribue au développement de marché financier et rend les informations comptables très utiles, comparables et accessibles à tous les utilisateurs ; cette adoption rend donc nécessaire un cadre conceptuel définissant les principes et les objectifs.

Selon le cadre conceptuel de l'IASB, l'objectif des états financiers à usage général « est de fournir une information sur la situation financière et l'évolution de la situation financière de l'entreprise, qui soit utile à une large gamme d'utilisateurs lorsqu'ils prennent leurs décisions

économiques ». En Libye, dès la création du marché financier, les utilisateurs d'informations comptables comprennent les investisseurs actuels et potentiels, les employés, les prêteurs, les fournisseurs et autres créanciers commerciaux, les clients, les gouvernements et leurs agences ainsi que le public. Ils utilisent ces états financiers afin de satisfaire certains de leurs besoins d'informations. Pour cela, la Libye, et ceci après la création du marché financier, a choisi d'adopter les normes comptables internationales, et selon ces normes, quatre principales caractéristiques des états ont été définies dans la Cadre Conceptuel de l'IASB : l'intelligibilité, (compréhensibilité immédiate), la pertinence, la fiabilité, la comparabilité.

3.3.4.7. La qualité des informations diffusées, le système de la gouvernance

La qualité d'informations diffusées sur les entreprises exige une nouvelle réglementation. De ce fait, et afin de garantir le bon fonctionnement du marché financier libyen, les entreprises cotées ont l'obligation de fournir et de rendre compte, à la CMFL et au public, de toute information pertinente dont un utilisateur local et étranger pourrait raisonnablement avoir besoin pour prendre une décision d'investissement. La diffusion d'informations financières concernant les entreprises cotées en bourse est abondante dans la législation et le marché financier libyen a établi une liste d'items que les entreprises doivent respecter pour être acceptées à la cotation de la bourse libyenne. La qualité d'information conditionne directement le climat des affaires dans un pays. En effet, les informations mises à la disposition des utilisateurs dans les entreprises non cotées n'ont pas la même qualité que celles des entreprises cotées.

En outre, pour garantir les investisseurs, le marché financier libyen impose aux entreprises cotées en bourse de se conformer au code de la gouvernance qui consiste en un ensemble de dispositions pratiques traitant les droits et les devoirs des parties prenantes internes et externes. Les principes fondamentaux du code de gouvernance sont au nombre de quatre : la transparence des informations, les responsabilités (l'organisation des conseils), le rôle des administrateurs et les droits des actionnaires. Le développement des affaires et du marché financier dépend étroitement de la politique de privatisation, des réglementations financières et surtout de la mise en application de ces règles. L'adoption des normes comptables internationales au sein du marché financier libyen améliore d'une manière significative la qualité du marché.

CONCLUSION DU CHAPITRE 3

Dans ce chapitre, nous avons présenté une analyse institutionnelle en expliquant la variété de systèmes comptables dans différents pays. Nous avons explicité les trois modes de régulation comptable en montrant la relation de force entre le marché financier, la profession comptable et la puissance politique qui détermine l'orientation et la spécificité des systèmes comptables. Ce cadre analytique sur les institutions comptables, et à travers une typologie des systèmes comptables, nous a permis d'identifier deux types de systèmes comptables sur le plan international. Nous avons alors développé une approche institutionnelle de la qualité dans les deux systèmes comptables en terminant par la mise en évidence du système comptable libyen. Nous estimons que les deux types de systèmes comptables ont établi l'approche normative dans leurs définitions de la notion de qualité.

Enfin, nous avons mis en évidence l'impact de l'internationalisation des économies, des marchés financiers et de la multiplicité des modèles institutionnels sur la qualité des informations comptables. Cette internationalisation (exportation, multinationalisation, internationalisation du marché financier) exige une normalisation comptable, une réglementation acceptée par tous et une information de qualité afin d'aider les utilisateurs d'informations comptables dans leurs démarches pour prendre la bonne décision. L'adoption des normes comptables internationales par l'Union Européenne et par certains pays en voie de développement, soit en les appliquant telles quelles, soit en les adaptant à l'environnement du pays en question, signifie que le cadre conceptuel de l'IASB et la notion de qualité de l'information financière des normes comptables internationales sont acceptés, même implicitement.

CHAPITRE 4 : MESURE DE LA QUALITÉ DE L'OFFRE D'INFORMATIONS COMPTABLES ET FORMULATION DES HYPOTHÈSES

La variable qualité de l'information financière peut être mesurée soit par le niveau de divulgation (Botason, 1997), soit par le niveau de gestion du résultat. Les déterminants, les motivations, ainsi que les conséquences de la politique de diffusion d'informations financières ont été largement étudiés au sein des publications en comptabilité financière. Le but de ce chapitre est de présenter les écrits relatifs à la problématique de cette thèse afin de repérer notre méthodologie. Le passage en revue des publications nous permet de distinguer deux types d'études. Une première catégorie regroupe les études qui ont utilisé la méthode de pondération des scores d'indice et la méthode de l'équipondération. Une deuxième catégorie d'études regroupe les études qui ont utilisé les indices afin de mesurer le degré de l'harmonisation au sein du rapport annuel. Dans la plupart des cas, ces études visent à mettre en évidence les facteurs explicatifs de la qualité ou de l'étendue de cette information à l'aide de tests d'association, de comparaison de moyennes ou de régressions linéaires. Un examen détaillé de recherches antérieures a été réalisé. Cela contribuera à orienter notre démarche vers la création d'une méthodologie et de procédures de recherches afin d'étudier la problématique. Enfin, nous formulerons les hypothèses à tester.

4.1. Les méthodes utilisées afin d'évaluer l'offre d'information financière dans les études antérieures

Dans le cadre des études antérieures, nous allons présenter les traitements statistiques qui peuvent être regroupés en quatre éléments :

- le choix de la grille de critères d'évaluation (les items ainsi que la pondération des valeurs des items)
- le choix de l'échantillon des rapports financiers des sociétés
- le choix des facteurs explicatifs
- les méthodes de calcul (régression simple ou multiple, etc.).

Pour nous, s'il y a des différences entre ces études sur les trois derniers éléments, elles relèvent davantage d'aspects techniques. Sous la contrainte de respecter certaines règles fixées dans les traitements statistiques (par exemple, le nombre minimum de rapports financiers exigé dans un échantillon), la différence au niveau des trois derniers éléments n'est pas significative. En revanche, le premier élément est indispensable car les résultats dépendent essentiellement de l'établissement de la grille d'évaluation. Nous pouvons tout-à-fait manipuler les résultats en traitant le premier élément, les choix des items ainsi que la pondération des valeurs des items. C'est la raison pour laquelle il nous semble justifié de distinguer deux étapes dans les études antérieures, en définissant comment ces études ont établi la grille d'évaluation. Trois distinctions sont introduites : méthodes utilisant la pondération, méthodes utilisant l'équipondération, méthodes mixtes. On trouvera ci-dessous une répartition des différentes études.

4.1.1. Les études fondées sur la méthode de pondération des scores d'indice

Cerf (1961) est, semble-il, le premier à avoir étudié la quantité d'informations financières diffusées dans les rapports financiers des entreprises. Il a choisi, comme grille d'évaluation, 31 items, pondérés sur la base des estimations subjectives des analystes financiers. La pondération a été faite en mettant un item dont les points varient de 1 à 4. Le score maximum est de 68. Il a aussi ajusté les items d'information en tenant compte du fait que certains items ne sont pas applicables à certaines sociétés. Il a choisi, comme échantillon, les rapports annuels de 527 sociétés américaines et il a trouvé des scores d'indice très variés parmi ces sociétés. Il a choisi les facteurs explicatifs suivants :

- la taille de l'entreprise mesurée par l'actif total
- la structure de la propriété mesurée par le nombre des actionnaires
- la rentabilité mesurée par le rapport entre le profit net et les capitaux propres
- le statut boursier (les sociétés cotées à New York et dans d'autres bourses).

Il a utilisé la méthode de régression simple et il a trouvé une corrélation positive entre les scores d'indice et l'actif total (la taille), le nombre des actionnaires (la structure de la propriété) et le taux de profit (la rentabilité financière). En revanche, le statut boursier ne s'est pas révélé significatif pour expliquer la différence des scores d'indice entre les sociétés. Trois principales limites de l'étude de Cerf apparaissent :

- il a seulement tenu compte de l'opinion d'un seul groupe d'utilisateurs « les analystes financiers »
- le nombre des items paraît trop restreint
- l'étude est limitée aux sociétés cotées.

Singhvi et Desai (1971) ont utilisé l'échantillon de Singhvi (1967), qui a été constitué de 155 entreprises américaines (dont 100 ont été classées parmi les 500 plus grandes sociétés américaines par Fortune et 55 en hors-cote) en utilisant, pour la première fois, la régression multiple. Ils ont identifié certaines caractéristiques des sociétés américaines qui ont été associées à la qualité de la divulgation. Un indice de divulgation a été élaboré sur la base des 34 items d'information jugés relatifs à la décision d'investissement par les analystes financiers professionnels dont 28 ont été utilisés par Cerf (1961).

Les valeurs des items qu'ils ont choisis ont, tout comme pour Cerf, été pondérées sur la base des jugements des analystes financiers. Ils ont choisi, comme facteurs explicatifs, l'actif total, le nombre des actionnaires, le statut de cotation, le cabinet d'audit, le taux de profit et, enfin, la marge. Les six tests sont statistiquement significatifs.

Buzby (1974) a établi 39 items d'informations envoyées par un questionnaire aux 500 analystes financiers. Un système de pondération des items a été établi pour mesurer la qualité des informations. Un score de note a été effectué sur 88 rapports d'entreprise représentant les deux échantillons de chacun des 44 rapports. Les deux échantillons des rapports financiers se composent de 44 sociétés cotées à New York (ou dans d'autres bourses américaines) et 44 sociétés dont les actions sont échangées au marché OTC (hors-cote). Buzby n'a pas trouvé d'effet du statut de cotation. En revanche, il a constaté l'apparition d'une corrélation modérée entre les scores d'indices et l'actif total.

Choi (1973) a étudié l'effet du recours au financement international sur la diffusion d'informations financières. Le changement de la diffusion d'informations a été mesuré par un indice de diffusion. Il a choisi 38 items et un échantillon de 18 sociétés de 11 pays dont la moitié est entrée au marché « Eurobond ». L'étude a porté sur une période de 5 ans, trois ans avant et un an après l'entrée au marché « Eurobond ». Il a trouvé que les firmes qui sont entrées dans le marché « Eurobond » ont amélioré de façon significative leurs niveaux de diffusion d'informations financières. **Stanga (1976)** a établi une liste de 79 items et il a

sélectionné un échantillon de 80 sociétés américaines. Un score de note a été effectué sur les 80 rapports annuels. Les items d'information ont été pondérés en s'appuyant sur les réponses reçues à un questionnaire envoyé aux analystes financiers. Il a trouvé une corrélation significative entre la qualité de diffusion d'informations et le type d'industrie, il est d'ailleurs le premier à avoir étudié le type d'industrie. **Barrett (1976)** pose la question suivante : le degré de divulgation d'informations financières dans les rapports annuels des entreprises étrangères est-il significativement différent de celui observé dans les rapports annuels des entreprises aux États-Unis ? Cette étude a été marquée par une analyse comparative portant sur les rapports financiers des groupes industriels de sept pays industrialisés (aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Japon, en Suède, aux Pays-Bas, en Allemagne de l'Ouest et en France). Quinze entreprises ont été retenues pour chaque pays, à l'exception des Pays-Bas où 13 entreprises ont été choisies. Cela a fourni l'ensemble d'un échantillon de 103 entreprises. La procédure de sélection était fondée sur les sociétés qui ont le plus grand capital.

Il a construit une grille d'évaluation de 17 items, dont 12 sont pris chez Cerf (1961), Singhvi et Desai (1971), et Buzby (1974). Les cinq autres items ont été sélectionnés par l'auteur en se fondant sur l'expérience personnelle. La méthode de pondération des valeurs des items est toujours celle de Cerf, c'est-à-dire qu'on attribue d'un à quatre points à chaque item en fonction de leur importance jugée par les analystes. Il a choisi, pour chacun des sept pays, 15 grands groupes dont les rapports annuels datent de 1963 à 1972. Il a montré que le niveau de la diffusion d'informations financières des groupes français est beaucoup moins élevé que celui de l'ensemble des pays capitalistes développés. Ces résultats sont résumés dans le tableau suivant (4).

Tableau (4). Les scores d'indice des sept pays obtenus par Barrett

Année	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
France	24.2	25.3	27.7	27.9	29.2	32.8	36.6	37.1	43.4	44.4
Sept pays (moyenne)	40.8	42.8	43.6	43.6	46.4	49	50.2	53.5	56.9	59.0

Barrett a conclu que le niveau de la diffusion d'informations financières des groupes américains cotés est plus élevé, en moyenne, que celui observé au Japon, en Suède, aux Pays-Bas, en Allemagne de l'Ouest et en France, au cours de la période allant de 1963 à 1972. Pour lui, il existe une relation entre la mesure de la diffusion d'informations financières et le degré

d'efficience des marchés nationaux de capitaux. Cela peut expliquer le classement que la France a obtenu puisque, à cette époque, le marché français n'était pas assez développé ; de plus, en France, la notion juridique de « groupe » n'existait pas, la « consolidation » n'a fait l'objet d'une réglementation qu'en 1985 en France et l'apparition des premiers comptes consolidés ne s'est produite qu'en 1966 (par trois groupes : Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Total) (Zhou, 1991).

Belkaoui et Kahl (1978) ont constitué un échantillon aléatoire de 200 rapports annuels non financiers des sociétés au Canada, pour l'année 1976. Ils ont établi une liste de 30 items. Ensuite, un questionnaire, fondé sur la sélection des items de diffusion d'informations a été envoyé à un échantillon aléatoire de 200 experts comptables et de 200 analystes financiers. Les items d'informations ont été pondérés en s'appuyant sur les réponses reçues à un questionnaire envoyé aux experts comptables et aux analystes financiers. Un degré élevé de consensus a été obtenu. Chaque rapport annuel d'entreprise a été évalué en utilisant la moyenne des pondérations attribuées par les analystes et les experts comptables, pour chacun des items de la diffusion figurant dans le questionnaire, d'où l'obtention d'un score de note de la diffusion d'informations. Les auteurs ont examiné six hypothèses :

- plus l'importance des ventes de l'entreprise augmente, plus la diffusion est grande
- plus l'actif de l'entreprise est élevé, plus la diffusion d'informations est élevée
- plus la rentabilité de l'entreprise est élevée, plus la diffusion d'informations est élevée
- plus la liquidité de l'entreprise est élevée, plus la diffusion d'informations est élevée
- plus le ratio de capitalisation est élevé, plus la diffusion d'informations l'est aussi
- l'étendue de la diffusion d'informations varie selon les industries.

L'analyse a été effectuée en utilisant le coefficient de corrélation de la classification de Kendall (tau). Une association positive entre les actifs, l'importance des ventes et la diffusion de l'information, ainsi qu'une relation positive entre la liquidité et la diffusion ont été trouvées. Une association négative a été trouvée entre la rentabilité, le ratio de capitalisation et la diffusion de l'information. Cela n'était pas à la hauteur des attentes. Par conséquent, Belkaoui et Kahl ont rejeté l'hypothèse selon laquelle la diffusion est simultanément associée à la rentabilité et au ratio de la capitalisation, mais ils ont validé l'hypothèse selon laquelle une plus forte liquidité est associée à un score de diffusion d'informations plus élevé. Les chercheurs ont indiqué que le ratio de capitalisation testé, qui est nouveau, n'a pas fait l'objet

d'une étude auparavant, donc il n'existe pas de précédent à la recherche qui pourrait permettre des comparaisons.

Firth (1979) a étudié les informations que des entreprises diffusent volontairement, ce qui reflète mieux le comportement des entreprises au niveau de la diffusion d'informations financières. Dans son étude, une liste de 48 items a été élaborée, et les informations devaient répondre à deux critères :

- les items qui sont exclus sont ceux qui sont stipulés par la loi sur les sociétés
- les items doivent être considérés comme pertinents pour toutes les sociétés (ils ont donc exclu ceux qui ne sont pertinents que pour certaines sociétés).

Ces 48 items sont pondérés, en fonction de l'importance, attribuée de façon subjective par 46 analystes financiers travaillant à la Bourse ou dans les institutions d'investissement. Firth (1979), a choisi, comme échantillon, les rapports financiers de 40 sociétés britanniques non cotées et de 40 sociétés britanniques cotées en Bourse, comparables en taille et en secteur (industrie), afin de mesurer l'effet de cotation. Dans un autre échantillon, il a choisi les rapports financiers de 100 sociétés britanniques cotées en Bourse. Il a pris, comme variables explicatives, la taille (mesurée en termes de chiffre d'affaires et en fonction de l'actif net), le statut boursier et, enfin, l'importance des cabinets d'audit. Il a établi que la taille de l'entreprise et le statut boursier sont deux facteurs statistiquement significatifs permettant d'expliquer la performance informationnelle des sociétés choisies. En revanche, il a jugé non significatif l'effet de l'auditeur. En outre, il a constaté que les sociétés cotées diffusent beaucoup plus d'informations que les sociétés non cotées. **Chow et Wong-Boren (1987)** ont également étudié la diffusion volontaire d'informations par les entreprises. En choisissant comme échantillon les rapports financiers de 52 sociétés mexicaines cotées en Bourses et en établissant 89 items (items pondérés sur la base de questionnaires envoyés aux 106 spécialistes chargés des prêts dans 16 banques mexicaines), ces auteurs ont utilisé trois variables indépendantes et ils ont trouvé significative la taille de l'entreprise. En revanche, les deux autres facteurs - l'endettement (l'effet de levier) et la proportion des immobilisations (immobilisation nette/totalité de l'actif net) - sont non significatifs.

4.1.2. Les études fondées sur la méthode de l'équipondération

Jusqu'à l'étude de **Cooke (1989)**, et dans presque toutes les études similaires, les valeurs accordées aux items sont pondérées en fonction de l'importance relative que les analystes financiers accordent à chaque item. Cette méthode a des faiblesses évidentes dues à la subjectivité de son estimation :

- la contrainte des coûts élevés des enquêtes
- le nombre d'analystes financiers consultés est en général limité
- les analystes financiers constituent un groupe d'utilisateurs qualifiés, alors que l'estimation d'importance des items devrait être différente selon les groupes d'utilisateurs
- si l'on accorde une valeur plus importante à un item qu'à un autre, il faudrait en plus expliquer sur quelle base on effectuera cette pondération. Par exemple, dans Barrett (1976), l'item « l'impôt sur les bénéfices » est estimé à 2,5 points, alors que l'item « la méthode d'amortissement » est estimé à 3,5 points. Il serait difficile de répondre à la question suivante : sur quel fondement peut-on juger que le premier n'a qu'environ 70% ($2.5/3.5$) d'importance par rapport au deuxième ? Afin d'éviter ce genre de subjectivité, il est peut-être plus raisonnable d'utiliser la méthode d'équipondération dans l'établissement de la grille d'évaluation.

C'est Cooke (1989) qui a utilisé pour la première fois un système de grille équipondérée dans le but d'évaluer la diffusion d'informations financières des sociétés suédoises. Cooke a sélectionné les items selon deux prémisses.

- L'étude ne se limite pas au bilan et au compte de résultat, mais elle touche le contenu total du rapport annuel.
- L'utilité des informations financières n'est pas limitée à un seul groupe d'utilisateurs spécifiques.

Cela élargit donc considérablement le champ des choix des items d'informations. Pour être choisi, un item devait être recommandé par :

- l'IASC
- l'association suédoise des experts comptables
- le comité chargé de la comptabilité des entreprises du secteur public
- le Comité de Normalisation Comptable Suédoise (BFN)
- une obligation par la loi

- les recherches menées sur un sujet analogue
- la publication considérée comme nécessaire par au moins deux sur trois des comptables suédois en activité interrogés lors d'une étude pilote.

En fonction de ces critères, il a choisi 224 items. C'est un système d'équipondération (la procédure dichotomique, 0 et 1), c'est-à-dire que l'on considère que les 224 items ont la même importance. La formule de calcul du score de la diffusion pour chaque société est la suivante :

$$\frac{DT}{n} = \sum_{i=1}^n \frac{di}{n}$$

Où :

- DT est le score total d'une société
- n = nombre d'items pertinents pour une société ; $n \leq 224$
- $di = 1$ si l'item i est diffusé
- $di = 0$ si l'item i n'est pas diffusé
- DT/n est donc un score en pourcentage par rapport au score maximum
- $n \leq 224$ implique la non pertinence d'un item pour une société ; par exemple, si l'engagement hors bilan n'existe pas pour cette société, elle ne sera pas pénalisée.

La grille d'évaluation est structurée et divisée en plusieurs sections :

- section bilan (65 items)
- section compte de résultat (33 items)
- section autres tableaux (24 items)
- section méthodes et principes (39 items)
- section ratios, statistiques et informations segmentées (30 items)
- section autres : projet et budget (15 items), responsabilité sociale (10 items), rapport d'audit (4 items) et histoire financière (4 items).

Cooke a distingué aussi la diffusion volontaire de la diffusion obligatoire. Selon lui, la diffusion volontaire aura lieu quand les informations à diffuser ne seront pas stipulées par la loi ou par les notes du Comité de Normalisation Comptable Suédois (BNF). Il en a obtenu 147, soit 66% des items classés « volontaires ». Les items obligatoires sont au nombre de 77 (34% du nombre total des items). L'intérêt de cette distinction est que, si le niveau de la

diffusion des items obligatoires est peu différent entre les sociétés choisies, celui des items volontaires devrait être variable entre eux.

Il a choisi 250 groupes qui sont parmi les 2000 plus grandes sociétés suédoises et il leur a envoyé une lettre leur demandant leurs rapports annuels de 1984. Il a reçu 202 réponses. Parmi ces 202 sociétés, il a enlevé d'abord celles qui se situent dans les secteurs bancaires et les secteurs d'assurances, puis celles qui sont des filiales des sociétés incluses dans son échantillon. Il restait encore 97 groupes. En enlevant encore 7 sociétés considérées comme trop petites, l'échantillon final contenait les rapports financiers de 90 sociétés. Puis, il a choisi quatre facteurs explicatifs. Les quatre variables qui reflètent les caractéristiques des entreprises choisies par Cooke sont : le statut boursier, la taille, la relation des sociétés mère-filiales et le secteur d'activité. Le choix de ces facteurs implique l'hypothèse suivante : il existe une corrélation positive ou négative entre la performance de diffusion d'informations financières d'une société et les quatre caractéristiques de la société.

D'après le critère du statut boursier, les sociétés sont classées en trois groupes.

- Celles qui ne sont pas cotées en Bourses
- Celles qui sont cotées à la bourse de Stockholm
- Celles qui sont cotées en même temps à la Bourse nationale et sur les places financières internationales.

Cooke a utilisé trois mesures pour la taille :

- le chiffre d'affaires
- l'actif total
- le nombre des actionnaires.

La taille, en tant que variable, a été choisie par beaucoup d'études précédentes qui considèrent qu'elle peut être mesurée par différents indicateurs et qu'il n'est pas raisonnable d'en privilégier un par rapport à l'autre.

Alors, la relation de la société mère-filiales a été mesurée par :

- le nombre de filiales possédées par la société mère
- les filiales des sociétés mères étrangères.

Enfin, le secteur d'activité est classé en quatre groupes :

- industrie
- commerce
- service
- conglomérat.

Cette classification semble trop générale. Dans le cadre de l'industrie, il est envisageable de distinguer plusieurs secteurs.

L'auteur a établi la régression multiple suivante afin de tester ses hypothèses :

$$Y_i = B_1 + B_2 X_{2i} + B_3 X_{3i} + B_4 X_{4i} + B_5 X_{5i}$$

Où :

- Y_i est le score de diffusion de la société i
- X_2 est la variable du statut boursier
- X_3 la variable de la taille
- X_4 la variable de la relation mère-filiales
- X_5 la variable du secteur d'activité,
- X_2, X_4, X_5 ont été détaillées en plusieurs types.

Les résultats de ces traitements statistiques ont effectivement confirmé les hypothèses de départ : ces quatre variables sont toutes significatives pour expliquer la différence de la diffusion d'informations financières de ces 90 sociétés suédoises.

Nous pouvons émettre plusieurs remarques sur les caractéristiques de la méthode de Cooke. D'abord, dans l'étude de Cooke, les items ont considérablement augmenté (224) par rapport aux études antérieures (en générale moins de 50). Cela accroît sans doute la quantité de travail du chercheur mais cela garantit davantage la neutralité vis-à-vis des différents groupes d'utilisateurs. Lorsque le nombre d'items est suffisant, et si les utilisateurs jugent certains items moins importants que les autres, ils peuvent en trouver certains autres dont l'importance est plus remarquable. Il y aura un effet de compensation : dans l'ensemble, nous pouvons

penser qu'un équilibre s'établira. Deuxième avantage de cette augmentation du nombre des items : l'évaluation devient plus complète alors que les items choisis dans les études antérieures sont plutôt sélectifs. Dans ce dernier cas, on risque de juger la qualité informationnelle de l'ensemble du rapport annuel uniquement à partir d'une partie limitée du rapport. Ensuite, Cooke a utilisé la méthode de l'équipondération des scores d'indice. Nous avons expliqué la raison pour laquelle cette méthode nous semble plus objective par rapport à la méthode de la pondération. La dernière remarque explique le fait que Cooke a distingué les items obligatoires et les items volontaires. Il a aussi montré que la diffusion d'informations a divers coûts : celui de la collecte d'information, les coûts de gestion, ceux de l'audit, les frais légaux et les frais de diffusion d'informations. Dans le cas où les items sont obligatoires, on ne peut pas distinguer l'importance relative entre les coûts et l'avantage. En revanche, « dans le cas de diffusion volontaire, nous pouvons supposer que les bénéfices de la diffusion dépassent les coûts » (Cooke, 1989). Ainsi, l'étude dont l'accent est mis sur la diffusion volontaire reflète mieux le comportement des sociétés au niveau de leurs offres d'informations comptables. On pourrait critiquer Cooke pour son maintien de 77 items obligatoires, puisque ceux-ci doivent être diffusés obligatoirement, mais on peut expliquer le choix de les retenir par le fait qu'en réalité la conformité aux lois n'existe pas toujours d'une manière parfaite.

Méthodologiquement, l'étude de **Raffournier (1991)** est semblable à celle de Cooke. Raffournier a choisi 30 items équipondérés et volontaires, comme ceux dont la publication n'est pas rendue obligatoire par la loi mais qui sont, a priori, utiles aux utilisateurs des rapports financiers. Il les a utilisés pour évaluer la performance de diffusion d'informations financières de 53 entreprises suisses cotées. Il a choisi les facteurs explicatifs suivants :

- les cabinets d'audit
- la taille
- l'internationalisation (le pourcentage du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger par rapport au chiffre d'affaires total)
- le recours à des sources financières extérieures (effet de levier)
- la rentabilité
- la structure de la propriété (le nombre d'actions qui ne sont pas dans les mains des actionnaires connus divisé par le nombre total d'actions).

Les résultats obtenus montrent qu'il existe des effets liés au cabinet, à la taille et au degré de l'internationalisation. En revanche, Raffournier n'a pas observé de façon positive l'effet de levier, ni l'effet de rentabilité, ni l'effet de la structure de la propriété.

Zhou (1997) a étudié le comportement de l'offre d'informations comptables dans deux contextes institutionnels différents (la France et la Grande-Bretagne), pour l'année 1991, dans 44 groupes de français et 44 groupes d'anglais. Zhou a choisi (196) items. Elle a adopté la méthode de Cooke (1989) ainsi que l'index d'Herfindahl pour mesurer le niveau d'harmonisation comptable en France et en Grande-Bretagne. Elle a choisi huit variables explicatives : le secteur, le cabinet, le statut boursier, la taille, le degré de l'internationalisation, la structure de financement, la rentabilité, la structure de la propriété. Concernant les groupes français, elle a conclu que la taille est une variable explicative très significative, le degré de l'internationalisation est marquant, le statut boursier est très révélateur, alors que la structure de financement, la rentabilité et la structure de la propriété ne sont pas pertinentes. Quant aux groupes anglais, elle a trouvé que la taille est un facteur explicatif, la structure de financement est significative, le degré de l'internationalisation a un effet atténué, et le statut boursier n'a pas un effet évocateur. Enfin, et tout comme les groupes français, la rentabilité et la structure de la propriété n'ont aucun effet significatif sur la diffusion d'informations financières. Concernant le niveau de l'harmonisation comptable, elle a trouvé que le niveau d'harmonisation, en matière de choix des méthodes comptables de 44 groupes anglais, est plus élevé que celui de 44 groupes français. Cela peut être expliqué par des raisons d'internationalisation, de législation et de normalisation.

4.1.3. Les études fondées sur la méthode de pondération et équipondération

Michaïlesco (1998) a utilisé les deux méthodes dans le cadre d'une étude universitaire afin d'évaluer la qualité d'informations financières diffusées par les entreprises françaises et de déterminer les facteurs explicatifs des pratiques de diffusion. Pour cela, elle a collecté 100 rapports annuels et, ainsi, elle a constitué une liste de 55 items composés. Dans un premier temps, ces items sont évalués en fonction de leur importance aux yeux des analystes financiers, ensuite ils sont devenus dichotomiques : soit l'item est présent et reçoit 1, soit il est absent et reçoit 0. Elle a choisi comme facteurs explicatifs :

- la diffusion du capital

- la structure financière
- la cotation domestique
- la cotation multiple
- les performances réalisées.

Elle a établi une régression multiple. Les résultats obtenus montrent que l'hypothèse sur la diffusion du capital n'est pas validée, alors que l'hypothèse sur la structure financière est ambiguë entre 1991 et 1992 ; en utilisant le ratio dettes financières sur capitaux propres, la relation est significativement négative. L'hypothèse est validée en 1995 lorsqu'on utilise le ratio dettes financières sur le total du bilan. Les résultats des régressions multiples montrent que la cotation domestique et la cotation multiple ont toutes les deux des effets sur la qualité de l'information financière diffusée et sont validés, alors que l'hypothèse de la performance réalisée n'a jamais été validée.

4.2. Les méthodes utilisées pour mesurer le degré de l'harmonisation au sein du rapport annuel

De nombreuses études ont contribué à la recherche afin de mesurer le degré d'harmonisation. Dans ce sens, Van der Tas (1988) semble le premier, dans ce domaine, qui ait considérablement contribué à faire avancer la recherche en matière de mesure d'harmonisation des pratiques en développant trois indices. Il a mesuré le degré d'harmonisation des pratiques comptables dans trois pays (Pays-Bas, Grande-Bretagne, États-Unis) durant la période 1968-1985, en utilisant des données nationales concernant les impôts, à partir d'un échantillon de 199-293 entreprises en Grande-Bretagne entre 1968 et 1980, et un échantillon de 81-116 entreprises aux Pays-Bas entre 1978 et 1984 et un échantillon de 281-596 aux États-Unis pendant la période de 1965 à 1984. En ce qui concerne les méthodes d'évaluation des actifs fixes (terrains, bâtiments), l'auteur a utilisé un échantillon de 111-112 entreprises entre 1976 et 1985 aux Pays-Bas.

Van der Tas a utilisé l'indice de Herfindahl qui est une inspiration des calculs utilisés dans l'économie industrielle et dans le monopole. L'indice **H** ou indice de Herfindahl permet de mesurer l'harmonisation nationale, l'indice **C** est l'indice de comparabilité et l'indice **I** est l'indice international. Chacun de ces indices permet de calculer des degrés d'harmonisation à

une date donnée. Ils permettent de mettre à jour les différents domaines comptables et les raisons pour lesquelles l'harmonisation n'a pas encore été faite. Ces indices nous permettent de savoir à quel point l'harmonisation s'est effectivement réalisée. L'idée de Van der Tas est que l'harmonisation correspond à l'augmentation du degré de comparabilité ; en conséquence, la comparabilité peut être considérée comme une augmentation du degré de consensus face à plusieurs alternatives concernant le choix entre les différentes méthodes de traitement comptable d'un item dans les rapports financiers annuels. Enfin, les organisations de normalisation peuvent utiliser ces indices fournis afin de mesurer leurs impacts sur l'harmonisation dans le temps et d'en connaître les causes. Chacun des trois indices développés par Van der Tas remplit une fonction bien précise.

H indice d'Herfindahl : Cet indice permet de mesurer, au sein d'un même pays, le degré de l'harmonisation relative au traitement comptable d'un item. Cette méthode est calculée par la pondération des fréquences des méthodes existantes les unes par rapport aux autres, cela signifie qu'une méthode plus utilisée obtient un poids plus important que les autres.

Il peut être calculé selon la formule suivante :

$$H = \sum_{i=1}^n P_i^2$$

- H = Index Hirschman-Herfindahl ;
- N = Nombre de méthodes possibles ;
- P_i = Fréquence d'utilisation de la méthode i.

L'indice augmente lorsque les entreprises se concentrent sur une méthode en particulier ou sur un nombre limité de méthodes, ce qui permet de traduire une croissance dans le degré de consensus qui peut varier de 0 (pas d'harmonie puisqu'il existe un nombre infini de méthodes alternatives avec la même fréquence) et 1 (toutes les entreprises utilisent la même méthode, ce qui signifie la présence d'une harmonie totale). L'auteur a proposé un autre indice qui va prendre en considération les entreprises qui appliquent plusieurs méthodes (coûts historiques, coûts du marché) ou qui donnent des informations, par exemple dans l'annexe. Pour cela, Van der Tas (1988) a proposé un autre indice.

$$C = \sum_{j=1}^k (X_j(X_j - 1)) / (n(n-1))$$

- X_j = nombre d'entreprises utilisant la méthode j ;
- k = le nombre de méthodes comptables ;
- n = le nombre total d'entreprises.

Ou

$$C = \frac{(\sum_{i=1}^i X_i^2) - n}{n^2 - n}$$

- n = le nombre total d'entreprises
- i = le nombre de méthodes comptables

L'indice C offre une possibilité pour que les états financiers de deux sociétés, prises au hasard dans l'échantillon, soient comparables ; il permet ainsi de mesurer le degré de l'harmonisation des entreprises dans un pays donné ou sur un échantillon international considéré globalement. Van der Tas montre que si le nombre des états financiers étudiés est important et que chaque entreprise utilise une seule méthode, alors la valeur de l'indice C converge vers celle de l'indice H. Le résultat est un indice allant de 0 à 1. Ces indices ne prennent pas en compte la nationalité de l'entreprise, aussi Van der Tas a-t-il développé un autre indice dit indice international.

L'indice I qui permet de mesurer un degré d'harmonisation sur un plan international.

$$H = \sum_{i=1}^n P_i^2$$

- H = l'indice de Herfindahl
- n = le nombre de méthodes comptables alternatives
- P_i = la fréquence relative de la méthode comptable i .

Et dans le cas où il y a plus de deux pays, l'indice sera formulé comme suit :

$$I = \sum_{i=1}^n (f_i^1 \times f_i^2 \times \dots \times f_i^m)^{1/(m-1)}$$

- f_i = la fréquence relative de l'application d'une méthode i dans le pays m ;
- n = le nombre de méthodes comptables alternatives ;
- m = nombre de pays.

Lorsque le nombre de pays étudiés est important, cet indice tend vers 0, l'auteur propose donc d'appliquer un indice ajusté.

$$I^* = I^{1/(m-1)}$$

Le résultat est un indice allant de 0 à 1 indiquant le niveau de l'harmonie internationale.

Van der Tas (1992b) a déclaré que l'indice C a pour objectif de comprendre l'effet des multiples rapports et de la diffusion des informations supplémentaires. En outre, il s'agit d'un simple ratio avec un zéro point "naturel" là où aucune paire de rapports financiers n'est comparable. Il satisfait aux critères d'un ratio de l'échelle. Cela permet d'appliquer une analyse de régression afin de tester la signification des mouvements dans le degré d'harmonie.

Tay et Parker (1990, 1992), après avoir passé en revue l'étude de Van der Tas (1988) et cinq autres études sur la mesure de l'harmonisation internationale, ont suggéré des critères que les études de la mesure de degré devraient suivre ; ils recommandent d'étudier les pratiques comptables des entreprises sur la base de leurs états financiers afin de mesurer le degré de l'harmonie et ils estiment que la preuve de l'harmonie peut être apportée en utilisant les tests du khi-deux, ce qui nécessite une taille d'échantillons suffisamment grande. Toutefois, les auteurs n'ont pas éliminé la méthode d'indices, mais ils conseillent d'effectuer une mesure globale de l'harmonie en utilisant l'indice C à plusieurs dates différentes, permettant de mettre en évidence le consensus d'harmonisation ou de dés-harmonisation entre les pays.

Dans le sens des recommandations de Tay et Parker (1990), de nombreux chercheurs ont étudié l'impact des directives européennes ou des normes IAS sur les pratiques des entreprises pour mesurer le degré de l'harmonie. A l'aide de l'indice I de Vans der Tas et avec la prise en compte des recommandations de Tay et Parker, Emenyonu et Gray (1992) ont étudié le degré de l'harmonie deux par deux entre trois pays européens - la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne - dans le contexte de l'harmonisation européenne et, plus particulièrement, de la 4^e directive. Pour effectuer ce travail, ils ont choisi les données de 78 entreprises industrielles (26 entreprises pour chaque pays) pour l'année 1989. L'étude porte sur l'évaluation des stocks, les méthodes d'amortissement, le traitement du goodwill, des frais de R&D, les méthodes d'évaluation des immobilisations et le traitement des éléments extraordinaires ou exceptionnels. Les résultats qu'ils ont obtenus révèlent qu'il existe des différences de pratiques statistiquement significatives entre les entreprises des trois pays étudiés. Emenyonu et Gray (1996) ont développé leur étude en ajoutant les États-Unis et le Japon à leur échantillon afin de mesurer l'impact des normes IAS sur un nombre important d'items (traitement de goodwill, traitement de monnaie étrangère, frais de R&D, retraite, contrats à long terme et aides financières). Les auteurs ont choisi un échantillon de 293 entreprises qui ont un chiffre d'affaires de plus de 250 millions dollars parmi lesquelles 25 entreprises françaises, 42 entreprises allemandes, 54 entreprises japonaises, 82 entreprises du Royaume-Uni et 90 entreprises américaines. Ils ont sélectionné deux dates : 1971/1972 et 1991/1992. Les auteurs ont d'abord utilisé le test de ((khi-deux) χ^2) afin d'apporter un jugement sur le développement de l'harmonisation à vingt ans d'intervalle. Puis, ils ont utilisé l'indice I pour mesurer le degré de l'harmonisation entre les pays. Les résultats montrent que les efforts d'harmonisation ont augmenté de façon modeste sur certaines pratiques comptables ; les auteurs ont aussi constaté qu'il y a une certaine désharmonisation sur certaines pratiques.

En outre, Herrmann et Thomas (1995) ont utilisé à la fois le khi-deux et l'indice I afin d'examiner le niveau de l'harmonisation comptable dans les pays de l'Union européenne (UE) en prenant comme référence l'étude d'Emenyonu et Gray (1992) et en étudiant les pratiques suivantes : l'évaluation des stocks, les méthodes de dépréciation, le traitement du goodwill, des frais de R&D, les méthodes d'évaluation des immobilisations, le traitement des monnaies étrangères. Les auteurs ont collecté les données par l'envoi d'un questionnaire à 65 entreprises d'Allemagne, de France, du Royaume-Uni, de Belgique, du Danemark, d'Irlande, des Pays-Bas et du Portugal. Leurs études ont conclu qu'il n'y a pas de différence

significative en ce qui concerne la comptabilisation des traitements en monnaie étrangère et l'évaluation des stocks. De plus, l'étude révèle que le degré d'harmonisation est plus fort dans les pays du modèle anglo-saxon tels l'Irlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Danemark, que dans les pays européens continentaux qui ont une influence légale tels que la France, la Belgique, le Portugal, et l'Allemagne. Les auteurs ont souligné que leurs résultats ne s'appliquent pas aux entreprises de moyenne et de petite taille.

Archer et al (1995) ont développé l'indice C de Van der Tas par la séparation en deux composantes. La première composante (within country C index) permet de mesurer un niveau de comparabilité à l'intérieur de chaque pays et, ainsi, de rendre compte de l'impact de la normalisation domestique ; la deuxième composante (between country C index) permet de doser un niveau de comparabilité entre les pays et de rendre compte de l'impact à un niveau international.

Les indices de Van der Tas ont été critiqués par Morris et Parker (1998), surtout l'indice I. D'après eux, ces deux indices ne permettent pas de prendre en compte l'absence d'information sur l'item étudié parce qu'il n'est pas toujours possible de savoir quelle méthode comptable a été appliquée à un item. Ils ont proposé que l'indice I soit calculé ainsi :

$$I = \sum_{i=1}^n (f_i^1 \times f_i^2 \times \dots \times f_i^m)^{1/m-1}$$

où :

f_i = la fréquence relative de méthode I dans un pays m.

m = le nombre de pays

n = le nombre de méthodes comptables alternatives

Taplin (2004) a fait remarquer que l'indice I est souvent le préféré puisqu'il donne à chaque pays un poids égal, indépendamment du nombre d'entreprises de l'échantillon de chaque pays. Morris et Parker (1998) ont fait une étude sur les propriétés en utilisant l'indice I (index I) et l'indice C (between countries). Les auteurs ont fait une simulation portant sur trois méthodes comptables dans 10 pays et cinquante entreprises par pays. Ils ont adapté l'indice I de non-divulgaration en utilisant les mêmes techniques que celles utilisées par Archer et al (1995). Morris et Parker (1998) ont constaté que l'indice I et l'indice C entre les pays sont équivalents

lorsque deux pays sont étudiés, alors que les deux indices divergent lorsque le nombre de pays étudiés augmente. Ils ont conclu que l'indice C entre les pays est supérieur à l'indice corrigé I-indice. Les auteurs conseillent alors d'ajuster l'indice C (between countries C index) pour donner plus de pertinence à la valeur de l'indice.

La non-divulgaration présente un problème pour la mesure de l'harmonisation (Archer et al.1995; Morris et Parker, 1998; Pierce et Weetman, 2000). La valeur du degré d'harmonie varie effectivement de manière considérable d'un indice à l'autre lorsqu'on prend en compte la manière dont l'information d'un item est traitée (Pierce et Weetman 2002). Archer et al (1995) distinguent deux types de non-divulgaration, d'une part, ceux qui ne sont pas applicables à l'entreprise et, d'autre part, ceux qui sont applicables mais ne sont pas divulgués. Morris et Parker (1998) suggèrent que l'indice C est applicable dans les cas de non-divulgaration.

Dans le contexte des pays en voie de développement, Sawsan HALBOUNI (2007) a mesuré le degré d'harmonisation des pratiques comptables pendant la période 2000-2002 en Jordanie. Elle a utilisé deux méthodes statistiques, à savoir le test du khi-deux pour évaluer la pratique des entreprises, et l'indice C de comparabilité, pour mesurer le degré de l'harmonisation au sein de la Jordanie dans le but de déterminer les facteurs qui influencent la comparabilité. Elle a étudié les pratiques suivantes : l'évaluation des stocks, le traitement du goodwill, les frais de R&D, les méthodes d'évaluation des immobilisations, les méthodes de dépréciation, le traitement des devises, les investissements à long terme, les investissements aux entreprises associées.

Le résultat du test khi-deux montre également qu'il n'existe pas de différences significatives relatives aux pratiques comptables suivantes ; la valorisation et l'évaluation des stocks, le goodwill, les frais de R&D, la valorisation et l'amortissement des immobilisations, les investissements à long terme, les investissements aux entreprises associées et le traitement des devises. Le test du khi-deux montre l'existence d'une différence significative relative aux pratiques comptables de traitement des investissements à court terme. En outre, les résultats du test C de comparabilité montrent que les pratiques comptables concernant la valorisation des stocks, frais de R&D, les immobilisations et les amortissements, ont un niveau élevé de comparabilité, tandis que les pratiques comptables de la valorisation des stocks, l'amortissement de R&D, les investissements à court terme, les investissements aux entreprises associées et le traitement des devises ont un faible niveau de comparabilité.

Elle a conclu aussi que les deux techniques utilisées (test du khi-deux, test C de comparabilité) ne donnent pas les mêmes résultats. En outre, l'étude a conclu que les normes comptables internationales « International Financial Reporting Standards (IFRS) » pourraient être la meilleure solution pour augmenter le degré d'harmonisation au sein de la Jordanie.

4.3. Positionnement Méthodologique et Hypothèses

Nous avons fait un point sur l'ensemble des études réalisées ainsi que sur les méthodologies mobilisées afin de tenter de répondre à notre problème de mesure de la qualité des informations comptables diffusées dans un rapport annuel donné. Nous exposerons ensuite la méthodologie retenue pour éclairer notre problématique de recherche.

4.3.1. Positionnement Méthodologique

Nous sommes remontés au début des années soixante, époque à laquelle la méthodologie de l'indice a été développée. A chacune des périodes étudiées correspond une optique particulière de l'évaluation de la diffusion de l'information.

Les travaux fondateurs de la méthodologie de l'indice sont ceux de Cerf (1961). Ce dernier a été le premier à évoquer le concept de qualité de l'information. Comme nous l'avons vu, il a élaboré une liste de trente items qu'il a ensuite pondérés afin de déterminer les caractéristiques associées à un niveau de diffusion plus élevé, pour envisager des méthodes spécifiques permettant d'améliorer la diffusion.

Le choix de la grille de critères d'évaluation (les items ainsi que la pondération des valeurs des items) est essentiel, car les résultats dépendent essentiellement de l'établissement de la grille d'évaluation. En effet, et comme nous l'avons souligné auparavant, nous pouvons tout à fait manipuler les résultats en traitant la grille de critères d'évaluation que sont les choix des items ainsi que la pondération des valeurs des items. Les listes de ces dernières évaluent, en général, l'information volontairement diffusée. La mesure de la diffusion évalue traditionnellement la satisfaction des utilisateurs, expert comptables, analystes financiers et professionnels comptables.

Jusqu'à la fin des années 80, la plupart des études ne s'intéressent qu'aux informations diffusées volontairement. Mais, à partir de cette époque, les listes d'items commencent aussi à intégrer des informations obligatoires, ce qui justifie le nombre important d'items insérés. En effet, dans le système comptable, si une information est diffusée volontairement par toutes les entreprises, il n'est pas nécessaire de rendre sa diffusion obligatoire. Et, dans le cas contraire, si une information n'a pas été diffusée volontairement par les entreprises, il faut justifier la nécessité de la rendre obligatoire.

La méthode de pondération ne peut pas éviter le biais de la subjectivité, alors que le système d'équipondération semble être utile dans la mesure où le fait que certains items puissent être jugés plus importants que d'autres risques d'influencer le niveau relatif du score d'indice d'une société par rapport aux autres. Le système de pondération a été critiqué car cette méthode est souvent fondée sur des enquêtes auprès des analystes financiers. La validité de cette méthode est limitée par le nombre des analystes sondés ainsi que par leur représentativité vis-à-vis des autres groupes d'utilisateurs qui n'ont pas le même avis d'importance d'un item. Pour cela, l'adaptation du système d'équipondération est utile. Dans ce sens, Michaïlesco (1998) a utilisé les deux méthodes (pondération, équipondération) afin de mesurer la qualité de l'information comptable des entreprises françaises. Une autre critique touche l'utilisation des listes d'items dans les études empiriques. Certaines études antérieures ont été réalisées par les mêmes auteurs qui réutilisent la même liste ou qui adaptent des listes existantes à un autre environnement. A titre d'exemple, citons Firth qui a élaboré une liste d'items pour sa première étude sur les pratiques de diffusion en 1978 et l'a encore utilisée en 1984. Un autre exemple est celui de Singhvi and Desai (1971), qui ont utilisé 28 items sélectionnés par Cerf (1961). Pour sa part, Cook a pris globalement la liste d'items dans ses travaux concernant deux pays qui ont un environnement différent : la Suède (1989) et le Japon (1992).

De nombreux chercheurs ont été intéressés par l'évaluation du niveau d'harmonisation nationale, régionale et internationale. Ces recherches menées dans le domaine de l'harmonisation comptable financière ont essentiellement porté sur l'utilisation de l'indice. Cette méthode d'indice a été développée par Van der Tas (1988) qui a considérablement contribué à la recherche en ce qui concerne la mesure de l'harmonisation des pratiques comptables, comme nous l'avons exposé précédemment. En effet, cette méthode d'indice vise à évaluer le degré de l'harmonisation dans le même pays ou entre les pays, au niveau régional

ou international. L'objectif de l'harmonisation est de conduire les rapports financiers à un degré plus élevé de comparabilité (Wolk et Heaston, 1992). Alors que Tay et Parker (1990), ont un processus qui vise à éliminer la diversité des pratiques comptables, et l'harmonie est un état où les entreprises sont regroupées autour d'une ou quelques-unes des procédures en vigueur. Pour Van der Tas (1992), il s'agit d'un processus de coordination. Certains chercheurs (Archer et al 1995; Pierce et Weetman 2002) ont souligné les limites de l'indice, en cas de non-divulgaration, qui pose un problème important à l'interprétation des résultats empiriques car, dans certains cas, l'item recherché n'est pas applicable à la société, ou il est applicable mais il n'est pas communiqué. Afin d'apporter un jugement objectif sur la qualité des informations diffusées dans les rapports annuels, il nous apparaît que cette méthode d'indice est très utile afin de mesurer le degré d'harmonisation entre les entreprises.

4.3.2. Exposé de la méthodologie retenue

La revue des différentes recherches réalisées dans le contexte de la diffusion des informations comptables par différentes entreprises et différents pays nous propose trois méthodes alternatives de valorisation des listes d'items : soit une pondération de l'item en fonction de son importance aux yeux d'un utilisateur, soit une équipondération, soit encore un chevauchement des deux méthodes. L'indice de qualité permet d'apprécier le contenu de l'offre d'information des entreprises dans leurs rapports annuels. Les travaux fondateurs de la méthodologie de l'indice sont ceux de Cerf (1961). Ces travaux, qui consistent à établir une liste d'items ainsi qu'à pondérer ces items afin d'apporter un jugement sur la pratique de l'entreprise dans le rapport annuel, ont été utilisés, jusqu'à la fin des années 80 par d'autres chercheurs qui ont adopté la même méthodologie (Singhvi et Desai, 1971, Buzby, 1974, Choi 1973, Stanga, 1976, Barrett 1976, Belkaoui and kahl, 1978, Firth 1979, Chow & Wong-Boren 1987).

Cette méthode consiste à confier à des utilisateurs experts, le plus souvent des analystes financiers, le soin d'attribuer une note à chaque item d'une liste, en fonction de leur importance pour la prise de décision d'investissement. En général, lorsque la valeur accordée aux items est pondérée en fonction de l'importance relative d'un utilisateur ou des analystes financiers, cela présente certaines faiblesses qui viennent de la subjectivité de l'estimation donnée à un item : d'une part, le nombre des analystes consultés est en général limité et le coût de l'enquête présente une contrainte, d'autre part, les analystes financiers constituent un

groupe d'utilisateurs qualifiés, alors que l'estimation d'importance des items devrait être différente selon les groupes d'utilisateurs (Cooke, 1989). Ce dernier, et afin d'éviter le problème de la subjectivité, a utilisé pour la première fois un système d'équipondération pour évaluer la qualité de la diffusion d'informations financières des sociétés suédoises. Cette méthode a été également utilisée par (Zhou, 1997), ainsi que par (Michaïlesco, 1998) qui a utilisé la méthode de pondération et la méthode de l'équipondération dans le contexte français.

Dans un premier temps, nous proposons de suivre la démarche de Michaïlesco (1998) qui a appliqué les deux méthodes (la pondération, l'équipondération) afin de mesurer la qualité de l'information comptable diffusée dans le rapport des entreprises libyennes. Puis nous proposons d'emprunter le modèle d'indice de Van der Tas pour mesurer le niveau de l'harmonisation au sein des rapports annuels des entreprises libyennes.

4.3.3. Le choix des variables explicatives et les hypothèses à tester

Les opérationnalisations des variables explicatives sélectionnées représentent une manifestation des facteurs qui peuvent influencer la qualité de l'information diffusée d'une entreprise à une autre. Le choix des variables est fondé sur les études antérieures que nous venons de présenter, ainsi que sur le cadre théorique de la diffusion d'informations comptables et le cadre institutionnel de la qualité de l'information comptable.

4.3.3.1. Premier groupe : hypothèses relatives à l'impact des caractéristiques des entreprises sur la qualité de l'information comptable

4.3.3.1.1. La taille de l'entreprise

La taille de l'entreprise est souvent mesurée par le chiffre d'affaires ou le total des actifs, et plus guère par la capitalisation boursière de l'entreprise. Mais, plusieurs raisons peuvent expliquer l'effet de la taille sur le niveau de la diffusion d'informations financières. Jensen et Meckling (1976) ont montré analytiquement que les coûts d'agence augmentent en fonction de la taille des entreprises. Les grandes sont supposées pouvoir supporter plus facilement les coûts de production des données que les petites (Firth, 1979). En effet, les entreprises de grande taille disposent de ressources importantes pour la préparation d'une information de qualité et les coûts qu'elles supportent sont moindres en raison des économies d'échelle

réalisées, puisque les entreprises produisent souvent des informations à des fins de gestion interne, ce qui minimise le coût supplémentaire de production d'informations.

Il y a une demande d'informations financières plus grande adressée aux grandes entreprises de la part des investisseurs financiers, des clients, des fournisseurs et des analystes financiers. Ces grandes entreprises font l'objet d'un suivi plus attentif de la part des analystes financiers. La demande d'informations serait donc plus forte pour les grandes sociétés que pour les petites entreprises (Schipper, 1991, Lang et Lundholm, 1996). Les grandes entreprises sont donc censées diffuser plus d'informations de qualité, afin d'éviter la sanction des analystes financiers qui sont supposés avoir une connaissance suffisante de leurs besoins et des informations qui doivent être diffusées dans un rapport annuel. De plus, la taille est souvent représentative de la position concurrentielle d'une entreprise dans son secteur et les entreprises de petite taille sont davantage susceptibles de perdre un avantage concurrentiel lors de la diffusion de certaines informations que les grandes entreprises (Ball et Foster, 1982, Raffournier, 1991). Singhvi et Deasi (1971) soulignent également le désavantage compétitif que pourrait représenter, pour les petites entreprises, la diffusion d'informations volontaires, elles peuvent craindre de diffuser une information risquant d'entraîner, dans certains cas, une réaction négative de la part des investisseurs (Low, 1998). Cependant, une entreprise de grande taille doit faire un arbitrage entre ce désavantage concurrentiel et les coûts politiques. Souvent, une grande entreprise préfère diffuser davantage d'informations financières afin d'alléger les coûts politiques, c'est-à-dire de prévenir les critiques ou les interventions des autorités publiques (Watts & Zimmerman, 1978). Affes et Callimaci (2007) ajoutent que les grandes entreprises sont plus indépendantes des capitaux externes et cherchent à se distinguer sur le marché en donnant de l'information financière d'une qualité supérieure.

De nombreuses études empiriques, dans différents contextes, semblent confirmer cette hypothèse, (Cerf, 1961, Singhvi & Desai, 1971, Buzby, 1974, Stanga, 1976, Firth, 1979, Salamon & Dhaliwal, 1980, Chow & Wong-Boren, 1987, Wallace, 1988, Cooke, 1989, 1991, Raffournier, 1991, Wallace, al, 1994, Raffournier, 1995, Hail, 2002, Wallace & Naser, 1995, Meek et al, 1995, Chau et Gray, 2002, Eng et Mak, 2003; Gul et Leung, 2004).

Dans notre étude et afin de vérifier cette hypothèse, trois variables sont souvent utilisées pour mesurer la taille d'une société : le chiffre d'affaires, l'effectif et l'actif total. Ces trois indicateurs vont, en général, dans le même sens, seulement si chacun d'entre eux détient sa spécificité.

On se propose donc de tester l'hypothèse suivante :

H 1- Il existe une relation positive entre la taille de l'entreprise et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel.

4.3.3.1.2. Le secteur d'activité

Deux raisons peuvent appuyer l'hypothèse selon laquelle la spécificité sectorielle est susceptible d'avoir une influence sur le niveau de la diffusion d'informations financières d'une entreprise et, ainsi, sur la qualité de ces informations diffusées. D'abord, certains secteurs étant internationalement plus exposés, les entreprises de ces secteurs ont plutôt tendance à intégrer les règlements étrangers. Ensuite, et pour des raisons traditionnelles, certains secteurs peuvent être plus réglementés que d'autres.

Plusieurs études ont tenté de tester l'effet du secteur sur la performance informationnelle des entreprises. Stanga (1976) a montré que le type d'industries est un facteur explicatif important. Zarzeski (1996) constate que le taux le plus important de diffusion d'informations se trouve dans l'industrie chimique (71) alors que le taux le plus faible est dans le secteur de la construction (59.6) ; pour Meek, Roberts & Gray (1995), les entreprises de gaz, l'exploitation minière et la chimie diffusent plus d'informations, en particulier des informations non financières liées à l'environnement. Cooke (1989) a trouvé que les sociétés suédoises, relevant du secteur du commerce, diffusaient moins d'informations financières que celles qui étaient classées dans le secteur des services et de l'industrie. Dans le cas japonais, Cooke (1992) a montré la différence de niveau de diffusion d'informations financières entre les sociétés en manufacture et en commerce.

Les secteurs peuvent être divisés comme suit :

- l'agro-alimentaire
- la construction

- la chimie et la pharmacie
- le matériel électrique et électronique
- le matériel de transport et la mécanique
- la production de base
- la presse, le loisir et la publicité
- le commerce et le service.

On se propose donc de tester l'hypothèse suivante :

H 2 - Il existe une relation positive entre le secteur de l'activité de l'entreprise et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel.

4.3.3.1.3. L'effet de la cotation

L'internationalisation pousse les sociétés à diffuser plus d'informations financières. Les entreprises internationalisées ont tendance à adapter/adopter les pratiques des pays où elles ont leurs activités. Certains auteurs ont essayé de mettre en évidence l'effet de l'internationalisation sur la pratique comptable. Par exemple, Raffournier (1991) a observé, dans le cas de la Suisse, une relation positive entre le niveau d'internationalisation et le niveau de la diffusion. En général, les entreprises cotées sur des marchés de l'étranger doivent faire appliquer différentes réglementations, et faire face à une demande d'informations obligatoires supplémentaires par rapport à celles du marché financier domestique (Dumontier & Raffournier, 2002).

Saudagaran (1988) a trouvé, pour les entreprises, une relation positive entre le pourcentage de ventes à l'étranger et le fait d'être cotées sur des marchés étrangers. Inchausi (1997) remarque qu'une entreprise peut être cotée sur plusieurs marchés financiers si elle a besoin de ressources externes. Cela entraîne des conflits potentiels entre les actionnaires, les créanciers et les dirigeants. Pour cela, la diffusion d'informations est alors utilisée pour réduire les coûts d'agence et l'asymétrie d'informations entre l'entreprise et ses apporteurs de capitaux actuels et potentiels. En France, Michaïlesco (1999) a trouvé une relation significative entre la cotation multiple et la qualité de l'information comptable diffusée de 1991 à 1995. Pour mesurer l'effet de la cotation d'une société, nous utilisons la valeur dichotomique en donnant 1 si l'entreprise est présente sur le marché financier et en donnant 0 si ce n'est pas le cas.

On se propose formuler l'hypothèse suivante :

H 3- Il existe une relation positive entre l'entreprise cotée en bourse et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel.

4.3.3.1.4. La rentabilité

Une autre hypothèse séduisante montre que, plus le résultat financier d'un groupe est bon, plus ce groupe aura de motivation pour augmenter son niveau de diffusion d'informations comptables. Dans le cas contraire, les groupes ont tendance à diffuser moins d'informations afin de couvrir les raisons de la perte ou de la diminution des profits. La théorie des coûts politiques considère que les entreprises ayant des résultats élevés diffusent davantage d'informations pour justifier le niveau des résultats réalisés, alors que dans le cas inverse, lorsque les niveaux de performance sont bas, les dirigeants d'entreprises ne sont pas enclins à indiquer les raisons de pertes et ils essaient de dissimuler l'explication de baisse des résultats. Selon la théorie de l'agence, les dirigeants des entreprises, qui sont très rentables, sont susceptibles d'utiliser l'information qu'ils ont à leur disposition afin d'obtenir des avantages personnels. Ils ont donc intérêt à diffuser des informations détaillées justifiant leur statut dans l'entreprise et des contrats d'intéressement dont ils sont susceptibles de bénéficier. Les entreprises les plus rentables ont également intérêt à diffuser des informations pour obtenir des capitaux aux meilleures conditions. Singhvi et Deasi (1971), affirment que des rendements croissants incitent les dirigeants à diffuser davantage d'informations afin de montrer aux investisseurs que l'entreprise est réellement rentable et d'appuyer la continuité de leurs positions. Certains ont pu prouver cette hypothèse (Cerf, 1961, Singhvi & Desai, 1971), alors que Raffournier (1991) ne l'a pas démontrée dans le cas de la Suisse. Pour tester cette hypothèse, trois variables sont souvent utilisées, ce sont les suivantes :

- Le ratio de rentabilité d'exploitation (le rapport entre le résultat d'exploitation et l'actif total)
- Le ratio de rentabilité courante (le rapport entre le résultat courant et l'actif total)
- Le ratio de rentabilité des capitaux propres (le rapport entre le résultat net et les capitaux propres).

Nous formulons donc l'hypothèse suivante :

H 4- Il existe une relation positive entre la rentabilité de l'entreprise et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel.

4.3.3.2. Deuxième groupe : hypothèse relative à la gouvernance de l'entreprise sur la qualité de l'information comptable

Le deuxième groupe dont nous supposons qu'il a de l'influence sur la qualité de l'information concerne les mécanismes externes et internes du gouvernement d'entreprise. Dans ce cadre, trois hypothèses ont été avancées afin de tester l'effet de mécanismes externes de gouvernement d'entreprise sur la qualité des informations comptables diffusées.

4.3.3.2.1. Le cabinet

Depuis 1980, la concentration et l'internationalisation des cabinets est un des phénomènes les plus marquants dans le domaine de la comptabilité. En effet, l'audit est analysé par Jensen et Meckling (1976), Watts (1977), Watts et Zimmzeman (1983), comme une activité de contrôle. Par conséquent, les sociétés dont les coûts d'agence sont élevés font appel aux cabinets de qualité supérieure afin de diminuer ces coûts. En outre, les sociétés auditées par les meilleurs cabinets d'audit diffusent volontairement plus d'informations que les autres afin de maintenir leur réputation.

Bar et Yossef (1984), montrent que la qualité du cabinet d'audit constitue un signal de performance de l'entreprise. Plus les attentes en termes de cash-flows sont favorables, plus le dirigeant est incité à s'engager par contrat « à signature reconnue ». Les auteurs suggèrent ainsi que le dirigeant augmente le volume d'informations de manière à transmettre celles qui sont nécessaires à l'estimation des cash-flows.

L'influence des grands cabinets sur les pratiques comptables d'un pays devient de plus en plus importante. A travers des alliances (les réseaux, les partenariats), ces cabinets renforcent directement l'importance de la profession comptable d'un pays et ils aident aussi à améliorer les capacités de la profession comptable locale. Leurs jugements sur les pratiques comptables sont souvent considérés comme des références importantes. Certains auteurs suggèrent que les auditeurs puissent jouer un rôle dans la définition de la politique de la diffusion

d'informations financières des clients. Les grands cabinets peuvent surtout inciter les firmes à diffuser plus d'informations financières. Singhvi & Desai (1971) suggèrent que, plus le cabinet d'audit est grand et réputé, plus il incite ses entreprises clientes à diffuser l'information, et ils ont ainsi trouvé que les clients de « Bigeight »⁵⁷ ont un niveau de diffusion plus élevé. Le résultat de Raffournier (1991) va dans le même sens. Notons cependant que le résultat de Firth (1979) n'a pas confirmé cette hypothèse.

Dans notre étude, nous supposons que les rapports financiers révisés par de grands cabinets internationaux diffusent plus d'informations financières que ceux révisés par des cabinets moins connus. D'une part, les grands cabinets peuvent influencer les sociétés, dont ils révisent les rapports financiers, dans la façon de présenter leurs états financiers. D'autre part, soucieux de leur réputation, les grands cabinets ont des critères relativement plus sévères que les cabinets moins connus pour juger la qualité des rapports financiers de leurs clients. Feltham⁵⁸ suggère que, plus la réputation de l'auditeur est bonne, plus l'information à laquelle il est associé sera jugée de bonne qualité. Nous allons examiner s'il existe un effet des cabinets sur la qualité d'informations financières diffusées par des sociétés.

On se propose donc de tester l'hypothèse suivante :

H 5- Il existe une relation positive entre le cabinet d'audit de l'entreprise et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel.

4.3.3.2.2. La structure de financement

La structure de financement d'une entreprise est définie par le rapport entre un financement externe et un financement interne. Elle mesure l'importance de son endettement et définit la capacité d'emprunt. Les ratios de financement le plus souvent utilisés sont : les dettes totales/total du bilan, ou les dettes totales/capitaux propres.

⁵⁷A l'époque il y avait huit grands (Big eight) qui sont devenus cinq actuellement.

⁵⁸Cité par Cormier et Magnan (1995).

Selon la théorie de l'agence (Jensen & Meckling 1976, Smith & Warner 1979), les coûts de l'endettement augmentent en fonction de la part de financement extérieur de l'entreprise. Quand l'endettement est important, les créanciers demanderaient plus d'informations afin d'évaluer la probabilité qu'a l'entreprise de tenir ses engagements et afin d'estimer les risques de transferts de richesses vers les actionnaires. Les dirigeants ont donc intérêt à diffuser davantage l'information quand l'endettement est élevé afin de minimiser les coûts d'agence et d'attirer les créanciers (banques ou investisseurs sur le marché financier). Pour la théorie de l'agence, les actionnaires ont intérêt à favoriser l'endettement plutôt que l'augmentation des capitaux propres afin de mieux contrôler les comportements des agents. Selon Jensen (1986), un important endettement réduit les conflits d'intérêts entre les actionnaires et les dirigeants. Certains auteurs jugent que, plus on recourt au financement externe, plus on a une tendance à diffuser des informations financières. Meek et al. (1995) suggèrent que la diffusion d'informations augmente avec le levier financier lorsque les entreprises les plus endettées ont des coûts d'agence plus élevés et qu'elles cherchent à les minimiser en publiant plus d'informations utiles à leurs créanciers. Dans le cas de la France, Jaggi et Low (2000) et Michaïlesco (1999), ont montré qu'il y a une association positive entre le niveau d'endettement et la diffusion d'informations financières. Les entreprises très endettées sont suivies par les créanciers qui s'assurent que l'entreprise n'agit pas dans un sens contraire au respect de ses engagements. Cela amène les entreprises à diffuser des informations financières sur leur propre santé afin de répondre à l'attente des créanciers, informations relatives notamment aux contrats de dettes. Cerf (1961), Chow et Wong-Boren (1987) ainsi que Raffournier (1991) ont tous supposé qu'il existe une relation positive entre le niveau de diffusion des informations et l'effet de levier (mesuré par le rapport entre les dettes financières et l'actif total). Les résultats du test statistique ont montré que l'hypothèse n'est pas validée.

Zarzeski (1996) avance que les créanciers sont très proches de l'entreprise et qu'ils ont un pouvoir d'accéder aux informations directes. Elle indique qu'il doit exister une relation négative entre le niveau d'endettement et la quantité d'informations diffusées. Dans le même sens, Larcher (1994) considère que l'hypothèse selon laquelle le recours au financement externe conduit à une forte diffusion d'informations comptables n'est pas justifiée dans le cas de la Suisse. L'explication réside dans le fait que deux sources de financement sont privilégiées en Suisse : l'emprunt obligataire et les emprunts à long terme à taux bonifié. Dans les deux cas, et avant la réalisation de l'émission, les banques s'assurent de la fiabilité du

client en vérifiant la comptabilité interne de l'entreprise et exigent de siéger au conseil d'administration pendant toute la durée du remboursement de l'emprunt afin de contrôler la bonne marche de l'entreprise. Dans ces conditions, le rapport financier est d'une utilité moindre.

Selon Gray (1980), dans les pays où le financement des entreprises dépend plus des banques que des marchés financiers, la diffusion d'informations financières doit être moins importante. Les banques ont un accès direct aux informations (la relation privilégiée entre les créditeurs et les emprunteurs) sans avoir besoin des informations publiques. En effet, l'introduction des entreprises sur les marchés financiers les obligent à se conformer aux règlements imposés par les autorités des marchés financiers et à diffuser plus d'informations, afin de séduire des investisseurs potentiels. C'est pour cela qu'au niveau des informations financières, les banques sont obligées à la discrétion et le marché financier à la divulgation.

L'hypothèse fondée sur ce raisonnement est donc que, plus une entreprise dépend du financement bancaire, moins elle sera motivée à diffuser des informations financières. Pour une entreprise, et surtout pour une grande entreprise cotée en bourse, si son ratio d'endettement n'est pas élevé, il est probable que son financement dépende de façon importante du marché financier. Dans ce cas, son niveau de diffusion d'informations financières serait plus élevé. Nous allons donc d'abord tester l'hypothèse selon laquelle il y a une association positive entre le niveau d'endettement et le niveau de la diffusion d'informations financières. Il existe plusieurs ratios qui reflètent la structure financière :

- le rapport entre les dettes financières et les capitaux propres
- le rapport entre les dettes nettes et l'actif total (Belkaoui & Karpik, 1989)
- le rapport entre les dettes bancaires et les capitaux propres
- le rapport entre les dettes à long terme et les capitaux propres

L'hypothèse est formulée comme suit :

H 6- Il existe une relation positive entre le niveau d'endettement de l'entreprise et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel.

4.3.3.2.3. La structure de la propriété

La structure de la propriété est mesurée par la concentration des capitaux. Plus les capitaux sociaux sont diffusés, moins la structure de la propriété sera concentrée. L'hypothèse selon laquelle il existe une relation négative entre le niveau de la diffusion d'informations financières et le niveau de la concentration des capitaux est fondée sur la théorie de l'agence. Selon Jensen et Meckling (1976), la relation d'agence est un contrat dans lequel un ou plusieurs individus (les principaux) engagent d'autres (les agents) pour les représenter dans certains services. Cela conduit à une délégation des autorités de décision aux agents. La séparation propriété/gestion entraîne, à l'intérieur de l'entreprise, un coût d'agence à cause des conflits d'intérêt entre dirigeants et actionnaires. La demande d'informations des actionnaires devrait, en conséquence, être d'autant plus forte que le capital est disséminé. Comme l'expliquait Raffournier (1991), la diffusion dans les rapports financiers est un moyen permettant de réduire les coûts de contrôle issus de la relation de l'agence. Lorsque la propriété est diffusée, les actionnaires peuvent avoir des difficultés à observer le comportement des managers. Par conséquent, les dirigeants sont incités à rendre transparentes leurs actions en diffusant davantage d'informations de manière à diminuer les conflits d'intérêt. Trois raisons motivent le comportement des dirigeants : l'augmentation de leur richesse (ils sont actionnaires, ils possèdent des stock-options ou une partie de leurs rémunérations est basée sur les cours de l'action), la préservation de leur capital humain au sein de l'entreprise (le but est d'éviter une rupture de contrat ou les prises de contrôle) et la préservation de leur capital humain sur le marché du travail. Il y a donc une relation négative entre la concentration de la propriété et le niveau de la diffusion. Selon Cuijpes et al. (2002), les entreprises dont la majorité du capital est détenue par les dirigeants ont moins de motivation à diffuser des informations de bonne qualité que les entreprises détenues par différents actionnaires.

Certaines études (Cerf, 1961, Singhvi et Desai, 1971, Cooke, 1989) ont tenté d'établir la relation entre le niveau de la diffusion et le nombre des actionnaires. Mais, comme l'a affirmé Raffournier (1991), le nombre des actionnaires est une mesure de la taille plutôt qu'une mesure de la structure de la propriété. A son tour, Raffournier a mesuré la structure de la propriété comme le pourcentage des actions qui ne sont pas dans les mains des actionnaires connus. Mais son résultat ne montre pas de corrélation.

Nous mesurerons le niveau de concentration des capitaux par la part des principaux actionnaires dans le capital social. On peut alors formuler l'hypothèse suivante :

H 7- Il existe une relation négative entre la dispersion de la propriété de l'entreprise et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel.

Pour étudier également l'effet du mécanisme interne du gouvernement d'entreprise sur la qualité d'informations, nous avons formulé quatre hypothèses.

4.3.3.2.4. La rémunération des dirigeants

La rémunération des dirigeants est constituée par le salaire, le bonus, les stock-options, le plan de retraite et les avantages en nature. Le mode de rémunération incitatif se situe au cœur de la théorie positive de l'agence (Jensen et Mackling, 1976 ; Jensen 1984). En ce sens, il y a deux sortes de contrats : ceux qui lient les dirigeants aux actionnaires et ceux qui lient les actionnaires et les créanciers. Dans la relation actionnaires-dirigeants, les actionnaires transfèrent leurs pouvoirs et donnent leur capital en gestion à des dirigeants. Selon, Jensen et Meckling (1976), les dirigeants ne détiennent pas la totalité du capital de leurs entreprises, ils ont donc intérêt à utiliser une partie de la richesse de celles-ci pour des satisfactions personnelles. Associer la rémunération des dirigeants à la performance boursière de l'entreprise, afin d'éviter ce détournement de richesses, serait de nature à atténuer les conflits d'intérêts avec les actionnaires, en incitant les dirigeants à maximiser la valeur. Les clauses incitatives, dans le contrat de rémunération, permettent aussi d'apporter une explication aux comportements opportunistes des dirigeants dans leurs choix comptables (Watts et Zimmermant, 1987). Pour Jensen et Meckling (1976), le comportement opportuniste d'un dirigeant dépend de la proportion de capital qu'il détient. Lorsque celle-ci est importante, il va mieux gérer l'entreprise de façon à maximiser sa valeur.

Une étude menée entre 1992 et 1995 sur un échantillon de 1129 entreprises par Nagar et al. (2003) a montré qu'il existe une relation positive entre la qualité de la publication des informations, mesurée par la cotation, et les plans d'intéressement des dirigeants. Ils ont montré que les plans de rémunération des dirigeants, basés sur des stock-options ou sur la valeur boursière de l'entreprise, incitent ces derniers à améliorer la qualité de leurs

publications, et qu'en conséquence ils leur permettent de réduire le problème d'agence. Ensuite, la théorie d'agence prévoit que l'alignement de la rémunération des dirigeants à la performance de l'entreprise les incite à augmenter les résultats. Pour cela, les dirigeants ont intérêt à diffuser davantage d'informations financières de qualité. Nous mesurerons cette variable par la méthode dichotomique, en prenant la valeur 1 si les dirigeants sont rémunérés en fonction de la performance, des stock-options et 0 dans le cas où ils sont rémunérés par un salaire fixe. On peut donc formuler les hypothèses suivantes :

H 8- Il existe une relation négative entre le mode de rémunération des dirigeants de l'entreprise et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel lorsque les dirigeants sont rémunérés en salaire fixe.

4.3.3.2.5. Dualité des rôles de directeur général et de président du conseil

Le conseil d'administration est souvent considéré comme l'une des composantes essentielles du système de gouvernement d'entreprise (Charreaux et Pitol-Belin, 1990 ; John et Senbet, 1998). Ce conseil d'administration peut, d'une part désigner, révoquer, rémunérer les dirigeants et ratifier les décisions importantes et, d'autre part, contrôler les dirigeants (Fama, 1980 ; Fama et Jensen, 1983). De ce fait, le conseil d'administration englobe le sommet du système de contrôle d'une entreprise.

La « dualité » signifie le cumul de deux fonctions et l'absence de séparation décision/contrôle (Fama, M.C. Jensen 1983). Ceci accorde un rôle influent au dirigeant au sein du conseil d'administration et remet donc en cause l'indépendance du conseil d'administration. Ce cumul des deux fonctions apparaît comme un obstacle à l'efficacité du rôle de contrôle exercé par le conseil d'administration et constitue une forte concentration de pouvoir. Selon Jensen et Meckling (1983), lorsqu'une même personne assure les deux fonctions, elle sera plus en accord avec la direction qu'avec les actionnaires et, en conséquence, le contrôle managérial est menacé. Ho et Wong (2001) suggèrent qu'une structure d'unité de leadership joue au détriment de la qualité de l'information puisque la personne qui assure la fonction de PDG aura tendance à dissimuler des informations défavorables.

Des études empiriques ont relevé un effet négatif du cumul de ces deux fonctions au sein du conseil sur le processus d'établissement des états financiers (Dechow et al. 1996 ; Parck, 1998). Rechner et Dalton (1991) estiment que les entreprises qui ont des fonctions séparées présentent de meilleurs résultats que les entreprises ayant des fonctions combinées.

Plusieurs études ont étudié l'effet de la séparation des rôles des deux fonctions sur la qualité de l'information à travers l'étude de la relation entre cette variable (séparation) et le niveau de divulgation. Ainsi Forker (1992) a montré que la personne qui occupait à la fois la fonction de président du conseil et celle de directeur général présentait une menace pour la qualité d'informations publiées. En revanche, la séparation des rôles peut accroître la qualité du contrôle et ainsi, par conséquent, il est possible de réduire la rétention de l'information de la part des dirigeants (Forker, 1992). La qualité de la divulgation s'améliore donc. Les études de Coulton, James et Taylor (2001) et de Hanifa et Cooke (2000) n'ont pas pu vérifier l'hypothèse selon laquelle il existe une relation positive entre la séparation des rôles et l'étendue de la divulgation.

La dualité du manager en tant que président du conseil d'administration peut avoir un effet sur l'exercice du contrôle et, dès lors, sur la qualité de l'information financière. Nous suggérons que la séparation des deux fonctions (directeur général et président du conseil) permet au deuxième de faire contrepoids au directeur général.

Nous mesurerons le niveau de cumul des deux fonctions par la méthode dichotomique. On peut donc formuler l'hypothèse suivante :

H 9- Il existe une relation négative entre la dualité des rôles de directeur général et de président du conseil de l'entreprise et la qualité d'informations comptables diffusées dans son rapport annuel.

4.3.3.2.6. La taille du conseil d'administration

Selon Zahra et Pearce (1989), le conseil d'administration joue un rôle de ressource ou de service auprès de l'entreprise du fait qu'il en propage la réputation, qu'il établit des contacts avec son environnement externe et qu'il prodigue ses conseils ou qu'il donne son avis aux membres de la direction. Yermack (1996), recommande d'éviter que les conseils soient

composés d'un grand nombre d'administrateurs, il estime que, plus la taille du conseil diminue, plus le conseil d'administration est efficace. En outre, selon Jensen (1993), la taille élevée du conseil d'administration favorise la domination du dirigeant, en faisant naître des coalitions et des conflits de groupe. Les difficultés de communication et de coordination entre les membres de conseils de grande taille rendent le processus de prise de décisions plus lourd et difficile ; elles offrent ainsi une marge de liberté au dirigeant pour convaincre les membres du conseil d'aller dans ses intérêts, donc de se comporter d'une façon opportuniste.

Les arguments que nous avons avancés montrent que les conseils de petite taille sont plus efficaces, ce qui améliore par conséquent la qualité de l'information. Coulton, James et Taylor (2001) ont démontré, dans leur étude, l'inexistence d'un lien significatif entre la taille du conseil d'administration et la divulgation d'informations sur la rémunération du dirigeant. Par ailleurs, certaines études ont traité l'impact de la taille du conseil sur la qualité des rapports annuels mesurée par le niveau de la gestion du résultat et de la fraude (Beasley (1996), Dechow, Sloan et Sweeney (1996) et Peasnell, Pope et Young (1998), Bédard, Coutreau et Chtourou (2001), Abbot, Parker et Peters (2002), Klein (2002) ainsi que Xie, Davidson et DaHalt (2002). Ces études ont établi une relation négative entre la taille du conseil d'administration et la qualité de l'information financière divulguée.

Dans notre étude, nous allons adopter la même mesure que celles de Beasley (1996) et Dechow et al. (1996), ainsi que de Yermak (1996). Dans ces études, la taille du conseil d'administration est simplement mesurée par le nombre d'administrateurs qui font partie du conseil. On peut donc formuler l'hypothèse suivante :

H 10- Il existe une relation négative entre le conseil de grande taille d'administration et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel.

4.3.3.3. Troisième groupe : hypothèse relative au niveau d'harmonisation comptable au sein du pays

La diversité des systèmes de normalisation comptable rend nécessaire une harmonisation comptable à une échelle continentale et internationale. L'harmonisation comptable peut être définie comme « un processus institutionnel, ayant pour objet de mettre en convergence les

normes et les pratiques comptables nationales et, par conséquent, de faciliter la comparaison des états comptables produits par des entreprises de pays différents » (Colasse, 2000), ou encore comme un « processus politique visant à réduire les différences entre les pratiques comptables à travers le monde afin d'accroître leur compatibilité et leur comparabilité » (Hoarau, 1995a). L'harmonisation comptable se distingue de la normalisation comptable, cette dernière vise à uniformiser les normes et les pratiques comptables au sein d'un même espace géographique. L'harmonisation comptable, au contraire, autorise une diversité des pratiques comptables, elle constitue une forme atténuée de la normalisation et une première étape vers celle-ci (Colasse 2000).

L'ouverture du marché étranger force les entreprises à modifier leurs comportements en matière de comptabilité. A ce stade, il était nécessaire que les informations comptables diffusées par les entreprises soient reconnues et qu'elles soient intelligibles et comparables par les différents utilisateurs afin de parvenir à assurer la transparence et l'efficacité des marchés. L'harmonisation des normes comptables internationales est vue comme un moyen de faciliter la globalisation des marchés financiers en augmentant la capacité des investisseurs à comparer les résultats des entreprises, afin de prendre de bonnes décisions et de réduire les informations asymétriques entre les préparateurs et les utilisateurs d'informations comptables (Baiman et Verrecchia 1996).

Il y a une demande plus exigeante d'informations financières de la part des investisseurs internationaux. Ceux-ci, parfois, et à travers des analystes financiers, demandent une harmonisation comptable afin d'augmenter la comparabilité des états financiers des groupes multinationaux dans l'espace et dans le temps. Dans le cas où le degré d'harmonisation n'est pas suffisamment élevé, intervient une demande d'informations supplémentaires concernant les méthodes d'évaluation et les autres particularités afin de faciliter la comparaison internationale. Par ailleurs, cette pression pour que soient fournies davantage d'informations financières provient de la concurrence entre firmes dans le but de gagner la confiance des investisseurs ou des prêteurs. Enfin, les sociétés internationalisées cherchent à avoir une image de transparence pour gagner la confiance des gouvernements des pays où elles s'installent.

En effet, la variété des pratiques comptables, d'une entreprise à l'autre, affecte la qualité de l'information comptable diffusée, ce qui fait de l'harmonisation comptable une nécessité, que ce soit au niveau national ou régional ou encore à l'échelle mondiale.

On peut donc formuler l'hypothèse suivante :

H 11- Il existe une relation positive entre le degré d'harmonisation comptable des entreprises au sein d'un pays et la qualité des informations comptables diffusées dans le rapport annuel.

CONCLUSION DU CHAPITRE 4

Dans ce chapitre, nous avons présenté les études concernant notre problématique afin de déterminer notre méthodologie. Comme nous venons de le voir dans ce chapitre, l'examen de revue de la littérature nous permet de distinguer deux types d'études. Une première catégorie regroupe les études qui ont utilisé la méthode de pondération des scores d'indice, et la méthode de l'équipondération. Une deuxième catégorie d'études regroupe celles qui ont utilisé les indices afin de mesurer le degré de l'harmonisation au sein du rapport annuel.

Ce chapitre nous a permis de préciser notre démarche pour évaluer la qualité des informations financières fournies par les entreprises libyennes et, ainsi, pour apprécier le niveau d'harmonisation comptable. Ces études nous permettent de mettre en évidence les facteurs explicatifs de la qualité ou de l'étendue des informations comptables diffusées. À l'aide de notre passage en revue des différentes publications tout au long de notre thèse, nous avons formulé dix hypothèses afin d'expliquer leur impact sur la qualité des informations financières diffusées par les entreprises libyennes. Nous allons tester ces hypothèses dans la deuxième partie.

SECONDE PARTIE :

**UNE ETUDE EMPIRIQUE DE LA QUALITE DE
L'INFORMATION COMPTABLE DES
ENTREPRISES LIBYENNES ET DE SES
DETERMINANTS**

La première partie de notre thèse apporte une réponse théorique à notre question de recherche grâce aux différents modèles que nous avons développés, à savoir le modèle théorique de la diffusion d'informations financières et les modèles institutionnels de la qualité d'informations comptables.

Dans cette partie, notre objectif, dans l'étude empirique, est d'évaluer la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels des entreprises libyennes, durant la période 2007-2008-2009, afin d'examiner la validité de quelques variables issues des études antérieures qui apparaissent déterminantes dans l'explication des différents degrés de la qualité d'informations comptables diffusées par ces entreprises. La question sous-jacente est la suivante : dans deux contextes institutionnels différents, quel est le modèle le plus pertinent pour l'environnement libyen ? L'offre d'informations comptables dans les rapports annuels des entreprises libyennes répond-il à la demande des utilisateurs ? Les pratiques comptables au sein des rapports annuels des entreprises libyennes sont-elles harmonisées ? Existe-t-il une normalisation de pratiques comptables et des états financiers au sein du pays ?

L'indice de qualité élaboré constitue l'appui de cette étude puisqu'il permet d'obtenir une indication chiffrée de la qualité dont les variations, d'une entreprise à l'autre et d'un exercice à l'autre, sont susceptibles d'être expliquées par des variables indépendantes. Nous utilisons aussi l'indice d'harmonisation des pratiques comptables qui est différent de l'indice de la qualité et, pour cela, nous allons adopter la méthode d'Herfindahl ; cette méthode permettra de mesurer le niveau d'harmonisation des informations financières diffusées dans les rapports annuels des entreprises libyennes.

Cette partie de notre étude empirique se déroule en plusieurs étapes.

Nous allons, dans une première étape, analyser les rapports annuels d'un échantillon d'entreprises libyennes grâce à la liste d'items. Afin d'attribuer une note de qualité à chaque rapport, nous allons établir un système de pondération à partir d'une étude par questionnaire réalisé auprès des utilisateurs d'informations financières. Puis, nous allons utiliser la méthode d'équipondération en donnant un point 1 si l'item est présent et 0 si l'item est absent. Ensuite, nous allons confronter l'offre et la demande (groupe qui a évalué la liste d'items) afin d'apprécier la qualité offerte et la demande émanant des utilisateurs.

Dans la deuxième étape, nous allons mesurer le niveau d'harmonisation comptable entre les entreprises libyennes étudiées. Pour cela, nous choisissons 11 sujets relatifs aux choix des méthodes comptables. Cela nous permet d'apprécier le niveau de l'harmonisation, ce qui a des effets directs sur la qualité de l'information. Enfin, nous testerons les hypothèses susceptibles d'affecter la qualité des informations financières.

CHAPITRE 5 : ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES DE NOTRE ÉTUDE EMPIRIQUE

5.1. Objectifs de l'étude et méthodologie de la recherche empirique

L'intérêt que nous portons à la qualité des informations comptables diffusées dans le rapport annuel se justifie doublement, dans le contexte actuel interne (pays en transition vers l'économie de marché, privatisation, investissements étrangers, marché financier) et dans le contexte externe (scandales financiers, volatilité accrue des marchés). Rappelons que l'objectif principal de notre recherche est d'évaluer la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels des entreprises libyennes et d'étudier les déterminants de la qualité d'informations. Pour ce faire, nous procéderons en quatre phases.

Premièrement, nous allons analyser un échantillon d'entreprises libyennes grâce à une liste d'items afin d'attribuer une note de qualité pour chaque item perçu par les analystes financiers et les experts comptables. Pour ce faire, nous allons établir un système de pondération à partir d'une étude par questionnaire qui sera destinée aux analystes financiers. L'élaboration de ce système, associé à la liste d'items et apprécié par les analystes financiers, sera présentée dans le prochain chapitre. Deuxièmement, à l'aide de notre liste d'items, nous allons évaluer la qualité des informations comptables diffusées par les entreprises libyennes. Nous allons donc utiliser la méthode dichotomique qui consiste à donner la valeur 1 si l'item est présent et 0 si l'item n'est pas présent. L'évaluation de la qualité de l'information comptable des entreprises libyennes sera présentée dans le chapitre sept.

En troisième phase, nous allons mesurer le niveau de l'harmonisation comptable à l'aide de ces 11 sujets relatifs aux choix des méthodes comptables. Cela nous permettra d'émettre un jugement sur le niveau d'harmonisation comptable. L'estimation du niveau d'harmonisation sera exposée au chapitre huit. Enfin, en quatrième phase, nous allons tester quelques variables issues des études antérieures qui sont, à nos yeux, susceptibles d'expliquer les différents degrés de qualité des informations financières diffusées dans les rapports annuels de notre

échantillon. Le test de ces variables explicatives mettra en évidence davantage d'éclaircissements et d'explications sur l'analyse empirique de la qualité des informations diffusées dans les rapports annuels des entreprises libyennes. L'étude statistique sera exposée en détail au chapitre neuf.

5.2. Construction de la liste d'items

Pour émettre un jugement et mesurer la qualité des informations comptables dans le rapport annuel des entreprises libyennes, nous avons élaboré une liste pour évaluer les items par la pondération et, ainsi, confirmer ou infirmer la présence des items dans les rapports annuels en utilisant l'équipondération (le score égale 1 si une information est diffusée et 0 dans le cas contraire).

En effet, la comptabilité s'adresse à des utilisateurs différents : les actionnaires, les créanciers (les autorités de surveillance prudentielle), l'État dans ses différentes fonctions (notamment le prélèvement fiscal et la statistique nationale) et, plus généralement, l'ensemble des partenaires de l'entreprise (les salariés, les clients, les organismes sociaux, les fournisseurs, les banques). Une seule catégorie d'utilisateurs a été souvent visée pour évaluer les items avec quelques exceptions, celles des analystes financiers (Cerf, 1961, Singhvi et Desai, 1971, Buzby, 1974, Stanga, 1976, Barrett, 1976, Firth, 1979, Cook, 1989, Michaïlesco, 1998), ce qui laisse penser que ce choix ne représente pas l'ensemble des utilisateurs d'informations financières. Dans ce sens, Cook (1989) a raison de dire que « (s) il est clair qu'un groupe d'utilisateurs va attacher une importance à un item, celle-ci sera différente pour un autre groupe... ».

À partir de ce constat, nous avons donc visé deux groupes d'utilisateurs des informations comptables en Libye afin d'évaluer la liste d'items. Ce choix qui consiste à viser plusieurs groupes d'utilisateurs (experts comptables, analystes financiers « courtiers de marché ») est motivé par le fait qu'ils sont facilement accessibles. De plus, ils sont capables de porter un jugement sur l'offre d'informations actuelle des entreprises. Ces analystes financiers travaillent dans des sociétés d'intermédiaires financiers en bourse libyenne. Ils sont au service des clients de marché, pour les opérations d'achats ou de ventes d'actions. Ces intermédiaires travaillent dans des sociétés libyennes et non libyennes. La mission des sociétés intermédiaires en bourse est de collecter les informations à partir de toutes les sources

disponibles internes et externes à l'entreprise, afin d'informer et de donner des conseils ou des recommandations aux clients (les investisseurs) concernant l'achat, la vente ou la conservation des titres.

Les experts comptables proviennent des entreprises d'audit et ont la connaissance nécessaire pour exprimer leur jugement vis-à-vis des items. Les experts comptables et les analystes financiers sont considérés comme des intermédiaires professionnels de l'information comptable entre l'entreprise et son environnement en général et le marché financier en particulier.

Une tâche majeure a été la sélection des items d'informations qui pourraient être attendus et signalés dans le rapport annuel d'une entreprise. La recherche ne se limite pas aux états financiers mais elle était liée au contenu entier du rapport annuel. Dans la construction de la liste d'items, nous avons essayé d'atteindre certains objectifs : il fallait que la liste soit la plus représentative et objective possible, qu'elle présente l'opinion de tous les utilisateurs et ne se limite pas à un certain groupe d'utilisateurs ; de plus, une augmentation du nombre des items correspond mieux aux besoins de tous les utilisateurs. Sur ce dernier point, une même approche a été adoptée par (Barrett, 1977, Wallace, 1987, Cooke, 1989).

Les items inclus dans les listes, ainsi que nous l'avons vu dans les études antérieures, sont souvent sélectionnés à partir :

- d'une revue des publications comptables et financières et des études antérieures
- du contenu de rapports financiers récents réputés pour leur excellente qualité
- du contenu des rapports financiers d'un échantillon d'entreprises de même secteur (exemple, l'étude de Malone, Fries et Jones (1993) qui consiste à établir la liste d'items à partir de l'ensemble des informations contenues dans les rapports annuels des entreprises de l'échantillon étudié « en l'occurrence des entreprises pétrolières »)
- des attentes de groupes d'utilisateurs particuliers des rapports annuels
- des recommandations de l'IASB, ASC, FASB
- des obligations et des recommandations de diffusion nationale (marché financier national, loi de commerce, code de la fiscalité)
- des items utilisés et diffusés par un nombre minimal d'entreprises de l'échantillon.

La revue des listes d'items utilisées dans les études antérieures, les études universitaires, les informations recommandées par les normes comptables internationales (IASB), les organismes comptables, français, anglo-saxon, plusieurs rapports annuels, plusieurs ouvrages de comptabilité et d'analyse financière, constituent les sources utilisées pour construire le rapport annuel idéal qui présente tous les items, pour tous les utilisateurs. Nous avons pris en compte l'application des normes comptables internationales en Libye pour les entreprises cotées en bourse, ainsi que le guide de bonne pratique de divulgation (disclosure). Nous considérons que les items ont la même importance. Notre liste d'items comporte six rubriques ainsi que le montre le tableau (5).

Tableau (5). Liste d'items de qualité de l'information comptable

	<i>Intitulé de l'item</i>
	1. Présentation de l'entreprise ou du groupe
1	Noms et adresse et lieu où l'entreprise est enregistrée
2	Adresse de son siège social ou de l'établissement principal
3	Forme juridique de l'entreprise
4	Date de clôture de l'exercice ou de la publication des états financiers de l'entreprise
5	Description générale des activités offertes par l'entreprise
6	Monnaie de présentation des états financiers
7	Principaux sites d'exploitation de l'entreprise
8	Présentation des informations sur les filiales
9	Tableau d'évolution du capital et des droits de vote depuis la création de l'entreprise
10	Présentation des principaux actionnaires de l'entreprise (pourcentage du capital ou droit de vote détenu)
	Présentation des performances boursières (évolution du cours de l'action (moyenne, cours extrêmes) ou capitalisation boursière
11	
12	Données chiffrées concernant l'historique de l'entreprise
	2. Éléments sur la situation économique du groupe
	Présentation des éléments du domaine commercial
13	Explications sur la position compétitive de l'entreprise sur le marché.
14	Identification des principaux concurrents.
15	Présentation du chiffre d'affaires
16	Informations relatives à une activité abandonnée
17	Présentation des informations sur la politique de commercialisation.
	Présentation des éléments du domaine industriel:
18	Présentation des savoir- faire et des frais de recherche et de développement de l'entreprise
19	Description des axes de recherche et de développement de l'entreprise
20	Résultat obtenus (succès ou échecs) sur les projets de R&D mis en œuvre.
21	Frais de recherche et de développement engagés.
22	Présentation des informations relatives aux effectifs de R&D
	Présentation des éléments du domaine économique, social et politique:
23	Informations sur les facteurs économiques, sociaux ou politiques ayant influencé la performance.

	Présentation des éléments du domaine financier:
24	Description de la politique financière de l'entreprise au cours des derniers exercices
25	Discussion sur les voies de financement de l'activité privilégiées dans le futur
	Présentation des éléments du domaine social :
26	Information sur les effectifs et leur évolution pendant l'année
27	Informations relatives aux noms et responsabilité des principaux dirigeants.
28	Information sur les relations sociales.
29	Répartition de l'effectif par qualification ou tranche d'âge ou par branche ou zone géographique
30	Participation de l'entreprise dans l'insertion et l'emploi des jeunes, des femmes et des handicapés là où elle implante ses activités
31	Informations relatives aux avantages du personnel
32	Tableaux des objectifs sociaux et sociétaux
33	Informations relatives à l'Assemblée Générale mixte
	Présentation des éléments du domaine sociétal (environnement) :
34	Présentation des actions pour la protection de l'environnement et de leurs impacts, maîtrise de l'énergie
35	Tableaux des objectifs environnementaux
	3. Éléments sur la situation financière de l'entreprise :
36	Présentation détaillée de la composition et des mouvements des actifs immobilisés
37	Informations relatives aux investissements financiers en titres de participation réalisés au cours de l'exercice
38	Informations relatives aux investissements corporels et incorporels réalisés au cours de l'exercice
39	Informations relatives aux variations des capitaux propres
40	Discussion sur les actions futures à créer par droits de souscription ou conversion d'obligations ou par modification du nombre d'actions.
41	Discussions relatives aux actions autorisées ou actions émises ou entièrement libérées ou non libérées ou en valeur nominale, actions détenues par l'entreprise ou ses filiales ou les entreprises associées.
42	Informations détaillées relatives aux montants à payer et à recevoir.
43	Informations relatives aux dettes financières
44	Informations relatives au compte Créances Clients
45	Informations relatives aux engagements financiers et aux instruments financiers
46	Tableau de financement de l'exercice
47	Tableau des flux de trésorerie
48	Présentation de l'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) ou de la VA (valeur ajoutée) et du Résultat d'Exploitation ou des données nécessaires pour les calculer.
49	Informations détaillées sur les charges d'exploitation
50	Capacité d'autofinancement ou marge brute d'autofinancement dégagée au cours de l'exercice ou données nécessaire pour les calculer.
51	Présentation des informations relatives au montant des dividendes
52	Comparaison du chiffre d'affaires et bilan de l'exercice
53	Faits marquants de l'exercice (résultat exceptionnel)
54	Frais à payer en devises étrangères.
55	Informations relatives aux impôts
56	Informations concernant les effets des corrections d'erreurs fondamentales
57	Informations sur la solvabilité et la liquidité ou les informations pour les calculer.
58	Discussions relatives aux effets des variations de prix sur le résultat opérationnel ou la position financière de l'entreprise
59	Informations relatives aux subventions publiques et aide publique présentées au bilan ou au compte de résultat.
60	Discussions relatives aux effets des variations des cours des monnaies étrangères.
61	Informations relatives aux coûts d'emprunt (méthode comptable utilisée ou montant total)

62	Informations relatives aux parties liées à une entreprise (nature des relations entre les parties liées ou nature de la transaction)
63	Informations relatives aux actifs et passifs financiers en juste valeur
64	Discussion autour des principaux risques susceptibles d'affecter la performance financière de l'entreprise.
65	Présentation des informations financières comparatives aux états financiers antérieurs
66	Informations relatives aux méthodes de calcul des données d'appréciation (dividende et résultat par actions, taux de rendement des actions, ratios financiers, agrégats nets)
67	Opinion des Commissaires aux Comptes (audit) sur le rapport du président du conseil d'administration, des comptes.
68	Informations relatives aux entreprises associées
69	Informations relatives aux participations dans les coentreprises
70	4. Éléments sur les perspectives de développement et les prévisions de l'entreprise :
71	Discussion sur les perspectives et orientations stratégiques.
72	Actions engagées pour la réalisation des objectifs et à engager dans les années futures
73	Prévisions sur l'évolution de la rentabilité ou de la part de marché, croissance, concurrents potentiels, évolution de l'effectif.
74	Présentation des prévisions relatives aux recherches et au développement.
75	Explications des variations entre prévisions précédentes et réalisations
76	Présentation des provisions relatives aux engagements de retraite et autres avantages du personnel
77	5. Référentiel, principes et méthodes comptables adoptés :
78	Indication du référentiel national ou international (IASB, FASB, ASB)
79	Informations relatives aux principes et méthodes comptables utilisés pour l'établissement des états financiers
80	Informations relatives aux traitements des stocks
81	Informations relatives aux dépréciations d'actifs et de passifs
82	Changements de méthodes comptables :
83	Explication et valorisation des conséquences des changements de méthode éventuels
	Chiffres pro-forma sur trois exercices lors de changements de méthodes comptables
	6. Informations segmentées
	Informations segmentées par secteur d'activités (chiffre d'affaires ou produits ...)
	Informations segmentées par zones géographiques (chiffre d'affaires ou résultat d'exploitation ...)

Nous avons établi une liste d'items qui comportaient, dans un premier temps, 97 items mais nous en avons supprimé plusieurs puisque ces items ne sont pas compatibles avec l'environnement économique libyen et qu'ils n'existent quasiment pas dans les rapports annuels des entreprises libyennes.

Les items retirés de la liste sont :

- informations relatives aux présentations du résultat par actions ; (pour la présentation d'états financiers consolidés)
- informations relatives aux regroupements d'entreprises (nom et description des entreprises se regroupant, méthode de comptabilisation, date d'effet du regroupement, pourcentage acquis d'actions, droit de vote)
- Informations relatives au gouvernement de l'entreprise

- description des actifs biologiques et des produits agricoles
- tableau d'analyse des variations de la valeur comptable des actifs biologiques et produits agricoles
- synthèse des différences entre règles et méthodes comptables utilisées et règles et méthodes du référentiel international choisi
- informations sur les changements dans les méthodes d'évaluation et sur leurs effets
- informations relatives aux états financiers consolidés (nom, pays d'enregistrement ou de résidence, pourcentage de droit de vote)
- valorisation, en termes de situation nette, et résultats, conséquences des modifications du périmètre de consolidation et des changements de méthode de consolidation éventuel (par entreprise)
- exposé des méthodes de consolidation retenues ou des changements de méthode de consolidation opérés pour chaque entreprise consolidée
- détail des entrées et des sorties du périmètre de consolidation
- utilisation d'un référentiel comptable combiné (référentiel international et national) sans préciser les principes et méthodes retenus considérés comme conformes à ces deux référentiels.

Après avoir établi notre liste d'items, nous avons choisi de suivre le système de Cook et nous avons structuré nos items en six rubriques. Dans le tableau (6), nous résumons la distribution des items dans les six sections.

Tableau (6). La distribution des items

Rubriques	Nombre des items	%
1. Présentation de l'entreprise	12	15%
2. Éléments sur la situation économique de l'entreprise	23	28%
3. Éléments sur la situation financière de l'entreprise	34	41%
4. Éléments sur les perspectives de développement et les prévisions de l'entreprise	6	7%
5. Référentiels, principes et méthodes comptables adoptés	6	7%
6. Informations segmentées	2	2%
Total	83	100%

5.3. Démarche de collecte des informations

Le questionnaire est l'outil de recueil, d'enregistrement et de stockage de l'information et il est souvent utilisé pour collecter les données nécessaires à l'établissement du système de pondération. Ce dernier permet de soumettre la liste aux experts comptables et aux analystes financiers afin de leur faire évaluer l'apport de chacun des items à la qualité d'informations comptables diffusées dans le rapport annuel.

Nous avons distribué, au total, 130 questionnaires aux experts comptables et analystes financiers pour évaluer l'importance des items à leurs yeux. Nos critères de choix des experts comptables et des analystes financiers sont les suivants :

- 1) nous estimons qu'ils ont la capacité d'évaluer l'importance de certains items dans la prise de décisions d'investissement, qu'ils possèdent un haut niveau de connaissance surtout en comptabilité financière et qu'ils sont en mesure d'exprimer leurs besoins spécifiques d'informations
- 2) ils ont le pouvoir d'orienter le comportement des investisseurs dans leurs prises de décision d'investissement
- 3) nous nous sommes adressés à deux types de destinataires pour éviter les critiques qui ont été faites aux études antérieures et pour que l'évaluation d'items soit plus objective et présente deux catégories d'utilisateurs différentes.

Notre étude sur le terrain se base sur la collecte des données issues des questionnaires distribués à des groupes d'utilisateurs sélectionnés. L'étude sur le terrain est justifiée par la quasi-absence de poste ou par le fait que certaines personnes interrogées ont négligé de répondre au questionnaire envoyé. Pour cela, nous avons opté pour le choix de remise en main propre.

Dans un premier temps, nous avons distribué 70 questionnaires et avons obtenu 25 réponses d'analystes financiers et d'experts comptables en janvier 2009. Dans un deuxième temps, 60 questionnaires ont été distribués, et 29 analystes financiers ou experts comptables ont répondu. Cette deuxième phase a été réalisée en juin et juillet 2010. La taille de l'échantillon final des répondants est de 54 experts comptables et analystes financiers, cela présente 42% des réponses obtenues sur 130 questionnaires.

Tableau (7). Échantillon des répondants de questionnaires

Utilisateurs	Questionnaires distribués	Nombre des répondants	%
Analystes financiers	70	22	17%
Experts comptables	60	32	25%
Total	130	54	42%

En effet, la finalité du questionnaire est de nous permettre d'évaluer chaque item en lui donnant une note en fonction de l'attitude des experts comptables et des analystes financiers. L'attitude est mesurée par la note attribuée à un item.

La deuxième étape fut la collection des rapports annuels des entreprises libyennes. Comme le questionnaire, cette mission n'était pas une tâche facile pour nous. Nous avons pu obtenir les rapports annuels de plusieurs manières, soit par internet, soit sur place à la bourse de Libye ou par l'accès au comité général d'État des commissaires aux comptes. Dans certains cas, nous n'avons pas pu avoir les rapports annuels et, dans d'autres cas, nous étions obligés d'être présents dans l'entreprise afin de collecter les informations nécessaires. Pour les entreprises cotées en bourse libyenne, certains rapports annuels sont téléchargeables sur internet ; d'autres sont consultables sur place, en ce cas, nous avons pu facilement télécharger les rapports annuels après une demande faite à l'accueil du marché financier libyen à Tripoli. Cette démarche pour obtenir les rapports annuels des entreprises cotées en bourse était plus facile que pour les entreprises publiques. Afin d'obtenir les rapports annuels des entreprises publiques, nous avons été obligés de passer par une demande faite au directeur du comité général d'État des commissaires aux comptes. Après avoir obtenu l'accord du directeur, nous avons consacré 20 jours à copier tous les rapports annuels que nous avons pu voir. Il est à noter que ce travail a été réalisé entre mai et août 2010.

Notre échantillon est composé de 46 entreprises. La population de base de l'étude n'est pas limitée aux entreprises cotées en bourse mais touche également les entreprises non cotées. Ces entreprises opèrent en Libye et sont des entreprises cotées en bourse libyenne (21 entreprises) et non cotées en bourse (25 entreprises publiques). Certaines de ces dernières sont éligibles à rentrer dans la bourse libyenne très prochainement. Notre échantillon est limité aux entreprises du secteur non financier, en raison de la spécificité de la communication pour les entreprises financières, nous avons éliminé les banques, les sociétés d'assurance et les sociétés de valeurs mobilières.

Nous avons établi comme nécessaire que les entreprises choisies soient représentatives de l'économie libyenne. Les entreprises de l'échantillon présentent des caractéristiques différentes en termes de taille et d'activité (consommation, industrielles, commerciales, services, ...). Cette diversité de notre échantillon est due à la technique d'échantillonnage choisie.

Il semble pertinent de s'intéresser aux entreprises cotées à la bourse de valeur mobilière libyenne qui devraient, en principe, être attentives à leur image sur le marché financier à travers leurs communications dans leurs rapports annuels. Notre échantillon ne se limite pas aux entreprises cotées en bourse mais il contient des entreprises publiques non cotées en bourse. Le choix des entreprises non cotées en bourse a été motivé par le nombre limité des entreprises cotées en bourse (32 sociétés). Les sociétés d'assurance (3) et (8) banques ont été écartées de l'échantillon en raison de la spécificité de leur activité et des règles de présentation de leurs comptes puisqu'ils ne seraient pas comparables avec les autres entreprises de l'échantillon.

Le tableau suivant présente un aperçu des différents secteurs d'activités des entreprises de notre échantillon, nous pouvons l'organiser en plusieurs secteurs d'activités :

Tableau (8). Distribution de l'échantillon des sociétés

Secteur	Sociétés cotées en bourse	Sociétés éligibles à être cotées en bourse	Sociétés non cotées en bourse	%
Consommation	3	1	1	11%
Industriel	10	1	1	26%
Construction	7	1	5	28%
Service	0	0	3	7%
Pétrole	1	3	4	17%
Communication	0	2	1	7%
Transport	0	0	2	4%
Total	21	8	17	100%

Les rapports annuels collectés sont en version arabe et concernent les trois années successives 2007-2008-2009.

Les sociétés cotées en bourse

- Société Elnaïsser de ciment
- Société nationale du Flour Mills et Fourrages
- Société El-Ahlyia de ciment
- Société de fabrication de tubes
- Société de fabrication de tuyaux
- Société de fabrication des fils et câbles
- Société libyenne de tabac
- Société d'investissement national
- Société d'huile végétale
- Société d'industries mécaniques
- Société Alrahila
- Société de fabrication de médicaments et des éléments médicaux
- Société d'exportation de matières constructives
- Société d'exportation de matières alimentaires
- Société Oyia de développement et d'investissements touristiques
- Société Al-waahat de développement et d'investissements touristiques
- Société Al-niqat-elkamiss de développement et d'investissements touristiques
- Société libyenne de développement industriel
- Société d'Agabil-alkdar
- Société libyenne de développement urbain
- Société Altadaman d'investissement foncier

Les sociétés éligibles à être cotées en bourse

- Société nationale de forage et d'entretien des puits de pétrole
- Société libyenne du fer et de l'acier
- Société nationale de l'Asmak
- Société AUCC
- Azzawiya Oil Refining Company

- Société Brega de commercialisation du pétrole
- Société Libyana de mobile
- Société AlmadarAlgadid de mobile

Les sociétés publiques

- Société nationale de transport maritime
- Société aire Afriqiyah
- Public Electrical Works Company
- Société de pétrochimie
- Société libyenne des camions et autobus
- Société pétrolière Breven de services
- Société libyenne de constructions électriques
- Société pétrolière Almoutawasat de services
- Société pétrolière Gaummin de services
- Société consultative nationale
- Société Almoutawasat de services en génie
- Société nationale de communication
- Société Albaharalmoutawassate de construction
- Société sirte de développement
- Société Alkalijj de construction
- Société d'eau naturelle
- Société hôtelière

5.4. La méthodologie de valorisation de la liste d'items

L'indice de qualité permet d'apprécier le contenu de l'offre d'informations des entreprises dans leurs rapports annuels. En effet, comme nous l'avons vu, les publications présentent deux méthodes alternatives afin de valoriser les items : soit par une pondération de l'item en fonction de son importance aux yeux d'un utilisateur, soit par un équipondération. La démarche adoptée pour apprécier la qualité de l'information comptable consiste à pondérer les items en fonction de leur importance aux yeux des analystes financiers (22) et des experts comptables (32). Ensuite sera utilisé le système d'équipondération (la démarche

dichotomique). La liste d'items est faite sous forme de questionnaire distribué aux groupes d'utilisateurs sélectionnés (experts comptables, analystes financiers). Le questionnaire des items a été présenté de manière aléatoire comme l'a suggéré Oppenheim, 1966.

Les répondants étaient invités à attribuer une note à chaque item selon une échelle de 1 à 5 aux 83 items de notre liste qui leur était présentée. L'échelle de Likert mesure l'intensité ou le degré d'accord, de la part du répondant, à une affirmation qui décrit un phénomène, un item ou un traitement. L'échelle de Likert fournit une mesure de l'attitude qui peut être qualifiée de mesure de niveau d'intervalles. Cela permet de calculer la note moyenne et l'écart-type. Le nombre de points d'une échelle de Likert est en général impair (5 ou 7).

Notre échelle est inspirée des études de McNally et al. (1982) et de Buzby (1974) qui ont mesuré la perception des utilisateurs de rapports annuels à travers une échelle de Likert à 5 points. L'attribution des notes est fondée sur une échelle de 1 à 5 (1 très important, 5 pas du tout important), la note la plus faible indique que l'utilisateur accorde une grande importance à l'item dans sa prise de décision. Un item obtenant une note plus proche de (1) doit être considéré comme essentiel. Comme la méthode de pondération ne peut pas éviter le biais de la subjectivité, nous allons utiliser la méthode de l'équipondération. Le système de l'équipondération est utile pour éviter ce biais. Ce système consiste à vérifier la présence de l'item dans le rapport annuel, dans ce cas nous lui attribuons une note égale à 1 et, dans le cas inverse, c'est-à-dire absence de l'item, nous lui donnons 0. On calcule le score total de la diffusion comme suit :

$$ST_j = \sum_{i=1}^n S_i$$

Avec, ST_j : le score total de l'entreprise j,

n : le nombre d'items dans l'indice

S_i : score de l'item i s'il est publié, dans le cas contraire 0.

Cependant, il y a des items qui ne paraissent pas dans le rapport annuel de certaines entreprises puisqu'ils ne sont pas applicables à toutes les entreprises, compte tenu de la nature de leurs activités ou de circonstances particulières. Dans ce cas, un score théorique est calculé pour chaque entreprise, ce qui correspond au score maximum. L'indice de divulgation est obtenu en rapportant le score total au score théorique :

$$\text{Score théorique } j = \sum_{t=1}^m S_{it}$$

Avec, $SThj$: score théorique de l'entreprise j .

m : le nombre d'items que l'entreprise j peut publier avec $m \leq n$. $m \leq n$.

$$\text{Indice de divulgation } j = \frac{STj}{SThj}$$

La division du score total (la somme des points qu'aurait dû obtenir le rapport) par le score théorique (la somme des moyennes attribuées aux items par les utilisateurs) nous permettra d'obtenir un indice qu'on appellera indice de qualité. Le score total et le score théorique permettent de comparer l'offre et la demande alors que l'indice de qualité permet de comparer la qualité du rapport annuel d'une entreprise à l'autre (Cook, 1989).

Selon différents auteurs, la pondération présente plusieurs limites potentielles que nous allons présenter.

- Les pondérations sont faites sur la base d'un questionnaire sans compte rendu ni conséquence économique pour les répondants. Elles peuvent ne pas être objectives et ne pas refléter la réelle utilisation que font les utilisateurs de chaque item.
- La pondération des items par un groupe ou par plusieurs peut être différente selon l'importance qu'un groupe accorde à un item, par exemple selon son niveau de connaissance de groupe en comptabilité financière.
- La pondération des items peut différer selon l'environnement économique, politique, culturel et éducatif, d'un pays à l'autre, et entre les pays développés et les pays en voie de développement.

La vérification de la présence d'items dans le rapport annuel est réalisée par le chercheur lui-même. L'attribution des points aux items dépend naturellement de sa présence et de son absence. Certains auteurs soulignent que cette démarche ne se fait pas sans partialité (Marston et Shrivess, 1991). Pour éviter ce reproche, il est demandé de procéder à une vérification de la fiabilité de l'attribution des points aux items par d'autres personnes que le chercheur lui-même.

5.4.1. Les méthodes statistiques mises en œuvre

Afin de mesurer la qualité de l'information financière diffusée dans les rapports annuels, nous avons utilisé le logiciel Stata11.

L'analyse statistique descriptive donne des indications sur le phénomène étudié et notre analyse des réponses comporte les étapes suivantes :

- 1) la moyenne arithmétique est utilisée pour déterminer le poids que leur attribuent les experts comptables et les analystes financiers, poids qui consiste à additionner une suite de nombres et à diviser le résultat obtenu par le nombre d'observations
- 2) pour analyser la structure des scores d'indice, les indicateurs sont la variance, l'écart-type, le coefficient de symétrie pour la moyenne et le kurtosis
- 3) une analyse de la représentativité des résultats par rapport à l'attitude des experts comptables et des analystes financiers (validité et description) est effectuée
- 4) une analyse est aussi effectuée au niveau des sections des scores (présentation de l'entreprise, éléments sur la situation économique du groupe, éléments sur la situation financière de l'entreprise, éléments sur les perspectives de développement et les prévisions de l'entreprise, référentiels et principes et méthodes comptables adoptés, informations segmentées).

Un nombre limité d'hypothèses a fait l'objet d'une validation empirique. La plupart des hypothèses proviennent d'études antérieures. Notre étude empirique propose une mise en perspective sur 3 ans. De plus, le contexte économique et culturel est différent dans les pays en développement ; c'est le cas de la Libye, pays qui est, de plus, en pleine transition vers l'économie de marché. Nous avons choisi 11 séries de facteurs explicatifs. Notre méthodologie statistique définie suit la démarche utilisée dans les études antérieures.

5.4.2. La méthode d'évaluation du niveau d'harmonisation des choix des méthodes comptables

Afin d'évaluer le niveau de l'harmonisation des choix comptables des entreprises libyennes, nous allons utiliser une méthode d'indice mais qui est différente de celle que nous venons d'introduire.

5.4.2.1. La méthode de l'indice C et le test de Khi-deux

Inspirée par Van der Tas (1988), cette méthode a été développée par Archer et al. (1995) afin d'apprécier le niveau d'harmonisation au sein des rapports annuels. Nous allons calculer l'indice C et la distance du khi-deux pour mesurer le niveau d'harmonisation au sein des entreprises libyennes. Ainsi, le test du khi-deux suggéré par Tay et Parker (1990) permet d'avoir un avis sur la signification de différences. Notre objectif est de mesurer le niveau d'harmonisation afin d'apporter un jugement sur l'harmonisation entre les entreprises.

5.4.2.2. Les critères des choix des méthodes comptables et la sélection de l'échantillon

Afin de mesurer le niveau d'harmonisation comptable entre les entreprises libyennes dans leur présentation des rapports annuels, nous avons choisi 11 sujets relatifs au choix des méthodes comptables :

- 1). la forme du bilan
- 2). la forme du compte de résultat
- 3). le classement des charges du compte de résultat
- 4). le modèle du tableau de financement
- 5). le classement des dettes
- 6). la comptabilisation des impôts différés
- 7). la méthode d'évaluation
- 8). la méthode d'amortissement
- 9). la méthode de la valorisation des stocks
- 10). le traitement des provisions pour indemnités de départ ou complément de retraite
- 11). le traitement de dépenses de recherche et développement

Afin de mesurer le niveau d'harmonisation au sein des entreprises libyennes, nous utilisons un échantillon de (45 entreprises) de l'année 2009.

5.5. Les analyses de la description des données collectées

La moyenne est souvent préférée au mode. Lorsque nous calculons une moyenne, c'est toujours la moyenne arithmétique qui nous permettra d'évaluer l'importance de chaque item pour les utilisateurs en fonction de moyen obtenu. La moyenne arithmétique permet d'établir notre instrument pour évaluer ensuite les rapports annuels des entreprises libyennes.

5.5.1. La fiabilité de la description

La valeur moyenne arithmétique d'une série statistique est la somme de toutes les observations divisées par le nombre total d'observations en cas d'équipondération. Dans notre étude, c'est la somme de toutes les réponses multipliée par la note attribuée à chaque item (lorsque l'item est présent, il prend la valeur de moyenne obtenu de l'item, sinon il prend zéro) et divisées par le nombre total des répondants (la somme totale de moyenne obtenue des items). La moyenne a l'avantage d'être unique et de prendre en compte l'ensemble des observations. Afin d'apprécier la fiabilité de la description, il est nécessaire de procéder à des calculs sur la dispersion des réponses autour de la moyenne. Ce calcul est utile dans la mesure où la moyenne ne reflète pas l'hétérogénéité des réponses. Pour apprécier la dispersion des réponses autour de la moyenne, plusieurs indicateurs peuvent être mobilisés.

5.5.2. La variance et l'écart-type

Ils expriment la dispersion des mesures, et plus la dispersion des réponses est importante, plus la variance et l'écart-type sont élevés. La variance et l'écart-type sont deux mesures de même nature de la dispersion des observations par rapport à la moyenne, l'écart-type ayant la même dimension que la moyenne et la variance ayant une dimension carrée. Ces mesures apprécient l'intensité du groupement des valeurs autour de la caractéristique centrale qu'est la moyenne.

5.5.3. Le coefficient de concentration ou d'aplatissement ou (kurtosis)

L'indice ou le coefficient est un indicateur synthétique d'inégalités. Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite et il est égal 1 dans la situation la plus inégalitaire possible. Cet indice est appelé l'indice de Gini. Plus ce coefficient a une valeur différente de zéro et positive, plus les observations sont concentrées : la distribution des observations se situe au-dessus d'une loi normale. De même, plus le coefficient a une valeur

différente de zéro et négative, plus les observations sont étalées, la distribution des observations se situe au-dessous d'une loi normale.

5.5.4. Le coefficient de symétrie (Skewness)

Le coefficient de symétrie tient compte de l'écart entre la moyenne arithmétique et la médiane. C'est aussi une caractéristique de concentration. Il permet de caractériser la symétrie de la distribution des réponses par rapport à la valeur centrale. Il est nul si la distribution des fréquences relatives est symétrique autour de la moyenne et est positif si la distribution est plus étalée à droite qu'à gauche.

5.5.6. La validité de la description

Pour mesurer la représentativité des résultats par rapport à la population totale des experts comptables et des analystes financiers, la plupart des chercheurs utilisent la méthode d'Oppenheim (1966)⁵⁹. Cette méthode consiste à comparer les réponses des premiers répondants avec celles des derniers répondants. Ces derniers sont considérés comme non-répondants. Il s'agit donc de comparer les réponses des premiers répondants avec celles des derniers non-répondants.

Pour effectuer cette démarche, nous avons gardé la date de retour des dix premiers répondants de la première collecte de questionnaires et les dix dernières réponses collectées de la deuxième relance de questionnaires. Généralement le nombre des questionnaires est fixé à dix et nous avons suivi cette démarche.

Le test des moyennes est utilisé pour comparer les moyennes des dix premières et des dix dernières réponses obtenues au questionnaire. Cela permet de vérifier si les différences de moyenne entre les échantillons sont significatives.

⁵⁹OPPENHEIM A. (1966), Questionnaire design and attitude measurement, Basic Books.

CONCLUSION DU CHAPITRE 5

Dans ce chapitre, nous avons présenté la méthodologie que nous allons mobiliser dans la recherche. Nous avons établi également la liste qui est composée de 83 items. Ces items ont été envoyés aux analystes financiers et aux experts comptables afin qu'ils les évaluent sur une échelle de 1 à 5.

Nous avons présenté l'échantillon de la recherche qui est composé de différentes entreprises qui représentent plusieurs secteurs. L'échantillon comporte 46 entreprises, 21 entreprises cotées en bourse libyenne et 25 entreprises non cotées en bourse, certaines entreprises étant éligibles à y rentrer prochainement.

CHAPITRE 6 : LA PERCEPTION DE LA QUALITÉ DE L'INFORMATION COMPTABLE PAR LES UTILISATEURS

L'évaluation des items par les répondants au questionnaire est nécessaire pour apprécier la qualité d'informations comptables diffusées par le rapport annuel. Nous allons établir notre liste d'items à l'aide de plusieurs ouvrages, d'études antérieures et de plusieurs rapports annuels. Pour évaluer la qualité de l'information aux yeux d'un utilisateur ou d'un groupe d'utilisateurs, nous allons établir, dans un premier temps, un système de pondération puis un système d'équipondération associé à notre liste. Pour cela, il est nécessaire d'obtenir une évaluation chiffrée de la qualité de l'information diffusée pour chaque entreprise.

À l'aide de notre questionnaire, nous avons évalué l'importance de chaque item pour les utilisateurs d'informations (experts comptables, analystes financiers). La perception par les utilisateurs de l'importance de chaque item nous permettra de classifier les items en fonction de l'importance perçue par les utilisateurs d'informations financières diffusées dans le rapport annuel. L'analyse des réponses apportées par les utilisateurs d'informations nous donnera un aperçu général sur le niveau du besoin et de la demande d'informations. Cela nous permettra ensuite de comparer la demande perçue par les utilisateurs et l'offre dans les rapports annuels des entreprises libyennes. Cette comparaison mesure le degré de convergence ou de divergence entre l'offre dans les rapports annuels et la demande perçue par les utilisateurs de ces rapports. À partir de ce constat, nous pouvons formuler l'hypothèse suivante : il existe une différence entre la demande perçue par les utilisateurs et l'offre d'informations volontaires dans les rapports annuels des entreprises libyennes. La note moyenne attribuée à chaque item servira d'instrument de mesure de la qualité d'informations diffusées.

6.1. La perception des utilisateurs d'informations financières par rapport à la qualité

Afin d'évaluer les items proposés dans notre questionnaire, ces derniers sont notés sur une échelle de 1 à 5 qui traduit leur incidence sur la qualité d'informations en fonction de l'importance vue par les utilisateurs (experts comptables, analystes financiers) d'informations diffusées dans le rapport annuel des entreprises libyennes. La moyenne est la base de notre analyse des réponses obtenues afin de classer les items selon les notes attribuées. D'autres analyses, comme l'écart-type, la variance, le kurtosis et la symétrie, ont été employées.

Le calcul de la note moyenne attribuée à l'ensemble des items présentés dans notre liste exprime les réactions de deux groupes d'utilisateurs par rapport à la qualité de l'information. La note attribuée tient compte de toutes les opinions exprimées par les répondants pour chacun des items présentés dans la liste et apporte une plus grande validité statistique. Le classement des items (83) a été fait par ordre d'importance. Notre échelle de 1 à 5 donne plus de liberté aux répondants et ne les contraint pas. Nous pouvons donc considérer que les moyennes sont une mesure représentative de l'attitude de la population des répondants quant à la qualité de l'information comptable.

Il est à noter que nous considérons que tous les items ont la même importance et la quasi-totalité des items fournis dans notre liste est demandée par les normes comptables internationales appliquées en Libye, notamment par le marché financier libyen. L'observation du résultat obtenu de la perception des utilisateurs d'informations financières nous a conduit à regrouper les items en trois catégories explicitées ci-après, cette démarche est volontaire.

- 1) Un groupe d'items pour lesquels les experts comptables et les analystes financiers ont une perception commune de l'importance de l'item. La moyenne est de 1 à 2 (plus de 1 et moins de 2).
- 2) Un groupe d'items pour lesquels les experts comptables et les analystes donnent moins d'importance à l'item par rapport au premier groupe. La classification de ce groupe dépend de la moyenne obtenue (entre 2 et 2,5).
- 3) Un groupe d'items pour lesquels la perception de l'importance de l'item par les utilisateurs est moins importante que pour les autres items. Ce groupe contient les items qui obtiennent une moyenne de 2,5 ou plus.

6.1.1. Groupe des items d'informations financières fondamentales

Ces items constituent le premier groupe sur la base de la moyenne obtenue selon notre échelle de 1 à 5 où nous considérons que 1 est plus important et 5 pas du tout important. Les items qui ont obtenu une moyenne proche de 1 et inférieure à 2 sont considérés comme des items primordiaux aux yeux des deux groupes d'utilisateurs. Ils sont également caractérisés par des écart-types et des variances faibles autour de la moyenne. Les coefficients d'aplatissement qui mesurent le degré de concentration (kurtosis) suivent la loi normale, et les coefficients d'asymétrie suivent également la loi normale (skewness), ils sont positifs avec une orientation vers la droite.

item	Moyenne	écarte type	variance	asymétrie	kurtosis
47	1,43	0,57	0,325	0,937	-0,084
48	1,48	0,574	0,33	0,695	-0,49
46	1,5	0,607	0,368	0,79	-0,309
43	1,56	0,769	0,591	0,971	-0,591
44	1,57	0,716	0,513	0,849	-0,55
77	1,59	0,79	0,623	0,877	-0,811
39	1,59	0,836	0,699	1,305	0,935
36	1,61	0,738	0,544	0,772	-0,736
38	1,65	0,828	0,685	1,164	0,72
15	1,65	0,731	0,534	1,266	2,202
37	1,67	0,847	0,717	1,097	0,412
79	1,67	0,777	0,604	0,668	-1,014
45	1,76	0,642	0,413	0,262	-0,617
78	1,76	0,867	0,752	0,857	-0,174
50	1,76	0,725	0,526	0,405	-0,983
4	1,78	0,904	0,818	1,099	0,549
76	1,8	0,898	0,807	0,908	-0,008
57	1,83	0,885	0,783	0,679	-0,557
63	1,85	0,81	0,657	0,723	0,105
41	1,85	0,737	0,544	0,244	-1,095
61	1,87	0,616	0,379	0,078	-0,319
55	1,89	0,839	0,704	0,614	-0,305
25	1,89	0,945	0,893	0,647	-0,717
2	1,91	0,917	0,84	0,799	-0,115
64	1,93	0,843	0,711	0,536	-0,438
42	1,96	0,776	0,602	0,065	-1,316
3	1,96	0,951	0,904	0,349	-1,269
58	1,98	0,789	0,622	0,512	-0,019

Les exigences traduites par les deux groupes d'utilisateurs d'informations comptables lors de l'attribution de note aux items expriment leurs demandes qui portent sur :

- la présentation des informations concernant la rubrique de la santé financière de l'entreprise (item 47,48,46,43,44,39,36,38,37,45,50,57,63,41,61,55,64,42,58)
- la présentation des informations relatives aux référentiels, principes et méthodes comptables adoptés et utilisés pour l'établissement des états financiers (item 77, 79, 78,76)
- la présentation des informations relatives à la présentation de l'entreprise (item 4, 2,3)
- la présentation des informations relatives à la situation économique de l'entreprise concernant le domaine commercial (item 15)
- la présentation des informations permettant de prévoir les voies de financement de l'activité privilégiées par l'entreprise dans le futur (item 25).

28 items sont regroupés dans cette première catégorie. Dans les informations exigées, les utilisateurs d'informations accordent plus d'importance aux informations qui déterminent la santé financière de l'entreprise et la situation financière en général, cela se traduit par la présence de 19 items relatifs à la santé financière de l'entreprise parmi 28 items que contient ce premier groupe. La plupart des informations demandées par les deux catégories expriment leurs besoins et indiquent un consensus qui représente le poids donné aux items dans l'évaluation de la qualité.

6.1.2. Groupe des items d'informations complémentaires

Les items qui sont regroupés dans le deuxième groupe ont une moyenne autour de 2 à 2,5. L'ensemble des items a assez d'importance mais moins que le premier groupe, selon les points attribués à chaque item par les demandeurs d'informations. Les écarts-types et les variances suivent la loi normale.

item	Moyenne	écarte type	variance	asymétrie	kurtosis
23	2,02	0,835	0,698	0,368	-0,569
67	2,04	0,971	0,942	0,567	-0,661
80	2,06	0,834	0,695	0,502	-0,158
56	2,06	0,811	0,657	0,338	-0,423
49	2,06	0,899	0,808	0,212	-1,092
24	2,06	0,834	0,695	0,299	-0,625

70	2,11	0,839	0,704	-0,216	-1,554
59	2,11	0,883	0,78	0,459	-0,407
60	2,13	0,728	0,53	0,404	0,284
74	2,13	0,87	0,756	0,455	-0,334
17	2,17	0,947	0,896	0,485	-0,572
40	2,19	0,803	0,644	-0,353	-1,355
53	2,19	0,933	0,871	0,338	-0,723
1	2,19	1,011	1,022	0,979	0,843
5	2,2	1,088	1,184	0,854	0,13
81	2,24	0,97	0,941	0,649	-0,448
10	2,24	0,95	0,903	0,86	1,119
13	2,26	0,894	0,799	0,441	-0,401
52	2,26	0,994	0,988	0,645	0,482
51	2,26	0,935	0,875	0,311	-0,705
8	2,28	0,94	0,884	0,397	-0,625
72	2,28	0,878	0,77	0,111	-0,702
62	2,31	0,577	0,333	-0,138	-0,571
71	2,33	0,7	0,491	0,114	-0,075
65	2,33	1,046	1,094	0,205	-1,119
66	2,37	0,875	0,766	0,414	-0,418
54	2,37	0,808	0,653	0,105	-0,383
11	2,39	0,811	0,657	0,044	-0,423
12	2,41	1	1,001	0,617	0,205
69	2,43	0,633	0,4	1,218	0,431
68	2,46	0,719	0,517	0,608	-0,032
18	2,46	0,77	0,593	0,772	-0,126
6	2,46	0,862	0,744	-0,339	-0,642
31	2,48	0,72	0,519	0,539	-0,106
27	2,48	1,005	1,009	0,285	-0,016

Cette deuxième catégorie contient 37 items qui, d'après l'attribution des points, dénotent, chez les demandeurs d'informations, une attente moins forte que le premier groupe. En effet, dans le premier groupe, les informations relatives à la santé de l'entreprise ont été quasi-unaniment demandées.

Les experts comptables et les analyses financiers ont classé en second rang les informations suivantes :

- les informations relatives à la santé financière de l'entreprise (item 69, 56, 49, 60, 61, 40, 53, 59, 52, 51, 62, 64, 67, 68, 54, 71, 70)
- les informations relatives aux changements de méthodes comptables (item 82,83)
- les informations relatives à la présentation de l'entreprise (item 1, 5, 10, 8, 11, 12, 6)
- l'avenir de l'entreprise présenté par les perspectives et orientations stratégiques, les items retenus dans ce groupe sont (item 72, 76, 74, 73)
- la présentation des informations relatives à la situation économique (item 23, 24, 17, 13, 18, 31, 27).

Nous observons que les items relatifs à la santé de l'entreprise ont une grande importance aux yeux des deux groupes d'utilisateurs d'informations puisqu'ils sont en tête par rapport aux autres sections de notre liste d'items. Ils représentent 17 items parmi 37 items qui sont présents dans ce deuxième volet. La présence d'autres sections de la liste est équilibrée.

6.1.3. Groupe des items d'informations accessoires

Ce groupe présente les items qui sont considérés comme moins utiles aux yeux des experts comptables et des analystes financiers. Cela se traduit par la moyenne obtenue pour chaque item, qui est ici autour de 2,5 et plus.

item	Moyenne	écarte type	variance	asymétrie	kurtosis
34	2,52	0,795	0,632	0,171	-0,372
16	2,54	0,794	0,631	0,344	-0,426
20	2,54	0,985	0,97	0,57	0,006
7	2,56	1,058	1,119	0,692	0,261
14	2,61	0,834	0,695	0,648	1,203
73	2,63	0,784	0,615	-0,205	-0,234
75	2,65	0,781	0,61	-0,022	-0,369
82	2,65	0,872	0,761	0,411	-0,994
9	2,65	1,049	1,1	0,559	0,089
21	2,67	0,932	0,868	0,582	-0,017
35	2,69	0,865	0,748	-0,057	-0,665
83	2,72	0,899	0,808	0,266	-1,178
26	2,76	0,823	0,677	0,481	0,859
29	2,89	0,839	0,704	-0,182	1,285
22	3,17	1,023	1,047	0,091	-0,473
32	3,19	0,848	0,72	0,4	-0,288

30	3,26	0,732	0,535	0,75	0,714
19	3,39	1,036	1,072	-0,326	-0,882
33	3,41	0,74	0,548	0,621	0,106
28	3,54	0,794	0,631	0,813	-0,52

La moyenne obtenue pour chaque item, selon la perception des experts comptables et des analystes financiers, a permis d'identifier les informations comptables suivantes :

- les informations relatives à la situation économique de l'entreprise dans le domaine commercial (item 16, 14), dans le domaine industriel (item 20, 21, 22, 19), dans le domaine social (item 26, 29, 32, 30, 33, 28), dans le domaine de l'environnement (item 34, 35)
- les informations relatives à la présentation de l'entreprise (item 7, 9)
- les informations concernant l'avenir, les perspectives de développement et les prévisions de l'entreprise (item 75, 77)
- les informations segmentées par secteur d'activité et par zones géographiques (item 82,83).

Les informations relatives à la situation économique de différents domaines sont en quasi-totalité présentes dans ce dernier groupe. Ces items sont considérés comme moins importants eu égard au poids moyen accordé à chaque item par les répondants.

En effet, la moyenne arithmétique a été employée afin d'indiquer le degré de l'importance des items accordée par les groupes d'utilisateurs sélectionnés. Le traitement des moyennes obtenues par la pondération d'items a permis d'identifier trois groupes d'items en fonction de l'importance exprimée par les utilisateurs d'informations, à savoir les experts comptables et les analystes financiers.

Ce qui attire particulièrement notre attention, dans le premier et le deuxième groupe, c'est l'importance donnée, par les répondants, aux items de la situation financière de l'entreprise. Nous remarquons que les items financiers font l'objet d'un consensus chez les répondants au questionnaire. Dans le premier et le deuxième groupe, la majorité des items concernant la situation financière de l'entreprise et les méthodes comptables sont classés en premier par rapport aux autres items par les répondants. Les notes obtenues, qui ont permis le placement

dans cette catégorie, montrent l'importance que les utilisateurs accordent à ces items pour leurs procédures dans la prise de décision. D'autres items à vocation financière présentent un intérêt important pour les répondants, c'est le cas des informations relatives aux voies de financement de l'entreprise pour les activités futures et des informations relatives aux facteurs qui influencent la performance de l'entreprise qui ont été mentionnées juste après les informations relatives à la situation de l'entreprise.

L'étude des réactions des analystes financiers et des experts comptables montre qu'ils accordent beaucoup d'importance aux items relatifs aux informations sur la situation financière et les référentiels, méthodes comptables utilisées pour l'établissement des états financiers. Dans le premier et le deuxième groupe, la présence des autres items relatifs à la présentation de l'entreprise, la situation économique et la perspective et l'avenir de l'entreprise est bien équilibrée.

Enfin, en dernier groupe, les items d'informations traduisant le domaine social, environnemental et industriel de l'entreprise intéressent peu ou moins les experts comptables et les analystes financiers ; il en est de même de l'information industrielle, environnementale et segmentée par secteurs d'activités et zones géographiques. La faible importance donnée à ces items peut être expliquée par l'environnement économique et culturel.

CONCLUSION DU CHAPITRE 6

L'attribution des points par les experts comptables et les analystes financiers a été faite dans le but de classer successivement les items par ordre d'importance. La moyenne obtenue par chaque item permet de construire un instrument pour établir un indice de qualité.

En comparaison avec l'étude de Michaïlesco, nous constatons qu'il existe des points similaires concernant le classement des items :

- les items concernant la santé financière et les méthodes comptables utilisées et d'autres items qui ont une vocation financière ont été classés en premier et en second
- les items relatifs au domaine social ou aux informations segmentées ont été classés dans le dernier groupe.

Parmi les limites de notre étude, citons essentiellement :

- notre démarche d'évaluation d'items exprime la perception de deux catégories d'utilisateurs
- la dimension financière de la fonction pratique de l'information est privilégiée au détriment de la dimension sociale et perspective comme le montre l'analyse du résultat
- cette évaluation d'items n'est valable que dans la période étudiée.

La pondération des items sur une échelle de Likert fait appel à une certaine subjectivité. Nous pouvons, en effet, nous interroger sur ce qui justifie qu'une donnée soit 1 ou 5 fois plus ou moins importante pour un utilisateur d'informations qu'une autre. Les experts comptables et les analystes financiers peuvent bénéficier d'autres sources d'informations que le rapport annuel et, dans ce cas, certains items ont pu être notés indépendamment du rapport annuel.

CHAPITRE 7 : ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DE L'OFFRE D'INFORMATIONS COMPTABLES DES ENTREPRISES LIBYENNES

Pour évaluer la qualité des informations comptables, nous avons établi un instrument de mesure de la qualité. Cet instrument mis en application est établi grâce à la liste d'items et au système de pondération élaboré à partir des réponses aux questionnaires. La moyenne attribuée à chacun des items de notre liste a servi pour la construction de l'instrument de mesure de la qualité. Ces notes ont été faites sur une échelle de Likert à 5 (1= tout-à-fait d'accord, 5= tout-à-fait en désaccord). Le tableau (9) montre les calculs obtenus pour chacun des items présents dans la liste.

Tableau (9). Instrument de mesure de la qualité de l'offre d'informations comptables

Item	Intitulé de l'Item	Moyenne
	1. Présentation de l'entreprise ou du groupe	
1	Noms et adresse et lieu où est enregistrée l'entreprise	2,19
2	Adresse de son siège social ou de l'établissement principal	1,91
3	Forme juridique de l'entreprise	1,96
4	Date de clôture de l'exercice ou de la publication des états financiers de l'entreprise	1,78
5	Description générale des activités offertes par l'entreprise	2,2
6	Monnaie de présentation des états financiers	2,46
7	Principaux sites d'exploitation de l'entreprise	2,56
8	Présentation des informations sur les filiales	2,28
9	Tableau d'évolution du capital et des droits de vote depuis la création de l'entreprise	2,65
10	Présentation des principaux actionnaires de l'entreprise (pourcentage du capital ou droit de vote détenu)	2,24
11	Présentation des performances boursières (évolution du cours de l'action (moyenne, cours extrêmes) ou capitalisation boursière	2,39
12	Données chiffrées concernant l'historique de l'entreprise	2,41
	2. Éléments sur la situation économique de l'entreprise	
	Présentation des éléments du domaine commercial	
13	Explications sur la position compétitive de l'entreprise sur le marché.	2,26
14	Identification des principaux concurrents.	2,61
15	Présentation du chiffre d'affaires	1,65
16	Informations relatives à une activité abandonnée	2,54
17	Présentation des informations sur la politique de commercialisation.	2,17
	Présentation des éléments du domaine industriel	
18	Présentation des savoir-faire et des frais de recherche et de développement de l'entreprise	2,46
19	Description des axes de recherche et de développement de l'entreprise	3,39

20	Résultat obtenus (succès ou échecs) sur les projets de R&D mis en œuvre.	2,54
21	Frais de recherche et de développement engagés.	2,67
22	Présentation des informations relatives aux effectifs de R&D	3,17
	Présentation des éléments du domaine économique, social et politique	
23	Informations sur les facteurs économiques, sociaux ou politiques ayant influencé la performance.	2,02
	Présentation des éléments du domaine financier	
24	Description de la politique financière de l'entreprise au cours des derniers exercices	2,06
25	Discussion sur les voies de financement de l'activité privilégiées dans le futur	1,89
	Présentation des éléments du domaine social	
26	Information sur les effectifs et leur évolution pendant l'année	2,76
27	Informations relatives aux noms et responsabilité des principaux dirigeants.	2,48
28	Information sur les relations sociales.	3,54
29	Répartition de l'effectif par qualification ou tranche d'âge ou par branche ou zone géographique	2,89
30	Participation de l'entreprise dans l'insertion et l'emploi des jeunes, des femmes et des handicapés là où elle implante ses activités	3,26
31	Informations relatives aux avantages du personnel	2,48
32	Tableaux des objectifs sociaux et sociétaux	3,19
33	Informations relatives à l'Assemblée Générale mixte	3,41
	Présentation des éléments du domaine sociétal (environnement)	
34	Présentation des actions pour la protection de l'environnement et de leurs impacts, maîtrise de l'énergie	2,52
35	Tableaux des objectifs environnementaux	2,69
	3. Éléments sur la situation financière de l'entreprise	
36	Présentation détaillée de la composition et des mouvements des actifs immobilisés	1,61
37	Informations relatives aux investissements financiers en titre de participation réalisés au cours de l'exercice	1,67
38	Informations relatives aux investissements corporels et incorporels réalisés au cours de l'exercice	1,65
39	Informations relatives aux variations des capitaux propres	1,59
40	Discussion sur les actions futures à créer par droits de souscription ou conversion d'obligations ou par modification du nombre d'actions.	2,19
41	Discussions relatives aux actions autorisées ou actions émises ou entièrement libérées ou non libérées ou en valeur nominale, actions détenues par l'entreprise, ses filiales ou les entreprises associées.	1,85
42	Informations détaillées relatives aux montants à payer et à recevoir.	1,96
43	Informations relatives aux dettes financières	1,56
44	Informations relatives au compte Créances Clients	1,57
45	Informations relatives aux engagements financiers et aux instruments financiers	1,76
46	Tableau de financement de l'exercice	1,5
47	Tableau des flux de trésorerie	1,43
48	Présentation de l'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) ou de la VA (valeur ajoutée) et du Résultat d'Exploitation ou des données nécessaires pour les calculer.	1,48
49	Information détaillée sur les charges d'exploitation	2,06
50	Capacité d'autofinancement ou marge brute d'autofinancement dégagée au cours de l'exercice ou données nécessaires pour les calculer.	1,76
51	Présentation des informations relatives au montant des dividendes	2,26
52	Comparaison de chiffre d'affaires et bilan de l'exercice	2,26
53	Faits marquants de l'exercice (résultat exceptionnel)	2,19

54	Frais à payer en devises étrangères.	2,37
55	Informations relatives aux impôts	1,89
56	Informations concernant les effets des corrections d'erreurs fondamentales	2,06
57	Information sur la solvabilité et la liquidité ou les informations pour les calculer.	1,83
58	Discussions relatives aux effets des variations de prix sur le résultat opérationnel ou la position financière de l'entreprise	1,98
59	Informations relatives aux subventions publiques et aide publique présentées au bilan ou au compte de résultat	2,11
60	Discussions relatives aux effets des variations des cours des monnaies étrangères.	2,13
61	Informations relatives aux coûts d'emprunt (méthode comptable utilisée ou montant total)	1,87
62	Informations relatives aux parties liées à une entreprise (nature des relations entre les parties liées ou nature de la transaction)	2,31
63	Informations relatives aux actifs et passifs financiers en juste valeur	1,85
64	Discussion autour des principaux risques susceptibles d'affecter la performance financière de l'entreprise.	1,93
65	Présentation des informations financières comparatives aux états financiers antérieurs	2,33
66	Informations relatives aux méthodes de calcul des données d'appréciation (dividende et résultat par actions, taux de rendement des actions, ratios financiers, agrégats nets)	2,37
67	Opinion des commissaires aux comptes (audit) sur le rapport du président du conseil d'administration, des comptes.	2,04
68	Informations relatives aux entreprises associées	2,46
69	Informations relatives aux participations dans les coentreprises	2,43
	4. Éléments sur les perspectives de développement et les prévisions de d'entreprise	
70	Discussion sur les perspectives et orientations stratégiques.	2,11
71	Actions prises pour la réalisation des objectifs et à prendre dans les années futures	2,33
72	Prévisions sur l'évolution de la rentabilité ou de la part de marché, croissance, concurrents potentiels, évolution de l'effectif.	2,28
73	Présentation des prévisions relatives aux recherches et développement.	2,63
74	Explications des variations entre prévisions précédentes et réalisations	2,13
75	Présentation des provisions relatives aux engagements de retraite et autres avantages du personnel	2,65
	5. Référentiel, principes et méthodes comptables adoptés	
76	Indication du référentiel national ou international (IASB, FASB, ASB)	1,8
77	Informations relatives aux principes et méthodes comptables utilisés pour l'établissement des états financiers	1,59
78	Informations relatives aux traitements des stocks	1,76
79	Informations relatives aux dépréciations d'actifs et de passifs	1,67
	Changements de méthodes comptables	
80	Explication et valorisation des conséquences des changements de méthode éventuels	2,06
81	Chiffres pro-forma sur trois exercices lors de changements de méthodes comptables	2,24
	6. Informations segmentées	
82	Informations segmentées par secteur d'activités (chiffre d'affaires ou produits ...)	2,65
83	Informations segmentées par zones géographiques (chiffre d'affaires ou résultat d'exploitation ...)	2,72

La présentation de l'information diffusée dans le rapport annuel de l'entreprise ou du groupe est étudiée grâce aux items. L'instrument va nous permettre d'apprécier le contenu des rapports annuels d'entreprises libyennes, dans un échantillon de 21 entreprises cotées et 25 non cotées en bourse, au cours de la période 2007, 2008, 2009, et de leur attribuer une note de qualité. La note obtenue pour chaque entreprise permet l'évaluation.

L'application de cet instrument de mesure de la qualité à un rapport annuel se déroule en trois étapes :

- 1) dans un premier temps, nous calculons notre score de qualité théorique. Ce dernier est la somme des points obtenus par les items après application de la pondération. Le score de qualité théorique donne une appréciation de l'étendue de l'information comptable diffusée, mais pas une mesure de la qualité des informations diffusées
- 2) la deuxième étape consiste à identifier les nombres d'items présents dans le rapport annuel lors de sa lecture. Notre démarche est dichotomique. Cela signifie que l'item reçoit 1 s'il est présent, et 0 dans l'autre branche de l'alternative, c'est-à-dire lorsque l'item n'est pas diffusé ou pas valable pour certaines entreprises. L'attribution de notes à ces items est fonction de la quantité d'informations apportées dans le rapport annuel. Cette première phase permet ensuite d'évaluer le contenu des rapports annuels des entreprises étudiées, afin d'identifier les items les plus communiqués par les entreprises et d'octroyer un score général à chaque rapport d'entreprise. Le score général (score de diffusion réel) est dû à la valorisation des items présents après la lecture du rapport annuel qui reflète l'importance que les utilisateurs sélectionnés ont accordée à liste d'items
- 3) la dernière étape de notre démarche dichotomique consiste à diviser le score général (score de diffusion réel) par le score théorique (score de diffusion théorique). Le score théorique est la somme totale des moyennes attribuées lors de la pondération des items par les utilisateurs. Le score final détermine l'indice de qualité (score d'indice de qualité) pour chaque entreprise. Ainsi, il nous sert comme un outil dans le cadre du test d'hypothèses et permet de mettre en lumière les facteurs qui expliquent la pratique de diffusion des entreprises libyennes.

7.1. Résultats de l'étude empirique de la qualité de l'information comptable diffusée

Après avoir réalisé la démarche dichotomique, nous pouvons valoriser la qualité des informations diffusées dans le rapport annuel des entreprises libyennes. Nous allons présenter le résultat de notre étude empirique grâce aux calculs faits sur chaque rapport annuel.

À l'aide des points obtenus pour chaque item, nous avons pu mesurer la qualité de l'offre d'informations comptables en utilisant la méthode dichotomique. Nous avons mesuré l'évolution de la qualité des informations offertes par des entreprises cotées et non cotées en bourse libyenne sur plusieurs aspects :

- l'évolution des scores et indices de qualité de l'offre au cours de la période étudiée
- l'évolution en pourcentage du score de qualité au cours de la période
- l'évolution des scores et indices de qualité de l'offre selon l'appartenance sectorielle
- l'évolution des scores et indices au niveau des sections de la liste d'items.

Notre objectif est de mettre en évidence la qualité des informations comptables des entreprises et l'attente de l'offre de la part des demandeurs d'informations comptables dans le contexte libyen.

7.2. Évolution de la qualité de l'information comptable pour la période 2007-2008-2009

7.2.1. Les tendances générales de la qualité de l'information comptable diffusée par les entreprises libyennes

La qualité des informations offertes est en augmentation sur la période étudiée, notamment en 2007-2008, mais n'évolue pas entre 2008-2009. Cette augmentation est visible au niveau du score de qualité maximal ou de la moyenne annuelle des scores ainsi que de la moyenne annuelle des indices de qualité relevés parmi les notes obtenues.

Tableau (10). Les scores de qualité

	2007	2008	2009
Scores de qualité max	98,56	111,87	111,87
Scores de qualité min	43,60	43,60	43,60
Scores moyens de qualité	67,66	70,20	70,20
Indices moyens de qualité	0,366	0,380	0,380

7.2.1.1. Les tendances générales de la qualité de l'information comptable diffusée par les entreprises libyennes cotées en bourse

La qualité de l'offre pour les entreprises cotées en bourse est en augmentation sur la période étudiée, notamment sur la période 2007-2008. Mais l'évolution stagne en 2008-2009. Cette augmentation a été visible au niveau des scores de qualité maxima ou de la moyenne annuelle des scores, ainsi que de la moyenne annuelle des indices de qualité relevés parmi les notes obtenues.

Tableau (10-1). Tendance générale de la qualité des informations comptables des entreprises cotées

	2007	2008	2009
Scores de qualité max	98,56	111,87	111,87
Scores de qualité min	51,01	51,01	51,01
Scores moyens de qualité	72,33	76,46	76,46
Indices moyens de qualité	0,392	0,414	0,414

7.2.1.2. Les tendances générales de la qualité de l'information comptable diffusée par les entreprises libyennes non cotées en bourse

Tableau (10-2). Tendance générale de la qualité des informations comptables des entreprises non cotées

	2007	2008	2009
Scores de qualité max	89,55	89,55	89,55
Scores de qualité min	43,60	43,60	43,60
Scores moyens de qualité	63,73	64,94	64,94
Indices moyens de qualité	0,345	0,352	0,352

Pour les entreprises non cotées en bourse, la qualité d'information est stagnante pour la période étudiée 2007-2008-2009. Nous constatons que la moyenne annuelle des scores de qualité évolue entre 2007-2008 selon les notes obtenues.

7.2.1.3. Comparaison entre la qualité de l'information comptable diffusée par les entreprises libyennes cotées en bourse et non cotées en bourse

Tableau (10-3). Comparaison de la qualité d'informations comptables

	2007	2007	2008	2008	2009	2009
	Sociétés cotées en bourse	Sociétés non cotées en bourse	Sociétés cotées en bourse	Sociétés non cotées en bourse	Sociétés cotées en bourse	Sociétés non cotées en bourse
Scores de qualité max	98,56	89,55	111,87	89,55	111,87	89,55
Scores de qualité min	51,01	43,60	51,01	43,60	51,01	43,60
Scores moyens de qualité	72,33	63,73	76,46	64,94	76,46	64,94
Indices moyens de qualité	0,392	0,345	0,414	0,352	0,414	0,352

Nous pouvons constater que, sur la période étudiée, la qualité de l'information offerte est en augmentation pour les entreprises cotées en bourse par rapport aux entreprises non cotées en bourse. Cette augmentation est claire dans les scores maxima et les scores minima pour les entreprises cotées si on les compare avec les scores des entreprises non cotées en bourse. Ainsi, sur la période étudiée, les moyennes annuelles des scores et des indices de la qualité d'information diffusée des entreprises cotées en bourse sont en augmentation visible par rapport à celles des entreprises non cotées en bourse.

7.3. Description générale des scores de qualité

Le taux de croissance annuel des scores et des indices de la qualité d'informations offertes pour l'ensemble des entreprises cotées et non cotées en bourse est en évolution de 3,76% sur la période 2007-2008 et en stagnation en 2008-2009.

Tableau (11-1). Évolution en pourcentage de score de qualité

	2007-2008	2008-2009
Taux de croissance des scores moyens de qualité	3,76	0
Taux de croissance des indices moyens de qualité	3,76	0

Tableau (11-2). Évolution en pourcentage des scores et des indices de qualité des entreprises

	2007-2008	2007-2008	2008-2009	2008-2009
	Entreprises cotées en bourse	Entreprises non cotées en bourse	Entreprises cotées en bourse	Entreprises non cotées en bourse
Taux de croissance des scores moyens de qualité	5,71	1,898	0	0
Taux de croissance des indices moyens de qualité	5,61	2,028	0	0

Nous observons que le taux de croissance annuel des scores et indices des entreprises cotées en bourse est en hausse par rapport aux entreprises non cotées en 2007-2008, alors que pour la période 2008-2009, le taux de croissance est en stagnation.

L'évolution de la qualité de l'offre de l'ensemble des entreprises libyennes, qu'elles soient cotées ou non en bourse, peut être variable et n'est pas uniforme d'un exercice à l'autre ou d'une entreprise à l'autre, notamment en 2007 et 2008, mais elle diminue entre 2008 et 2009, ainsi que le montre le classement des dix entreprises ayant obtenu les meilleurs scores de qualité.

Le classement des dix entreprises, en fonction de score obtenu, montre que les entreprises classées sur la période 2007 ne gardent pas la même place en 2008. Nous constatons que les entreprises qui occupent les dix premières places en 2007 ne les conservent pas en 2008, à l'exception d'une entreprise qui est classée au premier rang sur toute la période, alors qu'en 2009, les entreprises maintiennent leur place de 2008. La variation de classement des entreprises s'explique souvent par un manque ou une augmentation de l'offre d'informations comptables en raison de l'évolution de l'environnement économique et des obligations de diffusions d'informations imposées par les marchés financiers.

Tableau (12). Classement des dix premières entreprises en fonction des scores de qualité

2007	2008	2009
El-Ahlyiaia (98,56)	El-Ahlyiaia (111,87)	El-Ahlyiaia (111,87)
Libyana mobile (89,55)	Alrahila (97,87)	Alrahila (97,87)
Alrahila (85,32)	Libyana mobile (89,55)	Libyana mobile (89,55)
Al-Wahat (82,46)	Oyia (88,45)	Oyia (88,45)
S.Expo (82,46)	Al-Wahat (84,59)	Al-Wahat (84,59)
Libyan Iron & Steel Company (82,39)	El-Nasser (83,77)	El-Nasser (83,77)
Oyia (81,69)	S.Expo (82,42)	S.Expo (82,42)
Algabil-Elakadir (81,31)	Libyan Iron & Steel Company (82,39)	Libyan Iron & Steel Company (82,39)
Transport maritime (79,99)	S.Expo alimentaire (81,41)	S.Expo alimentaire (81,41)
Entretien des puis de pétrole (79,05)	Algabil-Elakadir (81,31)	Algabil-Elakadir (81,31)

L'évolution de la qualité des informations comptables offertes par les entreprises cotées en bourse est variable sur la période et n'est pas uniforme d'un exercice à l'autre ou d'une entreprise à l'autre, notamment en 2007 et 2008, alors qu'en 2009, les entreprises conservent leur place de 2008.

Tableau (12-1). Classement de cinq premières entreprises cotées en bourse

2007	2008	2009
El-Ahlyiaia (98,56)	El-Ahlyiaia (111,87)	El-Ahlyiaia (111,87)
Alrahila (85,32)	Alrahila (97,87)	Alrahila (97,87)
Al-Wahat (82,46)	Oyia (88,45)	Oyia (88,45)
S.Expo (82,46)	Al-Wahat (84,59)	Al-Wahat (84,59)
Oyia (81,69)	El-Nasser (83,77)	El-Nasser (83,77)

La qualité de l'offre d'informations comptables des entreprises non cotées en bourse ne change quasiment pas pour la période étudiée. Les scores de la qualité d'information des entreprises non cotées en bourse sont uniformes, d'un exercice à l'autre, sur les trois années.

Tableau (12-2). Classement de cinq premières entreprises non cotées en bourse

2007	2008	2009
Libyana mobile (89,55)	Libyana mobile (89,55)	Libyana mobile (89,55)
Libyan Iron & Steel Company (82,39)	Libyan Iron & Steel Company (82,39)	Libyan Iron & Steel Company (82,39)
Transport maritime (79,99)	Transport maritime (79,99)	Transport maritime (79,99)
Entretien des puits de pétrole (79,05)	Entretien des puits de pétrole (79,05)	Entretien des puits de pétrole (79,05)
Azzawiya Oil Refining Company (75,58)	AUCC (75,77)	AUCC (75,77)

Les scores de la qualité d'information pour les sept secteurs sont en évolution et dispersés pour la période 2007 et 2008. Le secteur de la communication possède le score de qualité moyen le plus élevé et précède les secteurs de la consommation, l'industrie, la construction, le transport, le pétrole et le secteur des services.

Dans l'ensemble, nous constatons que les scores de la qualité annuelle moyenne de l'échantillon sont en augmentation, l'analyse par secteur montrant le secteur dominant et les améliorations et les stagnations de la qualité de toutes les entreprises. Il est à signaler que certains secteurs d'activité sont particulièrement représentés dans l'échantillon d'entreprises. Ce sont successivement les secteurs de la construction (28%), de l'industrie (26%), du pétrole (17%), de la consommation (11%).

Tableau (13). Classement de scores de qualité selon le secteur d'activité d'entreprise

Secteur	2007	2008	2009
Construction	67,8	70,28	70,28
Pétrole	63,663	66,331	66,331
Consommation	69,762	73,712	73,712
Industrie	68,834	72,139	72,139
Service	58,67	59,293	59,293
Communication	74,42	75,123	75,123
Transport	67,8	70,28	70,28

7.4. Analyse de la qualité d'informations selon les rubriques d'items de la liste

La liste d'items est constituée de plusieurs rubriques, elle comporte six sections d'items, cela nous permet de calculer des scores de qualité de l'offre pour chaque rubrique. Les six sections de la liste se présentent comme suit :

- présentation et description de l'entreprise (items 1 à 13)
- présentation et description de la situation économique de l'entreprise (item 14 à 35)
- présentation et description de la situation financière de l'entreprise (item 36 à 69)
- présentation des informations relatives aux perspectives de développement et orientations de l'entreprise (item 70 à 75)
- présentation des informations relatives aux méthodes comptables utilisées (item 76 à 81).
- présentation des informations segmentées (item 82 et 83).

Les scores moyens annuels de qualité des informations comptables relevés pendant la période étudiée montrent une augmentation et donc une amélioration de la qualité par rubrique. D'un exercice à l'autre, l'évolution de scores est très visible, à l'exception de la rubrique relative aux informations segmentées qui ne progresse pas. Les rubriques concernant la situation économique, financière, la perspective et l'orientation voient leurs scores moyens annuels s'améliorer d'un exercice à l'autre ; ils dépassent ceux des autres rubriques telles que la rubrique de présentation et de description de l'entreprise, ainsi que celle de l'information segmentée. La rubrique de la situation financière obtient les meilleurs résultats pour les périodes étudiées.

Tableau (14). Scores moyens de qualité par rubrique d'items de l'échantillon

Rubrique	2007	2008	2009
Présentation de l'entreprise	17,86	17,97	17,97
Situation économique	12,69	13,34	13,87
Situation financière	28,91	30,01	30,19
Perspective de développement	1,54	2,27	2,39
Référentiels, principes, méthodes comptables	5,85	5,85	5,89
Informations segmentées	0,813	0,813	0,813

Le tableau suivant montre l'évolution des scores de la qualité de l'information comptable en termes de pourcentage. Nous remarquons que la période 2007-2008 a connu une forte amélioration de scores de qualité des informations comptables par rapport à l'exercice 2008-2009 qui a connu un ralentissement.

Tableau (15). Évolution de scores de qualité par rubrique d'items

Rubrique	2007-2008	2008-2009
Présentation de l'entreprise	0,587%	0%
Situation économique	5,12%	4%
Situation financière	3,8%	0,589%
Perspective de développement	44,35%	6,379%
Référentiels, principes, méthodes comptables	0%	0,615%
Informations segmentées	0%	0%

En ce qui concerne les entreprises cotées en bourse, les scores moyens annuels de la qualité d'informations comptables montrent une amélioration permanente d'une année à l'autre, notamment pour les rubriques de situation financière, économique, perspective de développement et orientation, présentation et description de l'entreprise, à l'exception de la

rubrique relative aux méthodes comptables utilisées et de celle qui concerne les informations segmentées qui n'évoluent pas et connaissent une stagnation pendant la période étudiée.

Tableau (16). Scores moyens de qualité par rubrique d'items pour les entreprises cotées en bourse

Rubrique	2007	2008	2009
Présentation de l'entreprise	18,085	18,199	18,199
Situation économique	14,806	15,873	16,479
Situation financière	29,875	32,288	32,575
Perspective de développement	1,706	2,247	2,458
Référentiels, principes, méthodes comptables	6,330	6,330	6,330
Informations segmentées	1,524	1,524	1,524

Pour les entreprises non cotées en bourse, les scores moyens annuels de qualité des informations comptables connaissent également une amélioration permanente d'une année sur l'autre, notamment pour les rubriques de situation financière, économique, perspective de développement et orientation, présentation et description de l'entreprise, à l'exception des rubriques relatives aux méthodes comptables utilisées et aux informations segmentées. Ce résultat semblable à celui des entreprises cotées en bourse peut être expliqué par la candidature de plusieurs entreprises à l'introduction en bourse ainsi que par leur taille.

Tableau (17). Scores moyens de qualité par rubrique d'items pour les entreprises non cotées en bourse

Rubrique	2007	2008	2009
Présentation de l'entreprise	17,672	17,768	17,768
Situation économique	10,905	11,208	11,682
Situation financière	28,091	28,092	28,178
Perspective de développement	1,403	2,209	2,293
Référentiels, principes, méthodes comptables	5,448	5,448	5,515
Informations segmentées	0,215	0,215	0,215

En terme d'indice de la qualité des informations comptables (score obtenu/ score théorique) par rubrique, c'est la rubrique de la présentation et description de l'entreprise qui obtient les meilleurs résultats, suivie par la rubrique référentiels et méthodes comptables utilisées et, ensuite, la rubrique situation financière. Les informations de la rubrique présentation et description des informations comptables sont plus fournies dans les rapports annuels des entreprises libyennes que les autres types d'informations par rubrique.

La rubrique présentation et description de l'entreprise est classée en premier, toutefois nous estimons que la rubrique situation financière pourrait avoir le premier rang dans la classification des rubriques par indices de la qualité d'informations comptables offertes en raison de son poids dans la liste d'items, qui représente 41%, alors que la rubrique présentation et description de l'entreprise ne représente que 15%, et la rubrique référentiels et méthodes comptables 7%.

Tableau (18). Indices moyens de qualité par rubrique d'items

Rubrique	2007	2008	2009
Présentation de l'entreprise	0,661%	0,665%	0,665%
Situation économique	0,209%	0,220%	0,229%
Situation financière	0,434%	0,451%	0,454%
Perspective de développement	0,116%	0,116%	0,177%
Référentiels, principes, méthodes comptables	0,526%	0,526%	0,529%
Informations segmentées	0,151%	0,151%	0,151%

Les scores sont obtenus par les entreprises libyennes dans leur ensemble et par les entreprises cotées et non cotées en bourse d'un exercice à l'autre. Les scores et les indices par rubrique, pour les deux types d'entreprises, présentent les caractéristiques suivantes :

- ❖ les scores et les indices de la qualité des informations comptables offertes pour les entreprises cotées en bourse sont en hausse par rapport à ceux des entreprises non cotées
- ❖ l'évolution de la croissance des scores de qualité en pourcentage pour les

entreprises cotées en bourse est plus forte que pour les entreprises non cotées

❖ les scores de la rubrique situation financière sont les plus élevés et en croissance continue sur la période étudiée, en comparaison avec les autres rubriques. Mais, au niveau de l'évolution des scores, la rubrique perspective et orientation obtient le meilleur résultat. La rubrique situation financière pour les entreprises cotées et non cotées en bourse obtient les meilleurs scores pour les trois exercices étudiés. Cependant, au niveau des indices de la qualité moyenne d'informations comptables offertes, la rubrique présentation et description de l'entreprise prend le meilleur résultat, contrairement au classement des scores de qualité par rubriques où la section de la situation financière obtient généralement le meilleur résultat.

❖ les rubriques perspectives de développement et orientations, informations segmentées, méthodes comptables ont obtenu les plus mauvais résultats, que ce soit en termes de scores ou d'indices de la qualité des informations comptables offertes. Cela signifie que les entreprises ne diffusent pas ou pas assez d'informations comptables relatives aux perspectives de développement et aux orientations et que les informations segmentées sont quasiment absentes des rapports annuels des entreprises libyennes ou très rarement diffusées.

❖ les dix meilleures entreprises, en termes de scores de qualité d'informations comptables offertes dans les rapports annuels, n'occupent pas toujours les mêmes places par rubrique d'items ou très rarement. Dans le classement, nous en retrouvons six pour la rubrique présentation et description, sept pour la rubrique situation économique, cinq pour la rubrique situation financière, six pour la rubrique perspectives de développement et orientations, neuf pour la rubrique référentiels, principes et méthodes comptables et quatre pour la rubrique information segmentée des dix meilleures entreprises en terme de score total. Il est à noter que toutes les entreprises qui occupent les cinq premières places par rubrique sont des entreprises cotées en bourse.

7.5. L'offre d'information des entreprises libyennes au cours de la période étudiée

L'examen de l'offre d'informations comptables diffusées par les entreprises libyennes pour la période étudiée se fonde sur les données collectées lors de la lecture dichotomique des rapports annuels. L'analyse du rapport annuel des entreprises nous permet d'approfondir les

pratiques de diffusion d'informations comptables des entreprises libyennes et leur évolution au cours de la période. Cette analyse concerne l'intégralité de la liste d'items qui suit.

- Présentation de l'entreprise.
- Éléments sur la situation économique de l'entreprise.
- Éléments sur la situation financière de l'entreprise.
- Éléments sur les perspectives de développement et les prévisions de l'entreprise.
- Référentiels, principes et méthodes comptables adoptés.
- Informations segmentées.

L'information incluse dans le rapport annuel, concernant le premier groupe, porte sur des informations générales sur l'entreprise ; elles sont de caractère qualitatif, tel le nom de l'entreprise et son adresse, sa forme juridique, ses sites d'exploitation et ses filiales, ainsi que quelques informations chiffrées. D'après le contenu fourni dans le rapport annuel, nous pouvons faire certaines constatations que voici :

- l'absence d'informations de la rubrique présentation et description de l'entreprise porte sur (item 8) les informations sur les filiales (chiffre d'affaires, activité), (item 9) les performances financières, (item 11) tableau d'évolution de capital et (item 13) données historiques chiffrées. Aucune entreprise n'offre d'information concernant l'évolution du capital et des droits de vote depuis la création de l'entreprise, et une seule entreprise (El-Ahlyia de ciment) l'a inclus dans son rapport annuel portant sur les performances boursières. 21% des entreprises de l'échantillon offrent, dans leurs rapports annuels, des informations sur les filiales qui concernent le plus souvent le chiffre d'affaires
- les entreprises présentent 67% des informations dans le rapport annuel. L'offre d'informations sur la situation économique de l'entreprise, qui comprend plusieurs aspects, est pauvre, comme l'indiquent les coefficients obtenus pour chaque item. Les entreprises incluent peu d'informations dans le rapport annuel portant sur le domaine commercial, à l'exception du chiffre d'affaires. Aucune information sur les activités abandonnées par les entreprises n'était fournie dans les rapports annuels des entreprises libyennes. L'offre d'informations portant sur le domaine industriel dans les rapports annuels montre que peu d'entreprises mentionnent le montant engagé pour la R&D. Il est intéressant de noter que l'ensemble des entreprises libyennes n'inclut pas

d'informations, dans les rapports annuels, sur la description des axes et des effectifs de recherche et développement pour les années précédentes

- nous observons que les entreprises fournissent plus d'informations sur les voies de financement d'une année à l'autre au cours de la période étudiée. L'offre d'informations sociales reste insuffisante, les entreprises se contentant de fournir des informations sur les avantages des responsables, leurs noms, et les responsabilités des principaux dirigeants. Les entreprises libyennes sont considérées comme non citoyennes puisqu'elles ne prennent pas la question de l'environnement en compte ; en effet, seules 7 entreprises en 2007 (15% de l'échantillon) diffusent des informations relatives à l'environnement dans leurs rapports annuels

- l'offre d'informations sur la situation financière est approfondie à travers sept items : l'item 37, qui détaille la composition et les mouvements des actifs immobilisés, et les items 40, 49, 51, 56, 67. Ces informations sont généralement incluses dans le rapport annuel ou exigées par les réglementations ; il en est ainsi du détail de la composition et du mouvement des actifs ainsi que de l'opinion des commissaires aux comptes. Les entreprises fournissent des données dans les rapports annuels afin de calculer les ratios tels que la solvabilité et la liquidité. La lecture des rapports annuels montre que très peu d'entreprises font des analyses financières. Il nous semble que, bien que la bourse libyenne adopte les normes comptables internationales pour les entreprises cotées, les entreprises ne fournissent pas assez d'informations comptables dans leurs rapports annuels

Tableau (19). L'offre de tableaux de financement et de flux de trésorerie

	2007	2008	2009
Nombre d'entreprises offrant un tableau de financement	27	27	27
Nombre d'entreprises offrant un tableau de flux de trésorerie	15	16	16

- les entreprises incluent très peu d'informations de prévisions ou d'objectifs chiffrés. Les entreprises offrent des informations sur les perspectives et les orientations stratégiques, notamment l'annonce d'un nouveau produit. Moins de 2% des entreprises proposent des informations concernant les prévisions du chiffre d'affaires, mais jamais la part de marché, la croissance, les concurrents potentiels ni l'évolution de l'effectif. Les informations offertes dans les rapports annuels relatives

aux actions entreprises pour la réalisation des objectifs et aux actions prévues dans les années futures ne concernent que 33% de notre échantillon en 2009. Les écarts entre les prévisions et la réalisation des objectifs ne sont commentés que par 9 des entreprises. Quant aux prévisions relatives aux engrangements de retraite et aux avantages du personnel, les entreprises n'incluent que très peu d'informations à ce sujet dans le rapport annuel

- l'offre d'informations concernant les référentiels, les principes et les méthodes comptables adoptés, est assez satisfaisante, cela est dû à l'obligation légale et à l'application des normes internationales. Il est à noter que les entreprises n'incluent, en aucun cas, dans leurs rapports annuels, des informations concernant les explications et la valorisation des conséquences des changements de méthodes éventuels ou des chiffres pro-forma sur les trois exercices lors de changement de méthodes comptables.
- l'information segmentée par secteur ou zones géographiques inclut le plus souvent le chiffre d'affaires ou les ventes au détail ou les produits. Les entreprises n'offrent pas d'informations sur les éléments d'actifs et les effectifs, ni sur les investissements. Il est à souligner que le chiffre d'affaires est souvent présent dans le rapport annuel.

7.6. Confrontation de l'offre et de la demande d'informations comptables du rapport annuel

À partir des résultats de la lecture dichotomique (l'item présent prend 1, l'item absent prend 0), nous avons effectué notre démarche afin d'évaluer la qualité des informations comptables offertes par les entreprises libyennes. C'est un mode fréquemment utilisé dans les études antérieures et il est jugé objectif.

En effet, les répondants ont été invités à évaluer le degré d'utilité qu'ils accordaient aux items de la liste établie, en donnant une note sur une échelle de Likert à cinq points. Le poids moyen est la somme des notes attribuées par les répondants. Nous utilisons une mesure adoptée par Buzby (1974) et par Michaïlesco (1998), qui prend en compte la forme de la diffusion de l'item. Le degré de diffusion (DDF) de chaque item est mesuré par son score moyen de diffusion, dans les entreprises susceptibles de le diffuser, divisé par le poids moyen de l'item. Le score moyen de diffusion de chaque item est calculé à partir de la somme des points accordés à l'item divisée par le nombre d'entreprises susceptibles de le diffuser.

DDF = (score moyen de la diffusion de l'item/ le poids moyen de l'item)* 100.

L'examen des rapports annuels de notre échantillon des entreprises libyennes va nous permettre d'attribuer les points aux différents items de la liste établie. La vérification de la présence de l'item dans le rapport annuel permet d'apprécier le rapport annuel à travers les notes obtenues.

Notre objectif est d'examiner tout particulièrement le niveau de la diffusion des différents items de la liste établie par la détermination du pourcentage des entreprises qui diffusent l'item réellement par rapport aux entreprises susceptibles de le diffuser. Dans quelle mesure l'offre d'informations dans les rapports annuels correspond-elle aux besoins des utilisateurs dans le contexte libyen ? La détermination du pourcentage nous permettra d'identifier les items les plus et les moins communiqués par les entreprises libyennes. Comme Prencipe (2004)⁶⁰, Chakroun et Matoussi (2010)⁶¹, nous comparons le pourcentage des entreprises qui divulguent les items (l'offre d'informations comptables dans le rapport annuel) par rapport à leur poids moyen (demande d'utilisateurs d'informations comptables). Nous comparons, également, le classement des items selon la perception de leur importance par les utilisateurs (colonne 2) avec leur classement selon le degré de leur diffusion (colonne 7). Enfin, nous allons calculer le degré global de la diffusion en pourcentage.

7.6.1. Analyse des résultats empiriques de l'offre et de la demande des entreprises libyennes

Nous allons analyser l'offre et la demande d'informations comptables diffusées dans les rapports annuels des entreprises libyennes pour l'ensemble de notre échantillon, pour l'année 2009.

⁶⁰Prencipe A, (2004), « Proprietary costs and determinants of voluntary segment disclosure: Evidence from Italian listed companies », *European Accounting Review*, vol 13, n° 2.

⁶¹Chakroun R. et Matoussi H. (2010), « confrontation entre l'offre et la demande d'informations volontaires au niveau des rapports annuels dans un pays émergent : cas de la Tunisie, publié dans "Crise et nouvelles problématiques de la valeur ", Nice.

Tableau (20). Offre et demande d'informations volontaires dans le rapport annuel

1	2	3	4	5	6	7	8	9
item	poids moyen	classement de la colonne (2)	nombre d'entreprises susceptibles de divulguer l'item	score moyen	DDF (Score moyen/poids moyen)*100	classement de la colonne (6)	nombre d'entreprises qui divulguent l'item	% d'entreprises qui divulguent l'item (colonne 8/colonne 4)* 100
1	2,19	40	46	1	46%	13	46	100%
2	1,91	24	46	1	52%	10	46	100%
3	1,96	26	46	1	51%	11	46	100%
4	1,78	16	46	1	56%	7	46	100%
5	2,2	43	46	1	45%	14	46	100%
6	2,46	61	46	1	41%	17	46	100%
7	2,56	69	46	0,98	38%	20	45	97,80%
8	2,28	50	16	0,22	10%	34	9	56,30%
9	2,65	72	19	0	0%	43	0	0%
10	2,24	44	46	0,93	42%	16	43	93,50%
11	2,39	58	19	0,02	1%	42	1	5,30%
12	2,41	59	43	0,11	5%	38	5	11,60%
13	2,26	47	32	0,09	4%	39	4	12,50%
14	2,61	70	32	0,07	2%	41	3	9,40%
15	1,65	9	46	1	61%	4	46	100%
16	2,54	67	28	0	0%	43	0	0%
17	2,17	39	46	0,22	10%	34	10	21,70%
18	2,46	62	28	0,43	18%	29	20	71,40%
19	3,39	83	31	0	0%	43	0	0%
20	2,54	68	31	0	0%	43	0	0%
21	2,67	75	31	0,43	16%	30	20	64,50%
22	3,17	80	20	0	0%	43	0	0%
23	2,02	29	43	0,09	4%	39	3	7%
24	2,06	31	33	0,15	7%	36	7	21,20%
25	1,89	22	41	0,43	23%	28	20	48,80%
26	2,76	78	36	0,35	13%	33	16	44,40%
27	2,48	64	46	0,67	27%	25	21	45,70%
28	3,54	85	43	0,17	5%	38	8	18,60%
29	2,89	79	32	0	0%	43	0	0%
30	3,26	82	23	0,07	2%	41	3	13%
31	2,48	65	43	0,87	35%	22	40	93%
32	3,19	81	32	0	0%	43	0	0%
33	3,41	84	43	0,52	15%	31	24	55,80%
34	2,52	66	24	0,15	6%	37	7	29,20%
35	2,69	76	32	0	0%	43	0	0%
36	1,61	8	46	1	62%	3	46	100%
37	1,67	11	46	0,54	33%	23	25	54,30%

38	1,65	10	46	0,96	58%	5	41	89,10%
39	1,59	6	46	1	63%	2	46	100%
40	2,19	41	25	0,04	2%	41	2	8%
41	1,85	19	37	0,48	26%	26	22	59,50%
42	1,96	27	43	0,04	2%	41	2	4,70%
43	1,56	4	43	0,76	49%	12	35	81,40%
44	1,57	5	46	0,96	61%	4	40	87%
45	1,76	13	19	0,07	4%	39	3	15,80%
46	1,5	3	40	0,59	39%	19	27	67,50%
47	1,43	1	44	0,35	24%	27	16	36,40%
48	1,48	2	46	1	68%	1	46	100%
49	2,06	32	45	0,83	40%	18	38	84,40%
50	1,76	14	46	1	57%	6	46	100%
51	2,26	48	46	0,37	16%	30	17	37%
52	2,26	49	46	0,63	28%	24	29	63%
53	2,19	42	32	0	0%	43	0	0%
54	2,37	56	39	0,24	10%	34	10	25,60%
55	1,89	23	46	1	53%	9	46	100%
56	2,06	33	43	0	0%	43	0	0%
57	1,83	18	46	1	55%	8	46	100%
58	1,98	28	32	0	0%	43	0	0%
59	2,11	35	46	0,17	8%	35	8	17,40%
60	2,13	37	32	0,02	1%	42	1	3,10%
61	1,87	21	43	0,3	16%	30	14	32,60%
62	2,31	53	43	0,13	6%	37	6	14%
63	1,85	20	25	0,13	7%	36	6	24%
64	1,93	25	43	0,11	6%	37	4	9,30%
65	2,33	54	46	0,54	23%	28	15	32,60%
66	2,37	57	45	0,87	37%	21	40	88,90%
67	2,04	30	46	1	49%	12	46	100%
68	2,46	63	32	0,09	4%	39	4	12,50%
69	2,43	60	32	0,07	3%	40	3	9,40%
70	2,11	36	43	0,48	23%	28	22	51,20%
71	2,33	55	43	0,33	14%	32	15	34,90%
72	2,28	51	43	0,02	1%	42	1	2,30%
73	2,63	71	20	0	0%	43	0	0%
74	2,13	38	32	0,09	4%	39	4	12,50%
75	2,65	73	32	0,04	2%	41	2	6,30%
76	1,8	17	46	1	56%	7	46	100%
77	1,59	7	46	1	63%	2	46	100%
78	1,76	15	46	0,76	43%	15	36	78,30%

79	1,67	12	46	0,76	46%	13	36	78,30%
80	2,06	34	43	0	0%	43	0	0%
81	2,24	46	39	0	0%	43	0	0%
82	2,65	74	39	0,17	7%	36	8	20,50%
83	2,72	77	34	0,09	3%	40	4	11,80%

7.6.1.1. Divergence entre l'offre et la demande d'informations comptables diffusées dans les rapports annuels

Nous rappelons, tout d'abord, que nous allons comparer, d'un côté les pourcentages des entreprises qui diffusent les items (colonne 9) et les valeurs de score moyen (colonne 5) par rapport à leur poids moyen (colonne 2), et de l'autre côté, le classement des items en fonction des poids moyens (colonne 3) par rapport au classement des items selon DDF (colonne 7). Nous constatons qu'il existe un écart entre l'offre et la demande d'informations comptables diffusées dans les rapports annuels pour 48 items qui sont énumérés ci-après.

Item n° 8. Présentation des informations sur les filiales

Item n° 9. Tableau d'évolution du capital et des droits de vote depuis la création de l'entreprise.

Item n° 11. Présentation des performances boursières (évolution du cours de l'action (moyenne, cours extrêmes) ou capitalisation boursière).

Item n° 12. Données chiffrées concernant l'historique de l'entreprise.

Item n° 13. Discussion sur la position compétitive de l'entreprise sur le marché.

Item n° 14. Identification des principaux concurrents.

Item n° 16. Informations relatives à une activité abandonnée.

Item n° 17. Présentation des informations sur la politique de commercialisation.

Item n° 19. Description des axes de recherche et développement de l'entreprise.

Item n° 20. Résultats obtenus (succès ou échecs) sur les projets de R&D mis en œuvre.

Item n° 22. Présentation des informations relatives aux effectifs de R&D.

Item n° 23. Informations sur les facteurs économiques, sociaux ou politiques ayant influencé la performance.

Item n° 24. Description de la politique financière de l'entreprise au cours des derniers exercices.

Item n° 26. Information sur le nombre des effectifs et leur évolution pendant l'année.

Item n° 27. Informations relatives aux noms et responsabilités des principaux dirigeants.

Item n° 28. Information sur les relations sociales.

Item n° 29. Répartition de l'effectif par qualification ou tranche d'âge ou par branche ou zone géographique.

Item n° 30. Participation de l'entreprise dans l'insertion et l'emploi des jeunes, des femmes et des handicapés là où elle implante ses activités.

Item n° 32. Tableaux des objectifs sociaux et sociétaux.

Item n° 34. Présentation des actions pour la protection de l'environnement, la maîtrise de l'énergie et de leurs impacts.

Item n° 35. Tableaux des objectifs environnementaux.

Item n° 40. Discussion sur les actions futures à créer par droits de souscription ou conversion d'obligations ou par modification du nombre d'actions.

Item n° 42. Informations détaillées relatives aux montants à payer et à recevoir.

Item n° 45. Informations relatives aux engagements financiers et aux instruments financiers.

Item n° 47. Tableau des flux de trésorerie.

Item n° 51. Présentation des informations relatives au montant des dividendes.

Item n° 53. Faits marquants de l'exercice (résultat exceptionnel).

Item n° 54. Frais à payer en devises étrangères.

Item n° 56. Informations concernant les effets des corrections d'erreurs fondamentales.

Item n° 58. Discussion relatives aux effets des variations de prix sur le résultat opérationnel ou la position financière de l'entreprise.

Item n° 59. Informations relatives aux subventions publiques et aide publique présentées au bilan ou au compte de résultat.

Item n° 60. Discussions relatives aux effets des variations des cours des monnaies étrangères.

Item n° 61. Informations relatives aux coûts d'emprunt (méthode comptable utilisée ou montant total).

Item n° 62. Informations relatives aux parties liées à une entreprise (nature des relations entre les parties liées ou nature de la transaction).

Item n° 63. Information relatives aux actifs et passifs financiers en juste valeur.

Item n° 64. Discussion autour des principaux risques susceptibles d'affecter la performance financière de l'entreprise.

Item n° 65. Présentation des informations financières comparatives aux états financiers antérieurs.

Item n° 68. Informations relatives aux entreprises associées.

Item n° 69. Informations relatives aux participations dans les coentreprises.

Item n° 71. Actions prises pour la réalisation des objectifs et les actions à prendre dans les

années futures.

Item n° 72. Prévisions sur l'évolution de rentabilité ou de la part de marché, croissance, concurrents potentiels, évolution de l'effectif.

Item n° 73. Présentation des prévisions relatives aux recherches et au développement.

Item n° 74. Explications des variations entre prévisions précédentes et réalisations.

Item n° 75. Provisions relatives aux engagements de retraite et autres avantages du personnel

Item n° 80. Explication et valorisation des conséquences des changements de méthode éventuels.

Item n° 81. Chiffres pro-forma sur trois exercices lors de changements de méthodes comptables.

Item n° 82. Informations segmentées par secteur d'activités (chiffre d'affaires ou produits ...).

Item n° 83. Informations segmentées par zones géographiques (chiffre d'affaires ou résultat d'exploitation ...).

Nous constatons qu'il existe un écart très important entre l'offre et la demande d'informations. La demande des utilisateurs d'informations comptables est très forte, 48 items de notre liste ne sont pas diffusés ou sont très peu diffusés. Aucune entreprise ne diffuse les 13 items suivants : 9, 16, 19, 20, 22, 29, 32, 35, 53, 58, 73, 80, 81, (la majorité de ces items concerne la rubrique situation économique).

Nous remarquons que l'étendue de l'offre d'informations comptables par rapport à leur demande est faible pour la majorité des items, puisque 58% de notre liste d'items ne sont pas offerts par les entreprises libyennes. Les items qui sont quasi-absents dans le rapport annuel des entreprises libyennes se retrouvent dans les rubriques suivantes :

- la rubrique présentation et description des entreprises (31% d'items ne sont pas diffusés selon les attentes des analystes financiers et des experts comptables)
- la rubrique situation économique (74% d'items ne sont pas diffusés selon les attentes des analystes financiers et des experts comptables)
- la rubrique situation financière (53% d'items ne sont pas diffusés selon les attentes des analystes financiers et des experts comptables)
- la rubrique perspective de développement et orientation (83% d'items ne sont pas diffusés selon les attentes des analystes financiers et des experts comptables)
- la rubrique information segmentée (100% d'items ne sont pas diffusés selon les attentes des analystes financiers et des experts comptables)

La majorité des entreprises libyennes n'accordent pas d'importance aux informations sociales, cela explique l'absence des items diffusés dans le rapport annuel. Ainsi, les entreprises libyennes ne sont pas considérées comme des entreprises citoyennes puisque les items relatifs aux informations environnementales ne sont pas communiqués, ou bien les entreprises n'ont pas mis en œuvre des actions pour protéger l'environnement.

Globalement, nous constatons que, bien que la bourse libyenne applique les normes comptables internationales, très peu d'items, dans le rapport annuel, sont conformes aux attentes des analystes financiers et des experts comptables. Plusieurs items ont obtenu des moyennes élevées (poids moyens) par l'attribution des notes de la part des utilisateurs, mais ne sont pas ou très peu diffusés par les entreprises susceptibles de les diffuser.

7.6.1.2. Convergence entre l'offre et la demande d'informations comptables diffusées dans les rapports annuels

Il existe un décalage entre l'offre et la demande d'informations comptables. Nous avons 35 items qui sont diffusés et représentent 42% de l'ensemble des items de notre liste. Les items diffusés par les entreprises libyennes sont énumérés ci-après.

Item n° 1. Noms et adresse de l'entreprise où elle est enregistrée.

Item n° 2. Adresse de son siège social ou de l'établissement principal.

Item n° 3. Forme juridique de l'entreprise.

Item n° 4. Date de clôture de l'exercice ou de la publication des états financiers de l'entreprise.

Item n° 5. Description générale des activités offertes par l'entreprise.

Item n° 6. Monnaie de présentation des états financiers.

Item n° 7. Principaux sites d'exploitation de l'entreprise.

Item n° 10. Principaux actionnaires de l'entreprise (pourcentage du capital ou droits de vote détenus).

Item n° 15. Présentation du chiffre d'affaires.

Item n° 18. Présentation des savoir-faire et des frais de recherche et de développement de l'entreprise.

Item n° 21. Frais de recherche et de développement engagés.

Item n° 25. Discussion sur les voies de financement de l'activité privilégiées dans le futur.

Item n° 31. Informations relatives aux avantages du personnel.

Item n° 33. Informations relatives à l'Assemblée générale mixte.

Item n° 36. Présentation détaillée de la composition et des mouvements des actifs immobilisés.

Item n° 37. Informations relatives aux investissements financiers en titre de participation réalisés au cours de l'exercice.

Item n° 38. Informations relatives aux investissements corporels et incorporels réalisés au cours de l'exercice.

Item n° 39. Informations relatives aux variations des capitaux propres.

Item n° 41. Discussions relatives aux actions autorisées ou actions émises ou entièrement libérées ou non libérées ou en valeur nominale, actions détenues par l'entreprise, ses filiales ou les entreprises associées.

Item n° 43. Informations relatives aux dettes financières.

Item n° 44. Informations relatives au compte Créances Clients.

Item n° 46. Tableau de financement de l'exercice.

Item n° 48. Présentation de l'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) ou de la VA (valeur ajoutée) et du Résultat d'Exploitation ou des données nécessaires pour les calculer.

Item n° 49. Information détaillée sur les charges d'exploitation.

Item n° 50. Capacité d'autofinancement ou marge brute d'autofinancement dégagée au cours de l'exercice ou données nécessaires pour les calculer.

Item n° 52. Comparaison de chiffre d'affaires et bilan de l'exercice.

Item n° 55. Informations relatives aux impôts.

Item n° 57. Informations sur la solvabilité et la liquidité ou informations pour les calculer.

Item n° 66. Informations relatives aux méthodes de calcul des données d'appréciation (dividende et résultat par actions, taux de rendement des actions, ratios financiers, agrégats nets).

Item n° 67. Opinion des Commissaires aux comptes (audit) sur le rapport du président du conseil d'administration, les comptes.

Item n° 70. Discussion sur les perspectives et orientations stratégiques.

Item n° 76. Indication du référentiel national ou international (IASB, FASB, ASB).

Item n° 77. Informations relatives aux principes et méthodes comptables utilisés pour l'établissement des états financiers.

Item n° 78. Informations relatives aux traitements de stock.

Item n° 79. Informations relatives aux dépréciations d'actifs et passifs.

Ces items sont diffusés par les entreprises libyennes (producteurs d'informations) de façon satisfaisante par rapport à leur importance pour les utilisateurs d'informations comptables (analystes financiers, experts comptables). Les items (1,2,3,4,5,6,36,39,48,50,55,57,67,77) sont diffusés par toutes les entreprises libyennes étudiées pour 2009. L'offre de ces items par les entreprises est conforme à la demande des utilisateurs d'informations comptables. Nous pouvons en déduire que les items qui font l'objet de la diffusion (l'offre) ne présentent pas d'informations primordiales pour les utilisateurs. À titre d'exemple, les items n° 1, 2, 3, 4, 5, 6 sont à la fois des informations générales relatives à la présentation et à la description de l'entreprise, et des obligations dues au marché financier. Ainsi, ces items figurent-ils généralement dans les états financiers. Il est à signaler que 16 items parmi 35 cités ci-dessus sont inclus dans la rubrique situation financière. Ces items ont vocation obligatoire en raison du marché financier ou de l'application des normes comptables internationales ou des normes exigées par la loi commerciale.

7.6.2. Analyse de la confrontation de l'offre et de la demande par rubrique

➤ *Rubrique présentation et description de l'entreprise.*

Il n'existe pas d'écart entre l'offre et la demande d'informations comptables dans cette rubrique pour les 12 items. Ces items sont présentés de manière très satisfaisante par les producteurs d'informations comptables pour les utilisateurs (analystes financiers, experts comptables) et il y a une convergence entre l'offre et la demande pour 75% (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10) de ceux qui sont présentés dans cette rubrique ; néanmoins, il existe une divergence pour 15% d'entre eux (9, 11, 12).

La convergence entre l'offre et la demande de cette rubrique pourrait être expliquée par sa nature générale, car elle ne présente pas d'informations très confidentielles ni primordiales dans la prise des décisions pour les utilisateurs d'informations comptables.

➤ *Rubrique la situation économique de l'entreprise.*

Cette rubrique contient 23 items, nous remarquons qu'il existe un grand écart entre l'offre et la demande d'informations comptables. La majorité de ces items n'est pas offerte par les entreprises (producteurs d'informations). L'offre d'informations comptables n'est pas satisfaisante. Nous observons qu'il existe un écart très important entre l'offre et la demande

d'informations comptables pour 18 items qui représentent 78% de cette rubrique. Ces items sont les suivants ; 13, 14, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 32, 34, 35.

Cette divergence entre l'offre et la demande d'informations comptables est due à la nature des informations de cette rubrique, commerciales, industrielles, sociales, politiques et environnementales. Les entreprises libyennes n'accordent pas beaucoup d'importance aux items du domaine industriel, social et environnemental puisque ces informations ont une vocation qualitative. Le marché financier libyen n'est pas assez efficient pour que les entreprises diffusent ces informations bien qu'il y ait obligation de divulguer ces informations dans le rapport annuel.

➤ *Rubrique situation financière de l'entreprise.*

Il n'existe pas de décalage important entre l'offre et la demande pour les 16 items (47% d'items). Ces items sont diffusés de façon adéquate par rapport à leur intérêt pour les utilisateurs d'informations dans le contexte libyen. Il y a également une grande marge entre l'offre et la demande d'informations pour 18 items (53% d'items). Le décalage entre l'offre et la demande peut être expliqué par la nature et l'importance de la diffusion de l'information pour l'entreprise elle-même et par l'utilisation possible des concurrents au préjudice de l'entreprise. Certaines entreprises, par prudence, ne diffusent donc pas ces informations.

➤ *Rubrique perspectives de développement et prévisions de l'entreprise.*

Nous remarquons qu'il existe une grande divergence entre l'offre et la demande d'informations comptables. La diffusion d'informations de cette rubrique n'est pas satisfaisante. Les entreprises libyennes n'accordent aucune importance aux informations relatives aux prévisions et orientations de développement de l'entreprise.

➤ *Rubrique référentiels, principes et méthodes comptables adoptés.*

Nous observons qu'il y a une convergence entre l'offre et la demande d'informations comptables par les utilisateurs d'informations comptables. L'offre d'informations dans cette rubrique est satisfaisante et présente 67% (4 parmi les 6 items).

➤ *Rubrique informations segmentées.*

Nous constatons qu'il existe une grande divergence entre l'offre et la demande d'informations. Les entreprises libyennes n'attachent pas beaucoup d'intérêt aux informations

segmentées par secteur d'activité ou par zone géographique. Dans certains cas, la divergence entre l'offre et la demande peut être expliquée par l'absence des filiales.

7.7. Apport à la connaissance des pratiques de diffusion d'informations en Libye

Notre étude, menée sur un échantillon d'entreprises libyennes cotées (21 entreprises) et non cotées (25 entreprises) en bourse, sur une période de trois ans, porte ses fruits en fournissant de nombreuses informations sur la pratique de diffusion d'informations dans les rapports annuels de l'ensemble de l'échantillon. Comparés aux différents résultats des études antérieures, des études annuelles des cabinets d'audits sur des groupes industriels français, ainsi qu'aux différentes études faites dans le contexte des pays en voie de développement ou des pays en transition vers l'économie de marché, nos résultats nous permettent de mettre en perspective l'évolution et les caractéristiques de la qualité de l'information comptable diffusée par rapport aux pratiques de diffusion dans d'autres pays.

Néanmoins, notre étude n'est pas exempte de limites tant en ce qui concerne l'application de l'indice de qualité de l'information offerte, des notes calculées, qu'en ce qui concerne l'échantillon des entreprises libyennes et, notamment, la généralisation possible des résultats.

7.7.1. Mise en perspective de la qualité de l'information comptable en Libye

Les résultats de l'étude des scores de qualité et de l'offre d'informations comptables dans les rapports annuels des entreprises libyennes, comparés aux études antérieures, permettent d'évaluer la pratique de la diffusion par rapport aux autres pays, et ainsi d'établir un panorama de la diffusion des informations comptables des entreprises libyennes.

7.7.1.1. Comparaison de l'offre d'informations des entreprises libyennes avec les résultats des études empiriques universitaires des pays développés

La comparaison des résultats de notre recherche avec les études antérieures, notamment sur l'offre d'informations comptables dans les rapports annuels des entreprises, dévoile de

nombreuses évolutions intéressantes dans le contexte libyen, et de nombreuses déficiences et hétérogénéités permanentes pendant la période étudiée.

Les résultats de l'étude menée par Zhou (1997) et Michaïlesco (1998), sur un échantillon des rapports annuels, montrent, tout comme notre étude, une augmentation des scores d'indices ; nous constatons qu'il y a certains points communs, particulièrement en ce qui concerne :

- l'offre d'informations sur les mouvements des immobilisations
- l'offre d'informations sur les variations de capitaux propres
- la présentation d'un tableau de financement ou de flux de trésorerie qui s'améliore d'une année à l'autre
- l'offre d'informations sur le chiffre d'affaires est très peu segmentée par activités ou zones géographiques
- l'offre d'informations par activités ou par zones géographiques est globalement peu segmentée par activités ou zones géographiques
- l'offre d'informations sur la présentation et la description de l'entreprise
- l'offre d'informations environnementales.

Nous remarquons qu'il existe certaines concordances avec l'étude de Michaïlesco (1998) :

- l'offre d'informations concernant l'exposition des métiers, activités et produits
- l'offre d'informations sur l'indication du référentiel national ou international utilisé
- l'offre d'informations relatives aux principes et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des états financiers.

Il existe également des ressemblances avec l'étude de Zhou (1997), dans les items diffusés par les entreprises françaises en ce qui concerne :

- l'offre d'informations sur le traitement des stocks
- l'offre d'informations concernant la présentation et la description de l'entreprise

Même remarque, toujours à propos de l'étude de Zhou (1997), dans les items diffusés par les entreprises de Grande-Bretagne au sujet de :

- l'offre d'informations relatives aux impôts
- l'offre d'informations relatives aux avantages du personnel.

7.7.1.2. Comparaison de l'offre d'informations des entreprises libyennes avec les résultats des études empiriques universitaires des pays en voie de développement

En comparant notre résultat avec d'autres études, dans le contexte des pays en voie de développement, nous observons que l'offre d'informations comptables dans les rapports annuels concernant les entreprises libyennes ne diffère pas d'avec les résultats de l'étude menée par Chakroun (2010) dans le contexte tunisien. Nous observons qu'il y a plusieurs points communs dans l'offre d'informations pour les pays en voie de développement et ces points sont les suivants :

- l'offre d'informations sur la présentation et la description de l'entreprise notamment les activités et les principaux produits, les services et les marchés de l'entreprise.
- l'offre d'informations sur l'environnement
- l'offre d'informations segmentées en zones géographiques ou par activités
- l'offre d'informations sur la perspective et les orientations de développement.
- l'insuffisance de l'offre d'informations sur les principaux actionnaires de l'entreprise
- l'insuffisance de l'offre d'informations sur la position compétitive de l'entreprise relative aux marchés (part de marché, taux de croissance, atouts quantitatifs et qualitatifs par rapport à la concurrence)
- l'insuffisance de l'offre d'informations sur la présentation des principaux concurrents (rentabilité, parts de marché, croissance)
- l'insuffisance de l'offre d'informations sur la présentation de la politique de commercialisation
- l'insuffisance de l'offre d'informations sur le nombre des effectifs et leur évolution pendant l'année
- l'insuffisance de l'offre d'informations sur la description des axes de recherche et le développement de l'entreprise
- l'insuffisance de l'offre d'informations sur le résultat obtenu (succès ou échecs) concernant les projets de R&D mis en œuvre
- l'insuffisance de l'offre d'informations relatives aux noms et aux responsabilités des principaux dirigeants
- l'insuffisance de l'offre d'informations sur les relations sociales

- l'insuffisance de l'offre d'informations sur la participation de l'entreprise dans l'insertion et l'emploi des jeunes, des femmes et des handicapés où elle implante ses activités
- l'insuffisance de l'offre d'informations sur les perspectives et orientations stratégiques (nouveaux produits, nouveaux marchés, choix de développement)
- l'insuffisance de l'offre d'informations sur les actions prises pour la réalisation des objectifs et les actions à entreprendre dans les années futures
- l'insuffisance de l'offre d'informations sur les prévisions de l'évolution de la rentabilité, la part de marché, la croissance, les concurrents potentiels, l'évolution de l'effectif
- l'insuffisance de l'offre d'informations sur les explications des variations entre prévisions précédentes et réalisations.

L'insuffisance de l'offre d'informations dans les rapports annuels est identique dans le contexte tunisien et libyen et demande n'est pas satisfaite.

CONCLUSION DU CHAPITRE 7

Nous pouvons conclure que, si la qualité s'améliore au cours de la période étudiée, notamment pour 2007-2008, nous constatons que l'offre d'informations se concentre principalement sur la rubrique de la présentation et de la description de l'entreprise et sur l'information financière. L'information valorisée sur la situation économique, les prévisions, les perspectives, les orientations stratégiques et l'information segmentée, est faible, voire inexistante. Il est également à noter que l'information valorisant les conséquences des changements de méthodes comptables est absente ou très peu diffusée.

En effet, bien que les entreprises aient l'obligation de se conformer aux normes comptables internationales mises en application pour les entreprises cotées en bourse, cela ne les incite pas à diffuser davantage d'informations comme l'exigent les normes, alors que les entreprises non cotées en bourse ont tendance à communiquer les informations prescrites par la loi.

Ces caractéristiques suscitent donc plusieurs réflexions quant à l'influence des marchés financiers et des contraintes pesant sur la diffusion, telle l'influence du rôle des réglementations.

➤ *Le rôle du marché financier*

Le développement du marché financier a, pour conséquence, un accroissement des besoins en informations des différents groupes d'utilisateurs tels que les investisseurs, les banques, les analystes financiers, les experts comptables. Afin d'établir leurs prévisions et de procéder à des évaluations de la situation de l'entreprise ciblée, les utilisateurs d'informations ont besoin d'informations qui soient à la fois sincères, fiables, pertinentes, comparables, homogènes et économiquement significatives. Ces informations ne doivent pas être contaminées par des éléments exceptionnels et des méthodes comptables inadéquates.

Pour aider les utilisateurs d'informations à prendre les meilleures décisions et pour répondre à leurs besoins, les informations les plus importantes sont les suivantes :

- un compte de résultat détaillant le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée, le résultat d'exploitation
- la présentation des informations trimestrielles
- le détail des engagements environnementaux

- le détail des engagements de l'entreprise dans la politique industrielle et la R&D
- le détail des actions prises pour la politique commerciale
- le détail des engagements de la politique financière et les voies de financement
- le détail de la politique sociale
- le détail des engagements financiers et des instruments financiers
- un tableau de financement détaillant les flux
- la nature et les conséquences en cas de corrections comptables
- le détail des engagements hors bilan (crédit-bail, effets escomptés)
- le détail des engagements publics et la nature de l'aide publique
- la nature et l'impact des changements de méthodes comptables
- les conséquences des modifications du périmètre
- le rapprochement des référentiels comptables utilisés, en particulier lorsqu'ils sont combinés
- le détail des informations segmentées
- le détail des conséquences imprévues, survenues pendant l'année.

Cependant, la lecture dichotomique des rapports annuels des entreprises libyennes montre l'insuffisance de l'offre d'informations sur ces points. Elle montre l'écart important entre l'offre d'informations dans les rapports annuels des entreprises libyennes et la demande d'informations par les analystes financiers et les experts comptables.

Il est évident que les pressions exercées par le marché financier affectent les pratiques de diffusion d'informations pour les entreprises cotées en bourse, sous une forme parfaitement concurrentielle ; en conséquence, cela peut être un mécanisme de normalisation de la présentation des états financiers et inciter ainsi les entreprises à diffuser davantage d'informations financières. Pour les entreprises libyennes, nous avons constaté qu'il y a une légère amélioration dans la pratique de diffusion d'informations financières dans les rapports annuels. Globalement, le contenu des rapports annuels reste très en dessous des attentes des utilisateurs, même si le marché financier libyen applique les normes comptables internationales, avec l'obligation de fournir des informations suggérée par les normes et par le marché financier libyen.

L'insuffisance de l'offre d'informations comptables dans le contexte libyen peut être expliquée par les facteurs suivants :

- le marché financier libyen est récent
- le manque de culture d'investissement et de confiance des investisseurs locaux et des individus
- l'absence d'investisseurs étrangers sur le marché financier
- le marché financier n'est pas suffisamment concurrentiel
- la quasi-absence de concurrence entre les entreprises sur le marché financier qui implique son inefficience
- le financement des entreprises, l'État, les banques ou des investisseurs institutionnels constituent la source principale de financements, ce qui implique un niveau de publication faible (Doupnik et Salter, 1995).

En outre, les normes comptables internationales ne font pas de distinction entre l'environnement des pays développés et celui des pays en voie de développement, et cela nous amène à parler des différents besoins d'informations entre les différents environnements économiques. La divergence entre l'offre et la demande et l'absence de divulgation des items dans le rapport annuel des entreprises peuvent être expliquées par l'inadaptation ou l'inadéquation des normes comptables internationales pour le contexte libyen. Moussa (2009), à l'aide du modèle de Gray (1988), a démontré que le niveau de conservatisme et de confidentialité est élevé dans les pratiques comptables libyennes. Il en a conclu que les normes comptables internationales ne sont pas pertinentes dans le contexte culturel libyen.

Finalement, nous pouvons conclure que les forces de marché ne permettent pas, à elles seules, d'assurer une satisfaction parfaite des besoins des utilisateurs des rapports annuels dans le contexte libyen. Il est évident que les normalisateurs et les législateurs devraient redéfinir les obligations de l'information à fournir pour toutes les catégories d'utilisateurs⁶². En d'autres termes, nous supposons qu'il est intéressant de faire évoluer le cadre législatif et réglementaire relatif aux informations à diffuser, à travers l'augmentation des prescriptions légales et réglementaires en matière d'informations à communiquer, afin de garantir la satisfaction des différents besoins des utilisateurs et, par là même, d'engager les dirigeants à

⁶²Au Canada, un groupe d'CICA s'est penché sur les objectifs de cette information, et il a proposé un cadre applicable à l'information d'entreprise, en indiquant les types d'informations pertinentes pour les parties prenantes et qui, par conséquent, doivent être communiquées dans les rapports d'entreprise.

évaluer l'efficacité ainsi que les procédures de la qualité de leur système de contrôle interne et de communication financière. Le résultat incite les dirigeants à instaurer une fonction pour l'élaboration d'une stratégie de reporting externe (communication externe).

➤ ***Les contraintes de diffusion d'informations comptables***

En fait, le marché financier est seul capable de réguler l'offre et la demande d'informations financières et de choisir la façon de présenter les états financiers. Il est le déterminant de l'étendue de la diffusion d'informations comptables. En d'autres termes, c'est la loi de l'offre et de la demande qui s'impose dans le marché. La diffusion d'informations financières est très utile pour séduire des investisseurs, mais cela impose plusieurs contraintes qui relèvent de la diffusion d'informations tels que les coûts de la production, les coûts des avantages compétitifs, les coûts de litige, les coûts liés aux contraintes de comportement des managers, aux obligations et réglementations.

Les items considérés comme les plus communiqués concernent la présentation et la description de l'entreprise et la situation financière alors que les items traitant la situation économique (R&D, informations environnementales et sociales), les prévisions, les perspectives et les orientations stratégiques et les informations segmentées atteignent des taux de satisfaction s'élevant à 12% du total. Gray, Radebaugh et Roberts (1990) ont analysé les perceptions des coûts induits par la diffusion d'informations comptables pour les entreprises britanniques et américaines. Ils ont conclu que les items les plus sensibles, lors de la diffusion, sont les prévisions de chiffre d'affaires et de résultats, les objectifs stratégiques et les informations segmentées.

➤ ***Les limites de l'étude***

L'étude de la qualité des informations comptables diffusées par les entreprises libyennes souffre de plusieurs limites qui relativisent des résultats. Nous pouvons dénombrer plusieurs limites qui auront certainement un impact sur la qualité des informations offertes par les entreprises libyennes.

La première limite de notre recherche réside dans les caractéristiques de l'échantillon d'entreprises utilisé. Nous avons choisi 46 entreprises libyennes, 21 entreprises cotées et 25 non cotées en bourse libyenne. Ce choix a été fait pour que l'échantillon soit représentatif de

l'économie libyenne, mais il est évident que les entreprises non cotées en bourse offrent moins d'informations que les entreprises cotées et qu'elles ne sont pas dans l'obligation de diffuser plus d'informations aux différents utilisateurs, mais qu'elles doivent plutôt offrir des informations pour l'administration fiscale ou pour ses associés. En outre, l'établissement de la liste d'items a été faite pour toutes les entreprises cotées et non cotées en bourse, sans prendre en compte les spécificités des secteurs d'activité ou le type d'entreprise.

Citons, également, l'analyse manuelle du contenu des rapports annuels des entreprises libyennes. L'application de cette méthode souffre de l'absence de circuit de vérification lors de la lecture dichotomique des rapports annuels. En effet, l'existence d'un vérificateur assure une plus grande validité externe des indices de qualité d'informations calculés. Les chercheurs anglo-saxons analysent les rapports annuels à l'aide d'une ou de deux autres personnes. Ainsi Chow et Wong-Boren (1987) analysent-ils les rapports annuels avec deux lecteurs de la même catégorie d'utilisateurs. Cette méthode n'a pas été appliquée en raison de nombre de rapports annuels.

Une autre limite est celle du décalage entre une lecture non professionnelle des rapports annuels et une lecture professionnelle, telle que celle des analystes financiers, notamment pour les items de nature qualitative. En raison des connaissances qu'il est censé posséder, l'analyste financier peut mieux évaluer la valeur de l'item diffusé qu'un lecteur non professionnel. Il est à noter encore une fois que la certification du rapport annuel est indispensable pour considérer l'information comme l'écho de la réalité économique de l'entreprise.

Parmi les limites de cette étude, nous trouvons l'intérêt porté aux deux catégories d'utilisateurs d'informations comptables dans le contexte libyen, à savoir les analystes financiers et les experts comptables. La pondération des items a été faite par les deux catégories d'utilisateurs sélectionnées. Il est évident que l'importance accordée à l'item par les analystes financiers ne sera pas identique à celle des experts comptables.

Enfin, dans le calcul des scores et indices de qualité d'informations, l'indice de qualité est censé mesurer l'écart entre le score de qualité réel et le score de qualité théorique pour une entreprise, et comparer ainsi la qualité dans le temps et dans l'espace, mais, en réalité, cela n'est pas certain dans notre étude. La valeur de base n'est jamais la même d'une entreprise à

l'autre, puisque les items ne sont pas pertinents pour toutes les entreprises, le score théorique serait la somme des pondérations de tous les items existant dans le rapport annuel. Le problème est que la présence des items dépend du secteur de l'entreprise et du référentiel comptable utilisé qui modifie les données d'une entreprise à l'autre ou d'un exercice à l'autre.

➤ ***La généralisation des résultats de l'étude de la qualité de l'information comptable***

Un échantillon d'entreprises doit être représentatif. Pour que notre échantillon soit représentatif⁶³, nous avons regroupé plusieurs entreprises de différents secteurs. Notre étude concerne les entreprises libyennes cotées et non cotées en bourse pour une période donnée (2007-2008-2009).

La généralisation des résultats à l'ensemble des entreprises cotées est envisageable puisque toutes les entreprises cotées sont présentes dans notre échantillon pour cette période d'étude, alors que, pour les entreprises non cotées, la généralisation des résultats n'est pas envisageable. Les conclusions obtenues sont valables pour les entreprises cotées en bourse, mais elles ne sont valables que pour l'échantillon d'entreprises non cotées constitué. Comme la création du marché financier est récente, il sera très intéressant de réétudier la qualité d'informations comptables offertes par les entreprises libyennes dans le futur.

Nous allons maintenant mesurer le niveau de l'harmonisation comptable des sociétés libyennes, puis nous allons vérifier, à l'aide de tests statistiques, l'influence réelle de quelques variables explicatives sur la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels des entreprises libyennes.

⁶³Notre population-mère est trop petite pour que le tirage au hasard soit une solution.

CHAPITRE 8 : UNE ESTIMATION DU NIVEAU D'HARMONISATION COMPTABLE DES SOCIÉTÉS LIBYENNES

Cette étude tente d'expliquer les avantages de l'harmonisation des pratiques comptables en Libye. La mesure du degré de pratiques comptables en harmonie est la meilleure option pour réaliser l'harmonisation comptable. La croissance des affaires internationales et les défis posés par la globalisation des activités liées aux investissements internationaux ont mis l'accent sur la nécessité de comprendre la variété des pratiques et des informations financières qui existent à travers le monde, afin d'aider les utilisateurs et les décideurs à évaluer les possibilités d'investissement.

La Libye a fait des efforts pour encourager les investisseurs locaux et étrangers, par exemple la privatisation des entreprises étatiques, la création d'un marché financier, l'adoption des normes comptables internationales pour les entreprises cotées en bourse et les banques. Cela demande une harmonisation des pratiques comptables pour faciliter la communication d'informations financières entre les utilisateurs, y compris les investisseurs et les entreprises. La normalisation comptable, que ce soit au niveau national ou international, a pour objectif de rendre les informations diffusées comparables pour tous les utilisateurs. Dans le cas de la Libye, on sait que le système comptable qui existe actuellement est d'origine anglo-saxonne, mais existe-t-il une harmonisation dans les pratiques comptables entre les entreprises libyennes, et les états financiers sont-ils comparables ? Nous allons tenter de répondre à ces questions dans ce chapitre.

Dans ce chapitre, nous allons introduire la méthode statistique inspirée par Van der Tas (1988) que nous allons utiliser pour mesurer le niveau d'harmonisation comptable. Dans un premier temps, nous introduisons les 11 sujets relatifs au choix de méthodes comptables. Ensuite, nous allons utiliser notre échantillon, composé de 45 entreprises pour l'année 2009, afin de mesurer le niveau de l'harmonisation au sein de la Libye. Nous supposons qu'il existe d'importantes différences dans les mesures comptables utilisées par les entreprises libyennes (H).

8.1. La méthode

Notre méthode est inspirée par Van der Tas (1988). Elle va nous permettre de calculer l'indice C proposé par Van der Tas (1998) et le test du Khi-deux pour mesurer le niveau d'harmonisation comptable en Libye, en utilisant les échantillons que nous possédons. Nous avons choisi 11 sujets relatifs aux choix des méthodes comptables qui sont énumérés ci-après.

1). La forme du bilan.

- A. Présenter en liste (présentation verticale ou en liste simple).
- B. Présenter en tableau (présentation horizontale ou en deux volets).

2). La forme du compte de résultat.

- A. Présenter en liste.
- B. Présenter en tableau.

4). Le classement des charges du compte de résultat.

- A. Par fonction.
- B. Par nature.
- C. Sans détails.

4). Le modèle du tableau de financement.

- A. Centré sur les flux de trésorerie.
- B. Centré sur les flux de fonds.
- C. Sans information.

5). Le classement des dettes.

- A. Classement par échéance.
- B. Classement par nature.

6). La comptabilisation des impôts différés

- A. Enregistrer au bilan avec la méthode « report variable ».
- B. Enregistrer au bilan avec la méthode « report fixe ».
- C. Enregistrer au bilan sans préciser la méthode.

7). La méthode d'évaluation.

- A. Coût historique plus coût de remplacement ou coût historique seulement.
- B. Coût de remplacement (ou valeur courante).
- C. Sans préciser la méthode.

8). La méthode d'amortissement.

- A. Méthode linéaire.

- B. Méthode dégressive, progressive.
- C. Méthode globale.
- D. Sans préciser la méthode

9). La méthode de valorisation des stocks.

- A. Les méthodes basées sur les coûts historiques (prix d'achat, coût moyen pondéré, FILO, LIFO).
- B. La plus faible des valeurs du coût d'entrée ou de réalisation.
- C. Sans préciser la méthode.

10). Le traitement des provisions pour indemnités de départ ou complément de retraite.

- A. Inscrire le montant de l'engagement de retraite dans le bilan.
- B. Inscrire le montant des engagements de retraite dans l'annexe.
- C. Sans informations.

11). Le traitement de dépenses de recherche et développement.

- A. Inscrire la dépense de R&D en actif.
- B. Inscrire de la dépense de R&D en charge (passif).

8.2. La méthode de mesure du niveau de l'harmonisation entre les entreprises libyennes

Pour mesurer le niveau d'harmonisation comptable entre les entreprises libyennes, nous avons utilisé deux outils statistiques. Cette technique a été employée par Emenyonu et Gray (1992) afin d'examiner la signification des différences entre la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. En outre, Herman et Thomas (1995) ont utilisé à la fois le test du Khi-deux et l'indice *I* pour examiner le niveau de l'harmonisation comptable dans l'Union européenne(UE).

Dans notre travail, nous avons utilisé l'indice C proposé par Van der Tas (1988) et le test du Khi-deux afin de trouver le degré d'harmonisation au sein de la Libye. Il est calculé en divisant le nombre de paires des entreprises, appliquant la même méthode de mesure à l'égard d'un type d'opération ou de l'événement, par la nombre total de paires d'entreprises dans la population ou l'échantillon. Le résultat est un indice de 0 à 1. L'indice C est calculé en utilisant la formule suivante :

$$C = \frac{(\sum_{i=1}^m a^2 t) - n}{n^2 - n}$$

Où :

C = l'indice C

at = le nombre des entreprises appliquant une méthode

m = le nombre des méthodes alternatives

n = le nombre total des entreprises

8.3. L'échantillon

Nous utilisons un échantillon constitué de 45 entreprises libyennes cotées et non cotées en bourse. En effet, notre objectif est de mesurer le niveau afin d'apporter un jugement sur l'harmonisation entre les entreprises. Les données ont été recueillies à partir de la lecture des rapports annuels pour l'année 2009. Ces entreprises ont été choisies auparavant pour évaluer la qualité d'informations comptables offertes, nous avons donc décidé de mesurer le niveau de l'harmonisation des pratiques comptables dans les rapports annuels.

8.4. L'évaluation du niveau d'harmonisation des entreprises libyennes

8.4.1. La forme du bilan

En Libye, la loi ne détermine pas la forme de la présentation du bilan, on laisse le choix à l'entreprise de présenter le bilan soit en liste, soit en tableau (article, 227). La loi précise que l'entreprise doit établir son bilan avec, d'un côté les capitaux et, de l'autre côté, les engagements. Les normes comptables internationales (IAS 1) ne définissent pas, non plus, la forme de présentation du bilan, mais laissent à l'entreprise le choix entre les deux formes. La norme IAS 1 estime que l'entreprise doit indiquer, pour chaque élément d'actif et de passif, le montant qu'elle s'attend à recouvrer ou à régler au-delà de la période de l'exercice, quelle que soit la méthode de présentation adoptée.

Dans le tableau (21), nous constatons que la présentation en liste et en tableau est équilibrée pour les 45 entreprises de notre échantillon. Les entreprises présentant en liste sont au nombre de 23, alors que les entreprises qui ont choisi la présentation en tableau sont au nombre de 22. Cette liberté de présenter le bilan, selon les choix des entreprises, permet d'avoir cette diversité. Le tableau montre que le degré d'harmonisation ne dépasse 48,8% et le test de Khi-deux n'est pas significatif pour la forme de présentation du bilan. Nous pouvons en déduire qu'il n'existe pas une harmonisation dans la pratique de présentation du bilan.

Tableau (21). La forme du bilan (2009)

Pays	Année	Présentation en liste	Présentation en tableau	Total	C-index en Libye	X ² (Sig.Asym)
Libye	2009	23 (51,1%)	22 (48,9%)	45	48,8%	0,022 (0,881)

8.4.2. La forme du compte de résultat

Les entreprises ont le choix de présenter leur compte de résultat soit en forme de liste, soit en forme de tableau. En effet, la loi commerciale n'impose pas une forme type de présentation du compte de résultat aux entreprises mais elle leur laisse le choix. De même, les normes internationales (IAS 1) n'indiquent pas la forme de présentation du bilan et elles permettent aux entreprises d'établir leur compte de résultat sous les deux formes.

La grande majorité de notre échantillon a choisi la présentation du compte de résultat en liste, 29 entreprises présentent leur compte en liste contre 16 entreprises qui ont choisi la présentation en tableau. Nous constatons que les entreprises libyennes ont tendance à présenter leur compte de résultat en liste, ce choix étant dû à l'influence anglo-saxonne qui est à l'origine du développement comptable en Libye. Le tableau (22) montre que le degré d'harmonisation est satisfaisant (53,1%) pour 2009. Le test de Khi-deux n'est pas significatif pour la période 2009. Ce résultat nous amène à dire que la pratique comptable concernant la forme de présentation du compte de résultat n'est pas harmonisée au sein des entreprises libyennes.

Tableau (22). La forme du compte de résultat (2009)

Pays	Année	Présentation en liste	Présentation en tableau	Total	C-index en Libye	X ² (Sig.Asym)
Libye	2009	29 (64,4%)	16 (35,6%)	45	53,1%	3,756 (0,053)

8.4.3. Le classement des charges du compte de résultat

En Libye, ni la loi commerciale, ni le marché financier ne précisent le classement des charges du compte de résultat. Les entreprises ont le choix entre les deux méthodes de classification, par fonction ou par nature. Ainsi, les normes comptables internationales ne déterminent pas la méthode de classement des charges du compte de résultat. La norme IAS 1 propose une présentation du compte de résultat soit par nature (utilisée en France), soit par fonction.

Le tableau (23), montre que la majorité des entreprises libyennes (38 sur 45) a choisi la classification des charges par fonction. Ce choix réside dans l'héritage anglo-saxon dans le développement comptable. Cet héritage perdure à travers l'éducation comptable, car beaucoup d'étudiants libyens choisissent d'aller en Angleterre pour faire leurs études supérieures et cela a un impact sur la pratique comptable utilisée en Libye.

Le tableau montre que le niveau d'harmonisation est très élevé au sein des entreprises libyennes en 2009, puisque l'indice atteint 100%. Le test de chi-deux n'est pas calculé car il n'existe pas de différence dans la pratique comptable relative aux méthodes du classement des charges du compte de résultat au sein du pays pour les entreprises libyennes.

Tableau (23). Le classement des charges du compte de résultat (2009)

Pays	Année	Cl. Par fonction	Cl. Par nature	Sans information	Total	C-index en Libye	X ² (Sig.Asym)
Libye	2009	38 (84,4%)	0 (0%)	7 (15,6%)	45	100%	Pas calculée

8.4.4. Le modèle du tableau de financement

En fait, la loi commerciale ne précise pas la façon de présenter le tableau de financement. Cependant, en raison des orientations anglo-saxonnes et de l'adoption des normes comptables

internationales par le marché financier libyen, il est normal que les entreprises libyennes, cotées et non cotées en bourse, choisissent le modèle centré sur les flux de trésorerie et dont l'IAS 7 a normalisé le contenu. Les flux de trésorerie retenus sont de trois natures : opérationnels, d'investissement et de financement. Ils peuvent être présentés sous la forme d'un tableau de financement.

Nous constatons, à travers le tableau (24), que les entreprises qui ont établi le modèle de tableau de financement ont choisi le modèle centré sur les flux de trésorerie (15 entreprises sur 45) et que 30 entreprises n'ont pas établi leur tableau de financement. Le tableau (25) montre que l'indice mesurant le niveau d'harmonisation au sein des entreprises libyennes pour la période d'étude atteint 100%. Le test de chi-deux n'est pas calculé puisqu'il n'y a pas de différences dans les pratiques comptables en ce qui concerne la pratique comptable de la présentation du modèle de financement au sein des entreprises libyennes.

Tableau (24). Le modèle du tableau de financement (2009)

Pays	Année	Centré sur les flux de trésorerie	Centré sur les flux de fonds	Sans informations	Total	C-index en Libye	X ² (Sig.Asym)
Libye	2009	15 (33,3%)	0 (0%)	30 (66,7%)	45	100%	Pas calculée

8.4.5. Le classement des dettes

L'article (227) de la loi commerciale précise que les éléments du bilan sont classés à l'actif et au passif, suivant leur destination et leur provenance, y compris les dettes. Le classement des dettes est laissé aux entreprises.

Dans le tableau (25), 33 entreprises ont choisi de classer leurs dettes par nature, alors que les 5 autres ont classé leurs dettes par échéance. Nous avons observé, lors de la lecture des rapports annuels des entreprises libyennes, que très peu d'entreprises classent leurs dettes par nature et par échéance. La norme IAS 1 prévoit que les dettes dont l'échéance est indéterminée ou soumise à condition doivent être classées en passif courant. Les entreprises semblent avoir choisir la classification des dettes par nature. Le tableau (26) montre un degré satisfaisant du niveau d'harmonisation au sein des entreprises libyennes concernant le

classement des dettes où l'indice atteint 76,5% et le test du Khi-deux est significatif pour la période 2009. Au total, l'harmonisation de la pratique comptable du classement des dettes est assez satisfaisante au sein du pays.

Tableau (25). Le classement des dettes (2009)

Pays	Année	CI. des dettes par échéance	CI. des dettes par nature	Sans information	Total	C-index en Libye	X ² (Sig.Asym)
Libye	2009	5 (11,1%)	33 (73,3%)	7 (15,6%)	45	76,5%	32,533 (0,000)

8.4.6. La comptabilisation des impôts différés

En Libye, les lois commerciale et fiscale donnent la possibilité aux entreprises de choisir entre les deux méthodes, c'est-à-dire la méthode du report fixe ou celle du report variable. Nous constatons qu'aucune entreprise n'a opté pour la méthode variable et que 18 entreprises ont choisi la méthode du rapport fixe, alors que 27 n'ont pas fourni d'informations dans leurs rapports annuels sur les impôts. La norme IAS 12, elle, retient l'approche du report variable. Le degré d'harmonisation s'élève à 100% au sein des entreprises libyennes pour 2009. Puisqu'il n'existe pas de différences dans la pratique comptable, le test du Khi-deux devient inutile.

Tableau (26). La comptabilisation des impôts différés (2009)

Pays	Année	Report variable	Report fixe	Sans information	Total	C-index en Libye	X ² (Sig.Asym)
Libye	2009	0 (0%)	18 (40%)	27 (60%)	45	100%	Pas calculée

8.4.7. La méthode d'évaluation

La loi commerciale impose à l'entreprise de préparer ses états financiers en utilisant le coût historique (article 227). Dès la naissance du marché financier libyen, les normes comptables internationales (IASB) ont été rendues obligatoires pour les entreprises cotées en bourse. La norme IAS 16 permet de choisir entre deux méthodes d'évaluation à la clôture :

- l'évaluation au coût historique, qui constitue la méthode de référence
- l'évaluation au montant réévalué, qui constitue l'autre traitement autorisé (juste valeur ou la valeur de marché).

Lors de la lecture des rapports annuels, nous avons constaté que l'utilisation de la méthode du coût historique est élevée ; en effet, 30 entreprises (66,7%) fournissent des informations sur la méthode d'évaluation et utilisent le coût historique. Certaines entreprises n'ont pas fourni d'informations alors que 2 utilisent la méthode du coût de remplacement. Le tableau (27) montre un degré très satisfaisant concernant le niveau d'harmonisation entre les entreprises libyennes qui atteint 87,9%. Le test du Khi-deux est significatif. Nous pouvons en conclure qu'il y a un niveau d'harmonisation très satisfaisant pour les méthodes comptables d'évaluation au sein du pays en 2009.

Tableau (27). La méthode d'évaluation (2009)

Pays	Année	Coût historique plus coût de remplacement	Coût de remplacement	Sans information	Total	C-index en Libye	X ² (Sig.Asym)
Libye	2009	30 (66,7%)	2 (4,4%)	13 (28,9%)	45	87,9%	26,533 (0,000)

8.4.8. La méthode d'amortissement

Au plan juridique, la loi commerciale ne recommande aucune méthode d'amortissement, l'article (228) stipule que les entreprises doivent suivre certaines règles quant aux détails du bilan de leur évaluation. Les biens immobiliers ne doivent pas être évalués au-delà de leur coût, ils doivent être amortis à chaque exercice et leur dépréciation doit être constatée par une provision. La loi ne désigne ni la méthode de dépréciation ni le taux d'amortissement annuel. La méthode retenue doit donner une estimation satisfaisante de la dépréciation des biens concernés. Selon le cas, les méthodes le plus souvent utilisées sont la méthode linéaire et la méthode dégressive. Quant à l'IAS (16), elle désigne trois méthodes, à savoir la méthode linéaire, la méthode dégressive et la méthode des unités de production.

Le tableau (28) montre que la plupart des entreprises (33 sur 45) optent pour la méthode d'amortissement linéaire, ceci traduit un niveau élevé d'harmonisation dans la pratique comptable des entreprises libyennes. Le degré d'harmonisation est très élevé au sein du pays pour 2009, l'indice C atteint 94,1%. Le test du Khi-deux montre qu'il est significatif.

En conclusion, la pratique comptable relative aux méthodes d'amortissement au sein du pays, est harmonisée en 2009.

Tableau (28). La méthode d'amortissement (2009)

Pays	Année	Méthode linéaire	Dégressive ou progressif	Méthode globale	Sans informations	Total	C-index en Libye	X ² (Sig.Asym)
Libye	2009	33 (73,3%)	0 (0%)	1 (2,2%)	11 (24,4%)	45	94,1%	35,733 (0,000)

8.4.9. La méthode de la valorisation des stocks

La loi commerciale (article 228) exige que les stocks et les matières premières soient évalués au coût ou au prix du marché, selon la valeur inférieure ; les brevets industriels, les concessions et les marques déposées enregistrées ne doivent pas être évalués au-delà de leur prix d'achat ou de leur coût. En outre, ils sont soumis à la règle d'amortissement de chaque exercice. Mais la loi n'interdit pas l'utilisation de l'une des nombreuses méthodes, telle « FIFO », « LIFO », ou coût unitaire moyen pondéré (CUMP), ou encore d'autres méthodes. Quant aux normes comptables internationales, pour déterminer le coût du stock, l'IAS 2 a requis la méthode « FIFO » et la « CUMP ». En revanche, la norme IAS 2 interdit explicitement la méthode « LIFO » et la méthode de la valeur de remplacement « NIFO ».

Le tableau (29) montre que 29 entreprises ont opté pour la méthode première rentrée, première sortie « FIFO ». En même temps, aucune entreprise n'a utilisé la méthode la plus faible des valeurs du coût et 16 entreprises n'ont pas précisé l'utilisation de la méthode dans leurs rapports annuels. Cela leur donne un niveau de comparabilité très satisfaisante, l'indice C atteint 100%. Le test du chi-deux n'est pas calculé car il y n'a pas de différence entre les pratiques comptables sur cette question.

Tableau (29). La méthode de la valorisation des stocks (2009)

pays	année	FIFO, LIFO, Prix d'achat, CUMP	Plus faible des valeurs du coût	Sans préciser la méthode	Total	C-index en Libye	X ² (Sig.Asym)
La Libye	2009	29 (64,4%)	0 (0%)	16 (35,6%)	45	100%	Pas calculée

8.4.10. Le traitement des provisions pour indemnités de départ ou complément de retraite

La loi commerciale impose aux entreprises d'inscrire le montant des engagements et des obligations dans le bilan. Cela veut dire que les engagements des indemnités de départ doivent paraître au bilan de l'entreprise. La loi commerciale n'interdit pas aux entreprises de fournir des informations supplémentaires dans les annexes. L'IAS 37 définit la provision comme un passif dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise, qui couvre des risques identifiés et des charges prévisibles. Il doit donc être inscrit dans le bilan de l'entreprise. Les provisions peuvent être classées dans les dettes à long terme ou dans les dettes à court terme, selon que l'échéance est présumée être à plus ou moins d'un an.

Nous constatons que, parmi les 45 entreprises, une grande majorité (37) a choisi d'inscrire le montant d'engagement de retraites dans le bilan, alors qu'aucune entreprise n'a désigné la méthode d'inscription du montant des engagements de retraites dans les annexes. Le tableau (30) montre également que 8 entreprises ne fournissent pas d'informations dans leurs rapports annuels sur les méthodes utilisées. Nous remarquons que le degré d'harmonisation atteint 100% pour la période 2009. Ce niveau est très satisfaisant. Le test du khi-deux n'est pas calculé car il y n'a pas de différence dans les pratiques comptables.

Tableau (30). La méthode de traitement des indemnités de départ (2009)

Pays	Année	Montant enregistrer au bilan	Montant enregistrer en annexe	Sans informations	Total	C-index en Libye	X ² (Sig.Asym)
Libye	2009	37 (82,2%)	0 (0%)	8 (17,8%)	45	100%	Pas calculé

8.4.11. Le traitement de dépense de recherche et de développement

La loi commerciale exige que les dépenses de R&D soient inscrites dans le passif (article 230). De même, pour les normes comptables internationales (IAS 38), les dépenses sont inscrites en charge « passif » dans le cas de non-acquisition d'un actif. Le tableau (31) montre qu'il y a 16 entreprises qui ont choisi d'inscrire les dépenses de R&D dans le passif alors qu'une entreprise a opté pour inscrire ses dépenses en actif. La majorité des entreprises (28 sur 45) de l'échantillon ne fournit pas d'informations sur ses dépenses en R&D, parce qu'elles n'ont pas de politique d'investissement en recherche et en développement. Le tableau montre un degré faible du niveau d'harmonisation au sein des entreprises libyennes. L'indice C atteint 30.2% et le khi-deux est significatif pour l'année 2009.

Tableau (31). La méthode de traitement de R&D (2009)

Pays	Année	R&D en actif	R&D en passif	Sans informations	Total	C-index en Libye	X ² (Sig.Asym)
Libye	2009	1 (2,2%)	16 (35,6%)	28 (62,2%)	45	30,2%	24,400 (0,000)

Le tableau (32) présente en détail les pratiques comptables des entreprises cotées et non cotées en bourse pour la période 2009. Nous pouvons constater que les pratiques comptables des entreprises cotées sont plus harmonisées que celles des entreprises non cotées en bourse mais cela reste insuffisant.

Tableau (32). Les pratiques comptables des entreprises cotées et non cotées en bourse

Méthodes		Cotées en bourse	non cotées en bourse
1. Forme du bilan			
	Présenté en liste	9	14
	Présenté en tableau	12	10
2. Compte de résultat			
	Présenté en liste	16	13
	Présenté en tableau	5	11
3. Classement des charges du compte de résultat			
	Par fonction.	20	18
	Par nature.	0	0
	Sans détails.	1	6
4. Modèle du tableau de financement			
	Centré sur les flux de trésorerie.	11	4
	Centré sur les flux de fonds.	0	0
	Sans information	10	20
5. Classement des dettes			
	Par échéance	4	1
	Par nature	14	19
	Sans informations	3	4
6. Comptabilisation des impôts différés			
	Enregistrés au bilan avec la méthode « report variable ».	0	0
	Enregistrés au bilan avec la méthode « report fixe »	12	6
	Enregistré au bilan sans préciser la méthode	9	18
7. Méthode d'évaluation			
	Coût historique plus coût de remplacement ou coût historique seulement	18	12
	Coût de remplacement	1	1
	Sans préciser la méthode	2	11
8. Méthode d'amortissement			
	Méthode linéaire	20	13

	Méthode dégressive, progressive	0	0
	Méthode globale	0	1
	Sans précision sur la méthode	1	10
9. Méthode de valorisation des stocks			
	Prix d'achat, coût moyen pondéré, FILO, LIFO.	16	13
	Plus faible des valeurs du coût d'entrée ou de réalisation	0	0
	Sans précision sur la méthode.	5	11
10. Traitement des provisions pour indemnités de départ ou complément de retraite			
	Inscrire le montant de l'engagement de retraite dans le bilan	21	16
	Inscrire le montant des engagements de retraite dans l'annexe.	0	0
	Sans information	0	8
11. Traitement de dépenses de recherche et développement			
	Inscrire la dépense de R&D en actif	0	1
	Inscrire la dépense de R&D en charge (passif)	8	8
	sans information	13	15

CONCLUSION DU CHAPITRE 8

Cette étude sur les pratiques comptables a pour objectif de juger si les méthodes comptables sont très différentes, et s'il existe une uniformité ou une harmonisation au sein de la Libye. Deux outils statistiques ont été utilisés, à savoir : le test du Khi-deux et l'indice C. Les résultats montrent qu'ont un haut niveau de comparabilité les pratiques comptables concernant la forme du compte de résultat et le classement des charges du compte de résultat, le modèle du tableau de financement, le classement des dettes, la comptabilisation des impôts différés, la méthode d'évaluation, la méthode d'amortissement, la méthode de valorisation des stocks, le traitement des provisions pour indemnités de départ ou complément de retraite, tandis que les pratiques comptables relatives à la forme du bilan et à la recherche-développement ont un faible niveau de comparabilité. Il est à noter que les résultats des tests du Khi-deux et de l'indice C ne sont souvent pas similaires.

Il est également à souligner que la conformité avec les exigences des normes comptables internationales ne peut pas conduire à un haut degré d'harmonisation. L'étude a démontré que le degré d'harmonisation concernant la forme du bilan est de 48,8 car 51,1% des entreprises le présentent en liste et 48,9% en tableau. Cela nous conduit à dire que, même si les entreprises respectent les règles des normes comptables internationales, cela ne veut pas dire que la pratique comptable est harmonisée. Selon Van der Tas (1992), même si la conformité aux normes internationales est élevée, cela ne signifie pas nécessairement que le degré d'harmonisation est élevé, parce que les normes offrent d'autres options. Il a ajouté que même si le respect concernant la réglementation est faible, le degré d'harmonisation peut être élevé si les entreprises appliquent des méthodes identiques alors qu'elles ne sont pas permises par les normes.

Nous avons constaté à travers cette étude que certaines entreprises libyennes ne diffusent pas d'informations dans le rapport annuel sur les pratiques utilisées dans l'établissement de leurs états financiers, que ce soit pour les entreprises cotées ou pour les entreprises non cotées en bourse. Nous pouvons en conclure que la non-diffusion d'informations sur les pratiques comptables utilisées et la non-conformité avec les exigences des normes internationales a certainement une incidence sur la qualité des informations comptables des entreprises libyennes.

A travers cette étude sur le niveau d'harmonisation au sein des entreprises libyennes, nous pouvons signaler que la comparabilité, qui est l'une des caractéristiques qualitatives, devient difficile, car les entreprises appliquent des méthodes différentes ou bien ne fournissent pas d'informations sur les méthodes utilisées dans l'établissement des états financiers. Il est à noter que la non-diffusion d'informations ou des méthodes utilisées pose un problème dans le calcul du niveau d'harmonisation. Cela constitue une limite dans notre étude.

Pour rendre les états financiers comparables, la solution peut être l'adoption d'une loi qui obligerait l'entreprise à diffuser des informations et favoriserait une option parmi d'autres. Cette loi augmenterait le degré de comparabilité entre les états financiers des entreprises libyennes, et réduirait donc les différences entre les pratiques comptables.

CHAPITRE 9 : LES DÉTERMINANTS DE LA QUALITÉ DES INFORMATIONS COMPTABLES DANS LE CONTEXTE LIBYEN

Résultat de l'étude statistique

En fait, l'échantillon de notre étude a été constitué par 46 entreprises dont 21 cotées à la bourse des valeurs mobilières de Libye. La période couverte est 2007, 2008 et 2009. Plusieurs sources ont été utilisées : les rapports annuels disponibles auprès du conseil du marché financier libyen pour les sociétés cotées ou auprès des experts comptables, des commissaires aux comptes ou des entreprises elles-mêmes.

À l'aide de plusieurs variables, nous allons essayer de mettre en évidence la capacité des dix variables sélectionnées pour expliquer les variations de la qualité de l'offre d'informations comptables diffusées par les entreprises libyennes. Nous allons apprécier le pouvoir explicatif de chaque déterminant pour la période étudiée afin d'apporter un jugement sur les effets de chaque déterminant dans le temps. A travers les régressions linéaires et les tests multivariés, nous allons dresser un constat sur les déterminants des pratiques des entreprises libyennes pour la période étudiée (2007-2008-2009). Quelles sont les spécificités relatives au contexte libyen mises en évidence par les résultats ? Existe-t-il une évolution au cours la période étudiée ?

Enfin, nous allons présenter les perspectives d'une nouvelle recherche ainsi que les limites de cette étude statistique. Nous rappelons maintenant les hypothèses à tester et nous présentons les mesures utilisées pour tester les variables indépendantes.

Tableau (33). Synthèse des hypothèses à tester

Variable à étudier	Signe prévu
<u>Variables liées aux caractéristiques de l'entreprise</u>	
H1. La taille de l'entreprise	+
H2. Le secteur d'activité de l'entreprise	+
H3. La rentabilité	+
H4. La cotation (Bourse)	+
<u>Variables liées aux mécanismes de contrôle externe de la gouvernance</u>	
H5. Le niveau d'endettement	+
H6. La qualité de l'auditeur	+
H7. La structure de propriété	-
<u>Variables liées aux caractéristiques du conseil d'administration de l'entreprise (mécanisme interne de la gouvernance)</u>	
H8. Le mode de rémunération	-
H9. Le cumul des fonctions de chef de la direction et de président du conseil d'administration (dualité)	-
H10. La taille du conseil d'administration	-

Tableau (34). Mesures des variables indépendantes

Les facteurs explicatifs (variables)	Mesurés par
La taille	Actif total
Le secteur	Industrie, Commerce, Service, Autres
La structure de financement	Le rapport entre les dettes financières et les capitaux propres
	Le rapport entre les dettes nettes et l'actif total
L'endettement	Le rapport entre les dettes bancaires et les capitaux propres
La rentabilité	Le ratio de rentabilité des capitaux propres (le rapport entre le résultat net et les capitaux propres)
La structure de la propriété (Concentration des capitaux)	1 lorsque le pourcentage du capital détenu par le premier actionnaire est supérieur à 50% ; 0 sinon
Le cabinet d'audit	La réputation du cabinet (ex ; Big four), variable dichotomique prenant la valeur 1 si l'auditeur externe est privé et 0 sinon
La cotation (statut boursier)	Il s'agit d'une variable dichotomique qui prend 1 si l'entreprise est cotée ; 0 sinon
La rémunération des dirigeants	Variable dichotomique prenant la valeur 1 si les dirigeants sont rémunérés en fonction de la performance ou des stocks options et 0 en cas de salaire fixe
La dualité des rôles de directeur général et de président du conseil	Variable dichotomique prenant la valeur 1 en cas de cumul, et 0 sinon
La taille du conseil d'administration	Nombre de conseils

9.1. Présentation du modèle de l'étude

Rappelons que notre objectif consiste à tester l'impact des caractéristiques de l'entreprise, des mécanismes de contrôle externe de la gouvernance, ainsi que les caractéristique du conseil d'administration de l'entreprise sur la qualité de l'offre d'information comptables diffusée dans les rapports annuels des entreprises libyenne, d'où notre modèle :

$$\text{QIC} = \beta_0 + \beta_1 \text{TENTREPRIS} + \beta_2 \text{SECIND} + \beta_3 \text{RENT} + \beta_4 \text{COT} + \beta_5 \text{NEND} + \beta_6 \text{QAUD} + \beta_7 \text{PCONC} + \beta_8 \text{MREM} + \beta_9 \text{CMU} + \beta_{10} \text{TCAD} + \varepsilon$$

QIC :	Qualité d'informations comptables
TENTREPRIS :	Taille de l'entreprise
SECIND :	Secteur de l'activité de l'entreprise
RENT :	Rentabilité
COT :	Cotation (statut boursier)
NEND :	Niveau d'endettement
QAUD :	Qualité d'auditeur
PCONC :	Structure de propriété
MREM :	Mode de rémunération
CUM :	Cumul des fonctions du chef de la direction et du président du conseil d'administration (dualité)
TCAD :	Taille de conseil d'administration

Pour tester ce modèle de notre recherche, nous avons utilisé le logiciel Stata 11.

9. 2. Validation du modèle d'hypothèses

Tout d'abord, nous avons effectué des tests statistiques sur les indices pondérés tels qu'ils ont été calculés à l'aide de la liste d'items. Ensuite, afin de tester l'impact des variables sectionnées et d'évaluer l'apport de chaque variable explicative sur la qualité des informations comptables fournies par les entreprises libyennes dans les rapports annuels, nous avons réalisé une analyse de régressions linéaires pour chaque variable entre 2007 et 2009. Puis, nous avons procédé à une analyse multi-variée globale qui prend l'ensemble des variables sectionnées afin de mesurer leurs impacts, dans l'espace, sur la qualité des informations comptables présentées dans les rapports annuels des entreprises libyennes.

9.3. Résultat des tests statistiques sur les indices de qualité

9.3.1. Résultats des régressions linéaires « bi-variées »

Nous avons effectué des tests préliminaires bi-variés, année par année, juste pour avoir une première vision.

9.3.1.1. Variables liées aux caractéristiques de l'entreprise

Les résultats des régressions linéaires confirment principalement l'intérêt de la variable « taille de l'entreprise » pour expliquer les variations des indices de la qualité des informations comptables diffusées en ce qui concerne les rapports annuels des entreprises libyennes. Le tableau (35) montre que *la relation est positive et significative pour les trois années successives*.

Tableau (35). Taille de l'entreprise- régressions linéaires

Taille « actif total »	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	1.03e-11	3.49e-12	0.005***	0.0641
2008	8.68e-12	2.80e-12	0.003***	0.0436
2009	1.05e-11	4.27e-12	0.018**	0.0632

Tableau (36). Rentabilité de l'entreprise- régressions linéaires

Rentabilité « RN/CP »	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	.0210943	.0319232	0.512	0.0103
2008	.0189638	.0195873	0.338	0.0152
2009	.0077485	.0059595	0.200	0.0178

Les régressions linéaires concernant la rentabilité montrent *une relation positive mais pas significative entre la rentabilité de l'entreprise et l'indice de qualité de l'offre d'informations comptables pour les années 2007, 2008 et 2009*.

Tableau (37). Cotation « Statut boursier » de l'entreprise- régressions linéaires

S.Boursier	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	.0550231	.0178428	0.004***	0.1684
2008	.0721423	.0196646	0.001***	0.2331
2009	.0747615	.0199713	0.001***	0.2364

Les régressions linéaires concernant l'effet de la cotation sur les variations de l'indice de qualité indiquent *qu'il existe une relation positive pour les trois années étudiées*. Les résultats des régressions linéaires confirment principalement l'intérêt de la variable de la cotation pour expliquer les variations des indices de qualité.

Les régressions linéaires établies pour chacune des variables relatives au secteur de l'activité de l'entreprise indiquent que les relations varient d'un secteur à l'autre, et les tableaux (38, 39) montrent que la relation est positive, mais n'est pas significative entre l'indice de qualité et le secteur de l'industrie et de la construction, alors qu'il devient négatif en 2009 pour le secteur de la construction.

Tableau (38). Le secteur « industries » de l'entreprise- régressions linéaires

Industrie	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	.0086814	.0222038	0.698	0.0033
2008	.0143088	.0267725	0.596	0.0072
2009	.0180931	.0274162	0.513	0.0109

Tableau (39). Le secteur « construction » de l'entreprise- régressions linéaires

Construction	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	.0012331	.0212634	0.954	0.0001
2008	.0005082	.0226471	0.982	0.0000
2009	-.004993	.0230853	0.830	0.0009

Ainsi, les résultats des régressions linéaires (40, 41) montrent qu'il existe une relation négative entre le secteur de service, le secteur du pétrole et l'indice de qualité des informations comptables, mais les relations ne sont pas significatives.

Tableau (40). Le secteur « service » de l'entreprise- régressions linéaires

Service	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	-.0518837	.03581	0.154	0.0371
2008	-.0629457	.0383804	0.108	0.0440
2009	-.0606667	.0433403	0.169	0.0386

Tableau (41). Le secteur « pétrole » de l'entreprise- régressions linéaires

Pétrole	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	-.0263289	.031561	0.409	0.0225
2008	-.0254803	.0359445	0.482	0.0170
2009	-.0312237	.0362315	0.393	0.0241

Les régressions linéaires établies pour chacune des variables relatives au secteur de l'activité (tableau ; 42, 43, 44) indiquent que les relations sont positives, mais elles ne sont pas significatives entre les secteurs communication, transport et consommation et l'indice de qualité des informations comptables.

Tableau (42). Le secteur « communication » de l'entreprise- régressions linéaires

Communication	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	.0390465	.038039	0.310	0.0210
2008	.0286977	.0360322	0.430	0.0091
2009	.0288372	.0350012	0.414	0.0087

Tableau (43). Le secteur « transport » de l'entreprise- régressions linéaires

Transport	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	.0339773	.0266759	0.209	0.0109
2008	.0196818	.0271836	0.473	0.0029
2009	.0245227	.0213736	0.257	0.0043

Tableau (44). Le secteur « consommation » de l'entreprise- régressions linéaires

Consommation	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	.012678	.0220002	0.567	0.0035
2008	.0213463	.0224711	0.347	0.0080
2009	.0302439	.0256765	0.245	0.0153

9.3.1.2. Variables liées aux mécanismes externes de la gouvernance

Tableau (45). Niveau de dette « structure financière » de l'entreprise- régressions linéaires

Niveau d'endettement « DF/CP »	Coeff	Std.Err	Plus-value	R2
2007	-.0000663	.0004275	0.877	0.0001
2008	-.0019097	.0017534	0.282	0.0132
2009	-.0006482	.0003873	0.101	0.0049

Les résultats des régressions linéaires *montrent une relation négative et non significative entre le ratio de dettes financières et l'indice de qualité d'informations comptables pour la période de l'étude 2007-2009*. Les résultats montrent que le ratio de dettes financières n'a aucune influence sur l'indice de qualité des informations comptables.

Tableau (46). Qualité de l'auditeur de l'entreprise- régressions linéaires

Qualité de l'Auditeur	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	.0070769	.0208651	0.736	0.0028
2008	.0307423	.023125	0.191	0.0423
2009	.0327423	.0236471	0.173	0.0453

Les résultats des régressions linéaires indiquent qu'il existe une relation positive entre la qualité des auditeurs et l'indice de qualité des informations comptables pour la période étudiée 2007-2009. La qualité des auditeurs n'exerce aucune influence significative sur la qualité des informations comptables.

Tableau (47). Structure de la propriété de l'entreprise- régressions linéaires

Structure de propriété	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	.0052133	.020577	0.801	0.0015
2008	-.0009943	.0231007	0.966	0.0000
2009	-.0013219	.0237444	0.956	0.0001

Les résultats des régressions linéaires montrent qu'il existe une relation positive en 2007, mais qu'elle devient négative dès 2008. La relation positive n'est pas significative. Cela montre que la structure de la propriété (la dispersion des capitaux) n'exerce aucune influence significative qui puisse expliquer les variations d'indice de qualité d'informations comptables.

9.3.1.3. Variables liées aux caractéristiques du conseil d'administration de l'entreprise « mécanismes interne de la gouvernance »

Les résultats des régressions linéaires montrent une relation positive significative entre le mode de rémunération des dirigeants par un salaire fixe et l'indice de qualité des informations comptables pour la période étudiée. Cela veut dire que le mode de rémunération a un effet positif sur l'indice de qualité des informations comptables.

Tableau (48). Le mode de rémunération des dirigeants

Mode de rémunération	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	.1060853	.0334935	0.003***	0.1553
2008	.1602791	.0379127	0.000***	0.2854
2009	.1550698	.0380573	0.000***	0.2523

Les régressions linéaires indiquent qu'il existe une relation négative significative entre le cumul des fonctions et l'indice de qualité d'informations comptables des entreprises libyennes. Le cumul des fonctions a un effet négatif sur la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels.

Tableau (49). Cumul des fonctions

Cumul	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	-.0656176	.0183101	0.001***	0.1879
2008	-.0855637	.0203445	0.000***	0.2572
2009	-.0829216	.0206114	0.000***	0.2282

En ce qui concerne l'effet de la taille du conseil d'administration, les régressions linéaires montrent qu'il existe une relation positive significative entre la taille du conseil et l'indice de qualité des informations comptables des entreprises libyennes. La taille du conseil possède une influence significative sur la qualité des informations comptables.

Tableau (50). Taille de conseil d'administrations

Taille du conseil	Coeff	Std.Err	Plus-value	R ²
2007	.0081525	.0027041	0.004***	0.1072
2008	.0071654	.0028087	0.014***	0.0667
2009	.0081592	.0027403	0.005***	0.0817

Les coefficients de corrélations calculés pour approfondir la validité des résultats des régressions linéaires confirment et complètent les relations mises en évidence. Les principaux résultats obtenus à partir de ces calculs sont les suivants :

- il existe une relation linéaire positive significative entre la taille de l'entreprise et l'indice de qualité des informations
- il existe une relation linéaire positive entre la rentabilité de l'entreprise et l'indice de qualité des informations
- il existe une relation linéaire positive significative entre la cotation et l'indice de qualité des informations
- il existe une relation linéaire négative entre le niveau d'endettement de l'entreprise et l'indice de qualité en 2007, 2008, 2009
- il existe une relation linéaire positive entre la qualité de l'auditeur et l'indice de qualité des informations sur la période étudiée
- il existe une relation positive entre la structure de la propriété et l'indice de qualité des informations en 2007, mais cette relation devient négative en 2008 et 2009
- il existe une relation positive entre le mode de rémunération par un salaire fixe et l'indice de qualité sur la période de trois ans étudiée
- l'analyse montre l'existence d'une relation négative entre le cumul des fonctions et l'indice de qualité des informations pour les trois années étudiées
- il existe une relation positive significative entre la taille du conseil d'administration et l'indice de qualité des informations sur toute la période étudiée.

Coefficients de corrélation 2007.

	2007	QIC	TENTREPRISE	RENTABILI LITE	COT	NEND	QAUD	PCONC	MREM	CUM	TCAD
QIC	1.0000										
TENTREPRISE	0.4253*	1.0000									
	0.0032										
RENTABILITE	0.1036	0.0571	1.0000								
	0.4932	0.7061									
COT	0.4103*	0.0824	-0.2024	1.0000							
	0.0046	0.5861	0.1773								
NEND	0.0359	0.0500	0.2562	-0.1646	1.0000						
	0.8130	0.7413	0.0857	0.2743							
QAUD	0.0528	-0.1489	0.0845	0.4692*	-0.1668	1.0000					
	0.7276	0.3234	0.5768	0.0010	0.2679						
PCONC	0.0391	-0.0339	-0.2071	-0.0766	-0.1644	-0.4287*	1.0000				
	0.7966	0.8229	0.1673	0.6131	0.2749	0.0030					
MREM	0.3940*	0.0513	-0.0433	0.3012*	-0.0478	0.3012*	-0.2882	1.0000			
	0.0067	0.7349	0.7753	0.0420	0.7526	0.0420	0.0521				
CUM	-0.4334*	-0.1062	0.1364	-0.6774*	0.1211	-0.3778*	0.0519	-0.2441	1.0000		
	0.0026	0.4824	0.3662	0.0000	0.4228	0.0096	0.7322	0.1021			
TCAD	0.3274*	0.3178*	0.2139	0.0650	-0.2382	0.1307	0.0686	-0.0810	-0.1886	1.0000	
	0.0263	0.0314	0.1534	0.6679	0.1109	0.3867	0.6506	0.5925	0.2093		

Coefficients de corrélation 2008.

2008	QIC	TENTREPRISE	RENTABILITE	COT	NEND	QAUD	PCONC	MREM	CUM	TCAD
QIC	1.0000									
TENTREPRI SE	0.3206*	1.0000								
	0.0299									
RENTABILI TE	0.1245	0.1170	1.0000							
	0.4099	0.4387								
COT	0.4828*	0.0800	-0.1584	1.0000						
	0.0007	0.5972	0.2931							
NEND	-0.1148	-0.1500	-0.1218	-0.2197	1.0000					
	0.4475	0.3196	0.4200	0.1424						
QAUD	0.2057	-0.0795	-0.0709	0.4692*	-0.2749	1.0000				
	0.1702	0.5994	0.6395	0.0010	0.0645					
PCONC	-0.0067	0.0204	0.0498	-0.0766	-0.1048	-0.4287*	1.0000			
	0.9648	0.8928	0.7423	0.6131	0.4881	0.0030				
MREM	0.5342*	0.0308	-0.0233	0.3012*	-0.0724	0.3012*	-0.2882			
	0.0001	0.8392	0.8777	0.0420	0.6327	0.0420	0.0521			
CUM	-0.5072*	-0.1218	0.1062	-0.6774*	0.1827	-0.3778*	0.0519	-0.2441	1.0000	
	0.0003	0.4200	0.4822	0.0000	0.2244	0.0096	0.7322	0.1021		
TCAD	0.2583	0.3996*	0.4382*	0.0650	-0.2101	0.1307	0.0686	-0.0810	-0.1886	1.0000
	0.0831	0.0059	0.0023	0.6679	0.1611	0.3867	0.6506	0.5925	0.2093	

Coefficients de corrélation 2009.

2009	QIC	TENTREPRISE	RENTABILITE	COT	NEND	QAUD	PCONC	MREM	CUM	TCAD
QIC	1.0000									
TENTREPRISE	0.4574*	1.0000								
	0.0014									
RENTABILITE	0.1320	0.0850	1.0000							
	0.3820	0.5742								
COT	0.4862*	0.1061	0.0328	1.0000						
	0.0006	0.4829	0.8285							
NEND	-0.3923*	-0.0098	0.0509	-0.1756	1.0000					
	0.0070	0.9485	0.7367	0.2432						
QAUD	0.2129	-0.1523	-0.1728	0.4692*	-0.1756	1.0000				
	0.1554	0.3122	0.2508	0.0010	0.2432					
PCONC	-0.0086	-0.0167	0.1780	-0.0766	0.1680	-0.4287*	1.0000			
	0.9546	0.9123	0.2366	0.6131	0.2644	0.0030				
MREM	0.5023*	0.0437	-0.0676	0.3012*	-0.7704*	0.3012*	-0.2882	1.0000		
	0.0004	0.7733	0.6555	0.0420	0.0000	0.0420	0.0521			
CUM	-0.4777*	-0.1336	0.1592	-0.6774*	0.3646*	-0.3778*	0.0519	-0.2441	1.0000	
	0.0008	0.3762	0.2907	0.0000	0.0127	0.0096	0.7322	0.1021		
TCAD	0.2858	0.4116*	0.2261	0.0650	0.0351	0.1307	0.0686	-0.0810	-0.1886	1.0000
	0.0542	0.0045	0.1309	0.6679	0.8167	0.3867	0.6506	0.5925	0.2093	

9.4. Régression multivariée – Vérification des hypothèses

La description statistique de l'échantillon est présentée en nombre d'observations, moyenne, écart-type, minimum et maximum. Notre échantillon est composé de variables numériques opérationnelles (continues) et de variables discrètes (dichotomiques).

Tableau (51). Statistiques descriptives des variables continues (opérationnelles)

Variable	N	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
Qualité d'informations comptables	138	.236	.606	.3772391	.0730717
Taille de l'entreprise	138	448189	9.53e+09	7.43e+08	1.76e+09
Niveau d'endettement	138	0	59.2225	1.18158	5.661903
Rentabilité	138	-.6603	7.3773	.1945442	.8386754
Taille du conseil	138	2	14	6.152174	2.679749

Tableau (52). Statistiques descriptives des variables dichotomiques

Variable	N	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
Concentration de propriété	138	0	1	.5434783	.4999207
Qualité de l'auditeur	138	0	1	.4347826	.4975344
Cotation (statut boursier)	138	0	1	.4347826	.4975344
Mode de rémunération	138	0	1	.0652174	.2478085
Cumul des fonctions	138	0	1	.7391304	.4407086
Secteur d'activité-Indust.	138	0	1	.2608696	.4407086
Secteur d'activité-Const.	138	0	1	.2826087	.451908
Secteur d'activité-Servi.	138	0	1	.0652174	.2478085
Secteur d'activité-Pétrole	138	0	1	.173913	.3804155
Secteur d'activité-Comm.	138	0	1	.0652174	.2478085
Secteur d'activité-Transp.	138	0	1	.0434783	.204674
Secteur d'activité-Consum.	138	0	1	.1086957	.3123909

9.4.1. Les résultats des régressions linéaires multivariées

Les résultats des régressions linéaires effectuées sur l'ensemble des données, pour la période étudiée, montrent que certaines hypothèses sont confirmées alors que d'autres sont infirmées. Les valeurs des R^2 indiquent quelle est la proportion, en pourcentage, de la part expliquée dans les régressions multivariées ; dans notre cas, 55 % des mouvements de l'échantillon sont expliqués et nous pouvons penser que la qualité de l'ajustement est bonne.

Tableau (53). ANALYSE DU POOLING ⁶⁴(2007-2009)

VARIABLES	-1 QIC	-2 QIC	-3 QIC	-4 QIC	-5 QIC	-6 QIC	-7 QIC	-8 QIC
TENTREPRISE	0.00822*** (0.00257)	0.00797*** (0.00263)	0.00918*** (0.00257)	0.00831*** (0.00253)	0.00813*** (0.00254)	0.00841*** (0.00256)	0.00934*** (0.00236)	0.00780*** (0.00256)
RENT	0.00888* (0.00479)	0.00883* (0.00455)	0.00858* (0.00459)	0.00930* (0.00496)	0.00873* (0.00473)	0.00806* (0.00430)	0.00943** (0.00468)	0.00959* (0.00501)
COT	0.0291*** (0.0110)	0.0434*** (0.0144)	0.0255** (0.0117)	0.0258** (0.0105)	0.0280** (0.0114)	0.0304*** (0.0111)	0.0267** (0.0104)	0.0335*** (0.0110)
NEND	0.00106*** (0.000388)	0.000991** (0.000381)	0.00124*** (0.000424)	0.00105*** (0.000392)	0.00103*** (0.000378)	0.00103*** (0.000380)	0.00112*** (0.000401)	0.00111*** (0.000396)
QAUD	-0.00792 (0.0147)	-0.0118 (0.0150)	-0.00714 (0.0149)	-0.00423 (0.0129)	-0.00815 (0.0146)	-0.00619 (0.0148)	-0.00920 (0.0144)	-0.00769 (0.0143)
PCONC	0.0184 (0.0125)	0.0215* (0.0125)	0.0126 (0.0137)	0.0202* (0.0119)	0.0176 (0.0123)	0.0170 (0.0125)	0.0177 (0.0121)	0.0139 (0.0126)
MREM	0.125*** (0.0205)	0.135*** (0.0188)	0.112*** (0.0231)	0.125*** (0.0207)	0.127*** (0.0217)	0.123*** (0.0210)	0.132*** (0.0199)	0.124*** (0.0206)
CUM	-0.0363*** (0.0113)	-0.0258** (0.0120)	-0.0482*** (0.0150)	-0.0365*** (0.0113)	-0.0353*** (0.0116)	-0.0374*** (0.0116)	-0.0346*** (0.0102)	-0.0361*** (0.0112)
TCAD	0.00426** (0.00197)	0.00415** (0.00197)	0.00360* (0.00204)	0.00395** (0.00192)	0.00434** (0.00196)	0.00328 (0.00216)	0.00401** (0.00194)	0.00475** (0.00199)
INDUSTRIE		-0.0217* (0.0118)						
CONSTR			-0.0188 (0.0144)					
SERVICE				-0.0159 (0.0219)				
PETROLE					-0.00651 (0.0143)			
COMMU						0.0196 (0.0161)		
CONSO							0.0380*** (0.0124)	
TRANSPORT								0.0548*** (0.0110)
Constant	0.196*** (0.0513)	0.193*** (0.0507)	0.202*** (0.0510)	0.197*** (0.0512)	0.199*** (0.0502)	0.198*** (0.0509)	0.173*** (0.0457)	0.199*** (0.0507)
Observations	138	138	138	138	138	138	138	138
R-squared	0.551	0.561	0.558	0.553	0.552	0.553	0.575	0.572

Robust standard errors in parentheses *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

⁶⁴ Cette analyse multivariée ne prend pas en compte des effets spécifiques, et ne tiennent pas compte des caractéristiques inobservables.

9.4.1.1. Test des hypothèses des variables continues (opérationnelles)

- *Hypothèse relative à la taille de l'entreprise*

Conformément à ce que nous avons prévu précédemment, l'hypothèse relative à la taille de l'entreprise a un effet positif significatif sur la qualité des informations comptables offertes dans les rapports annuels des entreprises libyennes. Cela signifie que les entreprises qui ont une grande taille accordent plus d'attention aux informations comptables dans leurs rapports annuels.

- *Hypothèse relative à la rentabilité*

Les résultats des régressions linéaires multivariées montrent que la rentabilité a une relation positive significative sur la qualité des informations comptables. Le coefficient est significatif au seuil de 10% ($P < 0.1$). Ce résultat, nous l'avons prévu et il conforte notre hypothèse. Ce résultat signifie que, plus l'entreprise réalise de bénéfices, plus elle a tendance à diffuser des informations comptables de qualité.

- *Hypothèse relative au niveau d'endettement*

L'hypothèse relative au niveau d'endettement a été validée. Il s'avère que, plus l'entreprise est endettée, plus la qualité des informations comptables augmente. Le niveau d'endettement a donc un effet positif significatif sur la qualité. Le coefficient atteint le seuil de 1% ($P < 0.01$).

- *Hypothèse relative à la taille du conseil d'administration*

L'hypothèse relative à la taille du conseil d'administration a été confortée. Cela signifie que la taille de conseil a un effet positif sur la qualité des informations comptables. Ce résultat nous amène à dire que, plus la taille du conseil augmente, plus la qualité des informations comptables augmentent. Elle est significative au seuil de 5% ($P < 0.05$).

Tableau (54). Résultats des régressions linéaires multivariées pour les variables continues

	Coefficient	Robust Std. Err.	t	P> t
Taille de l'entreprise	.0082224	.0025745	3.19	0.002
Rentabilité	.0088791	.0047917	1.85	0.066
Niveau d'endettement	.0010619	.0003879	2.74	0.007
Taille du conseil	.0042606	.0019725	2.16	0.033

9.4.1.2. Test des hypothèses sur les variables non continues

- *Hypothèse relative à la cotation (statut boursier)*

Les résultats des tests multi-variés prouvent l'existence d'une association positive, et statistiquement significative au seuil de 1% ($P < 0.01$), entre la cotation et la qualité des informations comptables. Nous pouvons en déduire que la qualité des informations comptables des rapports annuels des entreprises cotées en bourse est meilleure que celle des entreprises non cotées en bourse libyenne. L'hypothèse est donc validée.

- *Hypothèse relative à la qualité de l'auditeur*

Les entreprises auditées par les cabinets privés libyens ont un effet négatif sur la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels des entreprises libyennes. Les résultats indiquent qu'il existe une relation négative entre les entreprises auditées par les cabinets comptables privés et la qualité des informations comptables. L'interprétation de ce résultat signifie que les entreprises auditées par l'État diffusent davantage d'informations comptables de qualité dans les rapports annuels que les entreprises auditées par des auditeurs privés. Cette relation peut être expliquée par l'absence des entreprises d'audits internationaux dans notre échantillon.

- *Hypothèse relative à la structure de propriété*

Contrairement de ce que nous avons prévu, l'hypothèse relative à la structure de propriété n'est pas validée. La structure de propriété semble avoir un effet positif, mais non significatif statistiquement, sur la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels. Notre hypothèse n'a pas été validée. L'interprétation de ce résultat signifie que, pour les entreprises où un actionnaire détient plus de 50% de capital, ces dernières ont tendance à améliorer la qualité des informations comptables diffusées dans leurs rapports annuels. La qualité des informations comptables est liée positivement au niveau de structure de propriété.

- *Hypothèse relative au mode de rémunération des dirigeants*

L'hypothèse relative au mode de rémunération a un effet positif sur la qualité des informations comptables. Nous avons prévu qu'il existe une relation négative entre le mode de rémunération par un salaire fixe et la qualité des informations, les résultats montrent qu'il y a un effet positif du mode de rémunération par un salaire fixe sur la qualité des informations. Le coefficient est de 1% ($P < 0.01$). Notre hypothèse n'a donc pas été validée.

Nous avons également prévu qu'il y a une relation positive entre le mode de rémunération par stock-options et la performance réalisée. Les résultats des régressions linéaires multivariées indiquent que ces deux modes de rémunération n'ont aucun effet sur la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels.

▪ *Hypothèse relative au cumul des fonctions*

Les résultats des régressions multivariées montrent qu'il existe une relation négative significative entre le cumul des fonctions de chef de la direction et de président du conseil d'administration et la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels. L'hypothèse est validée avec un coefficient qui atteint 1% ($P < 0.01$). Les résultats sont conformes aux prédictions des partisans de la théorie d'agence, qui précisent que le cumul des postes de direction peut restreindre l'indépendance du conseil et affaiblir son rôle au sein de l'entreprise, ce qui peut ensuite agir sur la stratégie de diffusion d'informations comptables et, par conséquent, sur la qualité des informations comptables données dans le rapport annuel (Fama et Jensen, 1993 ; Caver, 1990 ; Millstein, 1992 ; Whittington, 1993 ; Brickley et al, 1994 ; et Warrel et al, 1997). En outre, certains précisent que la séparation des fonctions de direction a un effet positif sur la qualité de diffusion des informations comptables puisqu'elle peut augmenter la qualité du contrôle et réduire, par conséquent, la possibilité de rétention de l'information comptable par les dirigeants (Forker, 1992 ; Gul et Leung, 2004).

▪ *Hypothèse relative au secteur d'activité de l'entreprise*

Finalement, pour l'hypothèse relative au secteur d'activité auquel l'entreprise appartient, les résultats des régressions linéaires multivariées montrent que les effets du secteur d'activité varient d'une entreprise à l'autre. Nous avons constaté qu'il existe une relation négative entre le secteur de l'industrie, de la construction, des services, du pétrole et la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels des entreprises qui appartiennent à ces secteurs. Dans le secteur de l'industrie, la relation est négative et statistiquement significative, le coefficient atteint 1% ($P < 0.01$).

Les résultats des régressions linéaires multivariées montrent également qu'il existe une relation positive entre la qualité des informations comptables divulguées dans les rapports annuels et les secteurs de la consommation, de la communication et du transport. L'appartenance au secteur de la consommation ou du transport a un effet positif significatif

sur la qualité des informations comptables. Le coefficient atteint 1% ($P < 0.01$). Cette hypothèse a été validée.

Tableau (55). Résultats des régressions linéaires multivariées pour les variables non continues

	Coefficient	Robust Std. Err.	t	P> t
Cotation (statut boursier)	.0291247	.0109838	2.65	0.009
Qualité de l'auditeur	-.007924	.0146932	-0.54	0.591
Structure de propriété	.0184135	.0125174	1.47	0.144
Mode de rémunération	.1254873	.0205467	6.11	0.000
Cumul des rôles	-.0363296	.0113484	-3.20	0.002
Secteur d'activité-Consum	.1963426	.0512988	3.83	0.000

9.4.2. Méthode des effets aléatoires

En raison du nombre d'exercices étudiés et des variables, et afin de confirmer les résultats des régressions multiples, nous avons effectué une autre analyse par la méthode des effets aléatoires pour l'ensemble de nos variables.

L'analyse de la méthode des effets aléatoires montre un R^2 *Between* de 54.27%, qui mesure la part de la variabilité interindividuelle de la variable dépendante expliquée par les variables explicatives. Le R^2 (1.87%) *within* donne les mesures de la contribution des effets aléatoires. Nous pouvons en conclure que 54.27% des mouvements de l'échantillon sont expliqués. Les statistiques de la qualité d'ajustement montrent que R^2 est égal à 55.08%, donc que la qualité de l'ajustement est bonne.

Tableau (56). Indications statistiques

Nombre d'observation	Nombre d'entreprises	<i>Within</i>	<i>Between</i>	Overall	Khi-deux
138	46	1.87%	54.27%	0.5226	82.75

D'après, la méthode des effets aléatoires, nous pouvons mettre en évidence les déterminants suivants de la qualité des informations comptables.

Selon les régressions linéaires, la taille de l'entreprise a un effet positif et statistiquement significatif au cours de la période étudiée. En outre, l'influence positive significative de la taille de l'entreprise sur la qualité des informations comptables données dans le rapport annuel est confirmée par la méthode des effets aléatoires et l'analyse des régressions linéaires multivariées. *L'hypothèse de la taille est validée pour la période étudiée.*

Le sens de relation est positif, d'après les régressions linéaires, entre la rentabilité et la qualité des informations comptables, mais toutefois cette relation n'est pas significative. De même, la méthode aléatoire confirme l'existence d'une relation positive, mais pas significative, entre la rentabilité et la qualité des informations, alors que le test des régressions linéaires multivariées indique que la rentabilité a un effet positif significatif. *L'hypothèse de l'effet de la rentabilité sur la qualité est validée.*

Les résultats des régressions linéaires au cours de la période étudiée montrent qu'il existe une relation positive significative. En outre, la méthode des effets aléatoires confirme l'existence d'une relation positive significative entre la cotation « statut boursier » et la qualité des informations comptables ainsi que le test des régressions linéaires multivariées l'a indiqué auparavant. *L'hypothèse est donc validée.*

Quant à l'hypothèse relative au niveau de dettes financière de l'entreprise, les régressions linéaires ont montré, sans ambiguïté, qu'il y a une relation négative cours de la période étudiée. De plus, la méthode des effets aléatoires indique qu'il y a une relation négative entre le niveau de dette et l'indice de qualité des informations, mais ce résultat est contredit par les résultats des régressions multivariées qui affichent l'existence d'une relation positive et significative entre le niveau de dette de l'entreprise et la qualité des informations. *Nous pouvons en conclure que l'hypothèse n'est pas validée.*

Les régressions linéaires concernant l'effet de la qualité de l'audit privé sur la qualité des informations comptables ont montré que la variable ne possède aucune influence significative sur la qualité de l'information. L'analyse par la méthode des effets aléatoires confirme le résultat des régressions linéaires multivariées. Les auditeurs privés ne possèdent aucune influence positive sur la qualité des informations. La relation entre la qualité d'audit et la qualité des informations comptables est négative et n'est pas significative. *À partir de ces constats, l'hypothèse n'est pas validée.*

Pour l'hypothèse relative à la structure de la propriété, d'après les régressions linéaires, la variable de la concentration de capitaux « dispersion de la propriété » est ambiguë au cours de la période : la variable a une relation positive en 2007, puis la relation devient négative en 2008 et 2009. L'analyse de la méthode des effets aléatoires confirme l'existence d'une relation positive entre la concentration de la propriété « dispersion de la propriété » et la qualité des informations comptables ; cette relation n'est pas significative ainsi que l'a montré l'analyse des régressions linéaires multivariées. *L'hypothèse n'est pas validée.*

Concernant l'hypothèse relative au mode de rémunération, les résultats des régressions linéaires ont montré qu'il existe une relation positive et statistiquement significative au cours de la période étudiée 2007-2008-2009. Cette relation positive significative a été confirmée par l'analyse de la méthode des effets aléatoires et l'analyse des régressions linéaires multivariées entre le mode de rémunération par salaire fixe et la qualité des informations comptables. *L'hypothèse n'est pas validée.*

Pour l'hypothèse relative au cumul des fonctions des dirigeants, les régressions linéaires au cours de la période ont montré l'existence d'une relation négative significative entre le cumul des fonctions des dirigeants et la qualité des informations comptables. L'analyse de la méthode des effets aléatoires confirme le résultat des régressions linéaires multivariées. Ces résultats confirment l'existence d'une relation négative significative entre le cumul des fonctions et la qualité des informations comptables délivrées dans les entreprises libyennes. *L'hypothèse est donc validée.*

Au cours de la période étudiée, les régressions linéaires ont montré l'existence d'une relation positive significative entre la taille du conseil d'administration et la qualité des informations comptables. La méthode des effets aléatoires confirme le résultat des régressions linéaires multivariées concernant l'effet de la taille du conseil. Les trois analyses confirment l'existence d'une relation positive, et statistiquement significative, entre la taille du conseil d'administration et la qualité des informations comptables. *Notre hypothèse n'est pas validée.*

Les régressions linéaires concernant le variable du secteur d'activité varient d'un secteur à l'autre. Les résultats des régressions linéaires ont prouvé l'existence d'une relation positive entre le secteur de l'industrie, de la communication, du transport et de la consommation et la qualité des informations comptables. Les régressions linéaires ont montré également

l'existence d'une relation négative entre le secteur pétrolier et celui des services et la qualité des informations comptables, au cours de la période étudiée. En outre, les régressions ont montré qu'il existe une relation positive entre le secteur de la construction en 2007 et 2008 et la qualité des informations, mais cette relation devient négative en 2009.

L'analyse par la méthode des effets aléatoires confirme le résultat des régressions linéaires multivariées, à savoir l'existence d'une relation négative entre les secteurs de l'industrie, de la construction, des services, du pétrole et la qualité des informations comptables. Cela prouve l'existence, d'une part d'une relation positive significative entre les secteurs de la consommation, du transport et la qualité d'informations comptables données dans le rapport annuel des entreprises libyennes et, d'autre part, d'une relation positive entre le secteur de la communication et la qualité de ces mêmes informations. Les résultats de la méthode des effets aléatoires et le test de régressions linéaires multivariées sont contredits par les résultats des régressions linéaires. *L'hypothèse n'est validée que pour les secteurs de la communication, de la consommation et du transport.*

Tableau (57). Méthode des effets aléatoires ⁶⁵(2007-2009)

VARIABLES	-1 QIC	-2 QIC	-3 QIC	-4 QIC	-5 QIC	-6 QIC	-7 QIC	-8 QIC
TENTREPRISE	0.00442* (0.00261)	0.00432* (0.00261)	0.00457* (0.00273)	0.00441* (0.00258)	0.00434* (0.00257)	0.00446** (0.00207)	0.00478* (0.00271)	0.00433* (0.00259)
RENT	0.000432 (0.000506)	0.000429 (0.000499)	0.000424 (0.000502)	0.000440 (0.000534)	0.000403 (0.000504)	0.000354 (0.00243)	0.000471 (0.000508)	0.000512 (0.000549)
COT	0.0335* (0.0180)	0.0493** (0.0233)	0.0322* (0.0193)	0.0313* (0.0170)	0.0316* (0.0187)	0.0349 (0.0228)	0.0321* (0.0170)	0.0377** (0.0178)
NEND	-0.000131 (0.000151)	-0.000137 (0.000149)	-0.000124 (0.000158)	-0.000133 (0.000152)	-0.000137 (0.000150)	-0.000134 (0.000324)	-0.000119 (0.000158)	-0.000126 (0.000151)
QAUD	-0.0188 (0.0245)	-0.0227 (0.0249)	-0.0191 (0.0247)	-0.0164 (0.0212)	-0.0190 (0.0245)	-0.0170 (0.0206)	-0.0209 (0.0243)	-0.0182 (0.0240)
PCONC	0.0131 (0.0210)	0.0168 (0.0209)	0.0103 (0.0233)	0.0143 (0.0204)	0.0119 (0.0207)	0.0114 (0.0181)	0.0121 (0.0207)	0.00876 (0.0211)
MREM	0.128*** (0.0320)	0.139*** (0.0280)	0.123*** (0.0355)	0.128*** (0.0321)	0.131*** (0.0348)	0.125*** (0.0347)	0.134*** (0.0313)	0.126*** (0.0320)
CUM	-0.0337** (0.0165)	-0.0219 (0.0175)	-0.0388* (0.0226)	-0.0337** (0.0164)	-0.0321* (0.0173)	-0.0353 (0.0245)	-0.0322** (0.0148)	-0.0331** (0.0163)
TCAD	0.00607* (0.00322)	0.00590* (0.00320)	0.00586* (0.00330)	0.00590* (0.00314)	0.00617* (0.00317)	0.00497 (0.00367)	0.00610* (0.00321)	0.00647** (0.00328)
INDUSTRIE		-0.0243 (0.0199)						
CONSTR			-0.00780 (0.0237)					
SERVICE				-0.0113 (0.0375)				
PETROLE					-0.0108 (0.0260)			
COMMU						0.0221 (0.0393)		
CONSO							0.0303* (0.0156)	
TRANSPORT								0.0549** (0.0228)
Constant	0.262*** (0.0594)	0.255*** (0.0577)	0.269*** (0.0640)	0.263*** (0.0606)	0.265*** (0.0578)	0.267*** (0.0514)	0.252*** (0.0595)	0.259*** (0.0588)
Observations	138	138	138	138	138	138	138	138
Number of entreprise	46	46	46	46	46	46	46	46

Robust standard errors in parentheses *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

⁶⁵ La méthode des effets aléatoires prend en compte les caractéristiques inobservables (hétérogénéité inobservée).

9.4.3. Comparaison des résultats obtenus

Un récapitulatif des résultats obtenus par ces régressions multivariées et la méthode des effets aléatoires sur les dix variables qui ont été établies à partir des indices de qualité d'informations comptables pondérés, indique que :

- l'hypothèse 1 sur la taille de l'entreprise est validée, cette variable possède une influence positive significative sur la qualité des informations comptables
- l'hypothèse 2 sur le secteur d'activité auquel appartient l'entreprise, l'hypothèse est validée pour le secteur de la communication, de la consommation et du transport.
- l'hypothèse 3 sur l'incidence de la cotation nationale. L'hypothèse est validée
- l'hypothèse 4 sur la rentabilité de l'entreprise est validée, et le variable présent un signe positif
- l'hypothèse 5 sur l'effet de la qualité de l'audit privé sur la qualité des informations comptables, les résultats montrent que l'hypothèse n'est pas validée
- l'hypothèse 6 sur le niveau de dettes financière de l'entreprise. L'hypothèse n'est pas validée
- l'hypothèse 7 sur la concentration de capitaux « la dispersion de la propriété » L'hypothèse n'est pas validée
- l'hypothèse 8 sur le mode de rémunération des dirigeants n'est pas validée. Cette relation est positive et significative pour toute la période étudiée
- l'hypothèse 9 sur le cumul des fonctions des dirigeants et la qualité des informations comptables, cette relation est négative et significative. L'hypothèse est validée
- l'hypothèse 10 sur la taille du conseil de l'administration et la qualité d'informations comptables, la relation est positive et significative au cours de la période étudiée. L'hypothèse n'est pas validée

Tableau (58). Les résultats des statistiques

Hypothèses	Signes prévus	Résultats des régressions linéaires multi-variées	Résultats des effets aléatoires
H1 : Taille de l'entreprise	+	+S	+S
H2 : Secteur d'activité	+	+S	+S
H3 : Cotation national	+	+S	+S
H4 : Rentabilité	+	+S	+ns
H5 : Qualité d'auditeur	+	-S	-ns
H6 : Niveau d'endettement	+	+S	-ns
H7 : Structure de propriété	-	+ns	+ns
H8 : Mode de rémunération	-	+S	+S
H9 : Cumul des fonctions	-	-S	-S
H10 : Taille du conseil	-	+S	+S

➤ ***Comparaison avec les résultats antérieurs***

Williams (1992), Zhou (1997) et Michăilescu (1998) ont précédemment étudié l'incidence de la structure financière, de la diffusion du capital, de la cotation nationale sur les pratiques de diffusion des entreprises. Williams (1992) constate que la structure financière (traduite par le rapport du total des dettes sur le total du bilan) n'a pas d'incidence significative sur l'indice de diffusion d'informations calculé. Toutefois, la relation entre la structure et la diffusion d'information est positive.

Les résultats de Zhou (1997) montrent, également, que la structure financière, mesurée par le rapport des dettes financières sur les capitaux propres, n'est pas une variable explicative significative. Le signe de la relation mis en évidence est négatif. Ce résultat, selon l'auteur, est dû au fait que les entreprises ont recours aux endettements bancaires, ce qui favorise la communication privée de l'information comptable.

Dans notre étude, la structure financière traduite par le rapport entre les dettes financières et les capitaux propres montre une incidence négative sur l'indice de diffusion d'informations comptables. Cela peut être expliqué par le fait que les entreprises recourent aux financements des banques et non aux marchés financiers. En conséquence, ce recours aux financements des banques a un effet négatif sur la qualité des informations comptables.

Les résultats de Zhou (1997) et Michaïlesco (1998) pour l'exercice 1991 et notre étude, en utilisant le même ratio de structure financière, concordent. Les entreprises considèrent que les créanciers ont plusieurs moyens pour accéder aux informations nécessaires et pour les obtenir, grâce aux accords de la dette ; elles estiment, ainsi, ne pas avoir à améliorer la qualité de l'information diffusée.

Les résultats de Zhou (1997) sur la taille de l'entreprise sont en accord avec notre étude (la taille, dans notre étude, a été mesurée par le total d'actif). Les résultats de Zhou (1997), sur la rentabilité et la structure de la propriété, ne sont pas identiques aux résultats de notre étude. Les variables ont un effet positif sur la diffusion des informations comptables des entreprises. Zhou (1997) a examiné également les variables explicatives : secteur, cabinet d'audit et statut boursier ; les résultats montrent qu'il est difficile d'affirmer qu'il existe un effet du secteur qui soit significatif. Mais il semble que les secteurs de l'électricité et l'électronique obtiennent le score le plus élevé. Dans notre étude, le secteur de la consommation et du transport ont un effet positif significatif sur la diffusion des informations comptables des entreprises libyennes.

Les résultats de Zhou, sur le cabinet d'audit, ont également montré qu'il est difficile de conclure qu'il existe un effet lié au cabinet d'audit « *Big Six* » à l'époque sur la diffusion des informations comptables. Notre étude montre qu'il y a un effet négatif des cabinets d'audit privés sur la qualité des informations. Les résultats sur l'effet de statut boursier sont concordants avec le résultat de notre étude. Le signe de la relation est positif et elle est significative. Cela signifie que les entreprises qui ont un statut boursier diffusent davantage d'informations financières.

La comparaison entre les résultats de ces trois études, antérieures à notre recherche, et notre résultat permet de remarquer plusieurs constantes sur l'effet réel des déterminants étudiés :

- la structure financière dépend du financement des entreprises, du système économique et donne des résultats divergents selon les pays
- la qualité de l'audit est variable et difficile à prévoir d'un pays à l'autre
- l'effet du secteur dépend de l'appartenance sectorielle de l'entreprise et varie d'un pays à l'autre
- la cotation semble un facteur déterminant pour la diffusion d'informations comptables dans les cas de la Libye, de la France, de la Malaisie, de la Suède et du Japon
- la structure de la propriété est un facteur déterminant pour la diffusion d'informations comptables, mais son effet est difficile à prévoir d'un pays à l'autre et dépend du capital détenu par l'actionnaire ou l'institution
- la taille et la rentabilité de l'entreprise ont souvent des effets significatifs sur la diffusion d'informations comptables.

Tableau (59). Synthèse des résultats obtenus sur les variables testées

Variables	Influence confirmée	Influence infirmée ou non confirmée
Taille de l'entreprise	Cerf (1961), Singhvi (1967), Singhvi et Desai (1971), Stanga (1976), Belkaoui and kahl (1978), Courtis (1979), Firth (1979), Cooke (1989a, 1989b, 1992), Malone et al (1994), Ahmed et Courtis (1999)	Stanga (1976), Spero (1979), Malone et al. (1993), Singhvi (1968)
Rentabilité	Singhvi et Desai (1971), Belkaoui et Kahl (1978), Courtis (1979), Wallace et al. (1994), Raffounier (1995), Singhvi (1968), Wallace et Naser (1995), Mulhem (1997)	Malone et al (1993), Gary et al (1995), Dumontier et Raffounier (1998), Wallace (1987), Lau (1992), Ahmed et Courtis (1999)
Cotation nationale « domestique »	Singhvi et Desai (1971), Firth (1979), Cooke (1989), (1993), Wallace et al. (1994), Michaïlesco (1998)	Buzby (1975), Wallace et Naser (1995)
Endettement	Wong (1988), Belkaoui et Karpick (1989), Bradbury (1991), William (1992), Malone et al. (1993), Zhou (1997), Michaïlesco (1998)	Lefwich et al. (1981), Chow et Wong-Boren (1987), Williams (1992), McKinnon et Dalimunthe (1993), Hossain et al. (1994), Wallace et al. (1994), Hossain et Adams (1995), Raffounier (1995), Inchausti (1997), Zhou (1997)

Qualité d'audit	Singhvi et Desai (1971), Raffournier (1995), Inchausti (1997), Dumontier et Raffournier (1998), Hossain et al. (1994), Ahmed (1996), Al-Mulhem (1997).	Courtis (1979), Firth (1979), Malone et al (1993), Wallace et al (1994), Hossain et al (1994), Wallace et Naser (1995)
Structure de propriété	Chau et Gray (2002), Ruland (1990), Haniffa et Cooke (2000), Makhija et Patton (2004)	Raffournier (1995)
Mode de rémunération	Nagar et al. (2003)	
Cumul des fonctions	Haniffa et Cooke (2000), Gul et Leung (2004)	Ho et Wong (2001), Coulton, James et Taylor (2001), Hanifa et Cooke (2000)
Taille du conseil	Lakhal (2004), Dechow et al. (1996), Beasley (1996)	
Secteur d'activité	Stanga (1976), Belkaoui et Kahl (1978), Courtis (1979), Raffournier (1995), Gary et al (1995), Wallace et Naser (1995), Al-Modahki (1996)	Malone et al (1993), Wallace et al (1994), Wallace (1987), Tai et al (1990), Al-Multhem (1997)

À travers ces résultats de différentes analyses des régressions et en utilisant la méthode des effets aléatoires, et en s'appuyant sur le postulat selon lequel l'indice de qualité traduit l'impact de la pratique de diffusion d'informations comptables dans les rapports annuels, nous pouvons valider plusieurs relations relatives au contexte libyen entre :

- la taille de l'entreprise et la pratique de diffusion d'informations dans le rapport annuel
- la rentabilité de l'entreprise et la pratique de diffusion d'informations dans le rapport annuel
- la cotation « statut boursier » et la pratique de diffusion d'informations dans le rapport annuel
- le cumul des fonctions des dirigeants et la pratique de diffusion d'informations dans le rapport annuel
- l'appartenance sectorielle de l'entreprise et la pratique de diffusion d'informations dans le rapport annuel.

9.4.4. Contribution à la connaissance des déterminants de la qualité de l'information diffusée en Libye

Les pratiques de diffusion des entreprises libyennes sont considérées comme inférieures à celles des entreprises des pays développés tels que la France et les pays anglo-saxons. Voici plusieurs explications de cet état de fait.

- ❖ Une première réside dans l'économie libyenne qui est en phase de transition vers l'économie de marché, alors que les entreprises étaient depuis longtemps tenues par l'État.
- ❖ L'incompatibilité du système comptable anglo-saxon avec l'environnement libyen, notamment culturel. Une étude de 2009 a montré que les praticiens ont une tendance très élevée au conservatisme.
- ❖ L'absence d'un plan comptable national détaillé pour améliorer les pratiques de diffusion d'informations comptables. Certes, il existe des obligations législatives mais elles ne sont pas assez détaillées pour diffuser davantage d'informations et, par conséquent, elles peuvent nuire à la qualité de l'information comptable.
- ❖ Les sources de financement privilégiées sont les banques ou les institutions financières plutôt que le marché financier, ce qui renforce la propension à la communication privée de l'information.
- ❖ Enfin, le marché financier libyen n'est pas efficient du fait du manque de concurrence.

9.4.4.1. Les spécificités du contexte libyen

Les résultats de notre étude montrent que les obligations imposées par les autorités de marché financier national, à travers les bonnes conduites de la gouvernance et les normes comptables internationales, ainsi que la loi commerciale et fiscale sont primordiales. Ils reflètent ce qui caractérise les pratiques de diffusion des entreprises libyennes : l'application et le respect des lois sont variables et insuffisants pour les entreprises cotées et non cotées en bourse libyenne. Nous allons détailler ici plusieurs constantes qui paraissent importantes.

9.4.4.2. L'environnement économique et juridique

La Libye a adopté le système socialiste où les entreprises sont majoritairement détenues par l'État, et contrôlées et supervisées par les institutions gouvernementales, bien que ces entreprises soient financées de différentes façons, telle la subvention, en fonction de leurs activités. Cette philosophie socialiste a affecté largement l'économie libyenne en termes de propriété de l'entreprise. En 2003, plusieurs lois ont été promulguées, relatives à la réforme du droit de propriété (la loi n° 313-2003), des sociétés et des cessions d'actifs, à la

simplification des procédures d'enregistrement des sociétés étrangères, ainsi 2010 a vu l'instauration de la nouvelle loi commerciale. A cela s'ajoutent la réforme du secteur bancaire et la privatisation des entreprises publiques. L'insuffisance de la diffusion d'informations comptables peut être due à la trace du système d'économie planifiée « socialiste ».

Les résultats les plus marquants de cette analyse statistique sont le pouvoir explicatif déterminant de la cotation domestique, le cumul, la taille de l'entreprise, la rentabilité, et le secteur par rapport à la taille du conseil, aux dettes financières, le mode de rémunération, et la dispersion de propriété. Les obligations imposées par les autorités du marché financier libyen et l'application des normes comptables internationales ainsi que la bonne conduite de la gouvernance pour les entreprises cotées en bourse ont, pour objectif, de réduire le conflit d'agence entre les dirigeants et les actionnaires en remédiant à l'insuffisance de l'information diffusée. Ces éléments sont d'autant plus importants que la cotation accroît souvent la diffusion de l'actionnariat.

Leftwich, Watts et Zimmerman (1981) considèrent que la cotation peut avoir des effets soit complémentaires, soit substitutifs. Dans le cas d'un effet complémentaire, une plus grande diffusion volontaire est associée à une cotation domestique (ou multiple), car les dirigeants ont intérêt à signaler la conformité de leur gestion aux attentes des investisseurs. Au contraire, dans le cas de la substitution, le statut de cotation est vu comme un signal suffisant d'une gestion conforme aux attentes des investisseurs. Il apparaît qu'en Libye, les dirigeants ont adopté cette position.

Nous avons remarqué que l'application de la bonne conduite de la gouvernance n'était pas respectée par les entreprises cotées en bourse en ce qui concerne le cumul des fonctions des dirigeants. Cette variable a des effets négatifs significatifs sur la diffusion d'informations comptables dans les rapports annuels. En outre, l'application de normes comptables internationales ne semble pas adéquate à l'environnement libyen. Nous estimons que les informations à fournir, exigées par les normes comptables internationales, sont incompatibles avec l'environnement des pays en voie de développement, telle la Libye. Certains pays en voie de développement ont appliqué les normes comptables internationales, mais ils ont adapté ces normes à leur environnement ; c'est le cas de la Tunisie et de l'Algérie. Moussa (2009) a montré que la normalisation comptable internationale n'était pas adéquate au contexte culturel libyen. Pour l'auteur, l'incompatibilité entre le nouveau système comptable

« normes comptables internationales » et le contexte culturel comptable actuel n'est pas due à l'exotisme du nouveau système marqué par la tendance anglo-saxonne, mais plutôt à la continuité historique des anciennes pratiques comptables en Libye. Il a démontré que les majorités des entreprises libyennes étaient conservatrices. L'application est considérée comme un élément afin de réduire le conflit d'agence, les états financiers sont censés participer à la réduction de l'asymétrie d'informations à travers les obligations d'informations à fournir.

Les résultats de notre étude ont démontré que la structure de la propriété a un effet positif sur la qualité des informations comptables. Le signe de la relation mise en évidence n'est pas significatif. Cette relation a un effet sur la diffusion d'informations comptables, puisque l'offre d'informations sera limitée et dirigée vers les parties prenantes, notamment pour les investisseurs institutionnels. Selon la théorie de l'agence, les actionnaires institutionnels possèdent un accès privilégié à l'information et exercent, par conséquent, un pouvoir de contrôle plus efficace de la gestion de la firme. Grâce à leur poids, ils ont une position privilégiée pour accéder à des informations sur l'entreprise, ses concurrents et son secteur d'activité. Ils peuvent donc mieux apprécier les performances des dirigeants, en le comparant notamment à celles des autres entreprises du secteur pour lesquelles ils possèdent des informations. La structure de propriété favorise la communication privée de l'information comptable aux actionnaires institutionnels. Il semble que ce soit le cas en Libye.

En outre, les résultats de notre étude montrent que l'association entre le cumul des fonctions de direction générale et de présidence du conseil et la qualité des informations comptables diffusées est négative. Le signe de cette relation est significatif. Ceci témoigne des dangers liés au cumul de ces deux fonctions. D'après la théorie de l'agence de Fama et Jensen (1983), l'adoption d'une structure d'unité dans le conseil peut s'avérer risquée. Le cumul de ces deux fonctions permet aux dirigeants d'influencer les décisions au sein du conseil d'administration. Le cumul des pouvoirs pourrait créer des effets négatifs sur la qualité de la diffusion des informations comptables. Selon Forker (1992), la séparation des pouvoirs de ces deux fonctions peut accroître la qualité de contrôle, réduire la probabilité de rétention de l'information de la part des dirigeants et, par conséquent, améliorer la qualité de diffusion des informations comptables.

9.4.4.3. Les obligations de diffusion imposées par le marché financier libyen

Dans son programme de transition vers l'économie de marché, l'État libyen a créé la bourse libyenne afin de réformer l'économie libyenne et de faciliter l'ouverture à la concurrence, en profitant du transfert de la propriété des entreprises publiques et des institutions économiques, en d'autres termes, de la privatisation. Le Conseil de Marché Financier Libyen (CMFL) a cherché à développer le marché financier en standardisant les réglementations avec les règles connues internationalement, et les obligations de diffusion d'informations comptables à travers l'application des normes comptables internationales afin d'attirer les investisseurs et les entreprises étrangères. Selon Tondkar et al (1990) et Standish (1991) ces efforts auront une influence positive dans l'amélioration de la qualité des informations comptables des entreprises.

Selon Macharzina (1988), la faible taille du marché financier et la tradition de refinancement sur le marché peu développée n'ont pas favorisé l'amélioration de la qualité de l'information comptable diffusée. En outre, l'incompatibilité des normes comptables internationales aux pays en voie de développement ne contribue pas assez au perfectionnement de la qualité des informations comptables offertes dans les rapports annuels.

9.4.4.4. Les obligations de diffusion imposées par les lois

En fait, les lois commerciales et fiscales peuvent être des références en ce qui concerne les obligations de diffusion d'informations. Elles obligent les entreprises à présenter le bilan, le compte de revenus d'exploitation, le compte de résultat, les tableaux d'amortissement et un rapport détaillé de toutes les charges incluses dans le compte de résultat.

Les lois n'ont pas déterminé la façon de présenter les documents comptables et n'ont pas, non plus, fourni la façon d'établir le contenu des informations comptables des entreprises.

9.4.4.5. Les obligations imposées par les bourses internationales

En fait, les entreprises cotées sur plusieurs marchés financiers offrent une information de meilleure qualité que les autres entreprises cotées en bourse domestique. L'offre d'informations de bonne qualité est due à la concurrence sur le marché entre les entreprises et aussi aux exigences des commissions de bourse étrangères et des investisseurs internationaux. Les entreprises cotées sur plusieurs places sont confrontées à une diffusion accrue et à une

demande d'informations supplémentaires ; afin de les satisfaire, les entreprises cherchent à améliorer leur communication et la qualité des informations. Les résultats antérieurs montrent tous l'influence significative de la cotation multiple (Cook, 1989, Zhou, 1997).

En Libye, les entreprises ne sont pas présentes sur d'autres places boursières, et cela affecte l'offre d'informations comptables. Les effets de la cotation multiple ne sont donc pas perçus dans le contexte libyen. Néanmoins, nous pouvons souligner l'incidence positive de la cotation domestique sur l'offre d'informations comptables par rapport aux entreprises qui ne sont pas cotées. C'est le résultat de la demande accrue d'informations par les parties prenantes et des obligations de diffusion d'informations. Il est à noter, également, que la quasi absence des investisseurs étrangers ne contribue pas à l'amélioration de la diffusion d'informations.

9.4.4.6. Valeurs culturelles et théorie de l'agence

En fait, les résultats de notre étude ont montré que la variable de la structure de propriété a un effet positif et non significatif sur la qualité des informations comptables données dans les rapports annuels des entreprises libyennes. De fait, cette concentration est assez représentative parce qu'en Libye, les entreprises sont le plus souvent détenues par quelques gros actionnaires comme les banques ou des institutions financières ou bien d'autres sociétés.

Cependant, la structure de la propriété est concentrée entre les mains de quelques gros actionnaires. Ces derniers contrôlent plus facilement le comportement des dirigeants en raison de leur poids, ce qui réduit les conflits d'agence (Fama et Jensen, 1983). L'influence de ce contrôle sur la qualité des informations comptables a été ressentie. Dans la mesure où les actionnaires possèdent un accès interne privilégié à l'information, les motivations de la diffusion sont réduites. Le pouvoir des actionnaires assure, en interne, la qualité des informations diffusées.

De plus, on sait que Gray (1988) a utilisé les valeurs culturelles mises en exergue par Hofstede et a proposé de les lier avec les pratiques comptables. Or, la Libye est caractérisée par trois valeurs comptables fortes : uniformité, conservatisme, confidentialité, et deux valeurs culturelles : la transparence et le contrôle. L'appartenance de la Libye à ces valeurs comptables dominantes engendre une attitude de méfiance face à l'incertitude et une propension à l'individualisme. Nous pouvons en conclure que l'entreprise préfère, dans cet

environnement, partager les informations comptables avec les parties prenantes directement impliquées dans sa gestion. L'accès privilégié et restreint de l'information comptable à une catégorie et le respect des règles affectent directement la qualité des informations comptables diffusées, et ceci notamment lorsque le capital est concentré entre les mains de quelques gros actionnaires qui ont la possibilité d'avoir les informations nécessaires, ce qui n'incite pas les dirigeants à offrir davantage d'informations sur le marché.

L'inefficience du marché libyen ne contribue pas à l'amélioration de la diffusion d'informations comptables des entreprises ; en d'autres termes, les forces du marché ne permettent pas, à elles seules, de garantir une diffusion plus importante d'informations comptables. Les résultats de notre étude ont permis ces constats à travers, par exemple, les variables de la structure de la propriété, du cumul des fonctions et du mode de rémunération. Si la Libye veut se doter d'un marché financier véritablement efficient et concurrentiel, il convient de redéfinir les obligations de divulgation des entreprises et de rendre obligatoire la diffusion de toute information volontaire utile aux utilisateurs d'informations comptables⁶⁶. Cela peut être fait à travers le renforcement du cadre législatif, réglementaire et de contrôle sur le marché en matière d'informations à offrir. Cette évolution dans les incitations de diffusion d'informations comptables permettrait de développer de nouvelles valeurs culturelles, différentes de celles qui caractérisent l'environnement libyen, c'est-à-dire d'aller vers moins de conservatisme et de limiter le niveau d'incertitude « contrôle d'incertitude ». Or, l'étude de Salter et Niswander (1995) montre que le développement des marchés financiers, en fonction de la capitalisation boursière, est ralenti par des valeurs comptables telles que l'uniformité, le conservatisme et le secret.

9.4.4.7. Les pressions des actionnaires et des créanciers sur la qualité de l'information comptable

La pression des petits porteurs ne semble pas prise en compte par les entreprises en raison de la présence de quelques gros actionnaires qui possèdent plus de 50% du capital. En effet, les entreprises libyennes ont traditionnellement recours au financement bancaire ou aux institutions financières qui sont liées à une communication interne de l'information

⁶⁶Dans ce cas, il vaut mieux proposer un guide d'informations à fournir, l'Institut Canadien des Comptables Agréés propose un cadre pour les informations d'entreprises. Un groupe d'étude a déterminé les informations d'entreprises qui sont importantes pour la prise de décisions. Il a classé cinq grandes catégories qui forment le cadre de référence pour les informations des entreprises.

comptable. Après l'attribution d'emprunts bancaires, les banques et les associés surveillent les entreprises afin de s'assurer de leur capacité à rembourser le crédit accordé et utilisent les rapports annuels pour l'évaluation. Les banques ont des canaux pour obtenir les informations dont elles ont besoin afin d'évaluer la capacité de l'entreprise à rembourser son crédit. Il est évident que les banques n'ont que peu d'influence sur l'entreprise pour améliorer la qualité de diffusion de l'information. La communication d'informations est limitée au respect des obligations de diffusion et l'entreprise ne voit pas l'intérêt d'offrir davantage d'informations comptables au grand public.

9.4.4.8. Les limites de l'étude statistique et les perspectives ouvertes

Dans notre étude, nous avons présenté trois groupes de variables : variables liées aux caractéristiques de l'entreprise et variables liées aux mécanismes externes et internes de la gouvernance. La validité de l'étude statistique dépend de la fiabilité des variables mobilisées et de la pertinence de la taille de l'échantillon, des biais introduits par cet échantillon, de l'adéquation de la procédure de confirmation des hypothèses, ainsi que de la généralisation des résultats obtenus. L'échantillon peut être une limite essentielle dans notre étude.

L'échantillon de l'étude et les caractéristiques des entreprises peuvent nuire aux résultats obtenus. En effet, l'échantillon, comme nous l'avons déjà dit précédemment, ne contient que 46 entreprises. En conséquence, les résultats obtenus sur les variables étudiées peuvent être influencés par la taille de l'échantillon. La contribution de notre étude ne concerne que les entreprises étudiées dans le contexte libyen, et pour la période considérée. La généralisation des résultats ne peut pas donc être scientifiquement envisagée en l'état.

Les résultats de l'étude statistique ouvrent, néanmoins, de nombreuses perspectives d'approfondissement des variables étudiées, en utilisant d'autres variables opérationnelles. L'élargissement de l'étude aux autres variables dans le contexte libyen peut être une proposition de piste de recherche. La piste de recherche, qui permettrait d'envisager l'incidence d'autres variables opérationnelles et l'effet des investisseurs étrangers sur le marché financier libyen et dans le capital, semble particulièrement intéressante.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La complexité et la variété des événements qui affectent la vie de l'entreprise rendent délicate la maîtrise des processus d'information. Les dirigeants, conscients de la nécessité de fournir une information régulière aux différents partenaires externes, se trouvent souvent face au problème relatif à la nature et à la forme des informations à communiquer. Certaines normes comptables offrent des traitements alternatifs, ouvrant la voie à une multitude de traitements comptables. Cette diversité des choix comptables affecte la qualité des informations comptables diffusées en rendant la comparaison difficile entre les états financiers des entreprises. Elle offre également plus de discrétion aux dirigeants pour gérer les résultats. Cela explique les mouvements récents de la normalisation comptable au niveau international, qui se poursuivent jusqu'à aujourd'hui. A cet égard, la Libye a choisi d'adopter les normes comptables internationales.

L'objectif principal de notre recherche était d'évaluer la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels des entreprises libyennes et ses déterminants. Notre étude propose un indice pour mesurer la qualité des informations comptables des entreprises libyennes données dans leurs rapports annuels. Pour ce faire, nous avons suivi la démarche traditionnelle adoptée dans les études antérieures. La formation des items est fondée sur différentes ressources des études antérieures et notamment sur les normes comptables internationales.

Nous avons pu formuler des hypothèses susceptibles d'avoir une valeur explicative dans le contexte libyen. Il convient de rappeler que nous avons étudié trois groupes : les caractéristiques de l'entreprise, les mécanismes internes de gouvernance d'entreprise et les mécanismes externes de gouvernance d'entreprise. Nous avons également analysé l'impact du niveau de l'harmonisation comptable au sein de pays pour l'établissement des états financiers. Notre étude fournit de nombreuses connaissances empiriques sur l'offre d'informations comptables des entreprises libyennes, l'état actuel du niveau d'harmonisation des pratiques comptables des entreprises et les facteurs expliquant le niveau de qualité d'un rapport annuel.

Les résultats mettent en évidence la pratique de diffusion d'informations comptables des entreprises libyennes pour la période étudiée.

Nous allons rereprendre, dans cette conclusion, l'essentiel de nos propositions théoriques, méthodologiques et de nos résultats et nous évoquerons ensuite, d'un point de vue général, les apports de notre recherche mais aussi ses limites.

1. LES CONTRIBUTIONS DE NOTRE RECHERCHE

La qualité des informations comptables est l'axe principal de notre recherche, c'est cette qualité que nous avons voulu mesurer et expliquer. Pour que l'information comptable soit une information de qualité, nous avons considéré que les informations doivent être à la fois intelligibles, pertinentes, fiables et comparables. Les informations comptables doivent traduire ces différentes dimensions de la qualité pour être utiles à la prise de décision des utilisateurs. Pour mesurer la qualité des informations comptables, nous avons élaboré un instrument de mesure. Cet instrument est composé d'une liste d'items associée à un système de pondération. La liste définitive englobe quatre-vingt-trois items qui sont subdivisés en six rubriques.

L'établissement des items est fondé sur une revue des listes établies dans le cadre des recherches antérieures et sur les propositions des professions comptables anglo-saxonne et française quant au contenu idéal d'un rapport annuel. Ainsi, nos items traduisent-ils les recommandations des informations à fournir par les normes comptables internationales. La liste d'items sert de grille de lecture applicable à un rapport annuel. Elle permet d'évaluer le contenu de l'information comptable diffusée dans le rapport annuel grâce au protocole de lecture. L'évaluation de la qualité de l'information comptable est faite par la pondération des items qui représente la contribution de chaque item à la qualité des informations diffusées dans le rapport annuel, selon les experts comptables et les analystes financiers. La pondération des items, par les deux groupes sélectionnés, permet, en définitive, de calculer un score de qualité (l'ensemble des points obtenus par chaque item) et un indice de qualité (rapport entre la note réelle et une note théorique). Les scores et indices de qualité donnent une mesure de la satisfaction des experts comptables et des analystes financiers.

Notre étude empirique vise à évaluer et à analyser la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels des entreprises libyennes, d'une part par la confrontation de l'offre d'informations à la demande des experts comptables et des analystes financiers dans le contexte libyen et, d'autre part, par la vérification de la valeur explicative réelle de quelques déterminants issus des études antérieures. En outre, nous avons mesuré le niveau d'harmonisation comptable au sein du pays. L'étude a été réalisée sur les rapports annuels d'un échantillon de quarante-cinq entreprises, au cours de la période 2007-2009.

Le premier apport de notre thèse est la connaissance des attentes des experts-comptables et des analystes financiers en ce qui concerne la nature des informations comptables diffusées dans le rapport annuel. De nombreuses études de ce type ont été réalisées dans les pays anglo-saxons et en France. Mais, jusqu'à présent, aucune n'avait été réalisée en Libye. L'analyse des réponses des utilisateurs interrogés pour évaluer les items a servi à établir le système de pondération associé à la liste d'items ; il a fait apparaître un certain nombre de repères d'appréciation de la qualité de l'information comptable.

Le rapport annuel idéal devrait impérativement comporter plusieurs rubriques : l'information générale sur l'entreprise, des informations sur la situation économique, des informations sur les perspectives de développement et les orientations de l'entreprise, des informations financières, des informations sur les référentiels utilisés et les principes et méthodes comptables, les informations segmentées. L'absence d'informations ou d'évaluation ou la non-homogénéité discrédite la qualité de l'information comptable.

L'appréciation de la qualité des informations comptables diffusées par les entreprises libyennes, au cours de la période étudiée, apporte des connaissances sur l'état actuel de la pratique de la diffusion d'informations et sur l'évolution des pratiques de la diffusion d'informations comptables par les entreprises libyennes. Cela constitue la deuxième contribution de notre recherche.

Notre échantillon est représentatif de l'économie puisqu'il comporte plusieurs secteurs, des entreprises cotées en bourse et des entreprises non cotées, notamment pétrolières. Cela permet d'éclairer l'état actuel de la pratique de diffusion et de mettre en évidence les leaders en matière de diffusion, que ce soit au niveau de l'entreprise ou au niveau du secteur, avec les attentes des experts comptables et des analystes financiers.

L'orientation générale de notre analyse montre l'existence d'une amélioration des scores et des indices de qualité au cours de la période étudiée, alors qu'au niveau des rubriques, il y a une grande disparité dans la diffusion des informations comptables. Les résultats de notre échantillon montrent que le niveau de diffusion des informations comptables est relativement faible par rapport à la demande des experts-comptables et des analystes financiers. Les entreprises cotées offrent davantage d'informations comptables que les entreprises non cotées. L'appréciation du niveau d'harmonisation des pratiques comptables au sein de la Libye constitue la troisième contribution de cette recherche. Colasse (2000) définit l'harmonisation comptable internationale comme « un processus institutionnel, ayant pour objet de mettre en convergence les normes et les pratiques comptables nationales et, par conséquent, de faciliter la comparaison des états comptables produits par les entreprises de pays différents ». Dès lors, il convient de différencier la notion d'harmonisation de celle de normalisation. Selon Colasse : « Nous pouvons distinguer l'harmonisation de la normalisation en considérant que la normalisation a pour objet l'application de normes identiques dans le même espace géopolitique et vise à l'uniformité des pratiques comptables au sein de cet espace. L'harmonisation, au contraire, est censée autoriser une diversité des pratiques comptables et viser seulement à établir des équivalences entre elles. L'harmonisation est, en principe, moins contraignante que la normalisation. Nous pouvons considérer que l'harmonisation est une première étape vers la normalisation ». Le niveau d'harmonisation affecte donc la qualité des informations comptables diffusées dans le rapport annuel des entreprises libyennes. Or, nous avons montré que la pratique comptable n'est pas assez harmonisée et que les états financiers ne sont pas comparables, ce qui peut nuire à la qualité de l'information comptable. Ainsi, la non-diffusion d'informations comptables a une incidence négative sur la qualité des informations comptables.

❖ *Les facteurs explicatifs de la qualité des informations comptables des entreprises libyennes*

Les résultats de l'étude des déterminants de la qualité des informations permettent d'apporter des explications aux variations des indices de qualité entre les entreprises et d'analyser les motivations des pratiques de diffusion. Cela constitue la quatrième contribution de cette recherche.

▪ *Les variables liées aux caractéristiques de l'entreprise*

Il existe une relation positive entre la taille de l'entreprise et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel (H1)

Les résultats des tests des effets aléatoires confirment l'hypothèse H1 selon laquelle les entreprises qui ont une grande taille diffusent des informations comptables de meilleure qualité que les autres entreprises. Les deux tests effectués, à savoir les régressions linéaires multivariées et la méthode des effets aléatoires, montrent, en effet, l'existence d'une relation positive significative entre la taille de l'entreprise et la qualité des informations comptables des entreprises. *L'hypothèse H1 est donc validée pour les deux tests.*

Il existe une relation positive entre la rentabilité de l'entreprise et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel (H2)

Les tests des effets aléatoires confirment l'existence d'une relation positive entre la rentabilité et la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels. Mais cette relation n'est significative que pour le test des régressions linéaires multivariées. Toutefois, les résultats de la méthode des effets aléatoires montrent l'existence d'une relation positive entre la rentabilité et la qualité des informations. *L'hypothèse H2 est donc validée pour les deux tests.*

Il existe une relation positive entre l'entreprise cotée en bourse et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel (H3)

Les résultats des deux tests des régressions linéaires multivariées et de la méthode des effets aléatoires confirment l'existence d'une relation positive significative entre la cotation de l'entreprise et la qualité des informations comptables. Les entreprises cotées en bourse diffusent donc davantage d'informations de qualité dans leurs rapports annuels que les entreprises non cotées en bourse. *L'hypothèse H3 est donc validée.*

Il existe une relation positive entre le secteur d'activité de l'entreprise et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel (H4)

Les résultats des deux tests effectués sont semblables. Ils montrent l'existence d'une relation positive significative entre les secteurs de la consommation et du transport et la qualité des informations comptables. Les tests confirment une relation positive non significative pour le secteur de la communication. En outre, les tests montrent l'existence d'une relation négative

entre les secteurs de l'industrie, de la construction, des services, du pétrole et la qualité des informations comptables. *L'hypothèse H4 est donc validée.*

▪ ***Les variables liées aux mécanismes externes de gouvernance***

Il existe une relation positive entre le niveau d'endettement de l'entreprise et la qualité des informations comptables contenues dans son rapport annuel (H5)

Les résultats empiriques des régressions linéaires multivariées montrent l'existence d'une relation positive significative entre le niveau d'endettement et la qualité des informations comptables, alors que les résultats des tests de la méthode des effets aléatoires ne parviennent pas à valider cette hypothèse. Les résultats obtenus montrent l'existence d'une relation négative entre l'endettement de l'entreprise et la qualité des informations comptables. Les résultats empiriques sont ambigus. *L'hypothèse H5 ne peut pas donc être validée.*

Il existe une relation positive entre le cabinet d'auditeurs de l'entreprise et la qualité des informations comptables diffusées contenues dans son rapport annuel (H6)

Les régressions linéaires multivariées montrent l'existence d'une relation négative significative entre la qualité du cabinet d'audit et la qualité des informations comptables. Les résultats des tests empiriques de la méthode des effets aléatoires montrent l'existence d'une relation négative non significative entre la qualité des auditeurs (audit privé) et la qualité des informations comptables des entreprises libyennes. Ainsi, contrairement à ce que nous avons prévu, il semble que les entreprises qui sont auditées par des auditeurs de l'État diffusent davantage d'informations de qualité que les entreprises auditées par des auditeurs privés. *L'hypothèse H6 est donc invalidée.*

Il existe une relation négative entre la dispersion de la propriété de l'entreprise et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel (H7)

Les résultats de tests empiriques des régressions linéaires multivariées et de la méthode des effets aléatoires montrent qu'il existe une relation positive non significative entre la structure de la propriété et la qualité des informations comptables des entreprises libyennes. Ainsi, les entreprises qui ont des actionnaires possédant plus de 50% du capital diffusent plus d'informations de qualité. *L'hypothèse H7 n'est donc pas validée.*

▪ ***Les variables liées aux mécanismes internes de gouvernance***

Il existe une relation négative entre le mode de rémunération des dirigeants d'une entreprise et la qualité des informations comptables diffusées dans son rapport annuel lorsque les dirigeants sont rémunérés en salaire fixe (H 8)

Les résultats des régressions linéaires multivariées et de la méthode des effets aléatoires montrent l'existence d'une relation positive significative entre le mode de rémunération des dirigeants en salaire fixe et la qualité des informations comptables diffusées. Ainsi, la rémunération des dirigeants en fonction de la performance ou en stock-options n'a aucun effet sur la qualité d'informations. Il est à noter que ce résultat est surprenant, mais il est lié au contexte libyen. *L'hypothèse H8 n'est donc pas validée.*

Il existe une relation négative entre la dualité des rôles de directeur général et de président du conseil d'administration d'une entreprise et la qualité des informations comptables diffusées dans le rapport annuel (H 9)

Les tests empiriques des régressions linéaires multivariées et la méthode des effets aléatoires confirment l'hypothèse H9 selon laquelle le cumul des fonctions des dirigeants des entreprises a un effet négatif significatif sur la qualité des informations comptables diffusées dans les rapports annuels des entreprises libyennes. *L'hypothèse H9 est donc validée.*

Il existe une relation négative entre la taille du conseil d'administration d'une entreprise et la qualité de l'offre d'informations comptables diffusées dans son rapport annuel (H 10)

La taille du conseil d'administration a un effet positif sur la qualité des informations comptables. Les résultats montrent qu'il existe une relation positive significative entre la taille du conseil et la qualité des informations comptables ; cela nous amène à dire que, plus la taille du conseil augmente, plus la qualité des informations comptables diffusées dans le rapport annuel s'améliore. Les résultats de deux tests - le test des régressions linéaires multivariées et la méthode des effets aléatoires - sont semblables. *L'hypothèse H10 ne peut donc pas être validée.*

Néanmoins, les limites de notre recherche sont nombreuses. Il est important de les rappeler après la présentation de ces contributions.

2. LES LIMITES DE LA THESE

Comme tout travail de recherche, ce travail présente certaines limites. Les limites de l'étude empirique ont déjà été approfondies, tant du point de vue méthodologique que du point de vue des conclusions énoncées précédemment. Quatre limites peuvent toutefois être mises en évidence. Elles concernent principalement l'échantillon d'entreprises, la liste d'items et l'indice de qualité.

Les limites relatives à l'échantillon concernent le nombre d'entreprises. Il est à noter que notre échantillon est composé d'entreprises cotées et non cotées, et cela peut avoir des effets sur le résultat de notre recherche. Néanmoins, nous pouvons considérer que les résultats sont représentatifs des pratiques des entreprises libyennes. Si l'échantillon peut être considéré comme représentatif de l'état actuel des pratiques de diffusion, il n'en reste pas moins vrai que les résultats obtenus ne valent que pour les entreprises étudiées.

Une autre limite concerne l'utilisation du rapport annuel comme support de communication représentatif des pratiques de communication financière des entreprises. Le rapport annuel n'est qu'une partie visible de la communication financière. Une part importante de la communication financière des entreprises se déroule au cours de réunions ou durant les assemblées générales, au cours d'entretiens, via internet et les médias, etc. En outre, l'indice de qualité mesure ce qui est apparent dans le rapport annuel et il n'est pas à même de prendre réellement en compte ce qui n'est pas diffusé. Il est également nécessaire de rappeler que l'application de la liste d'items aux rapports annuels n'a pas été contrôlée par d'autres personnes que par le chercheur lui-même.

Enfin, notre étude de la qualité d'informations comptables des entreprises libyennes se heurte au fait que le marché financier libyen est récent, le nombre d'investisseurs étrangers est très faible et les entreprises pratiquent la communication privée d'informations. Les résultats de l'étude empirique font clairement ressortir que les entreprises ne répondent pas aux attentes des utilisateurs d'informations (les experts comptables et les analystes financiers) puisqu'il existe d'autres moyens pour eux de les obtenir.

3. LES PISTES DE RECHERCHE OUVERTES

Ces limites et les résultats de l'étude empirique ouvrent de nombreuses pistes de recherches. Nous avons identifié trois sujets principaux.

- 1) Nous proposons de réétudier le même sujet en suivant la même méthodologie pour savoir quels changements, relatifs à l'offre d'informations comptables et à ses déterminants, notamment pour les entreprises cotées en bourse, pourraient être induits par le déroulement du temps.
- 2) Il serait intéressant également d'étendre notre travail à d'autres échantillons d'entreprises, non libyennes, et donc d'effectuer une étude comparative qui permette d'enrichir les conclusions quant aux pratiques de diffusion d'informations comptables.
- 3) Il serait intéressant également d'étudier l'offre d'informations des banques libyennes.

BIBLIOGRAPHIE

A

- AAA. American Accounting Association (1977), « *Report of the 1975-76 Committee on International Accounting Operations and Education* », *Accounting Review*, vol. LII, Supplement, pp. 65-132.
- Abbas H. (1987), *Industrial Development and Migrant Labour in Libya*, PHD dissertation
- Abdallah A et Aissa A. (2004), « La privatisation dans l'économie libyenne », *Centre de Recherche Économique*.
- Abbott L.J et Parker S. (2000) « Auditor selection and audit committee characteristics », *Auditing: A Journal of Practice and Theory*, pp.47-66.
- Abousnina M., Alfitori A et Chamia A. (1997), « Le cadre général de la politique de la restructuration de l'économie libyenne », *Centre de Recherche Économique*, Benghazi-Libya.
- Abouzied M. Mabrouk, (1998), *Enterprise Accounting and its Context of Operation; the Case of Libya*, PHD dissertation. Durham University. U.K.
- Archer S., Delvaille P. et McLeay S. (1995), « The measurement of harmonization and the comparability of financial statement items: Within-country and between-country effects », *Accounting and Business Research*, vol. 25, n° 98, pp 67-80.
- AFFES H. et CALLIMACI A. (2007), « Les déterminants de l'adoption anticipée des normes comptables internationales : choix financier ou opportunisme ? », *Comptabilité-Contrôle- Audit*, tome 13, vol 2-décembre 2007, pp. 149-166.

- Ahmed N. (1986), « Une analyse comparative des systèmes de normalisation français et américain », *R.F.C.*, n°171, Septembre, pp. 40-49.
- Ali M.J., Ahmed, K et Henry D. (2004), « Disclosure Compliance with National Accounting Standards by Listed Companies in South Asia », *Accounting and Business Research*, 34 (3), pp. 183-199.
- Almoataz A et Moustapha F. (2004), « Le marché financier et la privatisation en Libye », *Centre de Recherche Économique*, pp.415-437.
- *American Institute of the Certified Public Accountants (AICPA) (1973), Objectives of Financial Statements (Trueblood Report). New York: Study Group on the Objectives of Financial Statements.*
- Anne Guimard. (1995), *La communication financière*, Economica, Gestion Poche, Paris, 112p.
- Anne Guimard (1997), « Communication financière de l'entreprise », in *Encyclopédie de Gestion, Economica*, pp. 342-352.
- ANTOINE J. et M.CAPIAU-HUART, (2006), *Dictionnaire des marchés financiers*, 1re édition De Boeck Université, p687.
- Archer et McLeay (1987), « Les rapports financiers des sociétés européennes cotées dans différents pays : problèmes liés à la présentation de l'information et aux travaux d'audits », *R.F.C.*, n°180, juin, pp.48-62.
- ARCHIBALD T. (1972), « Stock market reaction to the depreciation switch-back », *The Accounting Review*, 47, pp. 22: 30.
- Arrow Kenneth J. (1962), *Social Choice and Individual Values*, New York: Wiley, 2nd edition.

- Ayres EL. (1986), « Characteristics of firms electing early adoption of SEAS 52 », *Journal of Accounting and Economics*, vol. 8, p. 143-158.

B

- Baiman S. et Verrecchia R.E. (1996), « The Relation Among Capital Markets, Financial Disclosure, Production Efficiency, and Insider Trading », *Journal of Accounting Research*, pp.1–22.
- Bait El-Mal, M. (1981), « Income Taxes in Libya: a Historical and Analytical Stud », *Dirasat in Economic and Business, Research Unit, Faculty of Economics and Commerce*, University of Garyounis, libya; vol. 17, n° 2.
- Bait EL-Mal, M, Smith, C.H et Taylor, M.E. (1973), «The development of accounting in Libya », *International Journal of Accounting Education and Research*, pp. 83-102
- Ball R. (1972), « Changes in accounting techniques and stock prices », *Journal of Accounting Research*, vol. 10, supplément, pp. 1-41.
- Ball R. et Foster F. (1982), « Corporate financial reporting: a methodological review of empirical research », *Journal of Accounting Research*, supplément, vol. 20, pp. 161-248.
- Ball R et Brown P. (1968), « An Empirical Evaluation of Accounting Income Numbers », *Journal of Accounting Research*, autumn, pp. 159-178.
- Bamber L.S. (1986), « The information content of annual earnings releases: a trading volume approach », *Journal of Accounting Research*, vol. 24, n° 1, pp 40-56.
- Barrett M.E. (1976), « Financial reporting practices: Disclosure and comprehensiveness in an international setting », *Journal of Accounting Research*, spring.

- Barret M.E. (1977), « The Extent of Disclosure in Annual Reports of Large Companies in Seven Countries », *International Journal of Accounting Education and Research*, spring, pp. 1-25.
- Bar-Yossef S et LIVNAT J. (1984), « Auditor selection: an incentive signaling approach », *Accounting and Business Research*, autumn, p. 301-309.
- Beasky M.S. (1996) « An empirical analysis of the relation between the board of director composition and financial statement fraud », *The Accounting Review*, n° 71, pp 433-465.
- Beattie V. (1988), « The Changing Face of the Annual Report », *Management Accounting*, vol. 66, n° 2, february, pp. 36-38.
- Beaver William H. (1968) « Alternative Accounting Measures as Predictors of Failure », *The Accounting Review*, january, pp 113 – 22.
- Beaver William H. (1973), « What Should be the FASB's Objectives? », *The Journal of Accountancy*, august, pp.49-57.
- Beaver William H. (1989), *Financial Reporting: An Accounting Revolution*, 2nd edition, New York: Prentice Hall.
- Becker G.S. (1983), « A Theory of Competition among Pressure Groups for Political influence », *Quarterly Journal of Economics*, 98(3): 371-400.
- Belkaoui A. et Kahi A. (1978), Corporate Financial Disclosure in Canada, *Research Monograph* N°. 1 of Canadian Certified General Accountants Association, Vancouver.

- Belkaoui A. (1983), « Economic, Political, and Civil Indicators and Reporting and Disclosure Adequacy: Empirical Investigation », *Journal of Accounting and Public Policy*, vol. 2, n° 3, pp. 207-219.
- Belkaoui A. (1984), *Théorie comptable*, Presse de l'université du Québec, Canada.
- Belkaoui A. et Karpik P. (1989), « Determinants of the corporate decision to disclose social information », *Accounting, Auditing and Accountability*, vol. 2, n°1, pp. 36-49.
- Benston George J. (1969), « The Value of the SEC's Accounting Disclosure Requirements », *The Accounting Review*, 44: 515-32.
- Bernard GUERRIEN. (2004), *La théorie économique néoclassique*, éditions la Découverte (Tome 1 : Microéconomie), p121.
- BINET. L. (1991), *Les états financiers anglo-saxons comparaison avec les états financiers français dans le cadre de l'harmonisation internationale*, éd. Economica, pp.435.
- Botosan C.A et Plumlee M.A. (2002), « A re-examination of disclosure level and the expected cost of equity capital », *Journal of Accounting Research*, vol.40, pp.21-XXX.
- Boudon R. et Bourricaud F. (1986), *Dictionnaire, Critique de la Sociologie*, 2ème édition, Paris : Puf.
- Brennan N. (2000), « An empirical examination of forecast disclosure by bidding companies », *Accounting and Business Research*, vol. 30, n° 3, pp 175-194.

- Breton Albert et Wintrobe Ronarld. (1982), *The Logic of Bureaucratic Conduct*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Bromwich Michael. (1980), « The Possibility of Partial Accounting Standards », *The Accounting Review*, april, 55 (2): 288-300.
- Bruns Jr.W.J. et McKinnon S.M. (1993), « information and managers: A Field Study », *Journal of Management Accounting Research*, 5: 84-108.
- Buchanan James M. et Tullock Gordon. (1962), *The Calculus of Consent*, Ann Arbor University of Michigan press.
- Buchanan J. et Tollison R. (1972), *Theory of Public Choice: Political application of Economics*. The University of Chicago Press.
- Bushman R.M. et Smith A.J. (2003), « Transparency, Financial Accounting Information, And Corporate Governance », *Economic Policy Review* (Federal Reserve Bank of New York), 9:1, pp.65-87.
- Buzby S.L. (1974a), « The Nature of Adequate Disclosure », *Journal of Accountancy*, april, pp. 3 8-47.
- Buzby S. (1974b), « Selected items of information and their disclosure in annual reports », *Accounting Review*, vol. XLIX. n° 3, pp. 423-435.
- Buzby S.L. (1975a), « The Boundaries of Adequate Disclosure », *The Singapore Accountant*, vol. 10, pp. 83-91.

C

- Caillau J.C. (1996), « Cadre conceptuel de la comptabilité en tant que système de présentation publique de la situation économique (et financière) de l'entreprise », *Revue Française de Comptabilité*, 278:17-51.
- Casta J.F. (1989), « La comptabilité et ses utilisateurs », *dans Encyclopédie de gestion de P. Joffre et Y. Simon*, tome 1, Economica.
- Casta, J. F. (2000), « Théorie positive de la comptabilité », COLASSE, *Encyclopédie Comptabilité, Contrôle de Gestion et Audit*. Economica, p.1223 - 1232.
- Céline Michăilescu. (2000), « Qualité de l'information comptable », *in L'Encyclopédie de Comptabilité, Contrôle de Gestion et Audit*, Economica, pp. 1023 – 1033.
- Céline Michăilescu. (2000), « Perspectives pour la recherche sur les déterminants de l'offre d'information des entreprises », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, numéro spécial, décembre 2000, pp. 83 – 94.
- Cerf A. (1961), « Corporate reporting and investment decisions » University of California.
- Chambers R. (1976), « The functions of published financial statements », *Accounting and Business Research*, vol. 6, n° 2, printemps, pp. 83-94.
- Chambost I. (2007), *Contribution à l'analyse de la formation du jugement des analystes financiers*, Doctorat en sciences de gestion, Paris : CNAM.
- Chandra G. (1974), « A Study of the Consensus on Disclosure Among Public Accountants and Security Analysts », *Accounting Review*, vol. XLIX, n° 4, octobre, pp. 733-42

- Charpentier J-M. (1995), « La qualité comptable : cadre conceptuel et critères de mesure », *R.D.C*, n° 95-4, pp. 9-39.
- Charreaux Gérard. (1987). *De nouvelles théories pour gérer l'entreprise*, Économica, en collaboration avec A. Couret, P. Joffre, G. Koenig et B. de Montmorillon. P.151.
- Charreaux G. et Pitol-Belin J.P. (1990), *Le conseil d'administration*. Vuibert.
- CHATFIELD M. (1977), *A History of Accounting thought*, rev.ed, Huntington Robert E. Krieger Pub. Co.
- Chau G. et Gray S. (2002). « Ownership structure and corporate voluntary disclosure in Hong Kong and Singapore », *The International Journal of Accounting*, vol. 37, pp: 247–65.
- Choi et Mueller. (1984), *International Accounting*, Englewood Cliffs, NJ: Prentice-hall, 1984.
- Choi Frederick D.S. (1973a), « Financial Disclosure and Entry to the European Capital Market », *Journal of Accounting Research*, vol. 11, n° 2, autumn, pp. 159-75.
- Choi F. (1974b), « Financial disclosure in relation to a firm's capital costs », *Accounting and Business Research*, vol. 5, n° 2, autumn, pp.282-92.
- Choi F.D. S. et Mueller G.L. (1992), *International Accounting*, Englewood Cliffs, New Jersey: Prentice-Hall Inc.
- Choi F.D., Forst C. et Meek G. (2002), *International Accounting*, 4ed, Prentice Hall.

- Chow C.W. et Wong-Boren A. (1987), « Voluntary Financial Disclosures by Mexican Corporations », *Accounting Review*, vol. 62, n° 3, july, pp. 533-41.
- Christophe Marchand. (1999), *Économie des interventions de l'Etat*, Éditions, Presses Universitaires de France, p127.
- CHRISTIE A. (1990). « Aggregation of test statistics: An evaluation of the evidence on contracting and size hypotheses », *Journal of Accounting and Economics*, vol. 12, n° 1-3, p.15-36.
- Christenson Charles. (1983), « The Methodology of Positive Accounting », *The Accounting Review*, 58(1): 1-22.
- Chtourou S., Bédard J., et Couteau L. (2001). « Corporate governance and earning management », *Document de travail, Université de Laval*, avril 2001.
- CICA (1980), *Corporate Reporting: Its Future Revolution*, Canada: Canadian Institute of Chartered Accountants.
- Clare R., Pauline W. et Paul G. « International Financial Accounting: A Comparative Approach », *Financial Times Professional Limited*.
- CNC (1982). *Plan comptable général (general accounting plan)*. Paris: Imprimerie Nationale (Conseil national de la comptabilité).
- CNC (2007). *Plan comptable général (general accounting plan)*. Paris: Imprimerie Nationale (Conseil national de la comptabilité).

- CROUZET P. et Véron N. (2002), « La mondialisation en partie double - La bataille des normes comptables », *En Temps Réel*, n° 3, avril, pp. 1-17.
- Colasse B. (1989), « Qu'est-ce que la comptabilité ? », *Encyclopédie de gestion* de P. Joffre et Y. Simon, tome 1, Economica.
- Colasse B. (1991), « Où il est question d'un cadre comptable conceptuel français », *R.D.C.* n° 91-3, pp. 3-20.
- Colasse B. (1993), *Comptabilité générale*, Economica, collection Gestion, 4ème édition.
- Colasse B. (1995), « A quoi sert la recherche comptable ? Des fonctions du chercheur en comptabilité », *R.F.C.*, février, n° 264, pp. 67-24.
- Colasse B. (1996), « Commentaire analytique et critique du projet de cadre conceptuel du CPDC », *R.F.C.* octobre, n° 282, pp. 29-34.
- Colasse B. (1997), « The french notion of the image fidele: the power of words », *The European Accounting Review*, vol. 6, n°4, pp.681-91.
- Colasse B. (2000), « Harmonisation comptable internationale », *In Colasse, B. (dir.), Encyclopédie de Comptabilité, Contrôle de gestion et Audit*. Paris, Economica, pp 757-770.
- Colasse B. (2001), *Comptabilité Générale (PCG 1999 et IAS)*, 7^e édition, Economica, Gestion.
- Colasse B. (2001), « Où il est encore question d'un cadre conceptuel français : inutile hier », improbable demain. *Revue Française de Comptabilité*, 332 (avril) : 27-29.

- Colasse B. et BURLAUD A. (2010), « Normalisation comptable internationale : le retour du politique ? », *Conférence : Crises et nouvelles problématiques de la valeur*, Nice, pp. 22.
- Colasse B. (2011), « La crise de la normalisation comptable internationale, une crise intellectuelle », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, tome 17, vol. 1-avril, pp.157-164.
- Colasse B. (2011), « Réponse à la discussion de « La crise de la normalisation comptable internationale, une crise intellectuelle » », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, tome 17, vol. 1-avril, pp.171-174.
- Cooke T. (1989), *An empirical study of financial disclosure by sweedish companies*, Garland publishing.
- Cooke E. (1992), « The Impact of Size, Stock Market Listing and Industry Type on Disclosure in the Annual Reports of Japanese Listed Corporations », *Accounting and Business Research*, vol. 22, n°. 87, summer, pp. 229-237.
- Commission d'information des actionnaires de la SFAS (1983), « La qualité des rapports annuels : une comparaison internationale », *Analyse Financière*, n° 55, 4ème trimestre, pp. 52-58.
- Cormier D. et Magnan M. (1995), « La gestion stratégique des résultats : Le cas des firmes publiant des prévisions lors d'un premier appel public à l'épargne », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, tome 1, vol. 1, mars, pp.45-61.
- Costa R.C., Bourgeois J.C. et Lawson W.M. (1978), « A Classification on International Financial Accounting Practices », *The International Journal of Accounting*, vol. 13, n° 2, pp. 73-85.

- Coulton James et Taylor. (2001), « The effect of compensation design and corporate governance on the transparency of CEO compensation disclosures ». *Finance-Contrôle-Stratégie*, vol. 1, n° 2 pp57-88.
- CUIJPERS R., BUIJINK W. et MAJOOR S. (2002), « Voluntary adoption of non-local GAAP in the European Union: a study of determinants », *Document de Recherche*, mars 2002, 31 pages.
- Cushing Barry E., (1977), « On the possibility of Optimal Accounting Principles », *The Accounting Review*, April, 52(2): 308-21.
- Cushing Barry E. (1981), « On the possibility of Optimal Accounting Principles », *The Accounting Review*, 56 (3): 308-321.
- Cushing B.E. et Leclerc M.J. (1992), « Evidence on the determinants of inventory accounting policy choice », *Accounting Review*, n° 67, April, pp. 355–66.

D

- Darrough M. et Stoughton N. (1990), « Financial disclosure policy in an entry game », *Journal of Accounting and Economics*, January, pp.219-243.
- David C. (1986), « Normes de comptabilité internationale », *Analyse Financière*, n° 66, 3^{ème} trimestre, pp. 58-60.
- Dechow P., Sloan R. et Sweeney A. (1996), « Causes and consequences of earnings manipulation: An analysis of firms subject to enforcement actions by the SEC », *Contemporary Research*, vol.13, pp.1-36.

- Dempsey S.J., Hunt H.G. et Schroeder N.W. (1993), « Earnings Management and Corporate Ownership Structure: An Examination of Extraordinary Item Reporting », *Journal of Business Finance and Accounting*, vol. 20, n° 4, pp. 479-500.
- Demski Joel S. (1973), «The General Impossibility of Normative Accounting Standards », *The Accounting Review*, october, 48 (4): 718-23.
- Demski Joel S. (1974), «Choice Among Financial Reporting Alternatives », *The Accounting Review*, 49 (2): 221-32.
- Demski Joel S. (1976), «An Economic Analysis of the Chamber's Normative Standard », *The Accounting Review*, 51(3): 653-56.
- Demski Joel S. (1988), « Positive Accounting Theory, A Review », *Accounting, organizations and Society*, 13(6): 623-29.
- Depoers F. (2000), « A cost-benefit study of the voluntary disclosure: some empirical evidence from French listed companies », *European Accounting Review*, pp.245-263.
- Dhaliwal D., Salamon G. et Smith E. (1982), « The effect of owner versus management control on the choice of accounting methods », *Journal of Accounting and Economics*, vol. 4, pp. 41-53.
- Disle C. et Noël C. (2006), « LA REVOLUTION DES NORMES I.F.R.S. 3 : CONVERGENCE DE LA COMPTABILITE VERS LA FINANCE ? », *PRIF-Pôle de recherche sur l'information financière*. pp. 1-22.
- Doria T., Denis C. et Michel M. (2000), *Théories et Modèles Comptables*, 2e, Presses d l'Université du Québec, 2é.

- Doupnik T. et Salter S. (1993), « An empirical test of a judgmental international classification of financial reporting practices », *Journal of International Business Studies*, vol. 24, n°1, first quarter, pp. 41-60.
- Doupnik T.S. et Salter S.B. (1995), « External Environment, Culture and Accounting Practicre: A Preliminary test of A General Model of International Accounting Development », *The International Journal of accounting*, vol. 30, n° 3, pp 189-20.
- Downs A. (1957), *An Economic Theory of Democracy*, (Harper et Row, New York).
- Dumontier P. et Raffournier B. (1989), « L'information comptable : pour qui ? Pour quoi ? », *Revue Française de Gestion*, mars-avril-mai, pp.23-29.
- Dumontier P. et Raffournier B. (2000), « Accounting and capital markets: A survey of the European evidence », *The European Accounting Review*, vol. 11 n° 1.
- Dumontier P. et Maghraoui R. (2006). « Adoption volontaire des IFRS, asymétrie d'information et fourchettes de prix : l'impact du contexte informationnel », *Comptabilité-Contrôle-Audit* 12 (2), pp .27-48
- Dupuy Y. (1990), « Le comptable, la comptabilité et la conception des systèmes d'information », *R.F.C.*, n° 215, septembre, pp. 75-81.
- Dusart M. (1995), " Quelle qualité pour la fonction comptable ?", *R.F.C.*, n° 269, juillet-août, pp. 9-10.
- Dye (1985), « Disclosure of nonproprietary information », *Journal of Accounting Research*, printemps, vol. 23, n° 1, pp. 123-45.

- Dye R. (1985), « Strategic accounting choice and the effects of alternative financial reporting requirements », *Journal of Accounting Research*, printemps, vol. 23, n° 2, pp. 544-74.
- Dye (1985), « Proprietary and nonproprietary Disclosure », *Journal of Business*, vol. 59, n° 2, pp. 331-66.

E

- EL-GAZZAR S.M., FINN P.M. et JACON R. (1999), « An empirical investigation of multinational firms' compliance with international accounting standards », *The International Journal of Accounting*, volume 34, n° 2, pp. 239-248.
- EL-Sharif Y. (1981), « The Influence of Legal Environment Upon Accounting in Libya », *Dirasat in Economic and Business, Research Unit, Faculty of Economics and Commerce*, University of Garyounis, Libya. vol. 17, n° 1.
- Emenyonu E. et Gray S. (1992), « EC Accounting harmonization: an empirical study of measurement practice in France, Germany and the UK », *Accounting and Business Research*, 23, winter, pp. 49-58.
- Emenyonu E. et Gray S. (1996), « International accounting harmonization and the major developed stock market countries: an empirical study », *International Journal of Accounting*, 31 (3), pp. 269-280.
- Eng L. et Mak Y. (2003), « Corporate Governance and Voluntary Disclosure », *Journal of Accounting and Public Policy*, 22, 325-345.
- Eric CAUVIN et Christel Decock, Pierre-Laurent Bescos. (2006), « La perception des entreprises françaises en matière de diffusion d'informations non financières: une enquête par questionnaire », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, tome 12- vol. 2- décembre, pp. 117-142.

- Evelyen LANDE, Sandrine BOULERNE et Fatima JAOUAN. (2008), « L'incidence du choix du fait générateur sur la pertinence et la fiabilité des comptes publics : le cas de la Sécurité sociale », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, tome 14, 2-décembre 2008, p. 173-188.
- Evraert S. (2000), « Confiance et comptabilité », in *Encyclopédie de Comptabilité, Contrôle de Gestion et Audit*, (Eds. B. Colasse). Economica, 461-471.

F

- Fama E.F. (1970), « Efficient Capital Markets: A Review of Theory and Empirical Work », *The Journal of Finance*, vol. XXV, n° 2, p. 383-417.
- Famham D. (1997), *Corporate Environment*, London: Institute of Personnel Management.
- FASB (1980). *Concepts statement N°. 2: Qualitative characteristics of accounting information*. Norwalk, CT: Financial Accounting Standards Board.
- FASB (1984). *Recognition and measurement in financial statements of business enterprises. Concepts statement N°. 5*. Norwalk, CT: Financial Accounting Standards Board.
- FASB (1985). *Elements of financial statements. Concepts statement N°. 6*. Norwalk, CT: Financial Accounting Standards Board.
- FASB (1996), *Statements of Financial Accounting Concepts: Accounting Standards*, New York: John Wiley & Sons, Inc.
- FASB (1998). *Methods of accounting for business combinations: Recommendations of the G4+1 for achieving convergence*. Norwalk, CT: Financial Accounting Standards Board.

- FASB (1999). *Exposure draft: Business combinations and intangible assets*. Norwalk, CT: Financial Accounting Standards Board.
- FASB (2001a). *Statement of Financial Accounting Standards (SFAS) No. 141: Business combinations*. Norwalk, CT: Financial Accounting Standards Board.
- FASB (2001b). *Statement of Financial Accounting Standards (SFAS) No. 142: Goodwill and other intangible assets*. Norwalk, CT: Financial Accounting Standards Board.
- Feltham G.A. (1968), « The value of information », *The Accounting Review*, octobre, vol.43, n° 4, pp. 684-696.
- Feltham G.A. et Christensen P.O. (1988), « Firm-Specific Information and Efficient Resource Allocation », *Contemporary Accounting Research*, vol. 5, n° 1, pp.133-169.
- Firer C. et Meth G. (1986), « Information Disclosure in Annual Reports in South Africa », *Omega (The International Journal of Management Science)*, vol. 14, n° 5, pp. 3 73-82.
- Firth M. (1979a), « *The disclosure of information by companies* », *Omega*, vol. 7, n° 2, pp. 129-35.
- Firth M. (1979b), « The impact of size, stock market listing and auditors on voluntary disclosure in corporate annual reports », *Accounting and Business Research*, autumn, vol. 9, n° 36, pp, 237-80.
- Forker J. (1992), « Corporate governance and disclosure quality », *Accounting and Business Research*, printemps, vol. 22, n° 86, pp. 111-124.

- Foster D.F. (1986). *Financial Statement Analysis*, New York: Prentice Hall.
- François A. (1986), « La communication avec la presse financière », *Analyse Financière*, n° 66, 3^{ème} trimestre, pp. 43-45.
- Frankel R., McNichols M. et Wilson G.P. (1995). « Discretionary disclosure and external financing », *The Accounting Review*, vol.70, n° 1, January, pp.135-150.
- Frank W.G. (1979), « An Empirical Analysis of International Accounting Principles », *Journal of Accounting Research*, 17(2), autumn: 593-605.
- Frédéric Pourtier (2004), « La publication d'informations financières volontaires : synthèse et discussions », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, tome 10, vol. 1, juin, pp. 79-102.

G

- Gaa J. (1986), « User primacy in corporate financial reporting: a social contract approach », *Accounting Review*, July, vol. LXI, n° 3, pp. 435-54.
- Galène A. (1986), « La qualité des rapports annuels: une comparaison internationale », *Analyse Financière*, n° 66, 3^{ème} trimestre, pp. 78-83.
- Gendron Y. et Rossignol J. (2009), « Comptabilité et gouvernance : une contribution au pluralisme intellectuel », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, numéro thématique, décembre 2009, pp3-7.
- Gélard G. (1995), « Pour une recherche conceptuelle en vue de la pertinence de l'information financière », *R.F.C.*, avril, n° 266, pp. 51-53.

- Gélard G. (1996), « La prééminence de l'image fidèle: une disposition inutile », *R.D.C.*, n° 96-2, pp. 47-55.
- Gibbins M., Richardson A. et Waterhouse J. (1990), « The Management of Corporate Financial Disclosure: Opportunism, Ritualism, Policies, and Processes », *Journal of Accounting Research*, vol. 28, Iss.1, spring, pp.121-143.
- Gibbins M., Richardson A. et Waterhouse J. (1992), « The management of financial disclosure: theory and perspective », *La Fondation de Recherche de l'Association des Comptables Généraux Licenciés du Canada*, monographie de recherché n° 20.
- Gillet P. (2006), *L'efficience des marchés financiers*, 2éd Economica, p.264.
- Gonedes N. et Dopuch N. (1974), « Capital Market Equilibrium, Information Production, and Selecting Techniques: Theoretical Framework and Review of Empirical Work », *Supplement de Journal of accounting Research*, 12: 48-130.
- Gonedes N. (1978), « Corporate Signaling External Accounting and Capital Market Equilibrium: Evidence on Dividends, Income and Extraordinary Items », *Journal of Accounting Research*, 16: 26-79.
- Granier R. (2003), « *LES NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES* », lycée Marie Curie à Marseille
- Gray Sidney J. (1980), « The impact of international accounting differences from a Security Analysis Perspective: Some European Evidence », *Journal of Accounting Research*, spring.
- Gray S.J., McSweeney L.B. et Shaw J.C. (1984), « Information Disclosure and the Multinational Corporation », *Chichester: John Wiley & Sons, Inc.*

- Gray, S.L. (1988), « Towards a Theory of Cultural Influence on the Development of Accounting Systems Internationally », *ABACUS* 24 (1): 1-15.
- Gray S.J., Radebaugh L.H. et Roberts C.B. (1990), « International Perceptions of Cost Constraints on Voluntary Information Disclosures: A Comparative Study of U.K. and U.S. Multinationals », *Journal of International Business Studies*, 21 (4), 597-622.
- Grossman S. (1981), « The Informational Role of Warrantees and Private Disclosure About Product Quality », *Journal of Law and Economics*, 24: 461-483.
- Gu F.A. et Leung S. (2004), « Board Leadership, Outside Director's expertise and Voluntary Corporate Disclosures », *Journal of Accounting and public Policy*, 23, 351-379.

H

- Hail L. (2002), « The impact of voluntary corporate disclosures of the ex-ante cost of capital for Swiss firms », *European Accounting Review*, 11(4): 741-773.
- Hagerman R. et Zmijewski M. (1979), « Some Economic Determinants of Accounting Policy Choice », *Journal of Accounting and Economics*, august, pp. 141-61.
- Haniffa R. et Cooke T. (2002), « Culture, corporate governance and disclosure in Malaysian Corporations ». *Abacus* 38: 317-349
- Hatfield H. R. (1909), *Modern Accounting: It's Principles and some of Its Problems*, New York: D. Appleton.
- Healy P. et Palepu K. (1993), « The effects of firms' financial disclosure strategies on stock prices », *Accounting Horizons*, vol. 7, n° 1, mars, pp.1-11.

- Healy P. et Palepu K. (2001), « A review of empirical disclosure literature », *Journal of Accounting and Economics*, vol. 31, n° 1-3, pp. 405-440.
- Herrmann D. et Thomas W. (1995) « Harmonisation of Accounting Measurement Practices in the European Community », *Accounting and Business Research*, vol. 25, n° 100, pp 253-265.
- Hill C et Jones T. (1992), « Stakeholders-Agency Theory », *Journal of Management Studies*, March, vol. 29, n° . 2, PP 131-54.
- Ho S.S.M. et Wong K.S. (2001), « A study of the relationship between corporate governance structures and the extent of voluntary disclosure », *Journal of International Accounting, Auditing & Taxation*, 10: 139-156.
- Hoarau C. (1992), « La France doit-elle se doter d'un cadre conceptuel comptable ? », *R.F.C.*, n° 231, février, pp. 58-62.
- Hoarau C. (1995 a), « L'harmonisation comptable internationale : vers la reconnaissance mutuelle normative ? », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, tome.1, vol. 2, septembre, p.75.
- Hoarau C. (1995), « Les utilisateurs de l'information financière face à la créativité ou l'imagination comptable », *Revue de Droit Comptable*, n° 95-2, juin 1995, p. 77-95.
- Hoarau C. (1995 b), « International accounting harmonization: American hegemony or mutual recognition with benchmarks? », *The European Accounting Review*, vol. 4(2): 217-233.
- Hoarau C. et Esnault B. (2001), *Comptabilité financière, Paris: PUF*, collection premier cycle, 3^{ème} édition.

- Hoarau C. (2003), « Place et rôle de la normalisation comptable en France », *Revue Française de Gestion*, n° 147, pp.33-47.
- HOARAU C. et TELLER R. (2007), « IFRS : les normes comptables du nouvel ordre économique global ? », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, numéro thématique, décembre 2007, p.3-20.
- Holthausen R.W. et Leftwich R. (1983), « The Economic Consequences of Accounting of Costly Contracting and Monitoring », *Journal of Accounting and Economics*, n° 5, p.77-117.
- Holland J. (1998) « Private disclosure and financial reporting », *Accounting and Business Research*, vol. 28, n° 4, pp 255-69.
- Hongjiang X. (2003), « Key issues of accounting information quality management: Australian case studies », *Industrial Management et Data Systems*, 103/7, pp. 461-470.
- Hughes P.J., (1986), « Signaling by Direct Disclosure Under Asymmetric Information », *Journal of Accounting and Economics*, june, pp.199-42.
- Hughes P. et Schwartz E. (1988), « The LIFO-FIFO choice: an asymmetric information approach », *Journal of Accounting Research*, 10, supplement, p. 41-58.
- Hunt Herbert G. III., (1985), « Potential Determinants of Corporate Inventory Accounting Decisions », *Journal of Accounting Research*, autumn, pp. 448-67.
- Hunt Herbert G.III et Hogler Raymond L., (1990), « Agency Theory as ideology: a Comparative Analysis Based on Critical Legal Theory and Radical Accounting », *Accounting, Organization and Society*, 15(5): 437-54.

I

- I.A.S.C. (1988), « *Cadre conceptuel de préparation et de présentation des états financiers* », *R.F.C.*, n° 191, juin, pp. 66-80.
- Illiers (1996), « L'influence des marchés financiers sur la comptabilité des entreprises », *R.D.C.*, n° 96-1, pp. 7-13.
- Inchausti B. (1997), « The influence of company characteristics and accounting regulation on information disclosed by Spanish firms », *The European Accounting Review*, vol. 6, n° 1, pp. 45-68.
- Isabelle K. (1989), « Le FASB a la française existe : je l'ai rencontré », *R.F.C.*, pp.55-57.

J

- Jacques Généreux., 1992, *Introduction à l'économie*, éditions du Seuil, p188.
- Jacquillat B. et Solnik B. (2002), *Les marchés financiers: gestion de portefeuille et des risques*, 4e ed, Paris, Dunod.
- Jaggi B.L. (1975), « The Impact of the Cultural Environment on Financial Disclosures », *The International Journal of Accounting Education and Research*, vol. 10, n° 2, pp. 75-84.
- Jaggi B. et Low P.Y. (2000), « Impact of culture, market forces, and legal system on financial disclosures », *The International Journal of Accounting*, 35 (4), pp. 495–519.
- Jean-Louis M. (1986), « Normes en matière d'informations financières prévisionnelles », *Analyse Financière*, n° 66, 3^{ème} trimestre, pp. 62-64.

- Jean-Claude S. et Peter S. (1989), « La normalisation comptable : sa perception dans le monde anglophone et en France », *R.F.C.*, n° 201, juin, pp. 90-99.
- Jensen L.L. (1976), « Marketing in the Libyan Arab Republic », *Overseas Business Reports*, November, U.S. department of Commerce.
- Jensen M.C. et Meckling W.H. (1983), « Corporate Governance and 'Economic Democracy': An Attack on Freedom », in C.J. Huizenga (Ed.), *Corporate Governance: A Definite Exploration of the Issues*.
- Jensen M.C. « Organization Theory and Methodology », *Accounting Review*, vol. 58, april 1983, p. 319-339.
- Jensen M.C. (1993), « The modern industrial revolution, exit, and the failure of internal control systems », *Journal of Finance*, 3: pp.81-879.
- Jensen M. et Meckling W. (1976), « Theory of the firm: Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure », *Journal of Financial Economics*, vol. 3, n° 4, p.305-360.
- Jensen. M.C. et Ruback R.S. (1983). « The market for corporate control: The scientific evidence », *Journal of Financial Economics*, 11, 5-50.
- Jensen M. et Meckling W. (1976), « Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure », *Journal of Financial Economics* 3: 305-360.
- John K. et Senbet L. (1998), « Corporate governance and board effectiveness », *Journal of Banking and Finance*, vol. 22 n°. 4, pp.371-403.

K

- Kanaga W. S. (1980), « International Accounting: The Challenge and the Changes », *Journal of Accountancy*, november, pp. 55-61.
- Kaplan R.S. et Roll R. (1972), « Investor evaluation of accounting information: Some empirical evidence », *Journal of Business*, april, pp. 225-57.
- Kelly L. (1985), « Corporate Management Lobbying on FAS No. 8: Some Further Evidence », *Journal of Accounting Research*, 23 (2): pp.619–32.
- Klein A. (2002), « Audit committee, board of director characteristics, and earnings management », *Journal of Accounting and Economics*, pp. 375-400.
- Kohler E.L. (1957), *A Dictionary For Accountants*, Englewood Cliffs: Prentic-Hall.

L

- *La loi Sarbanes-Oxley Act of 2002*, (2002). *107 th session of the United States Congress*.
- *La loi de sécurité financière (LSF)*, *Loi n° 2003-706 DU 1er août 2003 de sécurité financière*.
- Labelle R. et Schatt A. (2005) « Structure de propriété et communication financière des entreprises françaises », *Finance-Contrôle-Stratégie*, 8(3), septembre, pp.77-104.
- Labelle R. (1985), « La politique d'information comptable de l'entreprise: les différentes approches », *R.F.C.*, n° 162, novembre, pp. 24-35.

- LAINZ Gadea J.A. (1993), « Comparabilidad internacional de la information financiera. Analisis y posicion de la normatve Espanola », ICAC, Madrid.
- Lang M. et Lundholm R. (1996), « Corporate disclosure policy and analyst behavior », *The Accounting Review*, vol. 71, n° 4, pp.467-92.
- Larcher Fabien. (1994), « la Comptabilité Suisse à l'Heure de la 4ème Directive de la CEE », *Recherche en Comptabilité Internationale, Association Française de Comptabilité*, Congrès 1994.
- Lardic S. et Mignon V. « 2006 », *L'efficience informationnelle des marchés financiers*, éditions la Découverte, Paris, pp.122.
- Laurent B. et Jaun-Claude L. (1990), « Comment construire le tableau de financement consolidé », *R.F.C.*, n° 215, Septembre, pp. 45-47.
- Lefwich R. (1980), « Market Failure Fallacies and Accounting Information », *Journal of Accounting and Economics*, 3, pp.3-36.
- Lenormand G. et Touchais L. (2009). « Les IFRS améliorent-elles la qualité de l'information financière ? Approche par la value relevance », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, 15 (2): pp145-163.
- Lev B. (1988), « Toward a theory of equitable and efficient accounting policy », *The Accounting Review*, vol. LWIII, n°. 1, PP 1-22.
- Lev B. et Thiagarajan S.R. (1993), « Fundamental information analysis », *Journal of Accounting Research*, vol. 31, n° 2, Autumn, pp 190-215.

- Levine M. et Forrence J. (1990), « Regulatory capture, public interest, and the public agenda: toward a synthesis », *Journal of Law, Economics, and Organization*, 6, pp. 167-98.
- Leuz C. et Verrechia R. (2000), « The economic consequences of increased disclosure », *Journal of accounting research* 38 (supplement), pp 91-124.
- Lindahl E. (1989), « Dynamic Analysis of Inventory Accounting Choice », *Journal of Accounting Research*, vol. 27, n° 2, pp.277-96.
- Low P.Y. (1998), « The Effects of Agency and Proprietary Costs on Corporate Financial Disclosures », *Working paper*. City University of Hong Kong.
- Loy L.D. et Toole H.R. (1980), « Accounting for Discounted Convertible Bond Exchanges: A Survey of Results », *Journal of Accounting, Auditing and Finance*, spring, pp. 227-243.

M

- Malcolm S. (1996), « Qualitative characteristics in accounting disclosure: a desirability trade-off », *Managerial Auditing Journal*, pp. 11-16.
- Malone D., Fries C. et Jones T. (1993), « An empirical investigation of the extent of corporate financial disclosure in oil and gas industry », *Journal of Accounting Auditing and Finance*, vol. 8, n° 3, pp: 249-75.
- Marine Portal. (2011), « Les déterminants de la qualité de l’audit : le cas de l’audit des comptes publics », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, tome 17, vol. 1- avril, pp. 37-65.
- May Robert et Sundem Gary L. (1976), « Research for accounting Policy: An Overview », *The Accounting Review*, 51(4), pp. 747-63.

- Meek G.K. et Saudagaran S.M. (1990), « A Survey of Research on Financial Reporting in A Transnational Context », *Journal of Accounting Literature*, 9, pp. 145-82.
- Meek G., Roberts C. et Gray S.J. (1995), « Factors influencing voluntary annual reports disclosures by U.S., U.K. and continental European multinational corporations », *Journal of International Business Studies*, vol. 26, n°3, pp. 555-572.
- Meckling W.H. (1976), « Values and the Choice of the Model of the Individual in the Social Sciences », *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, dezember, 1976.
- Michael O. (2006), « Transparency in Financial Statements: A conceptual Framework from a User Perspective », *The Journal of American Academy of Business*, vol.9. n° 1, pp. 47-51.
- Michèle SABOLY. (2001), « Information comptable et défaillance des entreprises : le cas français », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, tome 7. vol. 2- novembre, pp. 67-86.
- Milgrom P. (1981), « Good News and Bad News: Representation Theorems and Applications », *Bell Journal of Economics*, 12: pp. 380-91.
- Milgrom P. et ROBERTS J. (1997), *Économie, Organisation et Management*, Paris-Bruxelles, DeBoeck Université.
- Ministère de l'économie (1970), *Registered Commercial Companies, the Commercial Registrar, Tripoli*.
- Ministère du commerce et l'industrie (2010), *La loi commerciale libyenne, n° 23-2010 relative aux activités commerciales*.

- *Ministère du commerce et l'industrie (2004), La loi de fiscalités 2004, et 1923-1968-1973.*
- Moonitz M. (1961), « The Basic Postulates of Accounting », *Accounting Research Study* No. 1, New York: AICPA.
- Moore M.L. et Buzby S. (1972), « The Quality of Corporate Financial Disclosure: A Comment », *Accounting Review*, july, pp. 58 1-586.
- Morris D.R. et Parker H.R. (1998), « International Harmony Measures of Accounting Policy: Comparative Statistical Properties », *Accounting and Business Research*, vol. 29, n° 1, pp 73-86.
- Morton J. (1974), « Qualitative objectives of financial accounting », *Journal of Accounting Research*, autumn, pp. 288-298.
- MOUSSA Ibrahim (2009), *Évolution et adaptabilité du système comptable en Libye par rapport aux changements environnementaux: étude du facteur culturel*, thèse de doctorat en gestion, Université Clermont-Ferrand Auvergne 1.
- Mueller G.G. (1968), « Accounting Principal Generally Accepted in the United States Versus Those Generally Accepted Elsewhere », *The International Journal of Accounting*, vol, 3, n° 2, pp. 92-103.
- Mueller G. (1967), *International Accounting*, (New York: McMillan).

N

- Naciri Ahmed. (1986), « Une Analyse Comparative des Système de Normalisation Français et Américain », *R.F.C.* n° 171.

- Nagar V., Nanda D. et P. Wysocki (2003), « Discretionary disclosure and stock-based incentives », *Journal of Accounting and Economics*, 34, pp. 283-309.
- Nair R.D. et Frank W.G. (1980), « The Impact of Disclosure and Measurement Practices on International Accounting Classifications », *Accounting Review*, 55(3), july. 426-50.
- Nair R.D. (1982), « Empirical guidelines for comparing international accounting data », *Journal of International Business Studies*, winter, pp 85-98.
- Niskanen W.A. (1971), *Jr. Bureaucracy and Representative Government*, Chicago: Aldine-Atherton.
- Niehaus G.R. (1989), « Ownership Structure and Inventory Method Choice », *Accounting Review*, 1989, vol. 64, n° 2, pp. 269–84.
- Nobes C.W. (1981), An empirical analysis of international accounting principles: a comment. *Journal of Accounting Research*, n° 19 (1): 268-270.
- NOBES Christopher. W. (1983), « A Judgmental International Classification of Financial Reporting Practices », *Journal of Business Finance and Accounting*, spring, pp. 1-19.
- Nobes Christopher (1991a), « Major International Differences in Financial Reporting », in Nobes & Parker (1991).
- Nobes Christopher (1991b), « International Classification of Financial Reporting », in Nobes & Parker (1991).

- Nobes Christopher (1991c) « *Harmonization of financial reporting* », in Nobes & Parker (1991).
- Nobes C. et Parker R. (1995), *Comparative International Accounting*, Prentice-hall Europe, 5ème édition.
- Nobes C. et Parker R. (2000). *Comparative International Accounting*, Prentice Hall international.
- Nyhoom A. (1976), « An Analytical Study of Companies Tax in Libya », *Koorina Liberally Publication, Benghazi, Libya*.

O

- OBERT R. (2003), *Pratiques des normes IAS/IFRS : Comparaison avec les règles françaises et les US GAAP*, Paris, Dunod, 531 p.
- OECCA (1996), « Cadre conceptuel de la comptabilité », *R.F.C.*, n° 278, mai, pp. 17-51.
- Oldham K.M. (1987), *International Classification of Financial Reporting*, London: Croom Helm.

P

- Parker L.D. (1982), « Corporate Annual Accounting: A Mass Communication Perspective », *Accounting and Business Research*, vol. 12, n°. 48, autumn, pp. 279-286.
- Parker L.D., Cowen S. et Ferreri L. (1987) « The impact of corporate characteristics on social responsibility disclosure: a typology and frequency based analysis », *Accounting, Organizations and Society*, vol.12, n° 2, pp. 111-122.

- Parker R.H. (1992), *The Macmillan Dictionary of Accounting*, London: Macmillan, 2nd ed.
- Parker L.D. (1998), « Non-profit prophets: strategy in non-commercial organizations », *Australian CPA*, 68, july, pp. 50-52.
- Pascal DUMONTIER (2000), « Marché efficient et comptabilité », dans *Encyclopédie de la Comptabilité, du Contrôle de Gestion et de l'Audit*, Economica, pp.857-67.
- Pasqualini F. (1992). *Le principe de l'image fidèle en droit comptable*, Litec.
- Peasnell K.V, Pope P.F et Yeung, S. (1998) « Outside directors, board effectiveness and earning management », *Working paper Lancaster University*.
- Peles Y. (1970), « Amortization of Advertising Expenditures in the Financial Statements », *Journal of Accounting Research*, spring, pp. 128-137.
- Peltzman S. (1976), « Toward a More General Theory of Regulation », *Journal of law and Economics* 19. pp: 211-40.
- Penno M. et Simon D.T. (1986), « Accounting Choices: Public Versus Private Firms », *Journal of Business Finance and Accounting*, vol. 13, pp. 561-69.
- Pham D. (1989), « Principes comptables fondamentaux », dans *Encyclopédie de gestion* de P. Joffre et Y. Simon, tome 3, Economica.
- Philippe D. (1985), « La consolidation des comptes : comparaison du texte français et des textes internationaux », *R.F.C.*, n° 162, novembre, pp. 14-19.

- Pierce A. et Weetman P. (2000), « Measuring financial reporting harmony and harmonization: Perception versus reality », *Irish Accounting Review*, 7 (2). pp. 91-124.
- Pierce A. et Weetman P. (2000), « The Impact of Non-Disclosure on Measurement of de Facto Harmonization: a Two-country Comparison », *Communication au 23^e congrès de l'European accounting Association*, Munich.
- Pierce A. et Weetman P. (2002), « Measurement of de facto harmonization: implications of non-disclosure for research planning and interpretation », *Accounting and Business Research*, 32 (4): 259-73.
- Pierre L. (1986), « Réflexions sur l'information des sociétés cotées », *Analyse Financière*, n° 66, 3^{ème} trimestre, pp. 65-68.
- Posner R.A. (1974), « Theories of Economic Regulation », *Bell Journal of Economics and Management Science*, 5 (2), pp. 335-358.
- Preston L.E. (1981), « Research on Corporate Social Reporting: Directions for Development », *Accounting, Organisations and Society*, vol. 6, n° 3, pp. 255-262.
- Previts G.J. (1975), « On the subject of methodology and Models for International Accountancy », *The International Journal Accounting*, vol. 10, n° 2, pp. 1-12.
- Puxty A.G, Willmott H.C., Cooper D.J. et Lowe A.E. (1987), « Modes of regulation in advanced capitalism: locating accountancy in four countries », *Accounting, Organizations and Society*, vol. 12, n° 3.

R

- Radebaugh L. H. (1975), « Environmental Factors Influencing the Development of Accounting Objectives, Standards, and Practices in Peru », *The International Journal of Accounting Education and Research*, vol. 11, n° 1, Fall, pp. 39-56.
- Raffournier B. (1990), « La théorie positive de la comptabilité : une revue de la littérature », *Economies et sociétés, série sciences de gestion*, n° 16, p.137-166.
- Raffournier B. (1991), « The extent of disclosure in annual reports in a weakly regulated country: The case of Switzerland », *14 the Congress of the European Accounting Association*.
- Raffournier B. (1995), « The determinants of voluntary financial disclosure by swiss listed companies », *The European Accounting Review*, vol. 4, n° 2, pp. 261-280.
- Raffournier B. (1997), « The determinants of voluntary financial disclosure by Swiss listed companies: a reply », *The European Accounting Review*, vol. 6, n° 3, pp.493-96.
- Raffournier B., Haller A. et Walton P. (1997), *Comptabilité Internationale*, édition : librairie Vuibert, p.550.
- Raffournier B. « Discussion de la normalisation comptable internationale, une crise intellectuelle », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, tome 17. Vol. 1. avril, pp. 165-170.
- Raymond B. (1988), « Le cadre conceptuel de l'IASC: contexte et contenu », *R.F.C.*, n° 191, juin, pp. 59-65.
- Rees B. (1990), *Financial analysis*, New York: Prentice Hall.

- Rechner P.L. et Dalton. (1991), « CEO duality and organizational performance: a longitudinal analysis », *Strategic Management Journal*, vol.12, n° 2 pp. 155-60
- Richard J. (1995), « The evolution of the Romanian and Russian accounting charts after the collapse of the communist system », *European Accounting Review*, 4, pp. 305-322.
- Richard J. (1997), « Les pays de l'Europe de l'Est », in *Comptabilité internationale*, pp. 351- 403 (Vuibert, Paris).
- Richard J. (1998), « Accounting in Eastern Europe: from Communism to Capitalism », in *International Accounting*, International Thompson Bussiness Press.
- Roslender R. (1992), *Sociological Perspectives on Modern Accountancy*, London: Routledge.

S

- Saada T. (1994), « Théorie de l'information et comptabilité financière », *R.F.C.*, n° 255, avril, pp. 78-86.
- Saleh M. (1989), « Accounting information enclosure and accountability: the case of Libyan company », In Hopper, T. and Hoque, Z., *Accounting and Accountability in Emerging and Transition Economies*, Elsevier Ltd, Oxford, pp. 257-74.
- Saleh M.M. (2001). *Accounting Information Disclosure and Accountability: Cases from Libya*, PhD Thesis, Sheffield Hallam University, UK.
- Saleh M. (2004), « Accounting information enclosure and accountability: the case of a Libyan company », In Hopper, T. and Hoque, Z., *Accounting and Accountability in Emerging and Tansition Economies*, Elsevier Ltd, Oxford, pp. 257-74.

- Saudagaran S. (1988), « An empirical study of selected factors influencing the decision to list on foreign stock exchanges », *Journal of International Business Studies*, vol. 19, n°1, printemps, pp.101-27.
- Sawsan HALBOUNI. (2007), « The Degree of Harmonization of Accounting Practices within Jordan », *Jordan Journal of Business Administration*, vol. 3, n° 2, pp. 195-211.
- Scheid Jean-Claude et Standish Peter. (1989), « La normalisation Comptable : Sa Perception dans le Monde Anglophone et en France », *Revue Française de Comptabilité*, n° 201.
- Schipper K. (1991), « Analysts forecasts », *Accounting Horizons*, vol. 5, n°4, September.
- Seidler L.J. (1967), « International Accounting: The Ultimate Theory Course », *Accounting Review*, october, 42(4): 775-781.
- Sengupta P. (1998), « Corporate Disclosure Quality and the Cost of Debt », *The Accounting Review*, n° 73 (4), pp.459-474.
- Serge Evraert. (2000), « Confiance et comptabilité », *Encyclopédie de Comptabilité, Contrôle de Gestion et Audit, Economica*, Paris, pp. 461-471.
- Simon A. et Stuart M. (1987), « Les rapports financiers des sociétés européennes cotées dans différents pays : problèmes liés a la présentation de l'information et aux travaux d'audit », *R.F.C.*, n° 180, juin, pp. 48-62
- Simon C. et Stolowy H. (1999), « Vingt ans d'harmonisation comptable internationale », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, Spécial n°: 45-60.

- Singhvi S. S. (1967), « Corporate Disclosure Through Annual Reports in the USA and India », *Unpublished Doctoral Dissertation, Graduate School of Business, Columbia University*.
- Singhvi S. (1968), « An empirical analysis of the quality of corporate financial disclosure », *Accounting Review*, january, pp. 129-138.
- Singhvi S. et Desai H.B. (1971), « An empirical analysis of the quality of corporate financial disclosure », *The Accounting Review*, vol.46, n° 1, pp. 129-38.
- Skinner D. (1994), « Why firms voluntarily disclose bad news », *Journal of Accounting Research*, vol. 32, n° 1, pp 38-60.
- Smith E.D. (1976), « The Effect of the Separation of Ownership from Control on Accounting Policy Decision », *The Accounting Review*, october, pp.707-23.
- Smith C. et Warner J. (1979), « On financial contracting: an analysis of bond covenants », *Journal of financial economics*, vol. 7, pp. 117-161.
- Stamp E. (1980). *Corporate Reporting Its Future Evolution: a Research Study*, The Canadian Institute of Chartered Accountant.
- Stanga K.G. (1976), « Disclosure in published annual reports », *Financial Management*, winter, pp. 42-52.
- Stanton P. (1997), « Users' rights to published accounting information: nature, justification and implications », *Accounting, Audition and Accountability Journal*, vol.10, n° 5, pp.684-701.

- Stephen Owusu-Ansah. (1997), « The determinants of voluntary financial disclosure by Swiss listed companies. A comment », *The European Accounting Review*, pp. 487-92.
- Stigler G.L. (1971), « The Theory of Economic Regulation », *The Belle Journal of Economics and Management Review*, 61, pp.380-7.
- Streck W. et Schmitter P.C. (1985), « Community, market, state-and associations », *dans leur private interest Government and public policy*, London: Sage.

T

- Taplin R.H. (2004), « A unified approach to the measurement of international accounting harmony », *Accounting and Business Research*, 34 winter, 57-73.
- TAY J. S. W. et PARKER R.H. (1990), « Measuring international Harmonization and Standardization », *Abacus*, vol. 26, n° 1, mars, p. 39-55.
- Tay J. et Parker R. (1990), « Measuring international harmonization and standardization », *Abacus*, vol. 26, n°1, pp. 71-87.
- Tay J.S.W. et Parker R.H. (1992), « Measuring International Harmonization and Standardization », *Abacus*, vol.28, n° 2, pp. 217-220.

U

- Uurlaud A. (1993), « Réflexions sur le principe de l'entité », Journée AFC-CNC sur la recherche en comptabilité », *Conseil National de la comptabilité*, 30 novembre, pp. 112-124.

V

- Van der Tas L.G. (1988), « Measuring Harmonization of Financial Reporting Practice », *Accounting and Business Research*, 18(70): 157-169.

- Van Der Tas L.G. (1992), « Evidence of EC financial reporting practice Harmonization: the case of deferred taxation », *European Accounting Review*, 1(1): 69:104.
- Van der Tas L.G. (1992a), « Measuring international harmonization and standardization: a comment », *Abacus*, 28(2): 211-216.
- Van der Tas L.G. (1992b), « Evidence of EC Financial Reporting Practice Harmonization: The Case of Deferred Taxation », *European Accounting Review*, 1(1): 69-104.
- Verrecchia R. (1983), « Discretionary disclosure », *Journal of Accounting and Economics*, vol. 5, n° 3, décembre, pp. 179-194.
- Verrecchia R. (1990), « Information Quality and discretionary disclosure », *Journal of Accounting and Economics*, mars, vol. 12, n° 4, pp. 365-380.
- Vickrey D.W. (1985), « Normative information qualities: a contrast between information-economics and FASB perspectives », *Abacus*, vol. 21, n° 2, pp. 115-129
- Vlaeminck Joseph-H. (1956), *Histoires et doctrines de la comptabilité*, Paris : Dunod.
- XXX. (1996), « L'influence des marchés financiers sur la comptabilité des entreprises », *R.D.C*, n° 96-1, pp. 15-62.

W

- Wagenhofer Alfred. (1990), « Voluntary disclosure with a strategic opponent », *Journal of Accounting and Economics*, vol. 12(4), pages pp. 341-63

- Wallace R. S. O. (1987), *Disclosure of Accounting Information in Developing Countries: A Case Study of Nigeria*, PhD Thesis, University of Exeter, United Kingdom.
- Wallace R.S.O. (1988a), « Corporate Financial Reporting in Nigeria », *Accounting and Business Research*, vol. 18, n° 72, summer pp. 3 52-362.
- Wallace R. S. O, Naser K. et Mora A. (1994), « The Relationship Between the Comprehensiveness of Corporate Annual Reports and Firm Characteristics in Spain », *Accounting and Business Research*, vol. 25, n° 97, winter, pp. 41-53.
- Wallace R.S. et Naser Kamal. (1995), « Firm-Specific Determinants of the Comprehensiveness of Mandatory Disclosure in the Corporate Annual Reports of Firms Listed on the Stock Exchange of Hong Kong », *Journal of Accounting and Public Policy*, vol. 14, n° 4, winter, pp. 311-368.
- Watts R. (1977), « Corporate financial statements, a product of the market and political process », *Australian journal of management*, april, pp. 52-75.
- Watts R.L. et Zimmerman J.L. (1978), « Towards a Positive Theory of the Accounting Standards », *The Accounting Review*, 53(1): 112-34.
- Watts R.L. et Zimmerman J.L. (1979), « The Demand for and Supply of Accounting Theories: the Market for Excuses », *The Accounting Review*, 54(2): 274-305.
- Watts R. et Zimmerman J. (1983), « Agency problems, auditing and the theory of the firm: some evidence », *Journal of Law and Economics*, vol. XXVI, n° 3, october, pp. 613-633.
- Watts R. et Zimmerman J. (1986), *Positive accounting theory*, prentice Hall.

- Watts R.L. et Zimmerman J.L. (1986), *Positive Accounting Theory*, New York: Prentice Hall.
- Watts R.L. et Zimmermant J.L., (1990). « Positive Accounting Theory: A ten Year perspective », *The Accounting Review*, 65(1) 131-56.
- Whittington G. (1987), « Positive Accounting: a Review Article », *Accounting and Business Research*, vol. 17, n° 68, p.327-336.
- William R. Scott. (2003), *Financial Accounting Theory*, 3edition, Toronto, Prentice Hall, 509p.
- Willet G. (1992), *La communication modélisée : une introduction aux concepts, aux modèles et aux théories*, Editions du Renouveau Pédagogique Inc.
- Wolk H.I et Heaston P.H. (1992), « Toward The Harmonization of Accounting Standards: An Analytical Framework », *The International Journal of Accounting*, vol. 27, pp 95-111.
- Wolk H.I., Francis J.R. et Tearney M.G. (1992), *Accounting Theory: A Conceptual and Institutional Approach*. 3rd edition. South Western.

Y

- Yermack D. (1996), « Higher valuation of companies with a small board of directors », *Journal of Financial Economics*, 40, 185-212.

Z

- Zahra S.A. et Pearce J.A. (1989), « Board of Directors and Corporate Financial Performance », *Journal of Management*, vol. 15, pp. 291-334.

- Zahra S.A. et Pearce J.A. (1992), « Board composition from a strategic contingency perspective », *Journal of Management studies*, 29:4, 411-438

- Zarzeski M. T. (1996), « Spontaneous Harmonization Effects of Culture and Market Forces on Accounting Disclosure Practices », *Accounting Horizons*, vol. 10, n°1, pp 18-37

- Zeff Stephen A. (1978), « The rise of “Economic Consequence” », *Stanford Lectures in Accounting*, in Zeff and Keller (1987).

- Zhou H. (1997), *La diffusion d’informations financiers par les sociétés françaises et britanniques*, Thèse de sciences de gestion, Université de Paris-Dauphine.

Table des matières

INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	7
 PREMIÈRE PARTIE : ANALYSE THÉORIQUE ET MESURE DE LA QUALITÉ DE L'INFORMATION COMPTABLE DIFFUSEE.....	 16
 CHAPITRE 1 : LA DIFFUSION D'INFORMATIONS FINANCIÈRES ET SON ENVIRONNEMENT.....	 17
1.1 Les justifications et la nécessité de la diffusion	17
1.2. Le concept de la diffusion	19
1.2.1. L'objectif de la diffusion	20
1.2.2. Les catégories d'utilisateurs.....	22
1.2.3. Les producteurs d'informations.....	24
1.2.4. La régulation.....	25
1.2.5. Types d'informations	26
1.2.6. Quantité d'informations diffusées	27
1.2.7. Les moyens de diffusion	28
1.2.8. Diffusion d'informations : coûts et avantages.....	30
1.3. Les facteurs environnementaux et la diffusion d'informations financières.....	32
CONCLUSION DU CHAPITRE 1.....	42
 CHAPITRE 2 : UNE APPROCHE THÉORIQUE DE LA DIFFUSION D'INFORMATIONS FINANCIÈRES.....	 43
2.1. La demande et l'offre d'informations financières.....	44
2.1.1. La demande et les utilisateurs d'informations financières.....	44
2.1.2. L'offre d'informations financières.....	49
2.2. La Théorie des Marchés Efficients.....	53
2.2.1. Défaillance du marché financier.....	59
2.3. La Théorie Politico-Contractuelle de la diffusion d'informations financières.....	61
2.3.1. Les dirigeants faces aux publications d'informations financières : Opportunités, Contraintes.....	62

2.3.2. Le choix des dirigeants de diffuser des informations financières.....	70
2.3.3. La théorie économique de la réglementation.....	74
2.3.4. Les conflits d'intérêt et la normalisation des pratiques et des informations comptables.....	78
CONCLUSION DU CHAPITRE 2.....	83
 CHAPITRE 3 : UNE APPROCHE INSTITUTIONNELLE DE LA QUALITÉ DE L'INFORMATION COMPTAB.....	
3.1. L'approche traditionnelle par la régularité.....	86
3.1.1. L'émergence de la notion de qualité en France.....	86
3.1.2. La contribution des règles à la qualité comptable.....	87
3.1.2.1. Le principe de la régularité.....	88
3.1.2.2. Le principe de la sincérité.....	89
3.1.2.3. L'image fidèle.....	90
3.1.3. La qualité des informations comptables dans le plan comptable général.....	92
3.1.4. La contribution de l'ordre des experts comptables (OEC).....	94
3.1.5. L'objectif assigné à l'information comptable dans la normalisation française.....	96
3.2. L'approche fondée sur l'efficacité des marchés financiers.....	99
3.2.1. Le FASB Financial Accounting Standards Board.....	99
3.2.1.1. Le cadre conceptuel du FASB.....	99
3.2.1.2. La qualité selon le SFAC n°2.....	102
3.2.2. L'A.S.B (Accounting Standard Board).....	105
3.2.3. L'IASC/IASB (International Accounting Standards Committee).....	105
3.2.4. L'objectif de la diffusion de l'information comptable.....	106
3.3. La qualité des informations comptables dans le système comptable libyen.....	111
3.3.1. L'origine du développement comptable en Libye.....	111
3.3.2. Référence à un cadre conceptuel.....	114
3.3.3. La contribution des lois à la qualité de l'information comptable.....	115
3.3.4. Le développement de l'économie libyenne: vers un système d'économie de marché.....	117
3.3.4.1. La réforme de lois existantes et la promulgation de nouvelles lois...118	
3.3.4.2. L'organisation des sociétés en Libye.....	118
3.3.4.3. Le bilan.....	119

3.3.4.4. La privatisation des entreprises publiques.....	121
3.3.4.5. La naissance du Marché Boursier Libyen (MBL).....	123
3.3.4.6. L'adoption des normes comptables internationales et les objectifs assignés à la comptabilité.....	124
3.3.4.7. La qualité des informations diffusées, le système de la gouvernance.....	126
CONCLUSION DU CHAPITRE 3.....	127
 CHAPITRE 4: MESURE DE LA QUALITÉ DE L'OFFRE D'INFORMATIONS COMPTABLES ET FORMULATION DES HYPOTHÈSES.....	 128
4.1. Les méthodes utilisées afin d'évaluer l'offre de l'information financière dans les études antérieures.....	128
4.1.1. Les études fondées sur la méthode de pondération des scores d'indice.....	129
4.1.2. Les études fondées sur la méthode de l'équipondération.....	134
4.1.3. Les études fondées sur la méthode de pondération et équipondération.....	134
4.2. Les méthodes utilisées pour mesurer le degré de l'harmonisation au sein du rapport annuel.....	140
4.3. Positionnement Méthodologique et Hypothèses.....	147
4.3.1. Positionnement Méthodologique.....	147
4.3.2. Exposé de la méthodologie retenue.....	149
4.3.3. Le choix des variables explicatives et les hypothèses à tester.....	150
4.3.3.1. Premier groupe : hypothèses relatives à l'impact de caractéristiques d'entreprises sur la qualité de l'information comptable.....	150
4.3.3.1.1. La taille de l'entreprise.....	150
4.3.3.1.2. Le secteur d'activité.....	152
4.3.3.1.3. L'effet de la cotation.....	153
4.3.3.1.4. La rentabilité.....	154
4.3.3.2. Deuxième groupe : hypothèse relative à la gouvernance de l'entreprise sur la qualité de l'information comptable.....	155
4.3.3.2.1. Le cabinet.....	155
4.3.3.2.2. La structure de financement.....	154
4.3.3.2.3. La structure de la propriété.....	159
4.3.3.2.4. La Rémunération des dirigeants.....	160
4.3.3.2.5. Dualité des rôles de directeur général et de président du	

conseil.....	160
4.3.3.2.6. La taille du conseil d'administration.....	162
4.3.3.3. Troisième groupe : hypothèse relative au niveau d'harmonisation comptable au sein du pays.....	163
CONCLUSION DU CHAPITRE 4.....	171
 SECONDE PARTIE : UNE ÉTUDE EMPIRIQUE DE LA QUALITÉ DE L'INFORMATION COMPTABLE DES ENTREPRISES LIBYENNES ET DE SES DETERMINANTS.....	 167
 CHAPITRE 5 : ASPECTS METHODOLOGIQUES DE NOTRE ÉTUDE EMPIRIQUE.....	 170
5.1. Objectifs de l'étude et méthodologie de la recherche empirique.....	170
5.2. Construction d'une liste d'items.....	171
5.3. Démarche de collecte des informations.....	177
5.4. La méthodologie de valorisation de la liste d'items.....	181
5.4.1. Les méthodes statistiques mises en œuvre.....	184
5.4.2. La méthode d'évaluation du niveau d'harmonisation des choix des méthodes comptables.....	184
5.4.2.1. La méthode de l'indice C et le test de Khi-deux.....	185
5.4.2.2. Les critères des choix des méthodes comptables et la sélection de l'échantillon.....	185
5.5. Les analyses de la description des données collectées.....	186
5.5.1. La fiabilité de la description.....	186
5.5.2. La variance et l'écart-type.....	186
5.5.3. Le coefficient de concentration ou d'aplatissement ou (kurtosis).....	186
5.5.4. Le coefficient de symétrie (Skewness).....	187
5.5.6. La validité de la description.....	187
CONCLUSION DU CHAPITRE 5.....	188
 CHAPITRE 6 : LA PERCEPTION DE LA QUALITÉ DE L'INFORMATION COMPTABLE PAR LES UTILISATEURS.....	 189
6.1. La perception des utilisateurs d'informations financières par rapport à la qualité.....	190
6.1.1. Groupe des items d'informations financières fondamentales.....	191

6.1.2. Groupe des items d'informations complémentaires.....	192
6.1.3. Groupe des items d'informations accessoires.....	194
CONCLUSION DU CHAPITRE 6.....	197
 CHAPITRE 7 : ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DE L'OFFRE D'INFORMATIONS COMPTABLES DES ENTREPRISES LIBYENNES.....	 198
7.1. Résultats de l'étude empirique de la qualité de l'information comptable diffusée.....	202
7.2. Évolution de la qualité de l'information comptable pour la période 2007-2008-2009...202	
7.2.1. Les tendances générales de la qualité de l'information comptable diffusée par les entreprises libyennes.....	202
7.2.1.1. Les tendances générales de la qualité de l'information comptable diffusée par les entreprises libyennes cotées en bourse.....	203
7.2.1.2. Les tendances générales de la qualité de l'information comptable diffusée par les entreprises libyennes non cotées en bourse.....	203
7.2.1.3. Comparaison entre la qualité de l'information comptable diffusée par les entreprises libyennes cotées en bourse et non cotées en bourse.....	204
7.3. Description générale des scores de qualité.....	204
7.4. Analyse de la qualité d'informations selon les rubriques d'items de la liste.....	208
7.5. L'offre d'information des entreprises libyennes au cours de la période étudiée.....	212
7.6. Confrontation de l'offre et la demande d'informations comptables du rapport annuel.....	215
7.6.1. Analyse des résultats empiriques de l'offre et de la demande des entreprises libyennes.....	216
7.6.1.1. Divergence entre l'offre et la demande d'informations comptables diffusées dans les rapports annuels.....	219
7.6.1.2. Convergence entre l'offre et la demande d'informations comptables diffusées dans les rapports annuels	222
7.6.2. Analyse de la confrontation de l'offre et de la demande par rubrique.....	224
7.7. Apport à la connaissance des pratiques de diffusion d'informations en Libye.....	226
7.7.1. Mise en perspective de la qualité de l'information comptable en Libye.....	226
7.7.1.1. Comparaison de l'offre d'informations des entreprises libyennes avec les résultats des études empiriques universitaires des pays développés.....	226
7.7.1.2. Comparaison de l'offre d'informations des entreprises libyennes avec	

les résultats des études empiriques universitaires des en voie de développement.....	228
CONCLUSION DU CHAPITRE 7.....	230
 CHAPITRE 8 : UNE ESTIMATION DU NIVEAU D'HARMONISATION COMPTABLE DES SOCIÉTÉS LIBYENNES.....	 236
8.1. La méthode.....	237
8.2. La méthode de mesure du niveau de l'harmonisation entre les entreprises libyennes....	238
8.3. L'échantillon.....	239
8.4. L'évaluation du niveau d'harmonisation des entreprises libyennes.....	239
8.4.1. La forme du bilan.....	239
8.4.2. La forme du compte de résultat.....	240
8.4.3. Le classement des charges du compte de résultat.....	241
8.4.4. Le modèle du tableau de financement.....	241
8.4.5. Le classement des dettes.....	242
8.4.6. La comptabilisation des impôts différés.....	243
8.4.7. La méthode d'évaluation.....	243
8.4.8. La méthode d'amortissement.....	244
8.4.9. La méthode de la valorisation des stocks.....	245
8.4.10. Le traitement des provisions pour indemnités de départ ou complément de retraite.....	246
8.4.11. Le traitement des dépenses de recherche et de développement.....	247
CONCLUSION DU CHAPITRE 8.....	250
 CHAPITRE 9 : LES DÉTERMINANTS DE LA QUALITÉ DES INFORMATIONS COMPTABLES DANS LE CONTEXTE LIBYEN.....	 252
9.1. Présentation du modèle de l'étude.....	254
9.2. Validation du modèle d'hypothèses.....	255
9.3. Résultat des tests statistiques sur les indices de qualité.....	256
9.3.1. Résultats des régressions linéaires « bi-variées ».....	256
9.3.1.1. Variables liées aux caractéristiques de l'entreprise.....	256
9.3.1.2. Variables liées aux mécanismes externes de la gouvernance.....	259
9.3.1.3. Variables liées aux caractéristiques du conseil d'administration de l'entreprise « mécanismes interne de la gouvernance ».....	260

9.4. Régression multivarié – Vérification des hypothèses.....	265
9.4.1. Les résultats des régressions linéaires multivariées.....	265
9.4.1.1. Test des hypothèses des variables continues (opérationnelles).....	267
9.4.1.2. Test des hypothèses sur les variables non continues.....	268
9.4.2. Méthode des effets aléatoires.....	270
9.4.3. Comparaison des résultats obtenus.....	275
9.4.4. Contribution à la connaissance des déterminants de la qualité de l'information diffusée en Libye.....	280
9.4.4.1. Les spécificités du contexte libyen.....	280
9.4.4.2. L'environnement économique et juridique.....	280
9.4.4.3. Les obligations de diffusion imposées par le marché financier libyen.....	283
9.4.4.4. Les obligations de diffusion imposées par les lois.....	283
9.4.4.5. Les obligations imposées par les bourses internationales.....	283
9.4.4.6. Valeurs culturelles et théorie de l'agence.....	284
9.4.4.7. Les pressions des actionnaires et des créanciers sur la qualité de l'information comptable.....	285
9.4.4.8. Les limites de l'étude statistique et les perspectives ouvertes.....	286
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	287

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau de synthèse des indices de diffusion et mesure l'harmonisation

Annexe 2 : Les tableaux

Annexe 3 : Consultation des experts comptables et analystes financiers

Annexe 4 : L'échantillon d'entreprise

Annexe 5 : Analyse de la qualité de l'information comptable

Annexe 1 : Tableau de synthèse des indices de diffusion et mesure l’harmonisation

Auteur	Nombre d'items (pays étudié)	Méthode de sélection des items	Pondération (taille de la pondération) « <i>nombre ou moyenne</i> »	Méthode de choix de la pondération	Orientation de l'indice (groupe utilisateur)	Echantillon (source de collecte des données)	Type et objet de l'étude	résultats
Cerf (1961)	31 (Etats-Unis)	Revue de littérature. Entretiens avec des analystes financiers. Analyse de rapports d'analystes. Liste des items les plus fréquemment utilisés par les analystes	Oui (1-4) « nombre »	Enquête auprès d'analystes financiers	Unique (Analystes financiers)	527 rapports annuels de sociétés américaines (rapports annuels)	Analyses statistiques visant à tester les relations entre diffusion et taille, nombre d'actionnaires, rentabilité et type de cotation	Les firmes à forte diffusion ont plus d'actionnaires, sont de taille plus importante, plus rentables et sont plus fréquemment cotées sur le NYSE que sur une place régionale
Singhvi & Desai (1971)	34 (Etats-Unis)	Identique à Cerf (1961) à 3 suppressions et 6 rajouts prés (basés sur la revue de littérature)	Oui (1-4) « nombre »	Basée sur Cerf (1961)	Unique (Analystes financiers)	100 sociétés cotées sur le NYSE et 55 sociétés non-cotées aux E.U Echantillons tirés au hasard parmi les 500 plus grosses sociétés cotées américaines et des 800 plus grosses non cotées (hors cote). Rapports annuels)	Analyse multi-variée (régression multiple) expliquant la qualité de la diffusion (mesurée par le score et définie comme la complétude, la précision et la fiabilité des informations	Les firmes qui ont une faible qualité de diffusion sont de petite taille (actif total et nombre d'actionnaires), non contraintes par des obligations de cotation, auditées par petits cabinets d'audit et moins rentables (taux de rendement et marge)

Choi (1973)	Différents pays	<p>Revue de littérature.</p> <p>Liste des items</p>				18 sociétés cotées sur le marché Eurobond	Il a utilisé un indice de diffusion	Il a conclu que les firmes qui sont entrées dans le marché « Eurobond » ont amélioré de façon significative leurs niveaux de diffusion d'informations financières
Buzby (1974)	39 (38) (Etats-Unis)	<p>Revue de littérature. Sélection des items basée sur trois critères :</p> <p>-Applicables à une entreprise industrielle domestique à l'exception de certaines industries</p> <p>-Applicables aux rapports annuels des firmes de l'échantillon</p> <p>-Plusieurs options de présentation des items a priori possibles</p>	<p>Oui</p> <p>(1,58-3,87)</p> <p>« moyenne »</p>	Enquête auprès de 75 analystes financiers (2 questionnaires différents par analyste)	Uniquement aux Analystes financiers spécialisés sur l'investissement en actions	88 sociétés américaines sur la période 30/6/70 au 30/6/71 fin d'exercices réparties en 2 échantillons de 44 cotés au NYSE ou AMEX et 44 au hors-cote. Les échantillons sont appariés selon un critère d'identité de la taille, du secteur industriel et de la date de fin d'exercice (soit 44 paires d'observation) (rapport annuel)	Calcul du niveau de diffusion moyen pour chacun des 38 items. Calcul du coefficient de corrélation des rangs entre le classement obtenu à partir du score analyste et celui du niveau moyen de diffusion	La plupart des items ne sont pas diffusés de manière adéquate. Faible corrélation entre l'importance relative des items et leur niveau moyen de diffusion.

Buzby (1975)	39 (Etats-Unis)	Identique à Buzby(1974)	Oui (1,58-3,87) « moyenne »	Idem que Buzby (1974)	Unique (Analystes financiers)	Idem que Buzby (1974)	Calcul d'un score relatif de diffusion (score rapport annuel/score 10k). tests d'association (test de Wilcoxon et tau de Kendal) entre le niveau de diffusion et le type de cotation d'une part et la taille d'autre part.	Le niveau de diffusion dans les rapports annuels est positivement associé avec la taille et n'est pas affecté par le type de cotation
Stanga (1976)	79 (Etats-Unis)	Revue de littérature. Liste des items	Oui « moyenne »	Enquête auprès des analystes financiers	Unique (Analystes financiers)	80 sociétés américaines et 80 rapports annuels des ces sociétés	Calcul d'un score relatif de diffusion (pondération des items)	Il a conclu qu'il y a une corrélation significative entre la qualité de diffusion d'informations et le type d'industrie

Barret (1976)	17 (international : E.U, GB, Japon, France, Allemagne, Pays- Bas et Suède)	Basée sur Cerf (1961), Singhvi, Desai (1971) et sur son expérience personnelle	Oui (1-4) « nombre ou nombre +1/2 »	Basée sur des études antérieures	Analystes financiers	103 sociétés entre 1963 et 1972 : 15 sociétés américaines, anglaises, françaises, japonaises, allemandes, suédoises et 13 sociétés hollandaises parmi les plus grandes sociétés de chaque pays	Comparer la diffusion d'informations dans sept pays	Augmentation régulière du niveau général de diffusion entre 1963 et 1972. Différence sensible entre le niveau de diffusion des firmes américaines et britanniques d'une part et celles issues des autres pays d'autre part.
Firth (1978)	75 (Grande- Bretagne)	Revue de littérature	Sollicitation d'individus pour classer les items (1-5) « moyenne »	Envoi de 750 questionnaires	Test mixte sur l'importance des items sur différents publics	250 directeurs financiers parmi les 1000 plus grosses sociétés britanniques 250 experts comptables (cabinets d'audit) 120 analystes financiers 130 responsables de grandes banques et sociétés financières de Londres. (rapport annuel)	Etude préliminaire visant à voir comment les perceptions de l'importance des items de diffusion varient d'un groupe d'utilisateurs à l'autre	1) Les directeurs financiers et les auditeurs ont des vues similaires sur la pondération 2) Les analystes financiers et responsables de banques ont des vues similaires sur pondération en général (1) préparent les documents et (2) les utilisant. Les seconds attachent une plus grande importance à la diffusion des items que les premiers.

Belkaoui et kahl (1978)	30 (Canada)	Sélections des items	Moyenne des pondérations	Envois de 200 questionnaires pour les analystes financiers et 200 pour les experts comptables	Analystes financiers et experts comptables	200 rapports annuels des sociétés non financiers au canada	Calcul du niveau de diffusion moyen pour chacun des items permet d'évaluer chaque rapport annuel. L'analyse a été effectuée en utilisant le coefficient de corrélation de la classification de Kendall (tau).	1) Une association positive entre les actifs et la taille de ventes et la diffusion d'information, une relation positive entre la liquidité et la diffusion ont été trouvées. Une 2) Une association négative a été trouvée entre la rentabilité, le ratio de capitalisation et la diffusion de l'information
Firth (1980)	48 scores de Firth (1979) (Grande-Bretagne)	Revue de littérature concernant les items volontaires + revue de rapports annuels récents et pré-test auprès d'un échantillon d'analyses financiers. Les items ne doivent pas être requis par des obligations légales ou statutaires.	Oui (1-5) (1si l'item présent et 0 si l'item n'est pas présent) mais le score non pondéré conduit à des résultats équivalents	Enquête auprès de 120 analystes financiers	Analystes financiers	6 échantillons différents d'entreprises industrielles britanniques. 40 sociétés ayant réalisé des émissions sur l'United Stock Exchange en 1973. 40 sociétés n'ayant pas réalisé d'émissions (échantillon de contrôle). 62 sociétés de petite taille ayant émis des actions en 1972-73 + 62 sociétés n'ayant émis d'actions sur la même période (groupe de contrôle) 37 plus grandes sociétés ayant émis des actions 1972-73 groupe de contrôle de 37 n'ayant pas émis d'actions	Mesurer l'augmentation du niveau de diffusion volontaire des sociétés britanniques au moment de l'émission de titres.	Pour les firmes de petite taille (capitalisation < 50000£), le niveau de diffusion volontaire augmente significativement au moment de l'émission. Pas de relation de cet ordre pour les grandes sociétés.

Wiseman (1982)	18 (Etats-Unis)	Revue de littérature relative au reporting sur l'environnement	Non application d'un rating : 3 points si information présente et quantitative 3 points si information qualitative	Le rating est effectué séparément par l'auteur +2 raters	Les sociétés en général	Aciéries, pétroliers, papetiers pour les années 1972 et 1976 (acier), 1974 (pétrole) et 1972 (papier). (rapport annuel)	Relations entre diffusion volontaire d'information sur l'environnement et la performance environnemental mesurée par le « Council on Economic Priorities ». 6 scores sont établis par catégorie suivant : Economie, Contentieux, Pollution, Autres	Pas de relation entre les mesures de diffusion environnementale des firmes et leur performance environnementale. Les diffusions volontaires d'informations relatives à l'environnement sont incomplètes
Firth (1984)	48 (Grande-Bretagne)	Même méthodologie que dans Firth (1980)	Oui (1-5) « moyenne »	Envoi de la liste des 48 items auprès de 120 analystes	Analystes financiers	100 entreprises industrielles choisies dans chaque décile du classement des 1000 du Times pour 1977 (Rapport annuel)	Tester le lien entre le niveau de diffusion et l'évaluation du risque par le marché sur la période 1972-1976	Pas d'association significative entre le niveau de diffusion et le bêta, le risque spécifique ou la variance des rendements

Firer et Meth (1986)	49 (Afrique du Sud)	Revue de littérature+ étude des rapports annuels des sociétés primées pour la qualité de leur communication financière	Oui (2,28-4,69, analystes 1,94-4,58, directeurs financiers) « moyenne »	Questionnaires envoyés à 395 analystes financiers et 200 directeurs financiers de firmes industrielles cotées	Analystes financiers, directeurs financiers	36 firmes cotées sur le Johannesburg Stock Exchange sélectionnées sur quatre critères : - cotation sur le JSE entre 1979 et 1984, - volume d'échange > 250000/ an, -activité principalement industrielle, - bêtas disponibles (rapports annuels)	Tests d'association (Rho de Spearman) entre : a) le classement des items des analystes et celui des directeurs financiers, b) l'indice de Firth (1980) pour la Grande-Bretagne et le présent indice pour les items communs (tests effectués sur 46 et 41 items), Mesure de l'évolution du niveau général moyen de diffusion des firmes de l'échantillon entre 1979 et 1984	a)corrélation élevée entre classement des analystes et classement des directeurs financiers (Rhos=0,75) b) faible corrélation (0,36 et 0,48) entre l'information requise des investisseurs sur africain et britanniques. Faible niveau général de diffusion des firmes (29,7% du score total possible), faible corrélation entre niveau de diffusion des firmes et information requise des investisseurs (0,13) ; corrélation plus élevée avec le classement des directeurs financiers (0,56)
Chow et Wong-Boren (1987)	24 (Mexique)	Revue de littérature pour le Mexique + études antérieures « Choi (1973), Buzby (1975), Barret (1976), Firth (1979), McNally et al. (1982) »	Oui (3,194-6,194) « moyenne »	Enquête auprès de 106 directeurs de crédit de banques mexicaines	Utilisateurs de rapports financiers en général	52 firmes industrielles mexicaines pour l'année 1982 (rapports annuels)	Calcul de scores pondérés et non pondérés avec des résultats identiques. Régressions en coupe transversale pour trois variables indépendantes représentatives d'un problème d'agence	Le niveau de diffusion augmente avec la taille de la firme. Pas d'association significative avec le levier financier d'une part et la proportion d'actif immobilisé par rapport à l'actif total d'autre part.

Cooke (1989)	224 (Suède)	<p>Basée sur :</p> <p>a) Items présents dans les études antérieurs,</p> <p>b) recommandations IASC,</p> <p>c) recommandations des standards comptables suédois,</p> <p>d) données requises par la loi,</p> <p>e) données considérées comme souhaitables par 2 ou 3 experts comptables</p>	Équipondération	un système de grille équipondérée	Pas d'orientation de groupe d'utilisateurs spécifique	<p>90 sociétés parmi les 2000 premières entreprises suédoises.</p> <p>Répartition en 3 classes :</p> <p>-33 sociétés cotées sur le Swedish stock Exchange (SSE),</p> <p>-38 sociétés non-cotées,</p> <p>-19 sociétés cotées sur le SSE et au moins une place étrangère</p>	<p>Calcul de scores. Test de l'association entre diffusion et caractéristique de cotation.</p> <p>Régression multiple sur les variables suivantes :</p> <p>-type de cotation,</p> <p>-C.A annuel,</p> <p>-taille (actif total)</p> <p>-nombre d'actionnaires</p>	<p>Relation significative entre diffusion et type de cotation. La taille est une variable explicative importante.</p> <p>Le nombre de filiales et le fait que la société soit filiale d'une société étrangère n'ont pas d'effet significatif sur le score de diffusion.</p>
Raffournier (1991)	30 (Suisse)	Items volontaires	Équipondération	Un système de grille équipondérée	Pas d'orientation de groupe d'utilisateurs spécifique	53 sociétés suisses cotées en bourse	<p>Calcul de scores. Test de l'association entre diffusion et le cabinet d'audit, la taille, l'internationalisation, rentabilité, structure de la propriété, recours aux sources financières extérieures</p>	<p>Les résultats obtenus montrent qu'il existe des effets liés au cabinet, à la taille et au degré de l'internationalisation. Par contre, il n'a pas observé de façon positive l'effet de levier, de rentabilité ni l'effet de la structure de la propriété.</p>

<p>Lang et Lundholm (1993)</p>	<p>3 catégories (Etats-Unis)</p>	<p>Score de la fédération américaine des analystes financiers (1985-1989 FAF Report)</p>	<p>oui</p>	<p>Choix des firmes et des points des critères d'évaluation par les analystes répartis en sous-comités par secteur d'activité</p>	<p>Analystes financiers</p>	<p>751 firmes évaluées sur la période 1985 secteurs d'activités (au total, 2252 évaluations annuelles) « rapports annuels, Publications semestrielles et trimestrielles, Réunions et contacts interpersonnels avec les analystes)</p>	<p>Tester certains déterminants de la diffusion volontaire d'informations mesurée par le score FAF. Régressions multiples testant les relations entre 4 scores de diffusion (rapport annuel, publications intermédiaires et score total) et trois groupes de variables indépendantes : - variables structurelles (taille, variation des rendements sur 10 ans, corrélation entre résultats annuels et rentabilité annuelle ajustée sur 10 ans), -variables de performance (rendements anormaux et résultats non anticipés), -variable d'offre (variable muette prenant en compte une émission de titres dans l'année ou les deux années précédentes)</p>	<p>Les scores de diffusion sont élevés pour les firmes performantes (particulièrement en termes de rendements des titres) de grande taille et qui émettent des titres.</p> <p>La relation entre la variabilité des rendements et la diffusion d'informations est faible.</p> <p>Le score de relation investisseur est plus sensible aux variables de performances, tandis que les scores de rapports annuels et autres publications sont plus sensibles aux variables structurelles et d'offre.</p>
---------------------------------------	----------------------------------	--	------------	---	-----------------------------	---	--	---

Lang et Lundholm (1996)	3 catégories (Etats-Unis)	Score de la fédération américaine des analystes financiers (1985-1989 FAF report)	oui	Choix des firmes et des poids des critères d'évaluation par les analystes répartis en sous-comités par secteur d'activité	Analystes financiers	751 firmes évaluées sur la période 1985-1989 sur 27 secteurs d'activités (au total, 2252 évaluations annuelles) (rapports annuels, publications semestrielles et trimestrielles, réunions et contacts interpersonnels avec les analystes)	Régressions multiples testant l'association entre le score FAF de diffusion et le suivi par les analystes ainsi que les caractéristiques de leurs prévisions (en contrôlant pour la taille et quatre variables d'environnement)	Les firmes qui diffusent plus bénéficient d'un suivi analyste plus important, d'un plus grand consensus dans les prévisions et d'une plus grande précision des prévisions de résultats
Botosan (1997)	63 répartis en 5 catégories (Etats-Unis)	Basée sur certains scores antérieurs, les recommandations du Rapport du Comité Jenkins, sur l'enquête SRI sur les besoins en informations des investisseurs et sur l'étude sur le rapport annuel de l'institut canadien des experts comptables (CICA)	Oui (1-10) « nombre »	Pondérations des items établis à partir de l'enquête SRI, du rapport du comité Jenkins, et de la procédure de scoring du sous-comité du score FAF pour le même secteur	Investisseurs et prêteurs	122 firmes (un secteur d'activité) réparties en deux groupes (60 et 62) selon le nombre d'analystes suivant la firme (rapport annuel)	Test de l'association entre le niveau de diffusion (mesuré par le score) et le coût des fonds propres en prenant le suivi analyste (nombre d'analystes suivants le firme) comme variable de levier. Régressions multiples	Association significative entre niveau de diffusion élevé et faible coût des fonds propres pour l'échantillon des firmes à faible « suivie analyste ». Pas de relation significative entre niveau de diffusion et coût des fonds propres pour l'échantillon des firmes à fort « suivie analystes ».

Zhou (1997)	196 items France et l'Angleterre	Elle a appliqué la méthode de Cooke (1989)	Équipondération	un système de grille équipondérée	Pas d'orientation de groupe d'utilisateurs spécifique	44 groupes français et 44 groupes anglais	Test de l'association entre le niveau de diffusion (mesuré par le score) et les variables du secteur, cabinet, statut boursier, la taille, le degré de l'internationalisation, la structure de financement, la rentabilité, et la structure de la propriété. Mesurer le degré d'harmonisation dans les deux pays	Concernant les groupes français, elle a conclu que la taille, le degré de l'internationalisation et le statut boursier e, alors que la structure de financement, la rentabilité et la structure de la propriété ne sont pas pertinentes. Quand aux groupes anglais, la taille, la structure de financement, et la rentabilité et la structure de la propriété n'ont aucun effet significatif. elle a trouvé que l'harmonisation de groupes anglais est plus élevée que les groupes français
Michaïlesco (1998)	55 items France	Enquêtes entretiens	Oui (-3 - +3) « moyenne »	Enquête par questionnaire auprès d'un échantillon d'analystes financiers	Analystes financiers	100 plus grandes entreprises françaises (rapport annuel)	Associations entre la qualité de l'information diffusée et la performance, la diffusion du capital, le statut de cotation et la structure financière. Analyse descriptive Régressions linéaires simples et multiples	Le statut de cotation est la variable explicative prépondérante pour expliquer la qualité de l'information comptable

2. Les méthodes utilisées pour mesurer le degré de l'harmonisation au sein du rapport annuel.

Auteur	Pays étudié	Indice utilisé	Type de l'étude	échantillon	résultat
Van der Tas (1988)	(Pays-Bas, la Grande-Bretagne, les États-Unis)	H (Harfindahl)	Mesurer le degré d'harmonisation entre les pays	un échantillon de 199-293 entreprises en Grande-Bretagne, un échantillon de 81-116 entreprises au Pays-Bas et un échantillon de 281-596 aux États-Unis. Pour les méthodes d'évaluation des actifs fixes, l'auteur a utilisé un échantillon de 111-112 entreprises du Pays-Bas	Les résultats montrent que le degré d'harmonisation augment dans certains pratiques et baissent pour les autres.
Emenyonu et Gray (1992)	La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne	Indice I	Mesurer l'harmonisation européenne : 4e directive concernant l'évaluation des stocks, les méthodes d'amortissement, goodwill, R&D, les méthodes d'évaluation des immobilisations, traitement des éléments extraordinaires et exceptionnels	Un échantillon de 78 entreprises industriels (26 entreprises chaque pays) pour l'année 1989.	Les résultats révèlent qu'il existe des différences des pratiques statistiquement significatives entre les entreprises de ces trois pays étudiés
Emenyonu et Gray (1996)	Les auteurs ont développés l'étude de 1992 en rajoutant les USA, Japon	Indice I Test de Chi-Deux	Mesurer l'impact des normes IAS sur les items suivants : traitement de goodwill, le traitement de monnaie étranger, les frais de R&D, la retraite, les contrats à long terme et les aides financiers	Un échantillon de 293 qui ont 250 millions dollars du CA (42 entreprises françaises, 54 japonais, 82 UK, 90 USA)	Les résultats montrent que les efforts d'harmonisation ont augmenté de façon modeste sur certaines pratiques comptables ; les auteurs ont aussi constaté qu'il y a une certaine désharmonisation sur certaines pratiques.

Herrmann et Thomas (1995)	Pays de l'Union européenne (UE)	Indice I Test de Chi-Deux	Mesurer les pratiques suivantes : l'évaluation des stocks, les méthodes de dépréciation, le traitement du goodwill, des frais de R&D, les méthodes d'évaluation des immobilisations, le traitement de monnaie étranger	Un échantillon de 65 entreprises de l'Allemagne, la France, au Royaume-Uni, la Belgique, le Danemark, l'Irlande, les Pays- Bas et le Portugal	<p>Ils ont conclu qu'il n'y a pas de différence significative en ce qui concerne la comptabilisation des traitements de monnaie étrangère et l'évaluation des stocks.</p> <p>De plus, l'étude révèle que le degré d'harmonisation est plus fort dans les pays qui orienté vers l'équité (Fare and True) entre les pays anglo-saxons tels que (l'Irlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Danemark), que chez les pays Européennes continentales qui ont une influence légale tels que (la France, la Belgique, la Portugal, et l'Allemagne).</p>
Sawsan HALBOUNI (2007)	Jordanie	Indice C Test de Chi-Deux	Mesurer les pratiques suivantes : l'évaluation des stocks, le traitement du goodwill, les frais de R&D, les méthodes d'évaluation des immobilisations, les méthodes de dépréciation, le traitement de monnaie, les investissements à long terme, les investissements associés	Un échantillon de 77 entreprises industrielles jordaniennes	<p>Ils ont conclu que les coûts d'amortissement, R&D, les investissements actuels sont sensiblement différentes.</p> <p>Et, les pratiques comptables concernant la valorisation des stocks, le goodwill (les écarts d'acquisition), les coûts de la recherche de développement, les immobilisations et les amortissements ont un niveau élevé de comparabilité. alors que les pratiques comptables concernant le coût des stocks, l'amortissement et le coût de recherche et de développement, les investissements actuels, les investissements associés et le traitement de monnaie, ont un faible niveau de comparabilité.</p>

ANNEXE 2

LES TABLEAUX

Tableau (1). Classement au niveau mondial en 2005.....	40
TABLEAU (2). Les besoins des utilisateurs d'après l'IASC/IASB.....	109
Tableau (3) ; Les étapes de la privatisation.....	123
Tableau (4). Les scores d'indice des sept pays obtenus par Barrett.....	131
Tableau (5). Liste d'items de qualité de l'information comptable.....	173
Tableau (6). La distribution des items.....	176
Tableau (7). L'échantillon des répondants de questionnaires.....	178
Tableau (8). La distribution de l'échantillon des sociétés.....	179
Tableau (9). L'instrument de mesure de la qualité de l'offre d'informations comptables.....	198
Tableau (10). Les scores de qualité.....	203
Tableau (10-1). Tendance générale de la qualité d'informations comptables des entreprises cotées.....	203
Tableau (10-2). Tendance générale de la qualité d'informations comptables des entreprises non cotées.....	203
Tableau (10-3). Comparaison de la qualité d'informations comptables.....	204
Tableau (11-1). Evolution en pourcentage de score de qualité.....	204
Tableau (11-2). Evolution en pourcentage des scores et des indices de qualité des entreprises.....	205
Tableau (12). Classement des dix premières entreprises en fonction des scores de qualité.....	206
Tableau (12-1). Classement de cinq premières entreprises cotées en bourse.....	206
Tableau (12-2). Classement de cinq premières entreprises non cotées en bourse.....	207
Tableau (13). Classement de scores de qualité selon le secteur d'activité d'entreprise.....	207
Tableau (14). Scores de qualité moyenne par rubrique d'items de l'échantillon.....	209
Tableau (15). Evolution de scores de qualité par rubrique d'items.....	209
Tableau (16). Scores de qualité moyen par rubrique d'items pour les entreprises cotées en bourse.....	210
Tableau (17). Scores de qualité moyen par rubrique d'items pour les entreprises non cotées en bourse.....	210
Tableau (18). Indices de qualité moyen par rubrique d'items.....	211
Tableau (19). L'offre de tableaux de financement et de flux de trésorerie.....	214
Tableau (20). Offre et la demande d'informations volontaires dans le rapport annuel.....	217
Tableau (21). La forme du bilan (2009).....	240
Tableau (22). La forme du compte de résultat (2009)	241
Tableau (23). Le classement des charges du compte de résultat (2009).....	241

Tableau (24). Le modèle du tableau de financement (2009).....	242
Tableau (25). Le classement des dettes (2009).....	243
Tableau (26). La comptabilisation des impôts différés (2009).....	243
Tableau (27). La méthode d'évaluation (2009).....	244
Tableau (28). La méthode d'amortissement (2009).....	245
Tableau (29). La méthode de la valorisation des stocks (2009).....	246
Tableau (30). La méthode de traitement des indemnités de départ (2009).....	246
Tableau (31). La méthode de traitement de R&D (2009).....	247
Tableau (32). Les pratiques comptables des entreprises cotées et non cotées en bourse.....	248
Tableau (33). Synthèse des hypothèses à tester.....	253
Tableau (34). Mesures des variables indépendantes.....	254
Tableau (35). Taille de l'entreprise- régressions linéaires.....	256
Tableau (36). Rentabilité de l'entreprise- régressions linéaires.....	256
Tableau (37). Cotation « Statut boursier » de l'entreprise- régressions linéaires.....	257
Tableau (38). Le secteur « industries » de l'entreprise- régressions linéaires.....	257
Tableau (39). Le secteur « construction » de l'entreprise- régressions linéaires.....	257
Tableau (40). Le secteur « service » de l'entreprise- régressions linéaires.....	258
Tableau (41). Le secteur « pétrole » de l'entreprise- régressions linéaires.....	258
Tableau (42). Le secteur « communication » de l'entreprise- régressions linéaires.....	258
Tableau (43). Le secteur « transport » de l'entreprise- régressions linéaires.....	258
Tableau (44). Le secteur « consommation » de l'entreprise- régressions linéaires.....	258
Tableau (45). Niveau de dette « structure financière » de l'entreprise- régressions linéaires.....	259
Tableau (46). Qualité de l'auditeur de l'entreprise- régressions linéaires.....	259
Tableau (47). Structure de la propriétaire de l'entreprise- régressions linéaires.....	259
Tableau (48). Le mode de salaire des dirigeants.....	260
Tableau (49). Cumul de fonction.....	260
Tableau (50). Taille de conseil d'administrations.....	261
Tableau (51). Statistiques descriptives aux variables continues (opérationnelles).....	265
Tableau (52). Statistiques descriptives aux variables dichotomiques.....	265
Tableau (53). Analyse du pooling.....	266
Tableau (54). Résultats des régressions multivariées pour les variables continues.....	267
Tableau (55). Résultats des régressions multivariées pour les variables non continues.....	270

Tableau (56). Indications statistiques.....	270
Tableau (57). Méthode des effets aléatoires.....	274
Tableau (58). Les résultats des statistiques.....	276
Tableau (59). Synthèse des résultats obtenus sur les variables testées.....	278

ANNEXE 3

CONSULTATION DES EXPERTS COMPTABLES ET ANALYSTES FINANCIERS

- Questionnaire
- Lettre d'accompagnement
- Analyse des réponses



Faculté
ECONOMIE GESTION
Clermont-Fd

Clermont-Ferrand, le 30 Juillet 2009

Madame, Monsieur,

Je, soussignée Elisabeth MANCEL-ALMA, Maître de conférence (HDR) en sciences de gestion, atteste que Monsieur Salim MAHMOUD prépare sous ma direction une thèse de Doctorat sur :

« La qualité de l'information comptable et financière des entreprises libyennes ».

Il se propose d'évaluer la qualité de cette information comptable et financière telle qu'elle apparaît dans les rapports annuels. Pour cela, il a besoin de votre concours dans le cadre d'une enquête sur l'appréciation de la qualité de l'information diffusée par les entreprises libyennes dans leurs rapports annuels.

Pour évaluer la qualité de l'information contenue dans un rapport annuel, il a constitué une liste d'items qui regroupe les principales informations. Je souhaiterais que vous attribuez à chacun des items de la liste une note, sur une échelle allant de 1 à 5, en fonction de l'importance que vous leur attribuez, eu égard à la qualité globale d'un rapport annuel.

Compte tenu de l'importance de cette étude pour Monsieur Salim MAHMOUD, et aussi de son intérêt potentiel pour la profession et pour le pays, j'espère que vous accepterez de répondre au questionnaire qu'il vous transmet.

Je me tiens à votre disposition pour tous renseignements complémentaires. Je vous remercie de votre attention et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de toute ma considération.

Elisabeth MANCEL-ALMA

Maître de conférences (HDR) des Universités,

Clermont Ferrand 1



Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
41, Boulevard François Mitterrand – BP 54 - 63002 Clermont-Ferrand Cedex 1
Tél. 04 73 17 75.50

Merci de bien vouloir attribuer une note pour chacun de quatre-vingt-trois items de cette liste, en fonction de l'importance que vous leur estimez, eu égard à la qualité globale du rapport annuel :

- 1 indique que l'item possède un impact très important ;
- 2 indique que l'item possède un impact important ;
- 3 indique que l'item n'a aucun impact sur la qualité ;
- 4 indique que l'item possède un impact négatif important ;
- 5 indique que l'item possède un impact très négatif important ;

POUR L'EVALUATION DE L'OFFRE DE LA QUALITE D'INFORMATIONS COMPTABLES DES
ENTREPRISES LIBYENNES

LISTE D'ITEMS

Item	Intitulé de l'Item	1	2	3	4	5
1	nomes et adresse et lieu de l'entreprise où elle est enregistrée	1	2	3	4	5
2	nomes de la société mère et de la société tête de groupe et l'adresse de son siège social (ou de son établissement principal	1	2	3	4	5
3	forme juridique de l'entreprise	1	2	3	4	5
4	date de clôture de l'exercice et de la date de publication des états financiers de l'entreprise	1	2	3	4	5
5	exposé la nature des métiers, des principales activités (marchés, produits, services) offerts par l'entreprise	1	2	3	4	5
6	monnaie de présentation des états financiers	1	2	3	4	5
7	principaux site d'exploitation de l'entreprise ou du groupe	1	2	3	4	5
8	présentation des informations sur les filiales (chiffre d'affaires, effectif, activités)	1	2	3	4	5
9	tableau d'évolution du capital et des droits de vote depuis la création de l'entreprise	1	2	3	4	5
10	principaux actionnaires de l'entreprise (pourcentage du capital et droit de vote détenu)	1	2	3	4	5
11	présentation des performances boursières (évolution du cours de l'action (moyenne, cours extrêmes) et capitalisation boursière)	1	2	3	4	5
12	données chiffrées concernant l'historique de l'entreprise	1	2	3	4	5
13	Position compétitive du groupe sur ces marchés (par de marché, taux de croissance, atouts quantitatifs et qualitatifs par rapport à la concurrence)	1	2	3	4	5
14	Présentation des principaux concurrents (rentabilité, parts de marché, croissance)	1	2	3	4	5
15	Présentation du chiffre d'affaires	1	2	3	4	5
16	Informations relatives à une activité abandonnée	1	2	3	4	5
17	Présentation des informations sur la politique de commercialisation.	1	2	3	4	5
18	Présentation de savoir-faire et le frais de recherche et développement de l'entreprise	1	2	3	4	5
19	description des axes de recherche et développement de l'entreprise	1	2	3	4	5
20	Résultat obtenus (succès ou échecs) sur les projets de R&D mis en œuvre.	1	2	3	4	5
21	Frais de recherche et développement engagés (montant total, segmentés, partie autofinancée)	1	2	3	4	5
22	présentation des informations relatives aux effectifs de R&D	1	2	3	4	5
23	Informations sur les facteurs économiques, sociaux ou politiques ayant influencé la performance.	1	2	3	4	5
24	Politique financière du groupe au cours des derniers exercices	1	2	3	4	5
25	Voies de financement de l'activité privilégiées dans le futur	1	2	3	4	5

26	Information sur le nombre des effectifs et leur évolution pendant l'année	1	2	3	4	5
27	Informations relatives aux noms et responsabilité des principaux dirigeants.	1	2	3	4	5
28	Information sur les relations sociales.	1	2	3	4	5
29	Répartition de l'effectif par (qualification, tranche d'âge, par branche, par zone géographique)	1	2	3	4	5
30	La participation de l'entreprise dans l'insertion et l'emploi des jeunes, des femmes et handicapés ou il se implante ses activités	1	2	3	4	5
31	Informations relatives aux avantages du personnel (les salaires, les cotisations de sécurité sociale, les prestations de retraite, les options d'achat d'actions pour le personnel, les primes, les rémunérations différées, les dépenses de développement de personnel)	1	2	3	4	5
32	Tableaux des objectifs sociaux, et sociétaux	1	2	3	4	5
33	Information relatives à l'Assemblée générale mixte	1	2	3	4	5
34	Présentation des actions pour la protection de l'environnement, maîtrise de l'énergie et de leurs impacts	1	2	3	4	5
35	Tableaux des objectifs environnementaux	1	2	3	4	5
36	Détails de la composition et des mouvements des actifs immobilisés	1	2	3	4	5
37	Information relatives aux investissements financiers (en titre de participation, joint-venture) réalisés au cours de l'exercice	1	2	3	4	5
38	Information relatives aux investissements corporels et incorporels réalisés au cours de l'exercice	1	2	3	4	5
39	Informations relatives aux variations des capitaux propres	1	2	3	4	5
40	Informations sur les actions futures à créer par droits de souscription ou conversion d'obligations, par modification du nombre d'actions (division, attribution, taux d'intérêt, gratuites)	1	2	3	4	5
41	Information relatives aux actions (nombre d'actions autorisées, nombre d'actions émises et entièrement libérées ou non libérées, valeur nominal, actions détenues par l'entreprise ou ses filiales ou les entreprises associées)	1	2	3	4	5
42	Information détaillées relatives de montants à payer et à recevoir (de la société mère, des filiales, des entreprises associées au groupe, des autres parties liées)	1	2	3	4	5
43	Information relatives aux dettes financières (catégories d'emprunts, échéancier, taux d'intérêt, garanties)	1	2	3	4	5
44	Informations relatives au compte Créances Clients (échéancier, montant des effets escomptés non échus)	1	2	3	4	5
45	Informations relatives aux engagements financiers et aux instruments financiers	1	2	3	4	5
46	Tableau de financement de l'exercice	1	2	3	4	5
47	Tableau des flux de trésorerie	1	2	3	4	5
48	Présentation de l'EBE (Excédent brut d'exploitation) de la VA (valeur ajoutée) et du résultat d'exploitation	1	2	3	4	5
49	Information détaillé sur les charges d'exploitation	1	2	3	4	5
50	Capacité d'autofinancement ou marge brute d'autofinancement dégagée au cours de l'exercice	1	2	3	4	5
51	Présentation des informations relatives au montant des dividendes	1	2	3	4	5
52	Comparaison de chiffre d'affaires et bilan de l'exercice	1	2	3	4	5
53	Faits marquant de l'exercice (résultat exceptionnel)	1	2	3	4	5
54	Frais à payer en devises étrangères.	1	2	3	4	5
55	Informations relatives aux impôts	1	2	3	4	5
56	Informations concernant les effets des corrections d'erreurs fondamentales	1	2	3	4	5
57	Information sur la solvabilité et la liquidité	1	2	3	4	5
58	Informations relatives aux effets des variations de prix sur le résultat (opérationnel, la position financière) de l'entreprise	1	2	3	4	5
59	Informations relatives aux subventions publiques et aide publique présentés au bilan ou au compte de résultat (nature, importance, montant)	1	2	3	4	5
60	Informations relatives aux effets des variations des cours des monnaies étrangères (méthode de conversion du goodwill et des états financiers, changement de monnaie dans la présentation des états financiers, le montant des écarts de change figurant dans le résultat net, montant de la provision pour risque de change)	1	2	3	4	5
61	Informations relatives aux coûts d'emprunt (méthode comptable utilisé, le montant total)	1	2	3	4	5
62	Informations relatives aux parties liées à une entreprise (nature des relations entre les parties liées, nature de la transaction, montant, politique de fixation des prix)	1	2	3	4	5
63	Information relatives aux actifs et passifs financiers en juste valeur	1	2	3	4	5
64	Exposé les principaux risques susceptibles d'affecter la performance financière de l'entreprise (Risques opérationnels, Les risques financiers, Les risques clientèle, Les risques juridiques, Les autres risques)	1	2	3	4	5

65	Présentation des informations financières comparatives aux états financiers antérieurs	1	2	3	4	5
66	Informations relatives aux méthodes de calcul des données d'appréciation (dividende et résultat par actions, taux de rendement des actions, ratios financiers, agrégats nets)	1	2	3	4	5
67	L'opinion des Commissaires aux comptes (audit) sur le rapport du président du conseil d'administration, des comptes	1	2	3	4	5
68	Informations relatives aux entreprises associées	1	2	3	4	5
69	Informations relatives aux participations dans les coentreprises	1	2	3	4	5
70	Perspectives et orientations stratégiques (nouveaux produits, nouveaux marchés, choix de développement)	1	2	3	4	5
71	Les actions prises pour la réalisation des objectifs et les actions entendues prendre dans les années futures	1	2	3	4	5
72	Prévisions sur l'évolution de la rentabilité, part de marché, la croissance, les concurrents potentiels et évolution de l'effectif	1	2	3	4	5
73	Prévisions relatives aux recherches et développement (axes de recherche, dépenses)	1	2	3	4	5
74	Explications des variations entre prévisions précédentes et réalisations	1	2	3	4	5
75	Provisions relatives aux engagements de retraite et autres avantages du personnel	1	2	3	4	5
76	Indication du référentiel national ou international (IASB, FASB, ASB)	1	2	3	4	5
77	Informations relatives aux principes et méthodes comptables utilisés pour l'établissement des états financiers	1	2	3	4	5
78	Informations relatives aux traitements de stock	1	2	3	4	5
79	Informations relatives aux dépréciations d'actifs et passifs	1	2	3	4	5
80	Explication et valorisation des conséquences des changements de méthode éventuels	1	2	3	4	5
81	Chiffres pro-forma sur trois exercices lors de changements de méthodes comptables	1	2	3	4	5
82	Informations segmentées par secteur d'activités (chiffre d'affaires, produits, vente au détail, résultat d'exploitation, éléments d'actifs, effectifs)	1	2	3	4	5
83	Informations segmentées par zones géographiques (chiffre d'affaires, résultat d'exploitation, éléments d'actifs, investissements, effectifs)	1	2	3	4	5

Analyse des questionnaires

Analyse par la moyenne

Item	Moyenne	Ecarte type	Variance	Asymétrie	Kurtosis
1	2,19	1,011	1,022	0,979	0,843
2	1,91	0,917	0,84	0,799	-0,115
3	1,96	0,951	0,904	0,349	-1,269
4	1,78	0,904	0,818	1,099	0,549
5	2,2	1,088	1,184	0,854	0,13
6	2,46	0,862	0,744	-0,339	-0,642
7	2,56	1,058	1,119	0,692	0,261
8	2,28	0,94	0,884	0,397	-0,625
9	2,65	1,049	1,1	0,559	0,089
10	2,24	0,95	0,903	0,86	1,119
11	2,39	0,811	0,657	0,044	-0,423
12	2,41	1	1,001	0,617	0,205
13	2,26	0,894	0,799	0,441	-0,401
14	2,61	0,834	0,695	0,648	1,203
15	1,65	0,731	0,534	1,266	2,202
16	2,54	0,794	0,631	0,344	-0,426
17	2,17	0,947	0,896	0,485	-0,572
18	2,46	0,77	0,593	0,772	-0,126
19	3,39	1,036	1,072	-0,326	-0,882
20	2,54	0,985	0,97	0,57	0,006
21	2,67	0,932	0,868	0,582	-0,017
22	3,17	1,023	1,047	0,091	-0,473
23	2,02	0,835	0,698	0,368	-0,569
24	2,06	0,834	0,695	0,299	-0,625
25	1,89	0,945	0,893	0,647	-0,717
26	2,76	0,823	0,677	0,481	0,859
27	2,48	1,005	1,009	0,285	-0,016
28	3,54	0,794	0,631	0,813	-0,52
29	2,89	0,839	0,704	-0,182	1,285

30	3,26	0,732	0,535	0,75	0,714
31	2,48	0,72	0,519	0,539	-0,106
32	3,19	0,848	0,72	0,4	-0,288
33	3,41	0,74	0,548	0,621	0,106
34	2,52	0,795	0,632	0,171	-0,372
35	2,69	0,865	0,748	-0,057	-0,665
36	1,61	0,738	0,544	0,772	-0,736
37	1,67	0,847	0,717	1,097	0,412
38	1,65	0,828	0,685	1,164	0,72
39	1,59	0,836	0,699	1,305	0,935
40	2,19	0,803	0,644	-0,353	-1,355
41	1,85	0,737	0,544	0,244	-1,095
42	1,96	0,776	0,602	0,065	-1,316
43	1,56	0,769	0,591	0,971	-0,591
44	1,57	0,716	0,513	0,849	-0,55
45	1,76	0,642	0,413	0,262	-0,617
46	1,5	0,607	0,368	0,79	-0,309
47	1,43	0,57	0,325	0,937	-0,084
48	1,48	0,574	0,33	0,695	-0,49
49	2,06	0,899	0,808	0,212	-1,092
50	1,76	0,725	0,526	0,405	-0,983
51	2,26	0,935	0,875	0,311	-0,705
52	2,26	0,994	0,988	0,645	0,482
53	2,19	0,933	0,871	0,338	-0,723
54	2,37	0,808	0,653	0,105	-0,383
55	1,89	0,839	0,704	0,614	-0,305
56	2,06	0,811	0,657	0,338	-0,423
57	1,83	0,885	0,783	0,679	-0,557
58	1,98	0,789	0,622	0,512	-0,019
59	2,11	0,883	0,78	0,459	-0,407
60	2,13	0,728	0,53	0,404	0,284
61	1,87	0,616	0,379	0,078	-0,319

62	2,31	0,577	0,333	-0,138	-0,571
63	1,85	0,81	0,657	0,723	0,105
64	1,93	0,843	0,711	0,536	-0,438
65	2,33	1,046	1,094	0,205	-1,119
66	2,37	0,875	0,766	0,414	-0,418
67	2,04	0,971	0,942	0,567	-0,661
68	2,46	0,719	0,517	0,608	-0,032
69	2,43	0,633	0,4	1,218	0,431
70	2,11	0,839	0,704	-0,216	-1,554
71	2,33	0,7	0,491	0,114	-0,075
72	2,28	0,878	0,77	0,111	-0,702
73	2,63	0,784	0,615	-0,205	-0,234
74	2,13	0,87	0,756	0,455	-0,334
75	2,65	0,781	0,61	-0,022	-0,369
76	1,8	0,898	0,807	0,908	-0,008
77	1,59	0,79	0,623	0,877	-0,811
78	1,76	0,867	0,752	0,857	-0,174
79	1,67	0,777	0,604	0,668	-1,014
80	2,06	0,834	0,695	0,502	-0,158
81	2,24	0,97	0,941	0,649	-0,448
82	2,65	0,872	0,761	0,411	-0,994
83	2,72	0,899	0,808	0,266	-1,178

Analyse descriptive des réponses

Test de student sur les dix premiers et dix derniers questionnaires reçus.

Hypothèse nulle (H0) : Il n'existe aucune différence entre la note moyenne attribuée aux items sur la base des dix premiers questionnaires reçus et des dix derniers questionnaires reçus.

Item	Moyenne 10P	Moyenne 10D
1	2,2000	1,4000
2	1,9000	1,1000
3	1,7000	1,5000
4	1,7000	1,5000
5	2,1000	1,4000
6	2,2000	2,3000
7	2,6000	2,0000
8	2,0000	2,2000
9	2,6000	2,5000
10	2,6000	1,5000
11	2,0000	2,6000
12	2,3000	2,7000
13	2,0000	2,0000
14	2,6000	2,0000
15	1,6000	1,0000
16	2,8000	2,3000
17	2,2000	1,9000
18	2,1000	2,0000
19	3,1000	3,9000
20	2,2000	1,9000
21	2,8000	1,8000
22	3,1000	3,5000
23	2,3000	1,2000
24	1,7000	2,0000
25	1,8000	1,1000
26	2,3000	3,2000

27	2,7000	1,1000
28	3,6000	3,1000
29	2,8000	3,3000
30	3,4000	3,3000
31	2,7000	1,8000
32	3,4000	3,2000
33	3,8000	3,2000
34	2,3000	2,7000
35	2,4000	3,1000
36	1,6000	1,0000
37	1,6000	1,0000
38	1,4000	1,0000
39	1,3000	1,0000
40	2,2000	1,6000
41	1,4000	2,0000
42	1,7000	2,0000
43	1,5000	1,0000
44	1,6000	1,0000
45	1,6000	2,0000
46	1,5000	1,0000
47	1,3000	1,0000
48	1,4000	1,0000
49	2,1000	2,0000
50	1,6000	1,4000
51	1,9000	2,2000
52	1,8000	2,2000
53	2,3000	1,2000
54	2,4000	2,5000
55	1,9000	1,3000
56	2,1000	1,2000
57	1,8000	1,0000

58	1,4000	2,0000
59	1,9000	1,5000
60	1,8000	2,2000
61	1,7000	1,6000
62	2,2000	2,3000
63	1,6000	1,1000
64	2,0000	1,0000
65	2,6000	1,2000
66	2,1000	2,2000
67	2,5000	1,0000
68	2,9000	2,1000
69	2,6000	2,1000
70	2,1000	1,2000
71	2,2000	1,7000
72	2,4000	1,5000
73	2,8000	2,3000
74	2,2000	1,1000
75	2,7000	2,4000
76	1,9000	1,0000
77	1,7000	1,0000
78	1,8000	1,0000
79	1,6000	1,0000
80	2,6000	1,0000
81	2,8000	1,1000
82	2,8000	2,2000
83	3,1000	2,5000

Test _10p=_10d

Paired t test

Variable	Obs	Mean	Std. Err.	Std. Dev.	[95% Conf. Interval]	
-----+-----						
_10p	83	2.187952	.0613397	.558831	2.065928	2.309976
_10d	83	1.809639	.0815227	.7427067	1.647464	1.971813
-----+-----						
diff	83	.3783132	.0640729	.5837323	.2508517	.5057747

mean(diff) = mean(_10p - _10d)

t = 5.9044

Ho: mean(diff) = 0

degrees of freedom = 82

Ha: mean(diff) < 0

Ha: mean(diff) != 0

Ha: mean(diff) > 0

Pr(T < t) = 1.0000

Pr(|T| > |t|) = 0.0000

Pr(T > t) = 0.0000

Interprétation:

L'hypothèse nulle testée ici est que la moyenne des 10 premières réponses (_10p) n'est pas différente de la moyenne des 10 dernières réponses (_10d), c'est-à-dire que leur différence est égale à 0, d'où l'écriture **Ho: mean(diff) = 0**.

Où lire le résultat ?

Les deux dernières lignes (colonne du milieu) : il y ressort que la probabilité en faveur de l'hypothèse nulle est très faible (nulle même). Par conséquent, cela veut dire qu'on rejette l'hypothèse nulle, c'est-à-dire que la moyenne des 10 premières réponses est différente de la moyenne des 10 dernières réponses.

ANNEXE 4

L'ECHANTILLON D'ENTREPRISES

Entreprise	Secteur d'activité
Les sociétés cotées en bourse	
Société Elnaïsser de ciment	
Société nationale du Flour Mills et fourrages	
Société El-Ahlyia de ciment	
Société de fabrication de tubes	
Société de fabrication de tuyaux	
Société de fabrication des fils et câbles	
Société libyenne de Tabac	
Société d'investissement national	
Société d'huile végétale	
Société d'industries mécaniques	
Société Alrahila	
Société de matériel médical	
Société d'exportation de matières constructives	
Société d'exportation de matières alimentaires	
Société Oyia de développement et investissements touristiques	
Société Al-waahat de développement et investissements touristiques	
Société Al-niqata-elkamiss de développement et investissements touristiques	
Société libyenne de développement industriel	
Société d'Algabil-alkdar	
Société libyen de développement urbain	
Société Altadaman d'investissement foncier	
Les sociétés éligibles d'être à cotées en bourse	
Société nationale du forage et d'entretien des puits de pétrole	
Société libyenne du fer et acier	
Société national de l'Asmak	
Société AUCC	
Azzawiya Oil Refining Company	
Société Brega de commercialisation du pétrole	
Société Libyana de mobile (société de mobile)	
Société Almadar Algadid de mobile (société de mobile)	
Les sociétés publiques	
Société nationale de transport maritime	
Société air Afriqiyah	
Public Electrical Works Company	
Société de pétrochimie (Abikamach)	
Société des camions et autobus libyenne	

Société Breven de service pétrolière	
Société Libyenne de constructions électriques	
Société Almoutawasat de service pétrolière	
Société Gaummin de service pétrolière	
Société Consultative Nationale	
Société Almoutawasat de service de génie	
Société nationale de communication	
Société Albahar almoutawassate de construction	
Société Sirte de développement	
Société Alkalijj de construction	
Société d'eau naturelle	
Société hôtelière	

ANNEXE 5

ANALYSE DE LA QUALITE DE L'INFORMATION COMPTABLE

- Déterminants des scores et indices de qualité (exemple)
- Scores de qualité
- Indices de qualité pondérés
- Analyse des scores de qualité par rubriques d'items
- Analyse des scores de qualité par rubriques d'items des entreprises cotées en bourse
- Analyse des scores de qualité par rubriques d'items des entreprises non cotées en bourse

Déterminants des scores d'indices

Exemple des rapports annuels de l'entreprise El-Naisser de Ciment

Point attribué lors de la lecture dichotomique					Point valorisé par la pondération de l'item		
Item n°	2007	2008	2009	Moyenne	2007	2008	2009
1	1	1	1	2,19	2,19	2,19	2,19
2	1	1	1	1,91	1,91	1,91	1,91
3	1	1	1	1,96	1,96	1,96	1,96
4	1	1	1	1,78	1,78	1,78	1,78
5	1	1	1	2,2	2,2	2,2	2,2
6	1	1	1	2,46	2,46	2,46	2,46
7	1	1	1	2,56	2,56	2,56	2,56
8	0	0	0	2,28	0	0	0
9	0	0	0	2,65	0	0	0
10	1	1	1	2,24	2,24	2,24	2,24
11	0	0	0	2,39	0	0	0
13	0	0	0	2,41	0	0	0
14	1	1	1	2,26	2,26	2,26	2,26
15	1	1	1	2,61	2,61	2,61	2,61
16	1	1	1	1,65	1,65	1,65	1,65
17	0	0	0	2,54	0	0	0
18	0	0	0	2,17	0	0	0
19	1	1	1	2,46	2,46	2,46	2,46
20	0	0	0	3,39	0	0	0
21	0	0	0	2,54	0	0	0
22	1	1	1	2,67	2,67	2,67	2,67
23	0	0	0	3,17	0	0	0
24	0	0	0	2,02	0	0	0
25	1	1	0	2,06	2,06	2,06	0
26	0	0	0	1,89	0	0	0
27	1	1	1	2,76	2,76	2,76	2,76
28	1	1	1	2,48	2,48	2,48	2,48
29	1	1	1	3,54	3,54	3,54	3,54
30	0	0	0	2,89	0	0	0
31	1	1	1	3,26	3,26	3,26	3,26
32	1	1	1	2,48	2,48	2,48	2,48
33	0	0	0	3,19	0	0	0
34	1	1	1	3,41	3,41	3,41	3,41
35	0	0	0	2,52	0	0	0
36	0	0	0	2,69	0	0	0
37	1	1	1	1,61	1,61	1,61	1,61
38	1	1	1	1,67	1,67	1,67	1,67
39	1	1	1	1,65	1,65	1,65	1,65
40	1	1	1	1,59	1,59	1,59	1,59
41	0	0	0	2,19	0	0	0
42	0	1	1	1,85	1,85	1,85	1,85

43	0	0	0	1,96	0	0	0
44	1	1	1	1,56	1,56	1,56	1,56
45	1	1	1	1,57	1,57	1,57	1,57
46	0	0	0	1,76	0	0	0
47	1	1	1	1,5	1,5	1,5	1,5
48	0	0	0	1,43	0	0	0
49	1	1	1	1,48	1,48	1,48	1,48
50	1	1	1	2,06	2,06	2,06	2,06
51	1	1	1	1,76	1,76	1,76	1,76
52	0	0	0	2,26	0	0	0
53	1	1	1	2,26	2,26	2,26	2,26
54	0	0	0	2,19	0	0	0
55	0	0	0	2,37	0	0	0
56	1	1	1	1,89	1,89	1,89	1,89
57	0	0	0	2,06	0	0	0
58	1	1	1	1,83	1,83	1,83	1,83
59	0	0	0	1,98	0	0	0
60	0	0	0	2,11	0	0	0
61	0	0	0	2,13	0	0	0
62	0	0	0	1,87	0	0	0
63	0	0	0	2,31	0	0	0
64	0	0	0	1,85	0	0	0
65	0	0	0	1,93	0	0	0
66	1	1	1	2,33	2,33	2,33	2,33
67	1	1	1	2,37	2,37	2,37	2,37
68	1	1	1	2,04	2,04	2,04	2,04
69	0	0	0	2,46	0	0	0
70	0	0	0	2,43	0	0	0
70	1	1	1	2,11	2,11	2,11	2,11
71	0	1	1	2,33	2,33	2,33	2,33
72	0	0	0	2,28	0	0	0
73	0	0	0	2,63	0	0	0
74	0	0	0	2,13	0	0	0
75	0	0	0	2,65	0	0	0
76	1	1	1	1,8	1,8	1,8	1,8
77	1	1	1	1,59	1,59	1,59	1,59
78	1	1	1	1,76	1,76	1,76	1,76
79	0	0	1	1,67	0	0	1,67
80	0	0	0	2,06	0	0	0
81	0	0	0	2,24	0	0	0
82	0	0	0	2,65	0	0	0
83	0	0	0	2,72	0	0	0
					89,55	89,55	89,16
					184,61	184,61	184,61
					0,48508	0,48508	0,48296

Déterminant des scores d'indice

Exemple des rapports annuels de l'entreprise El-Ahlyia de Ciment

Point attribué lors de la lecture dichotomique					Point valorisé par la pondération de l'item		
Item n°	2007	2008	2009	Moyenne	2007	2008	2009
1	1	1	1	2,19	2,19	2,19	2,19
2	1	1	1	1,91	1,91	1,91	1,91
3	1	1	1	1,96	1,96	1,96	1,96
4	1	1	1	1,78	1,78	1,78	1,78
5	1	1	1	2,2	2,2	2,2	2,2
6	1	1	1	2,46	2,46	2,46	2,46
7	1	1	1	2,56	2,56	2,56	2,56
8	0	0	0	2,28	0	0	0
9	0	0	0	2,65	0	0	0
10	1	1	1	2,24	2,24	2,24	2,24
11	0	0	0	2,39	0	0	0
13	0	0	0	2,41	0	0	0
14	0	0	0	2,26	0	0	0
15	0	0	0	2,61	0	0	0
16	1	1	1	1,65	1,65	1,65	1,65
17	0	0	0	2,54	0	0	0
18	1	1	1	2,17	2,17	2,17	2,17
19	0	0	0	2,46	0	0	0
20	0	0	0	3,39	0	0	0
21	0	0	0	2,54	0	0	0
22	0	0	0	2,67	0	0	0
23	0	0	0	3,17	0	0	0
24	0	0	0	2,02	0	0	0
25	1	1	1	2,06	2,06	2,06	2,06
26	1	1	1	1,89	1,89	1,89	1,89
27	1	1	1	2,76	2,76	2,76	2,76
28	1	1	1	2,48	2,48	2,48	2,48
29	1	1	1	3,54	3,54	3,54	3,54
30	0	0	0	2,89	0	0	0
31	0	0	0	3,26	0	0	0
32	1	1	1	2,48	2,48	2,48	2,48
33	0	0	0	3,19	0	0	0
34	1	1	1	3,41	3,41	3,41	3,41
35	1	1	1	2,52	2,52	2,52	2,52
36	0	0	0	2,69	0	0	0
37	1	1	1	1,61	1,61	1,61	1,61
38	1	1	1	1,67	1,67	1,67	1,67
39	1	1	1	1,65	1,65	1,65	1,65
40	1	1	1	1,59	1,59	1,59	1,59
41	0	0	0	2,19	0	0	0

42	1	1	1	1,85	1,85	1,85	1,85
43	0	0	0	1,96	0	0	0
44	1	1	1	1,56	1,56	1,56	1,56
45	1	1	1	1,57	1,57	1,57	1,57
46	0	0	0	1,76	0	0	0
47	1	1	1	1,5	1,5	1,5	1,5
48	0	0	0	1,43	0	0	0
49	1	1	1	1,48	1,48	1,48	1,48
50	1	1	1	2,06	2,06	2,06	2,06
51	1	1	1	1,76	1,76	1,76	1,76
52	0	0	0	2,26	0	0	0
53	0	1	1	2,26	0	2,26	2,26
54	0	0	0	2,19	0	0	0
55	0	0	0	2,37	0	0	0
56	1	1	1	1,89	1,89	1,89	1,89
57	0	0	0	2,06	0	0	0
58	1	1	1	1,83	1,83	1,83	1,83
59	0	0	0	1,98	0	0	0
60	0	0	0	2,11	0	0	0
61	0	0	0	2,13	0	0	0
62	0	0	0	1,87	0	1,87	1,87
63	0	0	0	2,31	0	2,31	2,31
64	0	0	0	1,85	0	1,85	1,85
65	0	0	0	1,93	0	1,93	1,93
66	0	1	1	2,33	0	2,33	2,33
67	1	1	1	2,37	2,37	2,37	2,37
68	1	1	1	2,04	2,04	2,04	2,04
69	0	0	0	2,46	0	0	0
70	0	0	0	2,43	0	0	0
70	1	1	1	2,11	2,11	2,11	2,11
71	0	1	1	2,33	2,33	2,33	2,33
72	0	0	0	2,28	0	0	0
73	0	0	0	2,63	0	0	0
74	0	0	0	2,13	0	0	0
75	0	0	0	2,65	0	0	0
76	1	1	1	1,8	1,8	1,8	1,8
77	1	1	1	1,59	1,59	1,59	1,59
78	1	1	1	1,76	1,76	1,76	1,76
79	1	1	1	1,67	1,67	1,67	1,67
80	0	0	0	2,06	0	0	0
81	0	0	0	2,24	0	0	0
82	1	1	1	2,65	2,65	2,65	2,65
83	1	1	1	2,72	2,72	2,72	2,72
					85,32	97,87	97,87
					184,61	184,61	184,61
					0,46216	0,53014	0,53014

Déterminant des scores d'indice

Exemple des rapports annuels de l'entreprise Libyana Mobile

Point attribué lors de la lecture dichotomique					Point valorisé par la pondération de l'item		
Item n°	2007	2008	2009	Moyenne	2007	2008	2009
1	1	1	1	2,19	2,19	2,19	2,19
2	1	1	1	1,91	1,91	1,91	1,91
3	1	1	1	1,96	1,96	1,96	1,96
4	1	1	1	1,78	1,78	1,78	1,78
5	1	1	1	2,2	2,2	2,2	2,2
6	1	1	1	2,46	2,46	2,46	2,46
7	1	1	1	2,56	2,56	2,56	2,56
8	0	0	0	2,28	0	0	0
9	0	0	0	2,65	0	0	0
10	1	1	1	2,24	2,24	2,24	2,24
11	0	0	0	2,39	0	0	0
13	0	0	0	2,41	0	0	0
14	1	1	1	2,26	2,26	2,26	2,26
15	1	1	1	2,61	2,61	2,61	2,61
16	1	1	1	1,65	1,65	1,65	1,65
17	0	0	0	2,54	0	0	0
18	0	0	0	2,17	0	0	0
19	1	1	1	2,46	2,46	2,46	2,46
20	0	0	0	3,39	0	0	0
21	0	0	0	2,54	0	0	0
22	1	1	1	2,67	2,67	2,67	2,67
23	0	0	0	3,17	0	0	0
24	0	0	0	2,02	0	0	0
25	1	1	0	2,06	2,06	2,06	0
26	0	0	0	1,89	0	0	0
27	1	1	1	2,76	2,76	2,76	2,76
28	1	1	1	2,48	2,48	2,48	2,48
29	1	1	1	3,54	3,54	3,54	3,54
30	0	0	0	2,89	0	0	0
31	1	1	1	3,26	3,26	3,26	3,26
32	1	1	1	2,48	2,48	2,48	2,48
33	0	0	0	3,19	0	0	0
34	1	1	1	3,41	3,41	3,41	3,41
35	0	0	0	2,52	0	0	0
36	0	0	0	2,69	0	0	0
37	1	1	1	1,61	1,61	1,61	1,61
38	1	1	1	1,67	1,67	1,67	1,67
39	1	1	1	1,65	1,65	1,65	1,65
40	1	1	1	1,59	1,59	1,59	1,59
41	0	0	0	2,19	0	0	0

42	0	1	1	1,85	1,85	1,85	1,85
43	0	0	0	1,96	0	0	0
44	1	1	1	1,56	1,56	1,56	1,56
45	1	1	1	1,57	1,57	1,57	1,57
46	0	0	0	1,76	0	0	0
47	1	1	1	1,5	1,5	1,5	1,5
48	0	0	0	1,43	0	0	0
49	1	1	1	1,48	1,48	1,48	1,48
50	1	1	1	2,06	2,06	2,06	2,06
51	1	1	1	1,76	1,76	1,76	1,76
52	0	0	0	2,26	0	0	0
53	1	1	1	2,26	2,26	2,26	2,26
54	0	0	0	2,19	0	0	0
55	0	0	0	2,37	0	0	0
56	1	1	1	1,89	1,89	1,89	1,89
57	0	0	0	2,06	0	0	0
58	1	1	1	1,83	1,83	1,83	1,83
59	0	0	0	1,98	0	0	0
60	0	0	0	2,11	0	0	0
61	0	0	0	2,13	0	0	0
62	0	0	0	1,87	0	0	0
63	0	0	0	2,31	0	0	0
64	0	0	0	1,85	0	0	0
65	0	0	0	1,93	0	0	0
66	1	1	1	2,33	2,33	2,33	2,33
67	1	1	1	2,37	2,37	2,37	2,37
68	1	1	1	2,04	2,04	2,04	2,04
69	0	0	0	2,46	0	0	0
70	0	0	0	2,43	0	0	0
70	1	1	1	2,11	2,11	2,11	2,11
71	0	1	1	2,33	2,33	2,33	2,33
72	0	0	0	2,28	0	0	0
73	0	0	0	2,63	0	0	0
74	0	0	0	2,13	0	0	0
75	0	0	0	2,65	0	0	0
76	1	1	1	1,8	1,8	1,8	1,8
77	1	1	1	1,59	1,59	1,59	1,59
78	1	1	1	1,76	1,76	1,76	1,76
79	0	0	1	1,67	0	0	1,67
80	0	0	0	2,06	0	0	0
81	0	0	0	2,24	0	0	0
82	0	0	0	2,65	0	0	0
83	0	0	0	2,72	0	0	0
					89,55	89,55	89,16
					184,61	184,61	184,61
					0,48508	0,48508	0,48296

Déterminants des scores d'indice

Exemple des rapports annuels de l'entreprise Alrahila

Point attribué lors de la lecture dichotomique					Point valorisé par la pondération de l'item		
Item n°	2007	2008	2009	Moyenne	2007	2008	2009
1	1	1	1	2,19	2,19	2,19	2,19
2	1	1	1	1,91	1,91	1,91	1,91
3	1	1	1	1,96	1,96	1,96	1,96
4	1	1	1	1,78	1,78	1,78	1,78
5	1	1	1	2,2	2,2	2,2	2,2
6	1	1	1	2,46	2,46	2,46	2,46
7	1	1	1	2,56	2,56	2,56	2,56
8	0	0	0	2,28	0	0	0
9	0	0	0	2,65	0	0	0
10	1	1	1	2,24	2,24	2,24	2,24
11	0	0	0	2,39	0	0	0
13	0	0	0	2,41	0	0	0
14	0	0	0	2,26	0	0	0
15	0	0	0	2,61	0	0	0
16	1	1	1	1,65	1,65	1,65	1,65
17	0	0	0	2,54	0	0	0
18	1	1	1	2,17	2,17	2,17	2,17
19	0	0	0	2,46	0	0	0
20	0	0	0	3,39	0	0	0
21	0	0	0	2,54	0	0	0
22	0	0	0	2,67	0	0	0
23	0	0	0	3,17	0	0	0
24	0	0	0	2,02	0	0	0
25	1	1	1	2,06	2,06	2,06	2,06
26	1	1	1	1,89	1,89	1,89	1,89
27	1	1	1	2,76	2,76	2,76	2,76
28	1	1	1	2,48	2,48	2,48	2,48
29	1	1	1	3,54	3,54	3,54	3,54
30	0	0	0	2,89	0	0	0
31	0	0	0	3,26	0	0	0
32	1	1	1	2,48	2,48	2,48	2,48
33	0	0	0	3,19	0	0	0
34	1	1	1	3,41	3,41	3,41	3,41
35	1	1	1	2,52	2,52	2,52	2,52
36	0	0	0	2,69	0	0	0
37	1	1	1	1,61	1,61	1,61	1,61
38	1	1	1	1,67	1,67	1,67	1,67
39	1	1	1	1,65	1,65	1,65	1,65
40	1	1	1	1,59	1,59	1,59	1,59
41	0	0	0	2,19	0	0	0

42	1	1	1	1,85	1,85	1,85	1,85
43	0	0	0	1,96	0	0	0
44	1	1	1	1,56	1,56	1,56	1,56
45	1	1	1	1,57	1,57	1,57	1,57
46	0	0	0	1,76	0	0	0
47	1	1	1	1,5	1,5	1,5	1,5
48	0	0	0	1,43	0	0	0
49	1	1	1	1,48	1,48	1,48	1,48
50	1	1	1	2,06	2,06	2,06	2,06
51	1	1	1	1,76	1,76	1,76	1,76
52	0	0	0	2,26	0	0	0
53	0	1	1	2,26	0	2,26	2,26
54	0	0	0	2,19	0	0	0
55	0	0	0	2,37	0	0	0
56	1	1	1	1,89	1,89	1,89	1,89
57	0	0	0	2,06	0	0	0
58	1	1	1	1,83	1,83	1,83	1,83
59	0	0	0	1,98	0	0	0
60	0	0	0	2,11	0	0	0
61	0	0	0	2,13	0	0	0
62	0	0	0	1,87	0	1,87	1,87
63	0	0	0	2,31	0	2,31	2,31
64	0	0	0	1,85	0	1,85	1,85
65	0	0	0	1,93	0	1,93	1,93
66	0	1	1	2,33	0	2,33	2,33
67	1	1	1	2,37	2,37	2,37	2,37
68	1	1	1	2,04	2,04	2,04	2,04
69	0	0	0	2,46	0	0	0
70	0	0	0	2,43	0	0	0
70	1	1	1	2,11	2,11	2,11	2,11
71	0	1	1	2,33	2,33	2,33	2,33
72	0	0	0	2,28	0	0	0
73	0	0	0	2,63	0	0	0
74	0	0	0	2,13	0	0	0
75	0	0	0	2,65	0	0	0
76	1	1	1	1,8	1,8	1,8	1,8
77	1	1	1	1,59	1,59	1,59	1,59
78	1	1	1	1,76	1,76	1,76	1,76
79	1	1	1	1,67	1,67	1,67	1,67
80	0	0	0	2,06	0	0	0
81	0	0	0	2,24	0	0	0
82	1	1	1	2,65	2,65	2,65	2,65
83	1	1	1	2,72	2,72	2,72	2,72
					85,32	97,87	97,87
					184,61	184,61	184,61
					0,46216	0,53014	0,53014

Scores de la qualité d'offre

Entreprise	2007	2008	2009
Société Elnaïsser de ciment	73,97	83,77	83,77
Société El-Ahlyia de ciment	98,56	111,87	111,87
Société nationale du Flour Mills et fourrages	62,18	62,18	62,18
Société de fabrication de tubes	61,97	69,31	69,31
Société de fabrication de tuyaux	67,24	67,24	67,24
Société de fabrication des fils et câbles	69,2	73,11	73,11
Société libyenne de Tabac	64,44	67,85	67,85
Société d'huile végétale	59,98	59,98	59,98
Société libyenne du fer et acier	82,39	82,39	82,39
Société des camions et autobus libyenne	62,35	64,24	64,24
Société libyenne de développement industriel	51,01	51,01	51,01
Société d'industries mécaniques	72,72	72,72	72,72
société de développement urbain	70,48	72,41	72,41
Société Albahar almoutawassate de construction	54,92	54,92	54,92
Société Sirte de construction et développement	51,27	62,75	62,75
Société Alkalijj de construction	49,62	49,62	49,62
Société Libyenne de constructions électriques	66,77	66,77	66,77
Public Electrical Works Company	53,69	53,69	53,69
Société d'investissement national	72,59	72,59	72,59
Société Arab Union Contracting Company (AUCC)	71,77	75,77	75,77
Société médicaux	74,81	74,81	74,81
Société consultative nationale	59,78	59,78	59,78
Société Almutawasat de service de génie	45,02	45,02	45,02
Société Al-niqat-elkamis	75,99	78,13	78,13

Société Alrahila	85,32	97,87	97,87
Société nationale du forage et d'entretien des puits de pétrole	79,05	79,05	79,05
Société de pétrochimie (Abikamach)	50,49	50,49	50,49
Azzawiya Oil Refining Company	75,58	75,58	75,58
Société Brega de commercialisation du pétrole	69,73	74,17	74,17
Société Breven de service pétrolière	61,84	61,9	61,9
Société Almutawasat de service pétrolière	43,6	43,6	43,6
Société Gaummin de service pétrolière	43,69	47,99	47,99
Société d'Oyia	81,69	88,45	88,45
Société Libyana de mobile	89,55	89,55	89,55
Société Almadar Algadid de mobile	71,78	71,78	71,78
Société nationale de communication	61,93	64,04	64,04
Société Al-wahat	82,46	84,59	84,59
Société nationale de transport maritime	79,99	79,99	79,99
Société aire Afriqiyah	67,4	67,4	67,4
Société d'exportation	82,42	82,42	82,42
Société d'exportations alimentaires	61,66	81,41	81,41
Société Algabil-elakadir	81,31	81,31	81,31
Société Altadaman foncier	68,84	72,64	72,64
société hôtellerie	71,21	73,08	73,08
Société d'eau	65,84	65,84	65,84
Société national d'Asmak	64,08	64,08	64,08
	3112,2	3229,2	3229,2
	67,66	70,2	70,2

Indices de qualité pondérés

Entreprise	2007	2008	2009
Société Elnaïsser de ciment	0,401	0,454	0,454
Société El-Ahlyia de ciment	0,534	0,606	0,606
Société nationale du Flour Mills et fourrages	0,337	0,337	0,337
Société de fabrication de tubes	0,336	0,375	0,375
Société de fabrication de tuyaux	0,364	0,364	0,364
Société de fabrication des fils et câbles	0,375	0,396	0,396
Société libyenne de Tabac	0,349	0,368	0,368
Société d'huile végétale	0,325	0,325	0,325
Société libyenne du fer et acier	0,446	0,446	0,446
Société des camions et autobus libyenne	0,338	0,348	0,348
Société libyenne de développement industriel	0,276	0,276	0,276
Société d'industries mécaniques	0,394	0,394	0,394
société de développement urbain	0,382	0,392	0,392
Société Albahar almoutawassate de construction	0,297	0,297	0,297
Société Sirte de construction et développement	0,278	0,34	0,34
Société Alkalijj de construction	0,269	0,269	0,269
Société Libyenne de constructions électriques	0,362	0,362	0,362
Public Electrical Works Company	0,291	0,291	0,291
Société d'investissement national	0,393	0,393	0,393
Société Arab Union Contracting Company (AUCC)	0,389	0,41	0,41
Société médicaux	0,405	0,405	0,405
Société consultative nationale	0,324	0,324	0,324
Société Almutawasat de service de génie	0,244	0,244	0,244
Société Al-niqat-elkamis	0,412	0,423	0,423

Société Alrahila	0,462	0,53	0,53
Société nationale du forage et d'entretien des puits de pétrole	0,428	0,428	0,428
Société de pétrochimie (Abikamach)	0,273	0,273	0,273
Azzawiya Oil Refining Company	0,409	0,409	0,409
Société Brega de commercialisation du pétrole	0,378	0,402	0,402
Société Breven de service pétrolière	0,335	0,335	0,335
Société Almutawasat de service pétrolière	0,236	0,236	0,236
Société Gaummin de service pétrolière	0,237	0,26	0,26
Société d'Oyia	0,443	0,479	0,479
Société Libyana de mobile	0,485	0,485	0,485
Société Almadar Algadid de mobile	0,389	0,389	0,389
Société nationale de communication	0,335	0,347	0,347
Société Al-wahat	0,447	0,458	0,458
Société nationale de transport maritime	0,433	0,433	0,433
Société aire Afriqiyah	0,365	0,365	0,365
Société d'exportation	0,446	0,446	0,446
Société d'exportations alimentaires	0,334	0,441	0,441
Société Algabil-elakadir	0,44	0,44	0,44
Société Altadaman foncier	0,373	0,393	0,393
société hôtelière	0,386	0,396	0,396
Société d'eau	0,357	0,357	0,357
Société national d'Asmak	0,347	0,347	0,348
	16,858	17,492	17,493
	0,366	0,38	0,38

Scores de la qualité d'offre pour les entreprises cotées en bourse

	Entreprise	2007	2008	2009
1	Société Elnaisser de ciment	73,97	83,77	83,77
2	Société El-Ahlyia de ciment	98,56	111,87	111,87
3	Société nationale du Flour Mills et fourrages	62,18	62,18	62,18
4	Société de fabrication de tubes	61,97	69,31	69,31
5	Société de fabrication de tuyaux	67,24	67,24	67,24
6	Société de fabrication des fils et câbles	69,2	73,11	73,11
7	Société libyenne de Tabac	64,44	67,85	67,85
8	Société d'huile végétale	59,98	59,98	59,98
9	Société libyenne de développement industriel	51,01	51,01	51,01
10	Société d'industries mécaniques	72,72	72,72	72,72
11	société de développement urbain	70,48	72,41	72,41
12	Société d'investissement national	72,59	72,59	72,59
13	Société médicaux	74,81	74,81	74,81
14	Société Al-niqat-elkamis	75,99	78,13	78,13
15	Société Alrahila	85,32	97,87	97,87
16	Société d'Oyia	81,69	88,45	88,45
17	Société Al-wahat	82,46	84,59	84,59
18	Société d'exportation	82,42	82,42	82,42
19	Société d'exportations alimentaires	61,66	81,41	81,41
20	Société Algabil-elakadir	81,31	81,31	81,31
21	Société Altadaman foncier	68,84	72,64	72,64

Indices de qualité pondérée pour les entreprises cotées en bourse

	Entreprise	2007	2008	2009
1	Société Elnaïsser de ciment	0,401	0,454	0,454
2	Société El-Ahlyia de ciment	0,534	0,606	0,606
3	Société nationale du Flour Mills et fourrages	0,337	0,337	0,337
4	Société de fabrication de tubes	0,336	0,375	0,375
5	Société de fabrication de tuyaux	0,364	0,364	0,364
6	Société de fabrication des fils et câbles	0,375	0,396	0,396
7	Société libyenne de Tabac	0,349	0,368	0,368
8	Société d'huile végétale	0,325	0,325	0,325
9	Société libyenne de développement industriel	0,276	0,276	0,276
10	Société d'industries mécaniques	0,394	0,394	0,394
11	société de développement urbain	0,382	0,392	0,392
12	Société d'investissement national	0,393	0,393	0,393
13	Société médicaux	0,405	0,405	0,405
14	Société Al-niqat-elkamis	0,412	0,423	0,423
15	Société Alrahila	0,462	0,53	0,53
16	Société d'Oyia	0,443	0,479	0,479
17	Société Al-wahat	0,447	0,458	0,458
18	Société d'exportation	0,446	0,446	0,446
19	Société d'exportations alimentaires	0,334	0,441	0,441
20	Société Algabil-elakadir	0,44	0,44	0,44
21	Société Altadaman foncier	0,373	0,393	0,393

Scores de la qualité d'offre pour les entreprises non cotées en bourse

	Entreprise	2007	2008	2009
1	Société libyenne du fer et acier	82,39	82,39	82,39
2	Société des camions et autobus libyenne	62,35	64,24	64,24
3	Société Albahar almoutawassate de construction	54,92	54,92	54,92
4	Société Sirte de construction et développement	51,27	62,75	62,75
5	Société Alkalijj de construction	49,62	49,62	49,62
6	Société Libyenne de constructions électriques	66,77	66,77	66,77
7	Public Electrical Works Company	53,69	53,69	53,69
8	Société Arab Union Contracting Company (AUCC)	71,77	75,77	75,77
9	Société consultative nationale	59,78	59,78	59,78
10	Société Almutawasat de service de génie	45,02	45,02	45,02
11	Société nationale du forage et d'entretien des puits de pétrole	79,05	79,05	79,05
12	Société de pétrochimie (Abikamach)	50,49	50,49	50,49
13	Azzawiya Oil Refining Company	75,58	75,58	75,58
14	Société Brega de commercialisation du pétrole	69,73	74,17	74,17
15	Société Breven de service pétrolière	61,84	61,9	61,9
16	Société Almutawasat de service pétrolière	43,6	43,6	43,6
17	Société Gaummin de service pétrolière	43,69	47,99	47,99
18	Société Libya de mobile	89,55	89,55	89,55
19	Société Almadar Algadid de mobile	71,78	71,78	71,78
20	Société nationale de communication	61,93	64,04	64,04
21	Société nationale de transport maritime	79,99	79,99	79,99
22	Société aire Afriqiyah	67,4	67,4	67,4
23	société hôtelière	71,21	73,08	73,08
24	Société d'eau	65,84	65,84	65,84
25	Société national d'Asmak	64,08	64,08	64,08

Indices de qualité pondérée pour les entreprises non cotées en bourse

	Entreprise	2007	2008	2009
1	Société libyenne du fer et acier	0,446	0,446	0,446
2	Société des camions et autobus libyenne	0,338	0,348	0,348
3	Société Albahar almoutawassate de construction	0,297	0,297	0,297
4	Société Sirte de construction et développement	0,278	0,34	0,34
5	Société Alkalijj de construction	0,269	0,269	0,269
6	Société Libyenne de constructions électriques	0,362	0,362	0,362
7	Public Electrical Works Company	0,291	0,291	0,291
8	Société d'investissement national	0,393	0,393	0,393
9	Société Arab Union Contracting Company (AUCC)	0,389	0,41	0,41
10	Société consultative nationale	0,324	0,324	0,324
11	Société Almutawasat de service de génie	0,244	0,244	0,244
12	Société nationale du forage et d'entretien des puits de pétrole	0,428	0,428	0,428
13	Société de pétrochimie (Abikamach)	0,273	0,273	0,273
14	Azzawiya Oil Refining Company	0,409	0,409	0,409
15	Société Brega de commercialisation du pétrole	0,378	0,402	0,402
16	Société Breven de service pétrolière	0,335	0,335	0,335
17	Société Almutawasat de service pétrolière	0,236	0,236	0,236
18	Société Gaummin de service pétrolière	0,237	0,26	0,26
19	Société Libyana de mobile	0,485	0,485	0,485
20	Société Almadar Algadid de mobile	0,389	0,389	0,389
21	Société nationale de communication	0,335	0,347	0,347
22	Société nationale de transport maritime	0,433	0,433	0,433
23	Société aire Afriqiyah	0,365	0,365	0,365
24	société hôtelière	0,386	0,396	0,396
25	Société d'eau	0,357	0,357	0,357
26	Société national d'Asmak	0,347	0,347	0,348

Scores et indice de la qualité de l'information par rubrique

1. Présentation de l'entreprise ou du groupe				
	Entreprise	2007	2008	2009
1	Société médicaux	19,71	19,71	19,71
2	Société d'exportation	17,3	17,3	17,3
3	Société d'exportations alimentaires	17,15	17,15	17,15
4	Société d'eau	15,06	15,06	15,06
5	Société natioanl d'Asmak	17,3	17,3	17,3
6	Société Elnaisser de ciment	17,3	17,3	17,3
7	Société El-Ahlyaia de ciment	19,58	21,97	21,97
8	Société nationale du Flour Mills et fourrages	17,3	17,3	17,3
9	Société de fabrication de tubes	17,3	17,3	17,3
10	Société de fabrication de tuyaux	17,34	17,34	17,34
11	Société de fabrication des fils et câbles	19,58	19,58	19,58
12	Société libyenne de Tabac	17,3	17,3	17,3
13	Société d'huile végétale	17,3	17,3	17,3
14	Société libyenne du fer et acier	19,58	19,58	19,58
15	Société des camions et autobus libyenne	17,3	17,3	17,3
16	Société libyenne de développement industriel	19,71	19,71	19,71
17	Société d'industries mécaniques	17,3	17,3	17,3
18	Société Albahar almoutawassate de construction	17,3	17,3	17,3
19	Société Sirte de construction et développement	17,3	17,3	17,3
20	Société Alkalijj de construction	17,3	17,3	17,3
21	Société Libyenne de constructions électriques	17,3	17,3	17,3
22	Public Electrical Works Company	17,3	17,3	17,3
23	Société d'investissement national	17,3	17,3	17,3

24	Société Arab Union Contracting Company (AUCC)	19,58	19,58	19,58
25	Société d'Oyia	19,58	19,58	19,58
26	Société Al-wahat	17,3	17,3	17,3
27	Société Al-niqat-elkamis	19,95	19,95	19,95
28	Société Algabil-elakadir	17,3	17,3	17,3
29	société de développement urbain	17,3	17,3	17,3
30	Société Altadaman foncier	19,58	19,58	19,58
31	Société consulative nationale	17,3	17,3	17,3
32	Société Almutawasat de service de génie	17,3	17,3	17,3
33	société hotelaire	19,58	19,58	19,58
34	Société Alrahila	17,3	17,3	17,3
35	Société nationale du forage et d'entretien des puits de pétrole	19,71	19,71	19,71
36	Société de pétrochimie (Abikamach)	17,3	17,3	17,3
37	Azzawiya Oil Refining Company	17,3	17,3	17,3
38	Société Brega de commercialisation du pétrole	17,3	17,3	17,3
39	Société Breven de service pétrolière	17,3	17,3	17,3
40	Société Almutawasat de service pétrolière	17,3	17,3	17,3
41	Société Gaummin de service pétrolière	17,3	19,71	19,71
42	Société Libyana de mobile	17,3	17,3	17,3
43	Société Almadar Algadid de mobile	17,3	17,3	17,3
44	Société nationale de communication	17,3	17,3	17,3
45	Société nationale de transport maritime	17,3	17,3	17,3
46	Société aire Afriqiyah	19,58	19,58	19,58
Score de la qualité d'offre		821,57	826,37	826,37
Indice de la qualité d'offre		17,86	17,965	17,965

	2. Eléments sur la situation économique du groupe			
	Entreprise	2007	2008	2009
1	Société médicaux	12,67	12,67	17,32
2	Société d'exportation	13,66	13,66	16,14
3	Société d'exportations alimentaires	4,13	10,1	10,1
4	Société d'eau	10,02	10,02	10,02
5	Société national d'Asmak	6,61	6,61	6,61
6	Société Elnaissir de ciment	19,56	29,36	29,36
7	Société El-Ahlyaia de ciment	24,66	24,66	24,66
8	Société nationale du Flour Mills et fourrages	15,45	15,45	15,45
9	Société de fabrication de tubes	11,74	15,15	15,15
10	Société de fabrication de tuyaux	11,74	11,74	15,15
11	Société de fabrication des fils et câbles	17,91	17,91	17,91
12	Société libyenne de Tabac	9,37	12,78	12,78
13	Société d'huile végétale	12,78	12,78	12,78
14	Société libyenne du fer et acier	20,21	20,21	25,51
15	Société des camions et autobus libyenne	9,26	11,15	11,15
16	Société libyenne de développement industriel	3,54	3,54	3,54
17	Société d'industries mécaniques	18,04	18,04	18,04
18	Société Albahar almoutawassate de construction	6,02	6,02	6,02
19	Société Sirte de construction et développement	3,54	3,54	3,54
20	Société Alkalijj de construction	3,54	3,54	3,54
21	Société Libyenne de constructions électriques	13,63	13,63	13,63
22	Public Electrical Works Company	7,67	7,67	7,67
23	Société d'investissement national	17,91	17,91	17,91

24	Société Arab Union Contracting Company (AUCC)	11,78	13,67	13,67
25	Société d'Oyia	16,27	16,27	16,27
26	Société Al-wahat	13,97	13,97	13,97
27	Société Al-niqat-elkamis	14,14	13,97	16,14
28	Société Algabil-elakadir	23,73	23,73	23,73
29	société de développement urbain	10,02	10,02	10,02
30	Société Altadaman foncier	14,67	14,67	14,67
31	Société consultative nationale	8,5	8,5	8,5
32	Société Almutawasat de service de génie	6,61	6,61	6,61
33	société hôtelière	10,02	10,02	12,04
34	Société Alrahila	24,96	24,96	24,96
35	Société nationale du forage et d'entretien des puits de pétrole	20,58	20,58	20,58
36	Société de pétrochimie (Abikamach)	9,26	9,26	9,26
37	Azzawiya Oil Refining Company	23,82	23,82	23,82
38	Société Brega de commercialisation du pétrole	11,78	11,78	11,78
39	Société Breven de service pétrolière	4,13	6,02	6,02
40	Société Almutawasat de service pétrolière	1,65	1,65	1,65
41	Société Gaummin de service pétrolière	1,65	3,54	3,54
42	Société Libyana de mobile	31,64	31,64	29,58
43	Société Almadar Algadid de mobile	14,09	14,09	17,28
44	Société nationale de communication	12,8	12,8	12,8
45	Société nationale de transport maritime	17,02	17,02	17,02
46	Société aire Afriqiyah	6,8	6,8	10,21
Score de la qualité d'offre		583,55	613,53	638,1
Indice de la qualité d'offre		12,686	13,338	13,872

3. Eléments sur la situation financière de l'entreprise				
	Entreprise	2007	2008	2009
1	Société médicaux	35,61	35,61	35,61
2	Société d'exportation	35,42	35,42	35,42
3	Société d'exportations alimentaires	36,99	41,55	41,55
4	Société d'eau	31,17	31,17	31,17
5	Société national d'Asmak	31,24	31,24	31,33
6	Société Elnaissir de ciment	30,29	30,29	30,29
7	Société El-Ahlyaia de ciment	33,28	44,2	44,2
8	Société nationale du Flour Mills et fourrages	22,61	22,61	24,72
9	Société de fabrication de tubes	23,46	27,39	29,65
10	Société de fabrication de tuyaux	28,69	28,69	28,69
11	Société de fabrication des fils et câbles	22,24	26,15	27,82
12	Société libyenne de Tabac	30,95	30,95	30,95
13	Société d'huile végétale	23,08	23,08	23,08
14	Société libyenne du fer et acier	33,13	33,13	33,13
15	Société des camions et autobus libyenne	28,97	28,97	28,97
16	Société libyenne de développement industriel	24,37	24,37	24,37
17	Société d'industries mécaniques	25,19	25,19	25,19
18	Société Albahar almoutawassate de construction	24,78	24,78	24,78
19	Société Sirte de construction et développement	25,28	25,28	25,28
20	Société Alkalijj de construction	23,72	23,72	23,72
21	Société Libyenne de constructions électriques	32,45	32,45	32,45
22	Public Electrical Works Company	23,22	23,22	23,22
23	Société d'investissement national	30,56	30,56	30,56

24	Société Arab Union Contracting Company (AUCC)	33,59	33,59	33,59
25	Société d'Oyia	34,58	41,34	41,34
26	Société Al-wahat	37,28	37,28	37,28
27	Société Al-niqat-elkamis	35,08	37,39	37,39
28	Société Algabil-elakadir	33,46	33,46	33,46
29	société de développement urbain	31,9	33,83	33,83
30	Société Altadaman foncier	25,9	29,7	29,7
31	Société consultative nationale	28,92	28,92	28,92
32	Société Almutawasat de service de génie	17,72	17,72	17,72
33	société hôtelière	27,63	29,5	31,43
34	Société Alrahila	26,43	38,98	38,98
35	Société nationale du forage et d'entretien des puits de pétrole	27,5	27,5	29,46
36	Société de pétrochimie (Abikamach)	20,54	20,54	20,54
37	Azzawiya Oil Refining Company	23,2	23,2	21,35
38	Société Brega de commercialisation du pétrole	33,83	33,83	33,83
39	Société Breven de service pétrolière	33,59	31,76	31,76
40	Société Almutawasat de service pétrolière	21,26	21,26	21,26
41	Société Gaummin de service pétrolière	21,35	21,35	21,35
42	Société Libyana de mobile	31,02	31,02	31,02
43	Société Almadar Algadid de mobile	31,46	31,46	31,46
44	Société nationale de communication	28,44	28,44	28,44
45	Société nationale de transport maritime	34,41	34,41	34,41
46	Société aire Afriqiyah	33,85	33,85	33,85
Score de la qualité d'offre		1329,6	1380,4	1388,5
Indice de la qualité d'offre		28,905	30,008	30,185

4. Éléments sur les perspectives de développement et les prévisions de l'entreprise				
	Entreprise	2007	2008	2009
1	Société médicaux	0	0	4,44
2	Société d'exportation	6,57	6,57	6,57
3	Société d'exportations alimentaires	0	9,22	9,22
4	Société d'eau	4,44	4,44	4,44
5	Société national d'Asmak	2,11	2,11	2,11
6	Société Elnaissir de ciment	0	0	0
7	Société El-Ahlyia de ciment	8,85	8,85	8,85
8	Société nationale du Flour Mills et fourrages	0	0	0
9	Société de fabrication de tubes	0	0	0
10	Société de fabrication de tuyaux	0	0	0
11	Société de fabrication des fils et câbles	0	0	0
12	Société libyenne de Tabac	0	0	0
13	Société d'huile végétale	0	0	0
14	Société libyenne du fer et acier	0	0	2,11
15	Société des camions et autobus libyenne	0	0	0
16	Société libyenne de développement industriel	0	0	0
17	Société d'industries mécaniques	0	0	0
18	Société Albahar almoutawassate de construction	0	0	0
19	Société Sirte de construction et développement	0	11,48	11,48
20	Société Alkalijj de construction	0	0	0
21	Société Libyenne de constructions électriques	0	0	0
22	Public Electrical Works Company	2,11	2,11	2,11
23	Société d'investissement national	0	0	0

24	Société Arab Union Contracting Company (AUCC)	0	2,11	2,11
25	Société d'Oyia	4,44	4,44	4,44
26	Société Al-wahat	7,09	9,22	9,22
27	Société Al-niqat-elkamis	0	0	0
28	Société Algabil-elakadir	0	0	0
29	société de développement urbain	4,44	4,44	4,44
30	Société Altadaman foncier	0	0	0
31	Société consultative nationale	0	0	0
32	Société Almutawasat de service de génie	0	0	0
33	société hôtelière	4,44	4,44	4,44
34	Société Alrahila	4,44	4,44	4,44
35	Société nationale du forage et d'entretien des puits de pétrole	4,44	4,44	4,44
36	Société de pétrochimie (Abikamach)	0	0	0
37	Azzawiya Oil Refining Company	4,44	4,44	4,44
38	Société Brega de commercialisation du pétrole	0	4,44	4,44
39	Société Breven de service pétrolière	0	0	0
40	Société Almutawasat de service pétrolière	0	0	0
41	Société Gaummin de service pétrolière	0	0	0
42	Société Libyana de mobile	4,44	4,44	4,44
43	Société Almadar Algadid de mobile	2,11	2,11	2,11
44	Société nationale de communication	0	2,11	2,11
45	Société nationale de transport maritime	4,44	4,44	4,44
46	Société aire Afriqiyah	2,11	2,11	2,11
Score de la qualité d'offre		70,91	102,4	108,95
Indice de la qualité d'offre		1,542	2,226	2,368

	5. Référentiel, principes et méthodes comptables adoptés			
	Entreprise	2007	2008	2009
1	Société médicaux	6,82	6,82	6,82
2	Société d'exportation	6,82	6,82	6,82
3	Société d'exportations alimentaires	3,39	3,39	3,39
4	Société d'eau	5,15	5,15	5,15
5	Société national d'Asmak	6,82	6,82	6,82
6	Société Elnaissir de ciment	6,82	6,82	6,82
7	Société El-Ahlyaia de ciment	6,82	6,82	6,82
8	Société nationale du Flour Mills et fourrages	6,82	6,82	6,82
9	Société de fabrication de tubes	6,82	6,82	6,82
10	Société de fabrication de tuyaux	6,82	6,82	6,82
11	Société de fabrication des fils et câbles	6,82	6,82	6,82
12	Société libyenne de Tabac	6,82	6,82	6,82
13	Société d'huile végétale	6,82	6,82	6,82
14	Société libyenne du fer et acier	6,82	6,82	6,82
15	Société des camions et autobus libyenne	6,82	6,82	6,82
16	Société libyenne de développement industriel	3,39	3,39	3,39
17	Société d'industries mécaniques	6,82	6,82	6,82
18	Société Albahar almoutawassate de construction	6,82	6,82	6,82
19	Société Sirte de construction et développement	5,15	5,15	5,15
20	Société Alkalijj de construction	5,06	5,06	5,06
21	Société Libyenne de constructions électriques	3,39	3,39	3,39
22	Public Electrical Works Company	3,39	3,39	3,39
23	Société d'investissement national	6,82	6,82	6,82

24	Société Arab Union Contracting Company (AUCC)	6,82	6,82	6,82
25	Société d'Oyia	6,82	6,82	6,82
26	Société Al-wahat	6,82	6,82	6,82
27	Société Al-niqat-elkamis	6,82	6,82	6,82
28	Société Algabil-elakadir	6,82	6,82	6,82
29	société de développement urbain	6,82	6,82	6,82
30	Société Altadaman foncier	3,39	3,39	3,39
31	Société consultative nationale	5,06	5,06	5,06
32	Société Almutawasat de service de génie	3,39	3,39	3,39
33	société hôtelière	6,82	6,82	6,82
34	Société Alrahila	6,82	6,82	6,82
35	Société nationale du forage et d'entretien des puits de pétrole	6,82	6,82	6,82
36	Société de pétrochimie (Abikamach)	3,39	3,39	3,39
37	Azzawiya Oil Refining Company	6,82	6,82	6,82
38	Société Brega de commercialisation du pétrole	6,82	6,82	6,82
39	Société Breven de service pétrolière	6,82	6,82	6,82
40	Société Almutawasat de service pétrolière	3,39	3,39	3,39
41	Société Gaummin de service pétrolière	3,39	3,39	3,39
42	Société Libyana de mobile	5,15	5,15	6,82
43	Société Almadar Algadid de mobile	6,82	6,82	6,82
44	Société nationale de communication	3,39	3,39	3,39
45	Société nationale de transport maritime	6,82	6,82	6,82
46	Société aire Afriqiyah	5,06	5,06	5,06
Score de la qualité d'offre		269,13	269,1	270,8
Indice de la qualité d'offre		5,851	5,851	5,887

6. Informations segmentées				
	Entreprise	2007	2008	2009
1	Société médicaux	0	0	0
2	Société d'exportation	2,65	2,65	2,65
3	Société d'exportations alimentaires	0	0	0
4	Société d'eau	0	0	0
5	Société national d'Asmak	0	0	0
6	Société Elnaissir de ciment	0	0	0
7	Société El-Ahlyia de ciment	5,37	5,37	5,37
8	Société nationale du Flour Mills et fourrages	0	0	0
9	Société de fabrication de tubes	2,65	2,65	2,65
10	Société de fabrication de tuyaux	2,65	2,65	2,65
11	Société de fabrication des fils et câbles	2,65	2,65	2,65
12	Société libyenne de Tabac	0	0	0
13	Société d'huile végétale	0	0	0
14	Société libyenne du fer et acier	2,65	2,65	2,65
15	Société des camions et autobus libyenne	0	0	0
16	Société libyenne de développement industriel	0	0	0
17	Société d'industries mécaniques	5,37	5,37	5,37
18	Société Albahar almoutawassate de construction	0	0	0
19	Société Sirte de construction et développement	0	0	0
20	Société Alkalijj de construction	0	0	0
21	Société Libyenne de constructions électriques	0	0	0
22	Public Electrical Works Company	0	0	0
23	Société d'investissement national	0	0	0

24	Société Arab Union Contracting Company (AUCC)	0	0	0
25	Société d'Oyia	0	0	0
26	Société Al-wahat	0	0	0
27	Société Al-niqat-elkamis	0	0	0
28	Société Algabil-elakadir	0	0	0
29	société de développement urbain	0	0	0
30	Société Altadaman foncier	5,3	5,3	5,3
31	Société consultative nationale	0	0	0
32	Société Almutawasat de service de génie	0	0	0
33	société hôtelière	2,72	2,72	2,72
34	Société Alrahila	5,37	5,37	5,37
35	Société nationale du forage et d'entretien des puits de pétrole	0	0	0
36	Société de pétrochimie (Abikamach)	0	0	0
37	Azzawiya Oil Refining Company	0	0	0
38	Société Brega de commercialisation du pétrole	0	0	0
39	Société Breven de service pétrolière	0	0	0
40	Société Almutawasat de service pétrolière	0	0	0
41	Société Gaummin de service pétrolière	0	0	0
42	Société Libyana de mobile	0	0	0
43	Société Almadar Algadid de mobile	0	0	0
44	Société nationale de communication	0	0	0
45	Société nationale de transport maritime	0	0	0
46	Société aire Afriqiyah	0	0	0
Score de la qualité d'offre		37,38	37,38	37,38
Indice de la qualité d'offre		0,813	0,813	0,813

Scores et Indices de la qualité de l'information par secteur d'activité

	<u>Secteur d'activité</u>	<u>Indice de la qualité d'offre</u>			<u>Score de la qualité d'offre</u>		
		2007	2008	2009	2007	2008	2009
	CONSOMMATION (1)						
1	Société médicaux	0,405	0,405	0,405	74,81	74,81	74,81
2	Société d'exportation	0,446	0,446	0,446	82,42	82,42	82,42
3	Société d'exportations alimentaires	0,334	0,441	0,441	61,66	81,41	81,41
4	Société d'eau	0,357	0,357	0,357	65,84	65,84	65,84
5	Société national d'Asmak	0,347	0,347	0,348	64,08	64,08	64,08
Total		1,89	1,997	1,998	348,81	368,56	368,56
Moyenne		0,378	0,399	0,4	69,762	73,712	73,712

	<u>Secteur d'activité</u>	<u>Indice de la qualité d'offre</u>			<u>Score de la qualité d'offre</u>		
		2007	2008	2009	2007	2008	2009
	INDUSTRIEL (2)						
1	Société Elnaissir de ciment	0,401	0,454	0,454	73,97	83,77	83,77
2	Société El-Ahlyia de ciment	0,534	0,606	0,606	98,56	111,87	111,87
3	Société nationale du Flour Mills et fourrages	0,337	0,337	0,337	62,18	62,18	62,18
4	Société de fabrication de tubes	0,336	0,375	0,375	61,97	69,31	69,31
5	Société de fabrication de tuyaux	0,364	0,364	0,364	67,24	67,24	67,24
6	Société de fabrication des fils et câbles	0,375	0,396	0,396	69,2	73,11	73,11
7	Société libyenne de Tabac	0,349	0,368	0,368	64,44	67,85	67,85
8	Société d'huile végétale	0,325	0,325	0,325	59,98	59,98	59,98
9	Société libyenne du fer et acier	0,446	0,446	0,446	82,39	82,39	82,39
10	Société des camions et autobus libyenne	0,338	0,348	0,348	62,35	64,24	64,24
11	Société libyenne de développement industriel	0,276	0,276	0,276	51,01	51,01	51,01
12	Société d'industries mécaniques	0,394	0,394	0,394	72,72	72,72	72,72
Total		4,474	4,689	4,689	826,01	865,67	865,67
Moyenne		0,373	0,391	0,391	68,834	72,139	72,139

	<u>Secteur d'activité</u>	<u>Indice de la qualité d'offre</u>			<u>Score de la qualité d'offre</u>		
		2007	2008	2009	2007	2008	2009
	CONSTRUCTION (3)						
1	Société Albahar almoutawassate de construction	0,297	0,297	0,297	54,92	54,92	54,92
2	Société Sirte de construction et développement	0,278	0,34	0,34	51,27	62,75	62,75
3	Société Alkalijj de construction	0,269	0,269	0,269	49,62	49,62	49,62
4	Société Libyenne de constructions électriques	0,362	0,362	0,362	66,77	66,77	66,77
5	Public Electrical Works Company	0,291	0,291	0,291	53,69	53,69	53,69
6	Société d'investissement national	0,393	0,393	0,393	72,59	72,59	72,59
7	Société Arab Union Contracting Company (AUCC)	0,389	0,41	0,41	71,77	75,77	75,77
8	Société d'Oyia	0,443	0,479	0,479	81,69	88,45	88,45
9	Société Al-wahat	0,447	0,458	0,458	82,46	84,59	84,59
10	Société Al-niqat-elkamis	0,412	0,423	0,423	75,99	78,13	78,13
11	Société Algabil-elakadir	0,44	0,44	0,44	81,31	81,31	81,31
12	société de développement urbain	0,382	0,392	0,392	70,48	72,41	72,41
13	Société Altadaman foncier	0,373	0,393	0,393	68,84	72,64	72,64
Total		4,774	4,949	4,949	881,4	913,64	913,64
Moyenne		0,367	0,381	0,381	67,8	70,28	70,28

	<u>Secteur d'activité</u>	<u>Indice de la qualité d'offre</u>			<u>Score de la qualité d'offre</u>		
		2007	2008	2009	2007	2008	2009
	SERVICE (4)						
1	Société consultative nationale	0,324	0,324	0,324	59,78	59,78	59,78
2	Société Almutawasat de service de génie	0,244	0,244	0,244	45,02	45,02	45,02
3	société hôtelière	0,386	0,396	0,396	71,21	73,08	73,08
Total		0,953	0,964	0,964	176,01	177,88	177,88
Moyenne		0,318	0,321	0,321	58,67	59,293	59,293

	<u>Secteur d'activité</u>	<u>Indice de la qualité d'offre</u>			<u>Score de la qualité d'offre</u>		
		2007	2008	2009	2007	2008	2009
	PETROLE (5)						
1	Société Alrahila	0,462	0,53	0,53	85,32	97,87	97,87
2	Société nationale du forage et d'entretien des puits de pétrole	0,428	0,428	0,428	79,05	79,05	79,05
3	Société de pétrochimie (Abikamach)	0,273	0,273	0,273	50,49	50,49	50,49
4	Azzawiya Oil Refining Company	0,409	0,409	0,409	75,58	75,58	75,58
5	Société Brega de commercialisation du pétrole	0,378	0,402	0,402	69,73	74,17	74,17
6	Société Breven de service pétrolière	0,335	0,335	0,335	61,84	61,9	61,9
7	Société Almutawasat de service pétrolière	0,236	0,236	0,236	43,6	43,6	43,6
8	Société Gaummin de service pétrolière	0,237	0,26	0,26	43,69	47,99	47,99
Total		2,759	2,874	2,874	509,3	530,65	530,65
Moyenne		0,345	0,359	0,359	63,663	66,331	66,331

	<u>Secteur d'activité</u>	<u>Indice de la qualité d'offre</u>			<u>Score de la qualité d'offre</u>		
		2007	2008	2009	2007	2008	2009
	COMMUNICATION (6)						
1	Société Libyana de mobile	0,485	0,485	0,485	89,55	89,55	89,55
2	Société Almadar Algadid de mobile	0,389	0,389	0,389	71,78	71,78	71,78
3	Société nationale de communication	0,335	0,347	0,347	61,93	64,04	64,04
Total		1,209	1,221	1,221	223,26	225,37	225,37
Moyenne		0,403	0,407	0,407	74,42	75,123	75,123

	<u>Secteur d'activité</u>	<u>Indice de la qualité d'offre</u>			<u>Score de la qualité d'offre</u>		
		2007	2008	2009	2007	2008	2009
	TRANSPORTS (7)						
1	Société nationale de transport maritime	0,433	0,433	0,433	79,99	79,99	79,99
2	Société aire Afriqiyah	0,365	0,365	0,365	67,4	67,4	67,4
Total		0,798	0,798	0,798	147,39	147,39	147,39
Moyenne		0,399	0,399	0,399	73,695	73,695	73,695